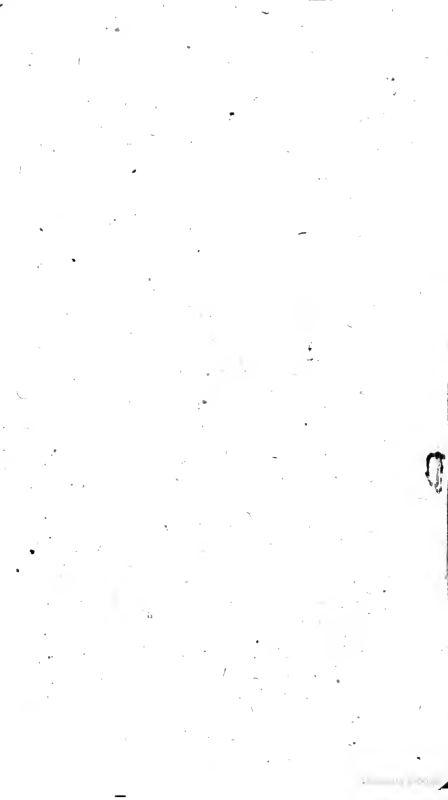
















DEFFENSE

DE L'EDIT DU ROI
CONCERNANT LES BENEFICES
possédés par les Religieux de
plusieurs Communautés.

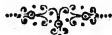
Donné à Paris au mois de Novembre 1719.

O U

DISSERTATION

sur la maniere dont les Benefices simples sont acquis & possédés par quelques Congregations Religieuses.

Par M. LE GRAND, Prêtre Licentié en Theologie, de la Maison & Société de Sorbonne, Chanoine Regulier de l'Ordre de saint Augustin, Prieur-Curé de Notre-Dame de Dommerat, & Prieur de Sainte Anne de Fesbard.

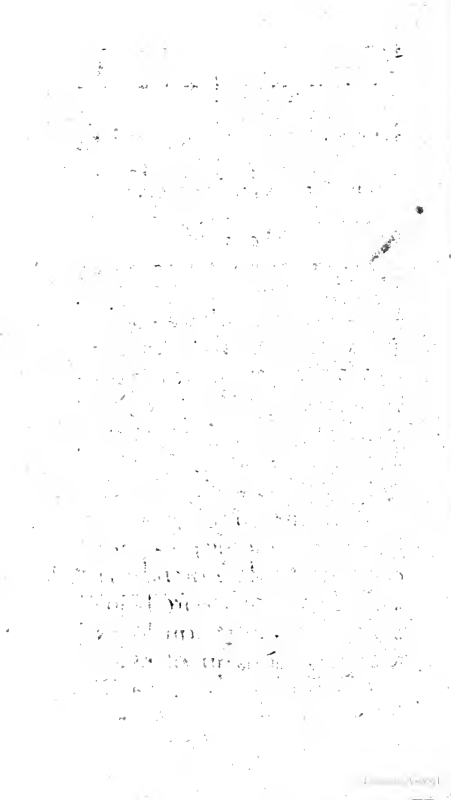


A PARIS

Chez FRANÇOIS-GUILLAUME L'HERMITE
Libraire - Juré, & ancien Professeur de l'Université, Quay des Augustins, à la descente du Pont-Neuf, aux Armes d'Angleterre.

M. DCC. XXV.

Avec Approbation & Privilege du Roi.





P R E F A C E.

SA Majesté informée des abus considerables que plusieurs Communautés Religieuses commettent au sujet des Benefices , entreprit d'en arrêter le cours par un Edit rendu au mois de Novembre 1719. , & rapporté à la page 99. de cet Ouvrage. Quoique la sagesse & l'autorité Royale n'ayent pas besoin d'apologie, il a paru convenable d'en prendre la defense, & d'en faire la justification contre quelques Congregations qui osent re-

garder cet Edit comme une injustice qui leur a été faite. Elles s'appuyent sur un principe qui n'est connu que parmi elles, qui est que tous les revenus des Bénéfices Réguliers appartiennent aux Communautés ; d'où elles inferent que les pratiques qu'on leur reproche sont légitimes & permises. L'Auteur de cet Ecrit attaque & le principe & les conséquences. Il commence par exposer à la lumière un grand nombre d'abus qu'on s'efforce de tenir cachés dans les tenebres. Le jour qu'il leur donne en fait appercevoir d'abord la difformité, & il achève d'en faire voir le

P R E F A C E.

crime par les raisons & les autorités les plus convaincantes. C'est le plan de tout l'Ouvrage dont la première Partie traite de la manière dont les Benefices simples sont acquis dans quelques Congregations Religieuses. La seconde de la manière dont ils sont possédés. Et la troisième satisfait à toutes les objections qu'on peut faire sur ce sujet.

Il falloit pour bien toucher cette matière un homme qui non seulement eût de l'étude, mais qui eût encore une connoissance particulière de ces secrets des Monasteres dont le monde n'est pas instruit, & qui joi-

6 P R E F A C E.

gnît a cela tout le zele necessaire pour les manifester & les combattre. C'est ce qu'il n'étoit pas aisé de trouver, & ce qu'on n'avoit pas en effet trouvé jusqu'à present. Les Religieux Beneficiers n'ayant pas étudié pour la plupart ailleurs que dans leurs Communautés, en suivent toutes les maximes, & en epousent les interêts. Si quelques-uns apperçoivent le mal & le condamnent, ou ils n'ont pas le courage de s'y opposer, ou ils manquent de moyens pour le faire. Ce qui fait qu'ils gardent le silence sur beaucoup de desordres, s'y prêtent même, & s'en rendent

P R E F A C E. 7

complices. Mais enfin la Providence a permis qu'il s'en trouvât un assés éclairé & assés courageux pour former le dessein de faire corriger ces abus; & par des voies impreuues & assés singulieres elle lui a facilité les moyens de l'executer. Le Lecteur fera sans doute curieux d'en apprendre l'Histoire; & on croit ne devoir pas lui refuser une si juste satisfaction.

Le sieur Nicolas Le Grand, après avoir été reçu de la Maison & Societé de Sorbonne, & avoir pris le degré de Licentié dans la Faculté de Theologie de Paris, se sentit porté à vivre dans

une plus grande retraite , & se presenta à l'Abbaye de sainte Genevieve , où il fit Profession le 2. Decembre de l'année 1711. Il fut envoyé aussi - tôt après dans l'Abbaye de Toussains d'Angers , où il enseigna la Rhetorique & ensuite la Philologie aux jeunes Religieux pendant quatre ans.

L'éloignement qu'on lui connoissoit pour les Benefices , & son application à l'étude aussi - bien qu'à l'exacte observance de sa Regle , firent que les Superieurs de la Congregation de sainte Genevieve , le jugerent propre à être un bon Titulaire , c'est-à-dire un Prêtre

P R E F A C E. 9

nom docile, & indifferant
 sur tout ce qui concerneroit
 son Benefice; & sans le con-
 sulter, ils obtinrent à son
 insçu pour lui des provisions
 du Prieuré de sainte Anne
 de Fessard dans le Maine,
 comme vacant par la mort
 du dernier Titulaire legiti-
 me. Ces provisions furent
 accordées à Rome le 15.
 Mars 1713.

Mais il falloit, selon la
 louable coutume, faire pren-
 dre possession au nouveau
 Titulaire sans qu'il s'en ap-
 perçût. Pour cela le Procu-
 reur de l'Abbaye de Touf-
 fains vint le trouver un ma-
 tin dans sa Chambre; & se
 tenant sur le pas de la porte,

10 P R E F A C E.

lui dit de la part du Pere Visiteur de signer un papier qu'il tenoit en sa main , lui faisant entendre que c'étoit un Acte concernant les affaires de la Maison. Celui-ci, qui se soucioit peu de ces affaires, le crut sur sa parole, & signa sans rien lire : Dieu le permit pour en tirer un jour sa gloire. C'étoit une Procuration , qui donnoit pouvoir au Pere Jacques Popineau Procureur de la Communauté de Château l'Hermitage , d'où le Prieuré de Fessard depend , de prendre possession en son nom, & de faire tous autres Actes qui pouvoient avoir rapport à ce Benefice. La Procuration

P R E F A C E. 11

it dans l'instant portée chez
n Notaire d'Angers, qui en
xpédia l'Acte le 17. Mai
713. En consequence le Vi-
fut donné le 8. Juin, & la
rise de possession faite le 9.
u même mois & de la même
année ; differens baux
urent passés dans les an-
ées suivantes ; la Commu-
auté de Château l'Hermi-
age perçut & s'appliqua les
evenus du Prieuré, mais le
ieur Le Grand n'en mangea
point les chapons.

Un an après, le Pere Popi-
eau qui étoit venu à An-
gers lui demanda, apparem-
ment sans y prendre garde,
s'il ne vouloit point aller
voir son Benefice. Il répon-

dit qu'étant dans le temps des vacances il iroit s'y promener volontiers , mais le Supérieur défiant ne jugea pas à propos de le permettre.

Cela donna lieu de croire au sieur Le Grand qu'il étoit vraiment Beneficier, & qu'on ne vouloit pas qu'il vit trop clair sur ce point. Pour s'en éclaircir davantage , il demanda un jour au Visiteur de la Province , si un Religieux Beneficier étoit obligé dans la Congregation à prier Dieu pour les Fondateurs de son Benefice. On lui repondit que non, & que la Congregation le dechargeoit de ce soin. Cette morale ne lui plut pas , & con-

ecturant bien d'autres abus qu'on pouvoit commettre, l' resolut de s'y opposer quand il seroit mieux informé. Mais on le fit sortir peu de temps après d'Angers, où sa regularité & son zele lui avoient attiré beaucoup de mortifications, & on l'eloina de son Benefice en l'envoyant à Noyon, pour y être Principal du College, & Regent de Rhétorique.

Au bout de deux ans, les revenus du Prieuré de sainte Anne de Fessard ayant été saisis, parcequ'on n'avoit point rendu au Roi la foi & hommage; on eut besoin, pour rendre ce devoir, d'une procuration speciale; & elle

fut demandée par le même Pere Popineau, qui avoit déjà eu la premiere Procuration, en vertu de laquelle il avoit pris possession & fait les baux. Il écrivit en ces termes au sieur Le-Grand.

„ Mon Reverend Pere,
 „ comme l'on m'avoit assuré
 „ ré que vous aviez quitté la
 „ place de Principal de Noyon
 „ pour prendre un Benefice, ne scachant où vous
 „ prendre, j'ai eu l'honneur
 „ d'écrire au Reverend Pere
 „ Laugeois, Prieur de saint
 „ Pierre de Noyon, pour le
 „ prier de vous demander
 „ une Procuration pour faire
 „ la foi & hommage, &
 „ rendre par aveu au Roi le

P R E F A C E 15

Prieuré de sainte Anne de Fessard, situé dans la Paroisse d'Yvré le Poslin, *dont vous êtes Titulaire.* L'on presse pour cela, & le revenu se trouve saisi; en sorte qu'il sera confisqué au profit du Roi, si vous n'avez la bonté d'envoyer incessamment cette Procuration. Il faudra qu'elle soit generale, & qu'elle porte pouvoir de rendre aux autres Seigneurs; & qu'elle soit generale pour toutes autres choses. Il faudra aussi mettre le nom du Procureur en blanc. Je vous ferai rembourser de ce qu'aura coûté ladite Procuration. Je vous offre mes

„ tres-humbles services , &
„ j'ai l'honneur d'être avec
„ respect , Mon Reverend
„ Pere votre tres-humble &
„ tres-obéissant Serviteur F.
„ Popineau Procureur de
„ Château.A Foulle-Tourte.
„ A Château ce 12. Septem-
„ bre 1717. Recevez les res-
„ pects de toute notre Com-
„ munauté.

Cette lettre confirma le
sieur LeGrand dans la pensée
qu'il étoit Titulaire ; il en-
voja la Procuration qu'on
lui demandoit , & prit des
mesures pour se mettre en-
core plus au fait. Il supplia
M. de Rochebonne, Evêque
de Noyon, d'écrire à M. du
Crevy Evêque du Mans,

PREFACE. 17

pour avoir un Extrait du Greffe des Infmuations de son Evêché, touchant les dernières Provisions du prieuré de sainte Anne de Messard. Et peu de jours après il reçut un Extrait en bonne forme, tant des Provisions & du Visa, que de la Procuration donnée à Angers, & de la prise de possession; & tout avec le nom bien marqué de Maître Nicolas Le Grand, Chanoine Regulier de l'Ordre de saint Augustin.

Ayant ces pièces en main, il songea à chercher les moyens les plus propres pour s'informer des devoirs que lui imposoit son Be-

nefice ; & pour les remplir avec exactitude. Mais la difficulté n'étoit pas petite ; il étoit dans la dependance des Superieurs de la Congregation de sainte Genevieve , qui ne l'auroient pas laissé faire, & qui lui auroient fait sentir , comme à quelques autres, les effets de leur indignation. Car auprès d'eux , un Religieux passe toujours pour un Rebelle , quand il ne se livre pas aveuglément aux interêts du Corps. Differentes occasions se presenterent de le mettre en liberté de suivre le mouvement de sa conscience. Il fut demandé par plusieurs Evêques, tant pour des Cures,

que pour la direction de
quelques Seminaires : mais
les Supérieurs s'y opposerent
constamment, dans la crainte
qu'étant libre, il ne vou-
loit s'ingérer dans l'admini-
stration du Prieuré de sainte
Anne de Fessard.

Les choses étoient en cet
état, lorsque les Religieux
de la Congregation de sainte
Geneviève, mirent eux-
mêmes le sieur Le Grand
dans la nécessité de se tirer
de la servitude où on le te-
noit. Etant Principal du Col-
lege de Noyon, & Super-
ieur des Religieux qui y re-
sentoient avec lui, il vou-
loit y retablir le bon ordre
qui en étoit entièrement

banni. Il n'en fallut pas davantage pour les porter contre lui aux dernières extrémités , & il n'y eut point d'indignités, qu'ils ne lui fissent pendant l'espace de quatre ans qu'il y demeura. Ils croyoient pouvoir dire & faire tout impunément contre lui , parcequ'il n'étoit ni soutenu ni écouté des Supérieurs Majeurs. Ils ne vouloient entendre parler d'aucune subordination. Ils le decrioient par toute la Ville, & le critiquoient dans leurs classes devant les Ecoliers. Ils le fiffloient publiquement dans la Cour du College quand il passoit ; & lors même qu'il étoit à l'Autel à

consacrer, ils lui faisoient entendre de leurs fenestres les ouïlleries que l'esprit de révolte leur inspiroit.

Souvent ils soulevoient les enfans contre lui; ils leur défendoient de le reconnoître & de lui obeir; ils les assembloient la nuit pour les déterminer à entreprendre quelque mauvais coup contre sa personne; ils renversoient tout ordre; ils faisoient la classe quand il donnoit des leçons ordinaires; & ils donnoient congé, quand il faisoit la classe; ils affichotent les exercices publics sans sa participation; ils faisoient entrer malgré lui dans sa propre classe de Rhétorique.

des Écoliers qui en étoient tres-incapables; ils donnoient vacance à la fin de l'année selon leur fantaisie; ils frap-
poient à sa porte à grands coups de pieds quand ils vouloient lui parler; ils l'ab-
bordoient avec des injures; ils le pouissoient rudement, & le prenoient même au collet; ils arrêtoient ses lettres, & à son insçu ils en entretenoient sous son nom commerce avec ses amis pour le trahir.

Il n'est pas concevable combien ils lui ont fait d'ou-
trages; ils lui ont fermé la porte de la Maison; ils ont attroupé contre lui les passans; ils l'ont fait pour-

ivre par un Soldat le cou-
 eau à la main dans le Col-
 lege; ils ont été la nuit plus
 une fois pour le surpren-
 re dans sa chambre, qu'il
 soit obligé de tenir toujours
 armée. Un jour après l'avoir
 investi dans un recoin où ils
 avoient poursuivi, & l'a-
 voir contraint avec violen-
 ce d'en sortir, ils eurent la
 hardiesse d'aller prendre leur
 recreation dans sa chambre,
 où il s'étoit retiré; & là, ac-
 compagnés des Boursiers &
 de quelques Pensionnaires,
 chanterent contre lui en
 presence des chansons im-
 pertinentes, & animèrent les
 enfans à en faire autant; de
 sorte qu'il se trouvoit entre

ces jeunes furieux sans pouvoir rien dire ; les Regens d'un côté, vomissant contre lui tout ce que la haine & la rage leur suggeroit ; & de l'autre, les enfans imitant de leur mieux ce bel exemple, & lui soufflant même au visage. C'est ainsi que ces Religieux Regens traitoient leur Superieur & leur Principal.

Enfin ils se laisserent transporter à un tel excès de fureur, que toute la Ville de Noyon en eut horreur, & que Monseigneur l'Evêque & son Chapitre, comme Superieurs du College, furent obligez d'en prendre connoissance. Le lundi d'après
le

PREFACE 25

Dimanche de la Passion se-
 cond jour de Mars de l'an-
 née mil sept cent dix-neuf,
 orsqu'ils le croyoient enfer-
 né dans son cabinet, ils sou-
 leverent tout à coup les Eco-
 liers ; & les ayant armés de
 bâtons, pistolets, & autres
 instrumens, se mirent à leur
 tête, & vinrent avec de
 grands cris à son apparte-
 nement. Là, ces Religieux en-
 oncerent eux-mêmes à
 grands coups de pied la por-
 e de sa chambre, quoiqu'el-
 e fût tres-forte, & fermée
 double tour ; ils entrèrent
 tumultuairement, & le cher-
 herent dans tous les coins
 & jusques sous son lit, mais
 ils ne trouverent personne.

Il étoit parti secretement pour aller trouver M. l'Evêque de Noyon à Carlepont sa maison de Campagne, & l'informer d'un autre desordre arrivé le matin. Comme il en revenoit, il trouva en chemin un Exprès qu'un Prêtre seculier, Vicaire de la Paroisse, lui avoit depêché avec cette lettre.

„ Monsieur, je me donne
„ l'honneur de vous écrire,
„ pour vous donner avis que
„ pendant votre absence,
„ l'on a brisé la porte de votre
„ chambre, & que l'on
„ a fouillé par tout. Ce sont
„ les Regens de seconde &
„ de cinquieme, que l'on
„ depeint comme des enra-

PREFACE. 27

gés, qui ont fait ce bel ouvrage en cinq coups de pied. Ils croyoient vous trouver dans votre cabinet, & l'on croit que vous auriez mal passé votre temps, si vous vous y étiez rencontré. L'on vous a cherché jusques sous votre lit. Après que vous aurez informé Sa Grandeur de ce desordre, qui a fait trembler tous les Ecoliers qui en ont été temoins, sans oser s'y opposer; venez au plus tôt. M. le Regent de Quatrieme reste enfermé dans sa chambre n'osant sortir. je suis, Monsieur, votre tres-humble & obeissant Serviteur L. G. Vicai-

„ re de saint Maurice. Ce 27.
„ Mars 1719.

Messieurs de la Cathedrale de Noyon , qui visitent tous les ans le College , avoient quelque temps auparavant indiqué leur visite pour ce jour là : & comme ils étoient en marche pour s'y rendre avec la ceremonie ordinaire , ils eurent à leur rencontre le sieur Le Grand qui revenoit de Carlepont ; ils lui marquerent leur surprise de le voir encore en vie , après ce qu'ils avoient appris qui s'étoit passé le matin ; & le firent mettre au milieu d'eux , afin qu'il entrât en sureté dans le College , & pût les recevoir avec

maniere accoutumée. Ils furent effrayés de voir tout renversé dans sa chambre : après avoir fait une information exacte de tout ce qui s'étoit passé, ils en dressèrent un Procès verbal, qui fut dans les Registres du Chapitre. Le Principal sortit avec eux du College pour n'y estre point insulté, & alla courir à l'Evêché, selon l'ordre qu'il en avoit reçu de M. Evêque de Noyon : il jura cependant à propos de retourner au College le lendemain; mais il fut contraint de s'y faire garder nuit & jour par deux Hommes.

Peu après le Prelat se rendit à la Ville, & ensuite au

College , accompagné de ses Grands Vicaires , de son Official , & de son Promoteur : il vit de ses yeux les debris de l'appartement du Principal , la porte rompue & renversée avec le chambranle , des ferrures & autres materiaux de brique & de plâtre sur le planché ; il entendit les depositions des Ecoliers , fit dresser un Procès verbal de tout en sa presence , & declara les Regens exclus du College ; mais ils avoient pris la fuite des la veille. Ce Procès verbal a été imprimé , & est public.

Les Superieurs de la Congregation de sainte Genevieve , au lieu de punir les

Auteurs de ces defordres, tournerent toute leur colere contre le sieur Le Grand : & ils songeoient à lui faire éprouver leur ressentiment, lorsque M. le Cardinal de Gesvres, qui eut compassion de son état, le tira d'oppression, en le nommant premierement à la Cure de saint Genoulp, & ensuite à celle de Dommerat dans son Diocèse. Les Superieurs n'osent refuser leur consentement à ce Prelat ; & même le General lui ecrivit à ce sujet une lettre, où il faisoit l'eloge du sieur Le Grand, en marquant que *c'étoit un excellent Religieux, de tres-bonne mœurs, & d'une ca-*

pacité bien au dessus de celle qu'exigeoit le Benefice qu'on lui donnoit.

Ce fut dans ce temps-la, que Sa. Majesté donna l'Edit du mois de Novembre 1719. pour obliger tous les Titulaires Reguliars qui avoient des Benefices simples à aller en personne faire leur declaration, tant aux Greffes des Bailliages, qu'à ceux des Officialités où ces Benefices estoient situés. Le sieur Le Grand, à qui sa nouvelle Cure donnoit la facilité d'agir, se mit en devoir d'obéir aux Ordres du Roi, & se transporta dans Le Maine pour faire la declaration de son Prieuré. Il se rendit à la

Communauté de Château
l'Hermitage, de la Congre-
gation de sainte Genevieve.
Les Religieux, qui ne se dou-
roient de rien, le saluerent
d'abord comme Prieur de
sainte Anne de Fessard : mais
à demande qu'il leur fit de
les Titres pour obeir à Sa
Majesté, les consterna ; ils
lui dirent qu'il n'étoit point
nécessaire qu'il vint dans le
pays pour ce sujet, & qu'ils
auroient fait pour lui la de-
claration, s'il avoit bien vou-
lu leur en écrire ; qu'ils ne
pouvoient croire qu'il eût
dessein de leur ôter un Bene-
fice qui faisoit subsister huit
Religieux ; & que la propo-
sition qu'il venoit de leur

faire , les mettoit dans un grand embarras. Il leur répondit , que l'Edit exigeoit que les Beneficiers allassent eux-mêmes faire la déclaration prescrite ; qu'au reste , il n'avoit pas envie de les inquiéter ; qu'il étoit même disposé à leur faire tous les plaisirs qu'il pourroit , mais que sa conscience l'obligeoit à prendre connoissance de ses devoirs. Ces raisons ne les satisfirent pas ; & ils lui dirent sans façon , qu'il étoit bien vrai qu'il étoit Titulaire du Prieuré de sainte Anne de Fessard , mais qu'ils avoient appris qu'on travailloit depuis un an dans la Congregation à lui ôter ce

Benefice : & sur la sommation qui leur fut faite par un Notaire qui étoit présent, de faire une réponse précise, touchant les Titres dont on leur demandoit communication ; ils declarerent que leur réponse étoit, qu'ils demandoient du temps pour répondre, & ils signerent le Procès-verbal qui en fut dressé sur le champ.

Le sieur Le Grand, qui n'avoit plus que quelques jours pour faire la declaration de son Benefice, parce que le terme porté par l'Edit alloit expirer, fut contraint de faire ses diligences ; & assigna les Religieux au Bailliage de Château du Loir,

pour être condamnés à lui restituer tous les titres & papiers qui concernoient ledit Prieuré , afin qu'il pût exécuter les Ordres de Sa Majesté : il revoqua les Procurations qu'il avoit données , & fit défense aux Fermiers de payer dorenavant à d'autres qu'à lui : il fit ensuite sa déclaration de la manière qui lui fut possible , promettant d'en faire une plus ample , quand ses Titres lui seroient rendus , & s'en retourna à sa Cure, après avoir constitué un Procureur & un Avocat pour agir en son nom.

Il ne pouvoit pas s'imaginer qu'on pût jamais con-

tester un droit aussi bien fondé, & aussi clair que le sien; & il pouvoit encore moins se persuader que ceux là même qui l'avoient fait pourvoir à son insçû, qui avoient joui en vertu de ses procurations pendant sept ans, & dont il avoit en main les Lettres, osassent revenir contre leur propre fait, & contre leur temoignage.

Mais il fut bien surpris, quand les Superieurs Majeurs de la Congregation de sainte Genevieve, lui firent signifier une evocation de cette affaire au Grand-Conseil, sous le nom d'un vieux Religieux, nommé Philippe Le Brun, qu'ils disoient être

l'ancien Titulaire , & dont ils evoquerent apparemment les manes du tombeau. Voila , disoient-ils , le veritable Titulaire. Nous l'avions cru mort le 15. Mars 1713. lorsque nous fîmes pourvoir le Frere Le Grand, parce qu'un an auparavant, le 2. Mars 1712. il étoit mort un de nos Religieux, que nous primes pour lui, & qui étoit Antoine Le Brun son frere. N'ayant pas alors assez de temps , ni les moyens d'approfondir la verité, nous nous pressâmes un peu trop de faire pourvoir un autre, en demandant le Benefice comme vacant par la mort du dernier Titulaire , car

nous craignons d'être prevenus par quelqu'autre en Cour de Rome. Nous sommes restés dans cette erreur pendant sept ans, & nous crûmes toujours que le pauvre Pere Philippe Le Brun étoit mort, quoiqu'il occupât tous les jours sous nos yeux, des places considérables, & n'ait jamais demeuré ailleurs qu'à Paris, à Livry, à Chartres, à Amiens, à Soissons, & à Senlis : mais l'entreprise presomptueuse du nouveau Titulaire, nous a deffillé les yeux, & nous reconnoissons avec joie, que le Titulaire ancien est encore plein de vie.

Ce spectre ne fit point de

peur au sieur Le Grand, qui ne se laissa pas non plus effrayer du credit & de la vengeance, dont la Congregation le menaçoit; il en conçut plus d'horreur des abus qu'on vouloit perpetuer, & plus de courage pour les combattre. Mais comme il pouvoit un jour être rappelé de sa Cure, & retomber sous le pouvoir de ses Supérieurs, il fut conseillé de demander à Rome un Bref de translation, qui le mit à couvert de tout ce qu'il avoit à craindre, & lui donnât la liberté de se défendre. Il avoit déjà fait inutilement cette tentative, parce que les Banquiers, gagnés par les Supé-

P R E F A C E. 41

rieurs , après l'avoir long-temps amufé , ne lui avoient fait venir qu'un Bref de la Penitencerie, qui ne lui donnoit aucune fureté. C'est pourquoi il prit mieux fes mefures, & par la protection de M. le Cardinal de Gefvres ; il obtint au mois de janvier de l'année 1721. un Bref de la Daterie , qui le transféra de la Congregation de fainte Genevieve, dans l'Abbaye des Chanoines Reguliers de faint Satur dans le Diocefe de Bourges, d'une plus étroite obfervance.

La Congregation fit traîner pendant trois ans le procès au Grand - Conseil. Elle

gagna ses Procureurs & Avocats , fit disparoître plusieurs de ses papiers , & vint à bout de faire rendre le 26. Avril 1723. un Arrêt , qui non seulement prive le sieur Le Grand de son Prieuré de Fessard , & le condamne aux depens , dommages , & intérêts , mais même declare abusif son Bref de translation. Sa Majesté , informée de ce qui s'étoit passé , rendit le 14. Août suivant en son Conseil d'Etat un Arrêt , par lequel Elle evoque à Elle , la connoissance de cette affaire , nomma des Commissaires pour donner leur avis , & remit toutes choses au même état où elles étoient

avant l'Arrêt du Grand-Conseil. Ce procès n'est pas encore jugé, à cause des retardemens continuels que la Congregation de sainte Genevieve apporte. Mais il a paru d'excellens Memoires de la part du sieur LeGrand, dont on donne au public un Precis, qui se trouvera à la fin de cet Ouvrage.

Le séjour qu'il lui a fallu faire à Paris, lui a procuré la facilité de consulter les Theologiens & les jurisconsultes. Il a trouvé par tout la condamnation des abus qui se pratiquent à l'égard des Benefices Reguliers; & dans les intervalles que ses affaires lui ont laissés, il a fait plu-

ſieurs recueils, y a joint ſes reflexions, & en a compoſé cet Ecrit, que des perſonnes tres-eclairées ont jugé digne de voir le jour. Le peu de loifir qu'il a eu en pourſuivant ſeul un ſi grand procès, ne lui a pas permis de faire de plus amples recherches : mais il pourra ſuppléer un jour à ce défaut dans une ſeconde Edition, lorsqu'il aura eu la commodité de lire un plus grand nombre d'Auteurs, & de faire de nouvelles decouvertes.

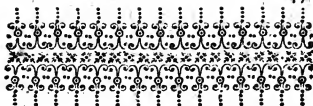
Voilà comment il ſ'eſt trouvé en état de pouvoir défendre la diſcipline de l'Egliſe, contre des uſages auſſi oppoſez aux Régles de la

P R E F A C E. 45

bonne Morale, que contraires au bien public. Il a passé, pour y reüssir, par dessus toutes les consideratoins humaines, qu'il n'a pas cru devoir preferer aux interêts de Dieu. Envain l'accuseroit-on d'ingratitude envers la Congregation dont il a été membre. On a vu par les bons services qu'il lui a rendus pendant huit ans, & par les mauvais traitemens qu'il en a reçus, qu'il ne lui a pas de fort grandes obligations; & qu'il a même tous les sujets du monde de s'en plaindre. Il auroit bien voulu n'être pas dans les circonstances où il s'est trouvé engagé; mais le zele qu'il se sent pour

le bien , lui a fait comprendre qu'il ne pouvoit en conscience se rendre participant de la *Confidence* d'autrui ; & que sa cause étant jointe à celle de l'Eglise & de l'Etat , il étoit de son devoir de ne rien négliger pour la bien deffendre. Si on lui fait des reproches , il les souffrira comme les autres injures qu'on lui a faites , & s'estimera heureux & bien récompensé , pourvû que ses foibles efforts puissent attirer un Reglement, qui mette fin aux abus pour toujours.





A V I S

DE L'AUTEUR :

*A Messieurs les Collateurs
Indultaires & Graduez.*

MESSIEURS,

L'Ouvrage que j'ai l'honneur de vous presenter est petit par son volume, mais il est tres etendu par les avantages qu'on en peut tirer, Il interesse l'Eglise & l'Etat en general, & en particulier le Pape & le Clergé de France, le Roi, le Parlement de Paris, les Universités du Royaume. Il s'agit d'abus énormes & sans nombre, que de

puissantes Congregations commettent tous les jours à l'égard d'une infinité de Benefices Reguliers ; & par ces abus , la discipline de l'Eglise est renversée par la maniere profane dont on use pour parvenir à ces Benefices , & les administrer ; l'Etat perd des biens immenses , auxquels il n'a renoncé que dans l'esperance de voir les pieuses intentions des Fondateurs executées , les bons Sujets pourvus selon leur merite , & les besoins des pauvres secourus ; l'autorité du Pape , dont on se passe en plusieurs choses essentielles , & sur tout dans l'establissement des pensions , est meprisée ; le Clergé est privé de beaucoup de collations , qui appartiennent de droit tant aux Evêques , qu'aux Abbez & Prieurs Commendataires : les Edits du Roi sont violés ; le Parlement est frustré des graces que l'Eglise a accordées à ses membres par les Indults

dults & les Universités se trouvent hors d'état de voir récompenser leurs Gradués.

Il est surprenant , Messieurs , qu'on souffre depuis si long-temps de pareils desordres. C'est l'effet sans doute , ou de l'artifice qu'on a employé pour les dérober à votre connoissance , ou de votre propre desintéressement. Mais puisque ces misteres d'iniquité sont enfin découverts , & qu'une plus longue tolerance nuiroit au bien public, laissez , Messieurs , agir votre zele ; & pour finir de si grands maux , prenez les mesures que votre sagesse vous inspire. Les Collateurs peuvent s'adresser au Clergé dont l'Assemblée generale va se tenir , & dont les droits particuliers sont attaqués avec ceux de l'Eglise ; c'est un objet digne de son attention , & de sa vigilance à faire observer les Canons. Les Indultaires n'auront pas de peine à engager

dans leur cause le Parlement qui est grievement offensé par l'injustice qui est faite à Messieurs les Presidents , Maitres des Requêtes , Conseillers , & autres Officiers de cette Cour , toujours zelée pour le bien de l'Etat. Et les Gradués trouveront toute la protection qu'ils meritent en s'adressant à l'Université de Paris leur mere , qui sera indignée de voir qu'on ôte le pain à ses Enfans. Ce Corps, avant que d'avoir aucun droit aux Benefices, se plaignit autrefois, que les Gens de lettres étoient negligés par les Collateurs & les Patrons : & le Concile de Bâle trouva ses plaintes si justes, qu'il affecta aux Gradués la troisieme partie des Benefices. Avec combien plus de fondement ne peut-il pas se plaindre à present , qu'on rende inutile un droit qui lui a été donné par un Concile , & qui lui a été confirmé par la Pragmatique Sanction sous

Charles VII. & depuis par le Concordat fait entre le Pape Leon X. & le Roi François I.

Il est vrai, Messieurs, que l'Edit du mois de Novembre 1719. dont j'entreprends la defense dans cet Ouvrage, a été rendu pour reprimer les abus que plusieurs Communautés Religieuses pratiquent au sujet des Benefices: mais outre qu'il n'est pas fidelement executé, & le sera encore moins dans la suite; il y a plusieurs defauts auxquels il ne remédie pas. Il ordonne que les Titulaires Reguliers pouront, sans la permission de leurs Superieurs, resigner leurs Benefices, & en disposer en faveur de personnes capables; qu'ils seront tenus dans trois mois pour toute prefixion & delai des jour & datte du present Edit, de faire en personne leurs declarations, tant au Grefse des Officialités du Royaume,

„ qu'en ceux des Bailliages & Sene-
„ chaussées où ils sont situés , les-
„ quelles declarations contien-
„ dront leur demeure actuelle, leurs
„ Titres de possession dont ils four-
„ niront copie , le revenu de leurs
„ Benefices , l'indication des Fer-
„ miers qui les exploitent , les dif-
„ ferentes Paroisses où s'étendent
„ les biens, heritages , & droits qui
„ en dependent ; qu'ils seront te-
„ nus de faire de semblables decla-
„ rations toutes les fois qu'ils chan-
„ geront de residence ; qu'à la re-
„ quête & diligence des Substituts
„ des Procureurs Generaux dans les
„ Parlemens , il soit fait des Pro-
„ cès verbaux de l'état des Egli-
„ ses , Chapelles , & Bâtimens de
„ chacun desdits Benefices , & de
„ leurs dependances , pour être
„ ensuite pourvu aux reparations
„ nécessaires ; comme aussi que les-
„ dits Substituts s'informent , si les
„ fondations sont ponctuellement

„ acquittées , afin qu'en cas d'in-
„ execution, il y soit pourvu de
„ l'autorité des Juges des lieux ;
„ Que toutes collations, provisions,
„ & tous autres titres qui pourront
„ être obtenus à l'avenir par lesdits
„ Religieux , pour quelques Bene-
„ fices dependans de leur Ordre ,
„ ou d'un autre, seront revêtus de
„ Lettres Patentes enregistrées, sous
„ peine de nullité ; enfin que les
„ Benefices seront vacans & im-
„ petrables, faute par ceux desdits
„ Religieux qui sont pourvus de
„ Benefices d'avoir fourni leurs de-
„ clarations dans le delai , & en la
„ forme marquée dans l'Edit; com-
„ me aussi faute par ceux qui se-
„ ront pourvus de Benefices à l'a-
„ venir , d'avoir obtenu des Let-
„ tres Patentes dans trois mois , à
„ compter des jour & date de
„ leurs provisions & collations.

Ces precautions, Messieurs, sont
tres-sages, & plutôt à Dieu qu'elles

pussent produire leur effet ! Mais on sçait que plusieurs Communautés ont manqué à faire les déclarations prescrites , & que d'autres ne les ont pas faites fideles : d'où on peut conjecturer si elles seront bien exactes dans la suite à faire leurs déclarations , toutes les fois que les Religieux Beneficiers changeront de residence. On continuera à rendre la demeure de ces Titulaires inconnue , & à tenir pendant un temps leur mort cachée. On jouira sous le nom du Defunt , comme s'il étoit vivant , jusqu'à ce qu'on se soit assuré d'un autre Titulaire. Bien loin que les Beneficiers aient la liberté que l'Edit leur donne de resigner leurs Benefices , ou d'en disposer d'une autre maniere sans la permission de leurs Superieurs ; jamais ils n'oseront rien faire sans leur agrément, dans la crainte de s'attirer de mauvais traitemens. Ainsi quand un

Religieux sera vieux , il se trouvera contraint de resigner en faveur de celui que ses Superieurs lui nommeront, ou de celui qu'ils jugeront à propos de choisir sans le lui dire; peut-être même signera-t-il une resignation sans le sçavoir. Les exemples du passé , peuvent là-dessus repondre de l'avenir ; & les Collateurs , Indultaires , & Gradués , seront à l'ordinaire depouillés de leurs droits. On enverra aussi à Rome des Resignations supposées , qu'on fera passer pour véritables. On acquerera de nouveaux Benefices , en donnant des pensions excessives ; on fera pour cela des transactions sans recourir au Pape , & on confiera ces conventions simoniaques, à des Notaires affidés. On ôtera aux Beneficiers , comme on a toujours fait , la connoissance de leurs Benefices, qui ne seront regis que par Procureur. Ils ne seront que des

Prête-noms , auxquels on ne permettra jamais de s'acquitter de leurs devoirs. Les revenus enfin , seront toujours appliqués au profit des Communautés.

Quelques mesures qu'on prenne pour empêcher ces desordres , il ne sera jamais possible d'y réussir , tant qu'il y aura des Titulaires obligés de vivre dans les Communautés , ou Congregations Religieuses. L'autorité des Superieurs les mettra en état de tout entreprendre , & la dependance des Religieux , les engagera à tout souffrir ; & malgré les Canons de l'Eglise , & les Ordres du Roi , les choses suivront toujours le même train. Il n'y a que deux moyens (s'il m'est permis , Messieurs , de vous dire mon avis) qui soient propres à couper le mal par la racine , & à le détruire entièrement.

Le premier seroit , de priver de tout droit aux Benefices quel-

ques Congregations qui ont la reputation d'en abuser. Elles auroient d'autant moins de sujet de s'en plaindre, que les revenus qu'elles en retirent ne leur sont pas necessaires pour vivre, & qu'ils sont tout-à-fait inutiles aux Titulaires.

Le second seroit d'obliger les Religieux Beneficiers à resider dans le lieu de leurs Benefices, conformément au Decret d'un Concile General tenu en France, qui est celui de Vienne, dans le Chapitre *Ne in agro Dominico §. Ceterum Prioratus*, dont voici les termes : *Ne Prioratus aut administrationes extra Monasteria obtinentes permittantur in Monasteriis ; sed teneantur in ipsis Prioratibus seu administrationibus (quacumque non obstante consuetudine) residere, nisi ex studiorum vel aliâ causâ rationabili, ad tempus forte ab hujusmodi residentia excusentur* Ex Clementinarum l. 3. tit. 10. de Statu Monachorum

& Canonorum Regularium. c. 12

Et s'il y avoit quelques inconveniens à craindre , à cause qu'un Religieux qui est seul dans un Benefice peut se deranger , on pourroit ordonner , comme l'ont statué les Canons d'autres Conciles , que la Communauté ou Congregation d'où il depend , lui donneroit un ou plusieurs de ses Confreres pour pratiquer la regle avec lui. La residence dans le Benefice même , non seulement est plus conforme aux Canons & à la volonté des Fondateurs , mais elle est bien plus sûre pour abolir les abus , que celle qu'on feroit faire au Titulaire dans la Communauté la plus proche du Benefice ; car cette Communauté s'en attribueroit le revenu , & tomberoit dans presque tous les autres defauts qu'on reproche aux Congregations.

Cette disposition , Messieurs , tirant les Benefices d'entre les mains

des Sociétés Religieuses , & rendant les Titulaires visibles, mettroit vos droits à couvert de toutes les injustices que vous avez souffertes jusqu'à présent , & retablirait les Benefices dans l'état que les Fondateurs ont prescrit , & que le bien general exige. Je sçai qu'un changement si considerable ne peut être fait, que par une autorité supérieure ; mais-on ne doit pas douter qu'Elle ne se declare pour un bien que l'Eglise & l'Etat ont intérêt de procurer ; & si vous voulez y apporter vos soins, il n'y a rien que trois Corps aussi recommandables que le Clergé de France, le Parlement , & l'Université de Paris, ne puissent facilement obtenir.

Mais qu'elle est mon imprudence , de donner des avis à des personnes infiniment plus éclairées que moi ! Pardonnez , Messieurs, cette liberté à un Titulaire , qui

souffre & qui gemit de tant d'abus. Il n'est point poussé par son intérêt particulier , étant prêt , s'il est expedient pour retablir le bon ordre , de sacrifier le Benefice qu'il possède ; & il n'a point d'autre vue que de vous marquer son zele pour vos interêts , & pour ceux du public. C'est ce qui me fait esperer l'honneur de votre protection pour ce petit Ouvrage & pour l'Auteur , qui est avec un tres-profond respect ,

MESSIEURS,

Votre tres-humble &
tres obeissant Serviteur
N. L. G. C. R.

*A Paris ce 9me. jour de Mai
de l'année 1725.*

DEFFENCE



DEFFENCE
DE L'EDIT DU ROY
CONCERNANT LES BENEFICES
possédez par les Religieux de plusieurs
Communautez.

Donné à Paris. au mois de Novembre 1719.

O U

DISSERTATION
sur la maniere dont les Benefices sim-
ples sont acquis & possédez par quel-
ques Congregations Religieuses.

PREMIERE PARTIE.

*De la maniere dont les Benefices sim-
ples sont acquis par quelques
Congregations Religieuses.*



E seroit trop entrepren-
dre que de vouloir sui-
vre tous les détours &
les voies obliques qu'
une Religieuse cupidité, si on

A

peut se servir de ces termes, emploie souvent avec succès pour obtenir par le secours des Benefices les biens temporels auxquels elle a renoncé ; & pour se dédommager en secret de la pauvreté dont elle fait une profession ouverte. Comme le démon est le finge de la divinité, la cupidité aussi contrefait la charité, à qui saint Paul attribué différentes formes, & à son exemple elle met en usage pour réüssir *mille artes & mille modos, & mille figuras.*

Ce sera assez de toucher cinq principaux artifices auxquels cette ingenieuse rivale a recours dans le besoin, & d'où il est aisé de conjecturer les autres. Ils seront marquez par autant de questions, qui sont le partage & le sujet de cette premiere partie.



CHAPITRE PREMIER.

Est-il permis d'entrer dans un Benefice en offrant à l'ancien Titulaire une Pension aussi forte & même plus forte que le revenu ?

ON ne peut nier que cette conduite ne soit évidemment mauvaise.

1. Elle est contraire au droit Ecclesiastique : car afin qu'une pension soit canonique elle ne doit pas excéder le tiers du revenu , ainsi que l'enseignent Sylvius , Tolet , Soto , & un grand nombre de Theologiens & Canonistes ; ce qui paroît par cette condition que le Pape exige, lorsqu'il admet une résignation avec pension : *Modò tertiam partem fructuum non excedat , aliàs presens gratia nulla sit eo ipso.* (Sylvius in resolutionibus variis

4 *Deffence de l'Edit du Roy*
verbo beneficium 1. Tolet. Instruct.
Sacerd. l. 5. c. 83. Dominic. Soto l.
9. De Justitia & jure, Q. 7. art. 2.
Sainte Beuve tom. 1. Cas 30. tom.
2. Cas 38. tom. 3. Cas 69. Pontas.
tom. 2. Cas 6. tit. Pension.)

Il est vrai que le Pape accorde
quelquefois la moitié des revenus
pour des raisons particulieres, com-
me le marque Cabassutius (*in Juris*
Canonici Theoriâ & Praxi, l. 2, c.
14. n. 9.) & même excuse la reser-
ve de tous les fruits du Benefice
qu'on resigne, dans certains cas,
& pour un temps seulement, *pro*
causâ justâ & necessariâ, (comme le
dit Pontas tome 2. Cas 13, titre
Pension.) mais cette exception qui
est rare ne sert qu'à confirmer la
regle generale : & quant au second
point, la Jurisprudence de France y
est contraire ; car lorsque la Provi-
sion de Cour de Rome porte la ré-
serve de tous les fruits d'un Benefi-
ce resigné, on présume avec raison

qu'elle est subreptice , & l'on n'y a aucun égard , sur-tout depuis un Arrêt celebre rendu par le Parlement de Paris le 19. Avril 1496. rapporté par Rebuffe. (*In Praxi Beneficiaria I. Parte. titulo de Reservationibus n. 14.*)

Ainsi une Communauté qui offre ces sortes de pensions à un Titulaire, peche en se servant de moyens deffendus par les Canons , & induit en peché celui qu'elle engage à recevoir un bien Ecclesiastique auquel il n'a pas droit.

2. Elle est remplie d'injustice. Voici la raison qu'en donnent les Cardinaux choisis par Paul III. dans leur Avis adressé à ce Pape pour la reformation de l'Eglise : ses revenus sont attachez au Benefice , comme le corps l'est à l'ame ; & de leur nature ils appartiennent à celui qui possède le Benefice , afin qu'il ait de quoi vivre honnêtement selon le rang qu'il tient dans

6 *Deffence de l'Edit du Roy*

l'Eglise, qu'il puisse faire les dépenses nécessaires pour le culte Divin & la reparation des lieux saints, & qu'il emploie ce qui restera en œuvres de pieté; car telle est la nature de ces biens : *Reditus sunt annexi beneficio ut corpus animæ; ideo suâ naturâ pertinent ad eum qui beneficium habet, ut possit ex eis vivere honestè pro suo ordine; simulque queat sustinere impensas pro divino cultu & templi sacrarumque ædium reparatione, ut quod reliquum est impendat in pios usus.* * (Consilium delectorum Cardinalium & aliorum Prælatorum de emendandâ Ecclesiâ sub Paulo III. an. 1538.) On ne peut donc separer les revenus d'un Benefice sans détruire le Benefice; comme on ne peut separer le corps de l'ame sans détruire l'homme. D'ailleurs quelle injustice ne commit on pas contre Dieu, contre l'Eglise, & contre les pauvres, en

* *Hoc est enim natura eorum reddituum.*

abandonnant ainsi tous les revenus d'un Benefice , & en se mettant hors d'état au moins pour un temps de les employer , comme leur nature l'exige , au service Divin , à l'entretien de l'Eglise , & au soulagement des Pauvres ?

Et l'on ne peut pas s'autoriser d'une dispense du Pape , si , ce qui est très-difficile en ce point , elle ne se trouve legitime & bien fondée ; puisque le Pape n'étant pas le maître des biens de l'Eglise , mais seulement le principal Dispensateur , comme parle S. Thomas. (2. 2. q. 100. art. 1. ad 7.) Il ne peut pas plus en disposer selon sa volonté , qu'un œconome du bien de son maître. C'est la comparaison dont se sert le Cardinal Tolet : *Si enim quis accipiat pecunias ab œconomo quem scit malè dispensare res domini & contra justitiam , non potest tunc retinere. Papa autem non est dominus bonorum & reddituum Ecclesie , sed*

8 *Deffence de l'Edit du Roy*
tantum universalis dispensator. D'où
il conclut : *Unde sicut cum dispensat*
in voto non facit hominem securum
in conscientia, nisi causa adsit ; ita in
pensionum & beneficiorum distribu-
tione (Instruēt. Sacerd. l. 5. c. 83.)

Dela cette disposition du droit
commun, qui veut qu'on ne puisse
pas imposer des pensions sur les
Benefices : *Ut Ecclesiastica beneficia*
sine diminutione conferantur. (*Capite*
Ut nostrum.) Ce qui est conforme
au Concile d'Oxford sous Hono-
ré III. l'an 1222. Chapitre II. où il
parle ainsi : *distriētius inhibemus*
nequis Ecclesiæ suæ renuntians reci-
piat ab eo , qui sibi substituitur , Vi-
cariam , cum vehementer posset præ-
sumi quod talia fiant per pactiōnem
etiam turpem ; quod si ab aliquo fue-
rit acceptatum , & ille Vicariâ , &
alius personatu , priuentur. Au Con-
cile de Tours sous Alexandre III,
l'an 1163. rapporté au Chapitre
Majoribus , de Præbendis ; & au troi-

sième Concile general de Latran, tenu sous le Pape Alexandre III. Chapitre 7. §. *Prohibemus.* (in Appendice ad Concilium Lateranense 3.) disposition dont on ne peut être dispensé sans une cause juste & nécessaire, puisqu'il est constant qu'on ne peut déroger aux sacrez Canons que pour un plus grand bien, selon cette Ordonnance du S. Concile de Trente, (Sess. 27. de Reformatione, ch. 18.) *Quapropter sciunt universi sacratissimos Canones exactè ab omnibus indistinctè observandos. Quod si urgens justaque ratio, & major quandoque utilitas postulaverit, cum aliquibus dispensandum esse; id causâ cognitâ, ac summâ maturitate, atque gratis à quibuscumque, ad quos dispensatio pertinebit, erit præstandum; aliter facta dispensatio subreptita censeatur.* Mais quelle est cette cause juste & nécessaire? sera-ce la cupidité du resignant ou du resignataire? Tolet nous l'apprend,

lorsqu'il dit qu'une cause pour être juste, doit toujours regarder l'utilité de l'Eglise sur laquelle la pension est assignée, ou bien celle de l'Eglise en general : *Causa autem hac debet esse in utilitatem Ecclesiae cuius sunt bona. Si enim nullâ viâ in Ecclesiae hujus, vel universalis utilitatem tendat, non est causa legitima.* (Instruât. Sacerd. l. 5. c. 83.)

Or dans ces resignations qu'une Communauté obtient en cédant tous les revenus & même plus à l'ancien Titulaire, nous voyons bien l'avantage du Resignant qui trouve moyen de vivre dans l'oisiveté & l'abondance, & celui de la Communauté qui en souffrant quelques années s'assure pour la suite d'un revenu considérable ; mais nous n'appercevons point, ou peut-être l'utilité de l'Eglise en general, qui gemit du renversement de sa discipline, ou de l'Eglise particuliere du Benefice, la-

quelle n'est pas mieux sous ces nouveaux maîtres, & se voit souvent abandonnée, pendant que de ses revenus on élève dans les Communautés des bâtimens superbes, ou le pain des pauvres est malheureusement changé en pierres.

3. Elle est viciée par une intention toute simoniaque, puisque de part & d'autre on n'a en vuë que l'avantage temporel qu'on retirera du Benefice. Il ne faut pour en être convaincu que jeter l'œil sur ces contractans, & prêter l'oreille un moment à leurs discours. Un Procureur de Communauté adroit & zélé apprend qu'il y a dans le voisinage un Benefice regulier très-considérable en commande, lequel étant rentré en Regle apporteroit un grand profit à sa maison. Dès lors il entreprend de l'enlever; il visite l'Ecclesiastique qui le possède, il l'attire souvent à sa Communauté, il le caresse, il le regale;

& après qu'il s'est insinué dans son esprit, il le plaint d'avoir un Benefice éloigné de sa demeure ordinaire, & lui représente que les voyages que cet éloignement lui cause absorbent une grande partie de ce qu'il en retire, & font un grand tort à sa santé; qu'il est chargé de réparations toujours fâcheuses, que ses Fermiers sont de mauvais payeurs, qu'il est obligé de soutenir des procez qui le ruinent, & qu'il seroit bien plus avantageux pour lui d'avoir sur le Benefice une pension qui lui seroit bien payée au lieu de sa résidence, & le délivreroit de tous soins. Celui-ci, qui aimeroit mieux trouver un second Benefice, que de perdre le premier, ne se rend pas volontiers à la proposition qu'on lui fait de résigner. Il répond qu'une pension est peu de chose, & qu'il n'a pas même assez de tout le revenu de son Prieuré pour vivre. Hé bien, dit le

Procureur, combien vaut votre Benefice dans les bons temps ! Car il faut vous tirer de peine. Le Beneficier l'assûre qu'il en tire mille écus. C'est une chose faite, replique le Procureur, vous aurez ce que vous demandez, & pour vous marquer combien nous voulons vous faire de plaisir, je vous donne ma parole que notre Communauté s'engagera à vous faire une pension de trois mille cinq cens livres. A ces conditions le bonhomme veut bien ne plus être Beneficier ; il conclut le marché, fait sa résignation en faveur des Religieux sous le nom d'un particulier ; & après avoir pris toutes les précautions nécessaires, on fait venir des provisions de Rome.

Chacun sent bien que c'est ordinairement de cette maniere que se ménagent & se consomment les résignations dont nous venons de parler, & on ne soupçonnera point ce récit d'être fabuleux. Mais peut-

on ne pas appercevoir l'esprit & le caractère de la simonie dans ces personnes qui trafiquent ainsi des Benefices avec des intentions purement terrestres ! Ce sont ces dispositions si peu Ecclesiastiques que saint Thomas condamne, quand il dit que celui qui prend un Benefice dans la vuë d'en devenir plus riche, & de vivre avec plus de splendeur, fait une chose illicite. [*Quodlibet* 9. *Q.* 7. *art.* 2. *in corp.*] Denis le Chartreux ajoute que ceux qui desirent, qui cherchent, qui obtiennent, ou qui acceptent des Benefices, non pas en vuë de quelque bien spirituel, comme du service Divin, & dans la pensée qu'ayant suffisamment ce qui leur est nécessaire pour leur entretien, ils pourront servir Dieu plus dévotement & avec plus de tranquillité, mais plutôt dans la vuë de quelque commodité temporelle, ou de quelque bien du corps, renversent l'ordre

légitime des choses, & établissent leur fin dans le temporel : d'où il faut inférer qu'ils pechent mortellement, quand même ils ne desireroient, n'obtiendroient, ou ne possèderoient qu'un seul Benefice suffisant pour leur entretien. Tous ceux, continuë-t-il, qui cherchent, qui se procurent, ou qui obtiennent des Benefices pour l'amour des richesses temporelles, ou des plaisirs charnels, ou des autres biens périssables, se rendent coupables de ce peché : *Qui Ecclesiastica Beneficia optant, quarunt, impetrant, suscipiunt, non intuitu spiritualis boni, puta divini officii, ut scilicet competentiam habentes Deo devotius quietiusque ministrent, sed intuitu commodi temporalis, bonique corporalis; isti sunt subversores rectissimi Ordinis rerum, atque in temporalibus finem sibi constituunt; idcirco mortaliter peccant etiam unicum Beneficium competens taliter cupiendo, ob-*

tinendo, habendo. Tales sunt omne qui amore temporalium divitiarum aut carnalium deliciarum seu transitorum bonorum Ecclesiastica Beneficia querunt, procurant seu habent. [In libro contra plural. Benefic. c. 15.]

4. Elle est de plus simoniaque, non-seulement dans l'intention ou la disposition des personnes qui transigent, mais encore dans la transaction ou résignation considérée en elle-même, lorsqu'on offre au Resignant au delà des revenus du Benefice. Car le surplus qu'on promet est un veritable prix qu'on offre pour acquérir le Benefice. C'est une vente dans les formes de la part de celui qui résigne; il appretie son Benefice à trois mille livres, & fait connoître qu'il veut encore gagner dessus; ce qui porte la Communauté à donner cinq cent livres, outre les mille écus auxquels la valeur du Benefice avoit été fixée; & elle veut que le

Resignant remarque qu'elle donne plus que le Benefice ne vaut, & qu'il lui en ait obligation. Ainsi c'est un veritable achat que fait la Communauté, puisqu'acheter une chose, c'est donner de l'argent ou autre chose semblable pour l'obtenir, sans qu'il soit necessaire de se servir de ces mots *vendre, acheter*. La définition de la simonie expliquée par Cabassutius en fait foi. *Simonia*, dit cet Auteur, *est emptio, venditio, rei spiritualis aut spirituali annexa*. Et interpretant ce que signifient ces mots *emptio, venditio*, il ne les restreint pas aux contractes où ces termes sont formellement & expressément employez ; il les étend à tous les contractes qui ne sont pas gratuits : *Nomine emptio-nis, venditionis, comprehenduntur in hac materia omnes contractus non gratuiti, ut sunt permutatio, transactio, locatio, do ut des, do ut facias, facio ut des, facio ut facias.* [*In Juris*

Canonici Theoria & Praxi. l. 5. c. 3. de simoniâ. N. 1.] Saint Thomas parle à peu près dans les mêmes termes : *Nomine emptionis & venditionis intelligitur omnis contractus non gratuitus ; unde nec permutatio Prabendarum vel Ecclesiasticorum Beneficiorum fieri potest autoritate partium , absque periculo simonia , sicut nec transactio , ut Jura determinant.*

[2. 2. q. 100. art. 1. ad 5.] Or, le contract en question n'est pas gratuit certainement : Si la Communauté ne donnoit pas les cinq cent livres, le Beneficier ne donneroit pas son benefice ; & si le Beneficier ne donnoit pas son benefice , la Communauté ne donneroit pas les cinq cent livres. Ils donnent de part & d'autre pour àvoir , & chacun dit ; *do ut des , facio ut facias.*

Une autre preuve que ces cinq cent livres d'augmentation payées par la Communauté sont un véritable prix qu'elle donne pour faire

L'achat du benefice, c'est que cet argent ne peut pas porter le nom de pension Ecclesiastique. Car, selon les Théologiens, une pension Ecclesiastique est une certaine portion des fruits d'un benefice assignée pour un temps & pour juste cause à un Ecclesiastique qui ne le possède pas, à prendre sur celui qui le possède. [Théologie Morale de Grenoble, tom. 2. Traité des Benefices, c. 12.] Qui dit pension Ecclesiastique, dit une portion des fruits d'un benefice. Or cet argent qu'on donne au delà de tous les fruits d'un benefice estimez selon leur valeur, n'en est pas une portion, puisqu'il en est distingué, & est accordé comme une augmentation.

5. On peut dire aussi que la transaction ou résignation est simoniaque, quoi qu'on ne donne rien au delà du produit du benefice, & qu'on se contente de faire une pen-

sion égale à la totalité des revenus estimez dans les bonnes années. Car outre qu'une telle pension ne doit point être appelée pension Ecclesiastique, la totalité des revenus n'étant pas une portion de ces revenus, il est clair que cette somme déterminée à laquelle on fait monter les revenus du benefice dans les bons temps, & qui se paye néanmoins au Resignant toutes les années de la même manière, & sans diminution, excède souvent la juste valeur des revenus dans des années où le benefice rapporte beaucoup moins, soit à cause de la stérilité des temps, soit à cause de la non-solvabilité des Fermiers, & autres accidens qui peuvent arriver. Ce qui fait que le Resignant tire du benefice, après s'en être démis, un plus grand avantage que quand il le possédoit. C'est cet avantage qu'on lui a fait sentir pour obtenir de lui le benefice, & c'est ce qui l'a détermi-

né à s'en démettre. D'où je conclus que quand il reçoit, par exemple, une pension de mille écus dans une année où le benefice ne rapporte que deux mille livres, les mille liv. furnuméraires & d'augmentation qu'on lui paye, font un argent qui ne vient point du benefice, qui par aucune raison ne peut entrer dans la pension beneficiaire, & que le Resignant ne reçoit que comme un prix, & un prix injuste & excessif de la vente qu'il a faite. La résignation même exclut cette somme excédante de la pension qu'on demande au Pape, comme il est aisé de voir par les paroles qui se rencontrent dans la procuration *ad resignandum*. Car la supplique renferme ces propres termes : *Subventionis causâ, & ne resignans nimium pateretur dispendium ex suâ resignatione*. Expression qui marque qu'on ne demande la pension que comme une aumône nécessaire au Resi-

gnant pour vivre, & pour empêcher qu'il ne souffre trop de sa résignation. Or la somme dont nous parlons n'est pas nécessaire pour faire vivre celui qui resigne, puisqu'il s'en passoit bien avant la résignation; & s'il ne l'avoit pas, il ne souffriroit point de la résignation qu'il auroit faite, puisqu'il se trouveroit dans le même état auquel il étoit auparavant.

6. Elle est encore simoniaque, lorsque la pension est égale à tout le revenu estimé par les années communes, ou même lorsqu'elle retranche de ce revenu une partie trop considérable. La raison est, que toute pension mise sur les benefices est un effet de la simonie, lorsqu'elle n'est point fondée sur une cause juste & raisonnable. C'est Cabassutius qui pose ce principe qu'il attribue à Tolet & à tous les Theologiens: *Nunquam satis laudatus Cardinalis Toletus ex omnium Theologo-*

rum sententiâ damnat simoniæ omnem super beneficiis etiam à summo Pontifice constitutam pensionem, nisi justâ & rationabili causâ nitatur, & hanc causam asserit in ipsius Ecclesiæ, cujus sunt bona, utilitatem necesse esse provenire. [L. 5. c. 7. n. 7.] Or dans le cas dont il s'agit la pension n'a point une cause juste & raisonnable, puis qu'il n'en revient aucun avantage à l'Eglise dont les biens du benefice dépendent, comme ces Théologiens l'exigent; & que celui qui se charge du benefice en ne se réservant rien ou presque rien des revenus, se met au moins pour un temps hors d'état de lui être utile.

En second lieu, selon le même Auteur, une pension ne peut être permise, ni par conséquent exemte de simonie, qu'elle ne soit modérée de manière qu'elle n'absorbe pas tous les fruits qui sont dûs d'ailleurs à celui qui est pourvû, & qu'elle laisse assez au Résignataire pour

vivre en ne donnant pas trop au Relignant : *Sapienter admonet Tole-tus. L. 5. Instruct. Sacerd. c. 83. tria requiri ad hoc ut licitè constituatur pensio super beneficio. Primò quidem dispensationem summi Pontificis : Secundo justam causam.....Tertiò modum pensionis, ne per eam fructus aliqui proviso debiti exhauriantur ; neve ita accumuletur hoc onus, ut congruam excedat Clerici pensionarii sustentationem, aut beneficiarii diminuat.* [Cabassutius, l. 2, c. 14. n. 4.] Ces paroles décident la proposition qu'on a avancée, qui est qu'une transaction est simoniaque lorsque la pension est égale à tout le revenu estimé par les années communes ; puisqu'alors tous les fruits sont absorbés par la pension ; ou lorsqu'elle retranche de ce revenu une partie trop considérable, puisque dans ce cas elle ne laisse pas assez à l'un pour vivre, & accorde trop à l'autre ; car toute transaction est simoniaque

niaque dès lors qu'elle n'est pas permise, ces distractions des revenus Ecclesiastiques étant par elles-mêmes contraires au droit commun (comme dit le Pape Innocent III. *capite Ut nostrum*, & comme il est porté par le Canon *Majoribus, de Præbendis & dignitatibus*) & entraînant avec elles une compensation d'une chose spirituelle qui est le Benefice, avec une chose temporelle, qui est la pension; ce qui est manifestement simoniaque. *Transactio rei temporalis cum re spirituali compensata, est aperte atque indubiè simoniaca. Cap. Cum pridem de Pactis.* (Cabassutius l. 5. c. 4. n. 9.)

Il ne doit paroître incroyable à personne qu'on fasse sur les Benefices des pensions qui excèdent les revenus, ou au moins qui leur soient égales. On sçait par un bon nombre de faits avérez que la Congregation de S. Maur est dans cet

usage; & la Congregation de sainte Geneviève dont on ne se déflloit pas, vient de manifester qu'elle suit la même pratique. Dans la déclaration qu'elle a faite au Roi aux Greffes de l'Evêché du Mans, & du Bailliage du Château du Loir des revenus du Prieuré de sainte Anne de Fessard, le 10. & 13. May 1720. elle a marqué qu'ils ne montoient qu'à 385. l. & elle a fait connoître depuis peu dans un Acte public qu'elle payoit sur ce Benefice 350. liv. de pension; c'est ce qui paroît par une Requête que le Pere Polinié General de cette Congregation, a présentée au Roi, & a fait signifier le 21, Juillet 1724, à M. le Grand Licencié en Theologie de la Maison & Societé de Sorbonne, & Chanoine Regulier de S. Augustin, que la Congregation de sainte Geneviève a fait pourvoir elle-même de ce Prieuré, & dont elle entreprend de le dépouiller après sept

années d'une possession paisible, parce qu'il a voulu obeïr à l'Edit du mois de Novembre 1719.

La dépense que font quelques Communautéz pour acheter des Benefices par le moyen de fortes pensions, rappelle ici le souvenir de l'industrie plus heureuse de celui qu'on appelle par excellence *Dom Titrier* ; c'est-à-dire, de ce Procureur habile, non-seulement à conserver les titres déjà existans, mais encore à en créer de nouveaux dans le besoin, en les revêtant des marques de la plus respectable antiquité. Cet homme admirable attiroit à sa Communauté de nouveaux revenus, sans qu'il lui en coûtât rien que du parchemin, un peu d'encre, & quelques plumes. Sa charge n'étant point payée par les Fondateurs des offices claustraux du Monastere ; il y suppleoit par le fruit du travail de ses mains : & la fortune secondant ses pieux

desseins, il ne se trouva pas le moins important ni le moins utile au Couvent. Les gens du monde qui avoient des interêts contraires, ne se sont pas accommodez du zèle de ce Procureur, & en ont quelque-fois porté leurs plaintes en Justice.

„ L'an 1518. il y eut procez au
„ Parlement de Paris pour de faux
„ Seaux trouvez dans l'Abbaye
„ de S. Vallery après la mort de
„ l'Abbé d'Ellecourt ; ce qui paroît
„ par un imprimé qui a été répan-
„ du dans le Public il y a plusieurs
„ années, dont voici le contenu.

*Extrait des Registres des Requestes
du Palais, du Samedi 18.*

Decembre 1518.

„ Entre le Procureur General du
„ Roi, & le Comte de Nevers d'Eu,
„ Sieur de S. Vallery Pair de Fran-
„ ce, Demandeur, ledit Comte de
„ Nevers par Bonnete, d'une part ;

„ & Maître Pierre Villain Lieute-
„ nant du Bailli d'Amiens, Deffen-
„ deur en personne d'autre part ;
„ après que ledit Villain a mis au
„ Greffe de ladite Cour, en suivant
„ l'ordonnance d'icelle ; par vertu
„ de laquelle par Martin Hanoc-
„ que Sergent Royal comman-
„ dement lui a été fait d'apporter
„ ou envoyer les Seaux suspects de
„ faux, dont mention est faite en
„ ladite Ordonnance, portant com-
„ mission dattée du 16. jour de No-
„ vembre 1518. *Les impressions de*
„ *Seaux gravez & insculpez en pier-*
„ *re de marbre, & les anciens en cui-*
„ *vre, & deux en cire assez anciens,*
„ *que ledit Villain Lieutenant avoit*
„ *trouvez, partie en l'Abbaye de S.*
„ *Vallery, & l'autre partie en la ville*
„ *d'Abbeville, en faisant par lui In-*
„ *ventaire des biens appartenans à*
„ *ladite Abbaye, après le décès de*
„ *défunt Dom Nicolle d'Ellecourt, qui*
„ *fut dernier Abbé de Saint Vallery.*

„ Desquelles impreffions la Decla-
 „ ration s'ensuit , &c. faisant en
 „ nombre quarante un Seau ; ap-
 „ pointé est que desdits Seaux des-
 „ fus deffignez ledit Villain Lieu-
 „ tenant demeurera déchargé , &
 „ l'en décharge la Cour ; & que les-
 „ dites Parties auront le present
 „ Acte pour leur subvenir & valoir
 „ ce que de raison : & à la marge
 „ du Registre où est enregistré le-
 „ dit appointment est écrit , *Le*
 „ *vingtième jour de ce présent mois*
 „ *de Decembre ont les Seaux déclá-*
 „ *rez en ce présent appointment été*
 „ *portez au Chancelier , & en est le*
 „ *Gresse déchargé par la Cour , & la*
 „ *décharge enregistrée au Registre du*
 „ *Conseil d'icelle Cour.*

En 1642. il y eut un autre pro-
 cez au Parlement de Paris pour de
 faux Titres trouvez en la même
 Abbaye ; voici ce que l'on a pu en
 retrouver.

„ Entre ladite Madame de Bou-

„ bon veuve, & ledit sieur Monteau-
„ rel, Demandeurs en faux selon
„ l'Acte du 8. Juillet 1641. & en
„ execution des Arrêts des 15. Fe-
„ vrier, & 6. Juin 1642. d'une part,
„ Et lesdits Religieux, Abbé &
„ Couvent de S. Vallery Deffen-
„ deurs d'autre...

„ Ces trois pieces mentionnées
„ fausses en original en parchemin.

„ 1. Du dernier May 1243.

„ 2. Du mois d'Octobre 1258.
„ le Jeudi devant la S. Luc.

„ 3. De May 1293. apportées en
la Cour, sur l'inscription en faux.

*Information sur les moyens en faux
par M. Champrond en vertu de
l'Arrest du 11. Janvier 1642.*

„ 1. Thomas Pelletier Maître En-
„ lumineur à Paris 56. ans fol. 2.
„ verso, ne voit pas qu'en la piece
„ de 1243. le parchemin ait été ra-
„ turé ni rien enlevé, l'écriture &

32 *Deffense de l'Edit du Roy*

„ le parchemin si vieux, que l'on ne
„ peut dire de quel temps... celle de
„ 1258. il n'y a pas cent ans qu'elle
„ est faite & écrite : la croit non
„ veritable. Et celle de 1293. l'é-
„ criture n'est semblable à la pre-
„ cedente, ains toute differente,
„ mais le parchemin bien plus an-
„ cien ; remarque deux mots aux
„ 12. & 13. lignes ôtez avec eau
„ forte.

„ 2. Yves Afaumont Maître Par-
„ cheminier 57. ans, fol. 5. verso.
„ La piece de 1243. si vieille que
„ l'on n'y peut rien connoître ; pour
„ celle de 1258. il n'y a que cent
„ ou cent vingt ans que le parche-
„ min est fait. En la 6. & 7. ligne,
„ remarque deux points de quel-
„ que vieille écriture qui y étoit,
„ & qui a été enlevée avec eau forte.
„ Pour celle de 1293. c'est un par-
„ chemin qui a été pris avant qu'ê-
„ tre travaillé pour en faire une
„ fausseté, &c.

En 1716. semblable procez au Grand Conseil, où les Benedictins de l'Abbaye de S. Gildas de Rhuy's en Bretagne furent accusez par les Peres de la Mission ou Congregation de S. Lazare qui ont le Seminaire de Vanîes, d'avoir fabriqué de faux Titres. Ils vouloient usurper sur le Prieuré du Hezo reüni à ce Seminaire le droit de Seigneurie, & quelques Terres qui en dépendent. Et pour autoriser cette usurpation, ils employoient l'Acte de la fondation de leur Abbaye, dont ils fixoient l'époque à l'année 399. Ils n'oserent pas produire l'Acte original, de peur que l'encre, le parchemin, les signatures, & les Seaux ne découvrirent la fausseté; mais ils en représenterent une copie collationnée, où l'on trouvoit les contradictions les plus sensibles & les plus grossieres.

Cette prétendue ancienne Chartre marquoit.

34 *Deffence de l'Edit du Roy*

„ 1°. Que l'Abbaye de Rhuys de
„ l'Ordre de S. Benoist fut bâtie en
„ 399. soixante dix-neuf ans avant
„ la naissance de S. Benoist, qui nâ-
„ quit, selon le Pere Mabillon mê-
„ me, en 480.

„ 2°. Que le Fondateur de cette
„ Abbaye fut un Grallon Roi de
„ Bretagne, quoi qu'en 399. il n'y
„ eût point de Roi en Bretagne,
„ dont les Romains étoient encore
„ les maîtres ; & que ce Grallon,
„ qui étoit un Comte de Cor-
„ nouailles, n'ait vécu que plus de
„ cent ans après.

„ 3°. Que le premier Abbé en
„ 399. fut S. Gildas, qui cependant
„ n'a été en Bretagne qu'en 520.

„ 4°. Que cette fondation fut
„ faite du consentement de l'Evê-
„ que de Vannes, quoi qu'il n'y eût
„ pas encore à Vannes d'Evêché ;
„ le premier Evêque de Vannes
„ ayant été S. Paterne élu en 468.

„ 5°. Que cet Evêque étoit Ju-

„ dicael, qui ne remplit le Siege de
„ Vannes que plus de six cent ans
„ après; sçavoir, en 1004. & mou-
„ rut en 1037.

„ 6°. Que ce Judicael étoit Legat
„ du Pape en 399. lorsque le Chri-
„ stianisme étoit à peine connu en
„ Bretagne.

„ Enfin on remarquoit dans
„ cette piece une infinité d'absur-
„ ditez, comme 20. lieuës de pays
„ pour dix Religieux qui vivoient
„ du travail de leurs mains; un lan-
„ gage très-pur & fort recent; des
„ censures alors inconnuës; & des
„ formules dans les Titres, dans les
„ dattes, & dans les signatures, qui
„ n'ont été en usage que plusieurs
„ siècles après. [Ceci est tiré mot
„ pour mot du Memoire imprimé
„ des Peres de la Mission.]

Le Pape Innocent III. avoit déjà
condamné autrefois ces faux Titres
des Monasteres, comme il est rap-
porté au second Livre des Decre-

tales tit. 22. cap. 6. Inter dilectos. De fide instrumentorum. Et Ricard Archevêque de Cantorberi s'en étoit plaint à Alexandre III. dans une Epître qui se trouve la soixante-huitième dans Pierre de Blois.

C'est contre cet abus que Charles du Moulin se récrie dans sa Note sur le Chapitre des Decretales qu'on vient de citer : *En artes Monachorum*, dit-il, *ad confingendum sibi titulos vetustos, quibus numquam fere carènt. Ego saepe tales imposturas & falsitates ex fide historia detexi.*

Cette année 1725. la Congregation de sainte Geneviève est obligée de se défendre au Privé Conseil du Roi d'une fausseté qui n'est pas moins criminelle. Elle est accusée d'avoir intrus dans le Prieuré de sainte Anne de Fessard au Diocèse du Mans un de ses Religieux nommé Philippe le Brun, sur une resignation supposée. Et depuis cinq ans qu'on lui fait le défi de rap-

porter l'Acte de cette pretendue resignation, ou de produire un certificat de l'insinuation qui a dû en être faite au Greffe de l'Evêché du Mans, selon les Ordonnances, elle n'a pu y repondre. Cela se voit par le Memoire imprimé du sieur le Grand, qui est une piece très-forte, & qui met la Congregation de sainte Geneviève dans le dernier embarras.

On n'a pas eu la facilité de faire de plus amples recherches pour examiner si le bonhomme Titrier a encore beaucoup de successeurs. Ce peu suffit pour reveiller & animer l'attention des Magistrats à réprimer de pareils désordres.



CHAPITRE SECOND.

Est-il défendu de se procurer un Benefice , soit par résignation , soit par cession de droit , en transigeant sans l'autorité du Pape pour une pension modérée , ou pour quelque autre avantage temporel ?

LE cas tel qu'il est proposé paroît d'abord supposé & inventé à plaisir. Car dès qu'il est nécessaire d'envoyer en Cour de Rome pour obtenir des Provisions en consequence de la resignation ou de la cession de droit qui a été faite ; il semble qu'il n'en coûte pas d'avantage d'exprimer la pension dont on est convenu , & qu'ainsi il n'arrive point qu'il se fasse de ces sortes de transactions sans l'autorité du Pape. Cependant cet abus est bien reel , & n'est

malheureusement que trop en usage. Car, soit que ces conventions contiennent des articles qui ne passeroient pas à Rome, soit qu'on veuille les tenir secretes, ou qu'on ait d'autres raisons qu'il n'est pas aisé de connoître; il est certain que cette pratique est assez ordinaire dans le grand procès que la Congregation de sainte Geneviève a depuis cinq ans contre M. le Grand. Elle n'a pu justifier d'aucune signature de Rome qui autorisât la pension de 350. livres qu'elle a payée sur le Prieuré de sainte Anne de Fessard : néanmoins il est constant, par son propre aveu, qu'elle a payé cette pension au sieur Bellanger de qui elle tenoit ce benefice; & on produiroit d'ailleurs des lettres non suspectes, & des certificats authentiques qui en feroient foi s'il étoit nécessaire. Il est notoire qu'il y a eu des transactions passées: & les

personnes interressées apprehendent tellement qu'elles ne soient découvertes , qu'un Notaire qui est le dépositaire de quelques-unes ayant il n'y a pas encore longtemps reçu un commandement exprès du Lieutenant General des lieux , & deux ordres pressans & consecutifs de la Cour, d'en donner communication ; aima mieux se soulever contre ces autoritez Superieures, & s'exposer aux plus grands inconveniens, que de manquer au secret qu'il a juré à la Communauté voisine , qui l'empêche d'obeir & l'amuse par ses promesses. On rapportera à la fin de ce Chapitre la Sentence du Lieutenant general qui le condamne pour ce fait à cent livres d'amande.

Ce qu'on a dit dans le Chapitre precedent du droit commun, qui défend qu'il soit fait aucune diminution du revenu des benefi-

ces , suffiroit pour faire voir combien sont coupables ceux qui renversent cet ordre de leur autorité privée. *Generalis regula est* , (dit Cabassutius l. 2. c. 14. n. 1.) *ut Ecclesiastica beneficia sine diminutione conferantur* ; de quâ tamen , modò urgeat rationabilis causa , dispensare potest suprema sedes quæ secundum potestatis plenitudinem potest de jure supra jus dispensare , ait Innocentius III. cap. *Proposuit de concessione præbende* , atque ita providere ut conferatur beneficium cum diminutione ex illo pensionem detrahendo... Sapienter admonet Toletus tria requiri ad hoc ut licitè constituatur pensio super beneficio. Primò quidem dispensationem summi Pontificis , &c. (Idem ibid. n. 4.)

Nous y ajoûterons cependant plusieurs Canons ; le premier du Concile de Rouen tenu l'an 1581. (cap. 8. de *Episcoporum officiis* n. 20. où on lit ces paroles. : *Omnes*

42 *Deffence de l'Edit du Roy*

pensiones & pactiones super beneficiis, in quibus non intervenit sedis Apostolica approbatio, illicitas & simoniacas declaramus. Le second du Concile de Bourges tenu l'an 1584. & confirmé par le Pape Sixte V. où les Peres du Concile déclarent que tous ceux qui donnent ou reçoivent quelque chose pour obtenir des Benefices; que ceux qui sans l'autorité du Pape font des Transactions pour donner ou pour retirer des pensions de ces Benefices; que ceux aussi qui ont part à ces conventions illicites, y consentent, ou en tirent quelque profit, sont simoniaques; & conformément aux Constitutions de Pie IV. Pie V. & Gregoire XIII. ne pourront être absous que par le Pape, si ce n'est à l'article de la mort. *Qui pro adipiscendis beneficiis ac pensionibus Ecclesiasticis aliquid dant vel accipiunt, omnes etiam quomodocum-*

que conferentes , resignantes , & accipientes quacumque beneficia custodia aut fiducia nomine , vel ex eisdem pensiones sine summi Pontificis autoritate paciscentes aut percipientes ; omnes denique seu Clerici , seu Laici , hujusmodi illicitis pactiõibus intervenientes , consentientes , aut ex eis emolumentum capientes , se simoniacos esse , & juxta Constitutiones contentas in Bullis Pii IV. & Pii V. & Gregorii XIII. à summo Pontifice duntaxat (nisi in articulo mortis) absolutionis Beneficium consequi posse intelligant. [Titulo 41. de simoniaco & fiduciariis , can. 1.]

On prie ceux qui ont la crainte de Dieu , & quelque respect pour les Canons & les Censures de l'Eglise, de bien peser les paroles qu'on vient de rapporter. Il n'y a point de raisons qui puissent excuser les personnes qui font ces transactions ; leur conduite est au moins très-suspecte lorsqu'ils cachent au sou-

verain Pontife une chose dont il doit avoir connoissance, & qu'ils ne peuvent faire licitement sans une dispense expresse qu'ils doivent obtenir de lui : Elle est une infraction formelle des Regles saintes de l'Eglise ; elle est manifestement animée par l'esprit de simonie, & renferme un marché infame, comme parle le Concile d'Oxford sous Honoré III. l'an 1222. c. 11. *Cum vehementer posset presumi quod talia fiant per pactionem etiam turpem.* Elle est condamnée comme telle, non-seulement par les Conciles qu'on vient de rapporter, mais par tous les Theologiens & Canonistes, par les Papes, & tous les Conciles qui ont traité de cette matiere. Enfin elle est punie par l'Eglise des peines les plus severes.

Cabassutius rapporte le sentiment des Theologiens & des Canonistes qui enseignent tous unanimement que c'est une chose il-

licite & simoniaque de se procurer des Benefices par argent ou autre voie semblable, avec cette difference que la plûpart des Canonistes pretendent que quand il s'agit des Benefices à charge d'ames, il y a une simonie établie par le droit divin, au lieu que quand il est question des Benefices simples, la simonie n'est que de droit Ecclesiastique; & au contraire que presque tous les Theologiens soutiennent que dans l'un & l'autre cas la simonie est de droit divin. Ce que le même Auteur prouve être veritable par cette raison de Cajetan, que si dans les Benefices à charge d'ames se trouve le pouvoir de l'Ordre & des Clefs, [*potestas Ordinis & Clavium*] lequel est spirituel, il y a dans les Benefices simples l'Office Clerical (*Officium Clericale*) qui est également spirituel, quoi que d'un degré inferieur & moins noble; ce qui ne doit pas

46 *Deffence de l'Edit du Roy*
changer l'espece, ni empêcher que
les uns aussi-bien que les autres
n'appartiennent au droit divin. Ca-
jetan même regarde l'opinion des
Canonistes comme une erreur dans
laquelle ils sont tombez, *Tom. 2.*
Opuscul. Tract. 9. de simoniâ q. 1.
[Cabass. l. 5. c. 3. n. 14. 15. 16. 17.]

Voici ce que dit le Pape Paschal,
[Capit. si quis objecerit art. 7. causâ 1.
q. 3.] Si quis objecerit non consecra-
tiones emi, sed res ipsas quæ ex con-
secratione proveniunt, penitus desi-
pere probatur.....Nam quisquis horum
alterum vendit, sine quo nec alterum
provenit; neutrum invenditum dere-
linquit. Nullus igitur emat Ecclesiam,
vel præbendam, nec pastellum, nec
pastum antea vel postea pro hujusmodi
solvat.

Alexandre II. *[Cap. ex multis art.*
9. caus. 1. q. 3.] dit que quand no-
tre Seigneur chassa du Temple
avec un fouet ceux qui vendoient
des colombes, il condamna les si-

moniaques qui trafiquent des ordinations sacrées ; & que quand il chassa les Changeurs , & renversa leur argent & leurs bureaux , il condamna ceux qui usent de simonie à l'égard des Benefices.

Et le Concile de Calcedoine tenu l'an 451. juge digne de la même peine que les simoniaques, ceux qui emploient l'argent , soit pour les Benefices & Charges Ecclesiastiques , soit pour les Ordres sacrez ,
[*art. 8. caus. 1. q. 1.*]

Quant aux peines encourues par ceux qui font ces Transactions simoniaques , il y en a trois portées par la Bulle de Paul II. [*Bulla Pauli II. in cap. Cum detestabile , de simonia in Extravagantibus communibus tit. 1.*] La premiere est l'excommunication encourue par le seul fait , & reservée au Pape. La seconde est l'invalidité de l'Acte fait par la simonie ; de sorte que celui qui a eu le Benefice est tenu d'y re-

noncer au plus tôt, & de rendre tous les fruits qui ont été perçus, soit qu'il ait été coupable de la simonie, soit qu'il n'en ait pas été coupable; cette simonie ayant été faite sans sa participation; parce que, dit saint Thomas, [2. 2. q. 100. art. 6. *in corpore*] personne ne peut justement retenir ce qu'il a acquis contre la volonté du maître; & que quand on parvient à un Benefice par la simonie, on l'obtient contre la volonté de Dieu qui a commandé que les choses spirituelles fussent données gratuitement. La troisième est l'obligation de rendre le prix qu'on a reçu pour conferer, resigner, ou ceder un Benefice. C'est ce qui paroît par le Canon *Si quis dator*, [art. 2. *causa* 1. q. 3.] *Si quis dator vel acceptor Dei Ecclesias vel Ecclesiastica Beneficia, quæ quidam Præbendas vocant, sub pecuniæ interuentu susceperit, sive dando emerit, sive accipiendo vendiderit, à Simonis non excluditur*

excluditur perditione.....Rationis ergo vigore cogitur quod injuste receperit restituere, & quidquid turpis lucri gratiâ receperat non tenere.

Et cette restitution du prix , soit pension, soit argent une fois donné, ou autre chose semblable , ne doit pas être faite en faveur de celui qui l'avoit donné pour obtenir le Benefice , mais ou à l'Eglise au sujet de laquelle la simonie a été commise, comme le marque Alexandre III. [*in Appendice ad Concil. Lateranense tertium de simoniâ c. 13.*]

ou aux pauvres, comme le veut saint Thomas, [*2. 2. q. 32. art. 7. in corp.*] *Non debet fieri restitutio ei qui dedit, dit ce saint Docteur, sed debet in eleemosynas erogari.* [*Theol. Moral. de Grenoble, Traité de la peine des simoniaques. Cabassutius l. 5, c. 8. n. 1.*]

Et, ce qu'il est important de remarquer, ce n'est pas seulement celui qui donne le Benefice, & ce-

lui qui le reçoit par une Transac-
tion simoniaque qui sont punis de
l'excommunication réservée au sou-
verain Pontife, mais encore ceux
qui en sont les médiateurs, & qui
y ont contribué en quelque façon
que ce soit. C'est ce qui est expres-
sément marqué dans la Bulle de
Paul II. dont il est parlé ci-dessus,
& qui a été confirmée par les Pa-
pes Pie IV. & Pie V. *Statuentes quod
universi & singuli qui quomodolibet
dando vel recipiendo simoniam com-
miserint, aut quod illa fiat mediatores
extiterint, seu procuraverint, sen-
tentiam excommunicationis incur-
rant, à qua nisi à Romano Pontifice pro
tempore existente non possint absolvi,
præter quam in mortis articulo consti-
tuti.* [Cap. Cum detestabile, de
simoniâ, tit. 1.] La même chose
est portée par le Canon du Con-
cile de Bourges que nous avons
aussi cité.

*COPIE DE LA REQUÊTE
présentée par M. N. Le Grand
à Monsieur le Lieutenant General
du Château du Loir ; de son Ordon-
nance , & du procez-verbal fait en
son Hôtel , en consequence , le 14.
Juin 1723.*

Monsieur le Président Lieutenant
General au Siege Royal du
Château du Loir,

„ Supplic humblement Nicolas
„ Le Grand Prêtre Licentié de
„ la Faculté de Theologie de Paris ,
„ de la Maison & Societé de Sor-
„ bonne , Chanoine Regulier de
„ saint Augustin , Prieur de sainte
„ Anne de Fessard au Diocese du
„ Mans , disant que pour pouvoir
„ se faire délivrer des copies des
„ Actes concernans le Benefice de
„ Fessard desquelles il a un extrê-

„ me besoin , attendu la contesta-
„ tion que la Congregation de sain-
„ te Geneviève lui fait sur sa posses-
„ sion plus que deux fois triennale ,
„ il vous auroit présenté sa Requê-
„ te le cinq du présent mois tendan-
„ te à ce qu'il lui fût permis de
„ compulser les Actes chez les nom-
„ mez Picot & le Febvre Notaires
„ à Yvré le Poslin , ou autres gar-
„ diataires des minutes desdits Ac-
„ tes. Ce que vous lui avez octroyé,
„ Mais comme la voie de compul-
„ ser est longue , étant obligé d'affi-
„ gner; & que sur le refus que lesdits
„ Notaires pourroient faire il seroit
„ obligé de se tourner vers vous
„ pour les y faire contraindre , ce
„ qui seroit d'une longue discussion;
„ étant d'ailleurs obligé d'envoyer
„ copie desdits Actes au privé Con-
„ seil en bref, & averti de l'ordre
„ à vous , Monsieur , adressé par
„ Monseigneur d'Armenonville
„ Garde des Sceaux de France , à ce

„sujet, il a été conseillé d'avoir re-
„cours à votre autorité pour lui
„être sur ce pourvû.

„Ce considéré, Monsieur, il
„vous plaise, pour accelerer en con-
„sequence de l'ordre de mondit
„Seigneur d'Armenonville, enjoin-
„dre à tous les Notaires de votre
„ressort qui auront passé des Actes
„concernants ledit Benefice de
„Fessard, de faire voir & délivrer
„copie desdits Actes au Suppliant
„au moment de sa présence, sans
„qu'il soit besoin de compulser,
„l'affaire requerant celerité, sous
„peine de désobéissance, & de
„mille livres d'amende contre les
„Notaires refusans, d'interdiction,
„& vous ferez justice. Signé, Nico-
„las Le Grand, & Grandhomme.

„Vû la présente Requête en con-
„formité de l'ordre à nous adressé
„par Monseigneur d'Armenonvil-
„le Garde des Sceaux de France du
„2. Juin présent mois, nous en-

34 *Deffence de l'Edit du Roy*

„ joignons à tous Notaires de ce
„ ressort qui auront des minutes
„ des Actes concernant le Bene-
„ fice de Fessard passez depuis 1672.
„ de les faire voir au Suppliant au
„ moment de sa présence, lui en
„ délivrer copies, s'il le requiert,
„ à peine de cent livres d'amende.
„ Donné au Château du Loir le
„ 9. Juin 1723. Signé Turgot de
„ Cauvigny.

„ Aujourd'hui 14. Juin 1723.
„ sur les deux heures de relevée de-
„ vant Nous Simeon Turgot de
„ Cauvigny Ecuyer Conseiller du
„ Roy, Président, Lieutenant Ge-
„ neral, Enquesteur, & Commis-
„ saire Examineur au Siege Royal
„ du Château du Loir, étant en
„ notre Hôtel assisté de Maître Brice
„ Verité notre Greffier ordinaire,
„ est comparu Messire Nicolas Le
„ Grand Prêtre, Chanoine Regu-
„ lier de l'Ordre de S. Augustin,
„ Prieur Curé de Dommerat, Dio-

5, cese de Bourges , & de sainte An-
„ ne de Fessard , Diocese du Mans
„ en personne , assisté de Maître
„ Pierre Grandhomme son Avocat
„ Procureur, lequel nous a dit qu'en
„ consequence de la Requête qu'il
„ nous a présentée le 9. du présent
„ mois, tendante à ce qu'il nous
„ plût en consequence des ordres
„ à nous adressez par Monseigneur
„ le Garde des Sceaux le 2. du pré-
„ sent mois, lui permettre, la ma-
„ tiere requerant celerité, de con-
„ traindre tous Notaires & autres
„ personnes publiques de notre res-
„ sort, de lui communiquer & faire
„ voir, même lui délivrer des ex-
„ pditions & copies de tous les
„ Actes qu'ils auroient pardevant
„ eux concernant ledit Benefice de
„ Fessard ; il s'est transporté au do-
„ micile du nommé le Febvre No-
„ taire Royal de ce ressort, demeu-
„ rant au Bourg d'Yvré le Possin
„ successeur & gardiataire des mi-

„ nutes du Protocole de défunt
„ Maître Laurent Maubouffin , mê-
„ me des minutes du Protocole de
„ défunt. . . . Fournier predecesseur
„ dudit Maubouffin le 12. du cou-
„ rant sur les 7. à 8. heures du ma-
„ tin avec Antoine Pottier Huissier
„ Audiencier de la Senechaussée &
„ Siege Presidial du Mans; & l'ayant
„ trouvé en sondit domicile , lui
„ auroit fait apparoir de ladite Re-
„ quête & de notre Ordonnance
„ du 9. dudit mois , lesquelles il
„ auroit lues & relues par plusieurs
„ fois ; & en la remettant entre les
„ mains dudit Pottier auroit dit que
„ si ledit sieur Le Grand desiroit
„ avoir des expéditions des Actes
„ concernant ledit Benefice de Fes-
„ sard , il lui en coûteroit cher , &
„ depuis ajouta qu'il ne montrait
„ ses minutes à personne , & qu'il
„ n'avoit pas le temps ayant d'au-
„ tres affaires plus pressées. Pour-
„ quoi il fit attendre ledit sieur Le

„ Grand & son Huissier pendant
„ deux heures au devant de sa por-
„ te , pendant lequel temps il en-
„ voya gens de sa part en diligence
„ avertir les Religieux du Château
„ de ce qui se passoit. Ce que ledit
„ Le Grand prenant pour refus ,
„ fit sommer ledit le Febvre par
„ ledit Pottier d'obeir à notredite
„ Ordonnance dans le moment,
„ ledit le Febvre auroit répondu
„ qu'il n'en feroit rien ; après quel-
„ que intervalle ledit le Febvre dit
„ qu'il feroit voir lesdits Actes dans
„ deux jours , ou même dès le mê-
„ me jour sur les huit heures du
„ soir , ce qui parut audit sieur le
„ Grand un refus formel fait par
„ ledit le Febvre ; ce qui l'obligea
„ de se retirer avec son Huissier
„ pour dresser procez verbal dudit
„ refus , & lui donner assignation
„ devant Nous , qui lui fut effecti-
„ vement donnée par ledit Pottier
„ à comparoir ce jourd'hui deux

„ heures de relevée , suivant l'Ex
„ ploit dudit Pottier dudit jour 12.
„ de ce mois , contrôlé en cette
„ Ville ce jourd'hui par Boudet ,
„ pour déduire les raisons de son
„ refus , & pour se voir condam-
„ ner à cent livres d'amende por-
„ tée par notredite Ordonnance ,
„ en ses dommages , intérêts , &
„ aux dépens ; requérant deffaut
„ dudit le Febvre s'il ne compare ,
„ pour le profit déclarer ladite a-
„ mande de cent livres encouruë
„ par ledit le Febvre , & le con-
„ damner à cent livres de domma-
„ ges , intérêts pour le retardement
„ qu'il cause audit sieur le Grand
„ à laquelle il s'est restraint ; &
„ conclut encore aux frais & dé-
„ pens. Signé, le Grand , & Grand-
„ homme.

„ Surquoi nous avons donné
„ Acte audit sieur le Grand de sa
„ comparition, dire, déclaration,
„ & requisition, & deffaut dudit le

„ Febvre , qui n'a comparu ni au-
„ tre pour lui,duement attendu juf-
„ qu'à l'heure de fept heures du
„ foir , & pour le profit. Vû les or-
„ dres à Nous adrefsez par Mon-
„ feigneur le Garde des Sceaux, no-
„ tre Ordonnance en confequence,
„ fur la Requête dudit fleur le
„ Grand,avec le procez verbal , &
„ affignation dudit Pottier dudit
„ jour 12. du*présent mois, avons
„ déclaré l'amende de cent livres
„ portée par notredite Ordonnan-
„ ce encouruë par ledit le Febvre,
„ faute par lui d'avoir obeï aufdits
„ ordres , & à notredite Ordon-
„ nance : condamnons en outre le-
„ dit le Febvre pour tous domma-
„ ges interêts & dépens que nous
„ avons liquidez à quarante livres ,
„ y compris le Seau, coût & con-
„ trôle , vacations & expéditions
„ des présentes , qui feront execu-
„ tées nonobftant oppositions ou
„ appellations quelconques fans

60 *Deffence de l'Edit du Roy*
„préjudice d'icelle; attendu qu'il
„s'agit d'exécution desdits Ordres.
„Mandans, &c. Fait & donné en
„notre Hôtel par Nous Juge Lieu-
„tenant General susdit, ledit jour
„& an que dessus. Signé, Turgot
„de Cauvigny, & B. Verité. Sellé
„& contrôlé.

„Pour copie au sieur le Grand.

GRANDHOMME.

CHAPITRE TROISIEME.

*Lorsqu'on n'a point de droit à un
Benefice, peut-on pour y parvenir ou
pour s'y maintenir, convenir avec
les contendans qui y ont droit, en
leur donnant de l'argent ou au-
tre chose semblable, ou même en
leur cedant un Benefice de moindre
valeur, pour les engager à se déstiter
& à faire cesser leurs poursuites.*

C'Est le sentiment de tous les
Theologiens, qu'il n'est jamais

permis de donner de l'argent ou autre chose temporelle, pour parvenir à un benefice dont on n'est pas pourvû, quelque droit qu'on y ait d'ailleurs, & quelque injustes que soient les vexations de ceux qui s'y opposent: & ils enseignent qu'il y a en cela une simonie manifeste.

Saint Thomas sur cette difficulté, dit en propres termes, qu'avant qu'on eût acquis un droit sur un Evêché ou sur quelque autre dignité ou prebende, par élection, provision, ou collation; il y auroit simonie, si par argent on empêchoit l'obstacle que pourroient y apporter ceux qui voudroient s'y opposer: mais qu'après que quelqu'un a déjà acquis un véritable droit sur un benefice, il peut alors se servir d'argent pour se delivrer des empêchemens injustes qu'on pourroit apporter. *Antequam aliqui acquiratur jus in Episcopatu, vel*

62 *Deffence de l'Edit du Roy*
quacumque dignitate vel præbendâ ;
per electionem vel provisionem , seu
collationem , simoniacum esset adver-
santium obstacula pecuniâ redimere :
sic enim per pecuniam pararet sibi
viam ad rem spiritualem obtinen-
dam ; sed post quam jus alicui jam ac-
quisitum est , licet per pecuniam in-
justa impedimenta removere. (2.2. q.
100. art. 2. ad 4.)

Saint Antonin parle à peu près
de la même manière : *Ratione re-*
dimendæ vexationis , & antequam
jus acquiratur alicui in beneficio-vel
dignitate , non licet dare ad redimen-
dam vexationem suam ; aliàs simonia
est : sed postquam fuerit adeptus , &
jus sibi acquisitum , vexationem sibi
injustè factam super Ecclesiâ vel be-
neficio , vel dignitate , licet pecuniâ
redimere , sed non justam vexatio-
nem , ut si justè accusaretur. (p. 2.
tit. 1. c. 4. §. 2. in fine.)

Cabassutius rapporte plusieurs
Auteurs très-graves sur ce sujet. (I.

§. c. 4. n. 15.) Rebuffus tit. de simoniâ in resignatione num. 17. rectè admonet non posse citra simonie labem dari pecuniam aut aliud temporale , etiam ad redimendam vexationem pro nondum adepto beneficio ; quantumvis aliquis habeat jus ad rem , sed tantum pro beneficio acquisito , & in quo habet ipsum jus in re. Il avoit cité plus haut (l. 5. c. 3. n. 8.) Navarre , Bonacina & autres avec lesquels il met une difference entre celui qui a droit à la chose , & celui qui a droit dans la chose. Distinguendum itaque inter habentem jus ad rem , & habentem jus in re : huic enim , sed non illi , permittitur redimere pecuniâ vexationem iniquam. Quam decisivam distinctionem juris ad rem , & juris in re circa licitam aut illicitam redemptionem vexationis dudum ante præcitatos tradiderat insignis doctor sanctus Raimundus in summâ. l. 1. tit. 1. de simonia §. 20.

Cela même est décidé par le Pape Lucius III. dans le Chapitre *Matthaus de simonia*. Car ayant été un jour consulté par quelqu'un qui avoit été élu à un benefice par la plus grande partie des electeurs, & dont un ami avoit donné de l'argent à un homme qui s'y opposoit pour le faire desister de son opposition, dans la crainte qu'il avoit qu'il n'empêchât son election: il lui répondit en ces termes: Parce que vous nous avez demandé conseil pour sçavoir ce que vous deviez faire, nous vous répondons que vous ferez bien de quitter dès à present votre benefice; vous souvenant de cette parole, qu'il ne sert de rien à l'homme de gagner tout le monde, si après cela il perd son ame. *Quia igitur consilium requisisti quid tibi sit faciendum, respondemus quod multum tibi consulis si administrationem celeriter ac sponte dimittas;*

illius verbi memor existens : Nihil prodest homini si universum mundum lucretur , anima vero sua detrimentum patiatur.

Il n'est pas plus permis de se maintenir par argent au autres voies semblables dans un benefice dont on est pourvû & en possession , si on n'y a pas un droit legitime & certain. Et toutes les transactions qu'on fait avec des contendans qui ont droit, sont simoniaques.

En effet S. Thomas & S. Antonin ne permettent à un beneficier de se redimer de la vexation , que quand elle est injuste. *Injusta impedimenta : vexationem injustè factam.* Or une personne qui n'a pas un droit legitime & certain à un benefice dont il est en possession , ne souffre pas une vexation injuste de la part des contendans qui y ont droit, puisque ceux-ci le poursuivent tres-justement. Ces saints

86 *Deffence de l'Edit du Roy*

Docteurs exigent expressement que celui qui veut se redimer de la vexation , ait un droit au benefice , *Postquam jus alicui jam acquisitum est, licet per pecuniam injusta impedimenta remove* , dit saint Thomas. *Postquam fuerit jus acquisitum , vexationem injustè factam licet pecuniâ redimere , sed non justam vexationem* , dit S. Antonin. Les autres Theologiens s'expriment de même , comme le marque Cabassutius , (l. 5. c. 3. n. 8.) *Non licere vexationem pretio redimere antequam jus acquisitum fuerit per confirmationem electionis ; quamvis ipsa vexatio injusta esset : sed licere redimere post confirmationem aut beneficii collationem , dummodo sit injusta vexatio. Ubi enim oppositio justa & legitima esset , non posset etiam post collationem pretio redimi.*

La raison en est évidente , & tirée de l'idée de la simonie , qui est *emptio , venditio rei spiritualis*

Aut spirituali annexa. Celui qui sans droit transige pour une somme d'argent ou une pension, avec des contendans qui ont des droits sur un benefice ; ne le fait que pour acquérir ce benefice ; de sorte que le benefice est la fin & le but de cet argent & de cette pension ; ce qui fait qu'on peut dire avec verité qu'il achette le benefice, & que les contendans le vendent, puisqu'ils ne s'en desistent qu'en vue de l'argent ou de la pension qu'ils reçoivent. Ce qui est encore véritable lorsque les contendans font une cession de leurs droits en faveur de quelqu'un qui y succede, par le moyen de quelque autre avantage temporel dont ils transigent ensemble : car, à proprement parler, les droits sur le benefice, & par consequent le benefice lui-même, sont vendus d'une part, & achetés de l'autre.

C'est de ces sortes de conven-

68 *Deffence de l'Edit du Roy*
tions qu'on doit entendre Cabassu-
tius, lorsqu'il dit (l. 5. c. 4. n. 9.)
*Transactio rei temporalis cum re spi-
rituali compensata , est aperte atque
indubiè simoniaca. Cap. cum Pridem.
de Pactis. Cap. Præterea 1. & 2. de
Transact. Atque ita illicitum est com-
ponere litem beneficiariam traditâ
vel promissâ pecuniâ , vel re pecuniâ
estimabili. Cap. Constitutus , de tran-
sact.*

Mais y a-t-il peché à doner à un
contendant un benefice de moin-
dre valeur , pour faire cesser les
troubles qu'il a suscitez , & pour
jouir par ce moyen d'un benefice
plus considerable ?

Pour ne rien dire des vues in-
teressées & criminelles qui paroîs-
sent dans une telle conduite , qui
est un trafic qu'on fait des cho-
ses saintes ; il est constant par les
principes de S. Thomas , qu'il y a
de la simonie dans le cas proposé :
puisque ces troubles qu'on veut

empêcher font quelque chose de temporel ; autrement on ne pourroit jamais donner de l'argent pour les faire cesser , ce que saint Thomas permet dans certains cas, Il faut donc que ce que l'on donne pour arrêter ces troubles, soit aussi temporel ; afin qu'il y ait entre eux la proportion & le rapport qui doivent se trouver entre les choses qui font l'objet des contrats & des conventions civiles , & pour empêcher la simonie qui défend aussi-bien de donner le spirituel pour le temporel, que de donner le temporel pour le spirituel. Or on ne doit pas mettre les benefices au nombre des choses temporelles, puisqu'ils sont liés de leur nature à des choses spirituelles : *Habere beneficia Ecclesiastica dicitur spiritualibus annexum , quia non competit nisi habenti officium clericale. Unde hujusmodi nullo modo possunt esse sine spiritualibus.* (S. Th.

70 *Deffence de l'Edit du Roy*
2. 2. q. 100. art. 1. in corp.) Ainsi
c'est un raffinement de la simonie
de croire qu'on puisse arrêter les op-
positions des contendans à un be-
nefice considerable, en leur en of-
frant un de moindre valeur. (Ca-
bassutius l. 5. c. 3. n. 2. Theol.
moral. de Grenoble Traité 2. de
la simonie c. 1. demande huitié-
me.)

On pourroit proposer une au-
tre question, & demander ce qu'on
doit. penser de ceux qui n'ayant
aucun bon droit à un benefice s'en
emparent, & s'y soustiennent au pré-
judice de ceux qui y ont un droit
legitime, en leur faisant des pro-
cès injustes, & en les consumant
en fatigues & en frais pour leur
faire quitter la partie; ou même
en usant contre eux de voies de
fait, & en se saisissant de leurs per-
sonnes. Mais leur procedé est si
visiblement condamnable, qu'il
suffit de dire qu'ils se comportent

en ravisseurs publics du bien d'autrui , & profanent la maison de Dieu en la rendant une retraite de voleurs. *Scriptum est, Domus mea domus orationis est , vos autem fecistis eam speluncam latronum.*

Cependant, comme on auroit de la peine à croire qu'il se passât de semblables scenes , & qu'on usât de telles violences dans des Communautéz ou Congregations Religieuses; on va-rapporter quelques-unes de ces tragédies arrivées dans les Congregations qui ont le plus de part aux benefices.

Celle des Benedictins de saint Maur , qui possède sous le nom de ses Religieux particuliers des Prieurez simples pour plus de six cens cinquante mille livres, outre ceux qu'elle a dans ses manfes conventuelles , ne put souffrir qu'un de ses Religieux voulût jouir d'un benefice dont il étoit titulaire; & en l'année 1680. elle se

porta contre lui à un tel excès d'inhumanité, que le scandale fut public & général. En voici l'histoire telle qu'elle est rapportée dans un Mémoire imprimé par M. l'Abbé de saint Pierre en 1704,

„ Dom Noyelles qui étoit pour-
„ vû du Prieuré de Soulême près
„ de Sablé en Anjou, qui vaut
„ sept à huit mille livres de rente,
„ demouroit à l'Abbaye de la Cou-
„ ture du Mans : son pere, sa mere,
„ ses freres, ses sœurs, étoient fort
„ pauvres; il demanda à son Su-
„ perieur que sur les revenus de
„ son Prieuré, on en réservât une
„ petite somme pour les soulager
„ dans leur misere, Il fut refusé; il
„ ne se rebuta pas, il pria le Gene-
„ ral de l'ordonner ainsi; mais on
„ n'écouta point sa priere, on crut
„ que sa demande tiroit trop à con-
„ sequence; on lui dit que ses re-
„ venus étoient à la Congregation,
„ & qu'on ne pouvoit pas les em-
ployer

ployer ailleurs qu'aux besoins de la Congregation.

„ La pitié qu'il avoit du miserable état de ses parens lui fit naître une juste indignation contre ce procédé : & après avoir examiné les droits que lui donnoient les Bulles & les Canons, il alla s'établir à son Prieuré. Cette démarche surprit & fâcha fort le Conseil de la Congregation : on lui offrit ensuite de faire ce qu'il avoit demandé ; on le pria de revenir au Couvent ; mais comme il vit bien que s'il y retournoit, il courroit risque d'être enfermé en prison pour toute sa vie, comme il en avoit vû des exemples, il s'en excusa ; & de peur de soulever tout d'un coup toute la Congregation contre lui, il donna des esperances qu'il retourneroit à la Communauté, dès qu'il auroit satisfait aux devoirs de pieté envers ses parens. Cc

„ pendant il demeura ainsi quel-
„ ques années dans son Prieuré, où
„ il vivoit d'une maniere très-édi-
„ fiante, aidant aux Curez dans
„ l'administration des Sacremens,
„ instruisant les ignorans, assistant
„ les pauvres parens, visitant les
„ malades, & faisant quantité d'au-
„ mônes.

„ Le Conseil de la Congregation
„ vit bien qu'il n'y avoit plus rien
„ à esperer, ni qu'il resignât, ni
„ qu'il rapportât au Couvent les
„ revenus du Prieuré; ainsi il fut
„ résolu qu'on le puniroit, & qu'on
„ en feroit un exemple. Effective-
„ ment au commencement de l'an-
„ née 1680. le Prieur de Soulême,
„ qui étoit sorti seul à pied de son
„ Prieuré pour aller visiter quelques
„ pauvres malades du voisinage,
„ disparut tout d'un coup; les Re-
„ ligieux de S. Maur l'enleverent
„ dans une litiere bien fermée, &
„ le menerent à trente lieues de là

„à l'Abbaye de Marmoutier à un
„ quart de lieue de Tours : & pour
„ ne laisser aucune trace de cet
„ enlevement, & le pouvoir nier
„ impunément, ils ne marchèrent
„ que la nuit, & passoient le jour
„ au milieu des bois.

„ Ses domestiques cependant &
„ ses parens furent fort étonnez de
„ l'avoir perdu. Grande rumeur
„ dans le pays ; mais nulle nouvelle,
„ nul témoin. Enfin un Batelier qui
„ tenoit à Ferme un Bacq sur le
„ Loir à cinq ou six lieues de là,
„ conta dans son Village, qu'une
„ telle nuit huit hommes habillez
„ en Religieux , dont les uns ar-
„ mez de fusils, & les autres de
„ halebardes, étoient passez dans
„ son Bacq avec une litiere fermée,
„ dans laquelle il y avoit un hom-
„ me qui crioit fort haut, mais qui
„ ne pouvoit articuler.

„ Cette aventure parut fort étran-
„ ge ; & comme le bruit s'en ré-

„pandit jusqu'à Soulême, & qu'elle
„se rapportoit au jour que le Prieur
„de Soulême avoit disparu ; on ne
„douta point qu'il n'eût été enle-
„vé par ordre des Superieurs de
„sa Congregation. M. le Marquis
„de Sablé, qui étoit alors dans ce
„pays-là, en entendit parler ; il con-
„noissoit ce Prieur qui étoit fort
„aimé dans le canton. Ses parens
„vinrent le supplier de leur aider
„à obtenir justice ; chacun par pi-
„été l'en pressa ; & il se résolut à
„écrire ce qu'il sçavoit du fait, à
„feu M. de la Vrilliere Secrétaire
„d'Etat de la Province. Il écrivit en
„même temps à un Commis de M.
„de la Vrilliere, qui se trouva un
„peu parent du Prieur, pour pren-
„dre soin de cette affaire. M. de
„la Vrilliere en écrivit par ordre
„du Roi à l'Intendant du pays ;
„c'étoit alors M. Tubeuf qui de-
„meuroit à Tours. Il fit faire di-
„verses perquisitions, & fit réponse

M. de la Vrilliere que vrai-semblablement le Prieur avoit été enlevé par ordre des Superieurs de la Congregation, & qu'il ne se-
roit pas aisé d'en avoir raison.
„ Bien-tôt après, sur de nouveaux ordres de la Cour, il envoya sommer le Prieur de la Couture du Mans de le représenter, autrement qu'on le meneroit lui & le sous-Prieur en prison. Le Prieur répondit qu'il n'en avoit aucune connoissance; qu'il étoit vrai que par ordre des Superieurs on envermoit quelquefois des Religieux désobeïssans, & dont la conduite étoit scandaleuse; mais que ni la Cour ni la Justice ordinaire ne s'en mêloient point du gouvernement interieur de leur Congregation.

„ Comme on eut alors quelque soupçon que le Prieur de Soullenne avoit été mené à l'Abbaye de Marmoutier, M. Tubeuf fit la

„même demande au Prieur de
„cette Maison, qui nia effronté-
„ment, mais en termes fort hum-
„bles, d'en avoir aucune connois-
„sance. Ces Religieux croyoient
„qu'on en demeureroit-là : mais
„peu de temps après, le Liéute-
„nant General de Tours, par com-
„mission expresse du Roi, alla saisir
„tous les revenus de la Manse con-
„ventuelle de Marmoutier, &
„de la Couture du Mans ; on les
„menaça même de pousser la cho-
„se encore plus loin.

„Ce coup étourdit les plus sen-
„sez du Conseil de la Congrega-
„tion : ils firent mouvoir toute
„sorte de machines pour n'être
„point obligez de représenter ce
„Religieux ; mais M. de la Vrilliere
„fut inflexible : ils virent bien qu'ils
„ne gagneroient rien à résister da-
„vantage, & qu'il falloit céder à
„l'autorité du Roi.

„Cependant le Prieur de Sou-

me étoit dans un arriere caveau très-profond, très-obscur, & fort loigné de l'escalier par où l'on y escendoit; car il passa beaucoup de petites portes étroites, avant que d'y arriver. Il trouva dans ce caveau de l'eau croupissante presque partout; à peine avoit-il assez de terrain sec pour y placer un peu de paille pour se coucher: mais ce qui lui rendit ce séjour extrêmement affreux, c'est qu'il pouvoit quelquefois des craquements, & qu'il entendoit tous les jours des couleuvres fretiller sous la paille.

„ Il cria les deux premiers jours, ou plutôt il heurla de toute force: mais comme ces souterrains étoient fort longs, coupez par quantité de murs de retranchement, & qu'il étoit dans un des derniers cachots; il comprit qu'il crioit en vain dans ces profondes prisons, & que personne

„ de dehors ne le pouvoit jamais
„ entendre.

„ Un Religieux venoit une fois
„ à peu près en vingt-quatre heures
„ avec une petite lumiere lui ap-
„ porter un peu de pain & d'eau ;
„ il ne pouvoit sçavoir s'il étoit alors
„ jour ou nuit ; on lui passoit cette
„ petite portion par un petit tour
„ de fer pratiqué dans le mur. Il
„ entendoit ainsi tous les jours dé-
„ verouiller comme de fort loin
„ les premieres portes : & toute sa
„ consolation étoit que celui qui
„ apportoit cette subsistance se lais-
„ seroit toucher à ses malheurs ,
„ qu'il en recevroit quelque soula-
„ gement , & qu'on lui ôteroit du
„ moins les vilaines bêtes dont il
„ étoit environné ; mais il avoit
„ beau protester qu'il se repentoit
„ sincèrement d'avoir désobeï au
„ General , lorsqu'on lui avoit fait
„ demander la resignation de son
„ Prieuré ; qu'il feroit ce qu'on vou-

5 droit, qu'on le changeât seule-
,, ment de cachot : il avoit beau le
,, prier de lui répondre seulement
,, quelques paroles ; ce Ministre de
,, la justice de la Congregation de-
,, meuroit muet , sortoit prompte-
,, ment, & s'en retournoit verouil-
,, lant portes après portes, & laissoit
,, ainsi le pauvre Prieur de Soulême
,, passer les vingt-quatre heures sui-
,, vantes avec les couleuvres & les
,, crapaux.

,, Il délibéra s'il tâcheroit de tuer
,, ces vilains reptiles pour se tirer
,, entierement d'inquietude ; mais
,, il songea que n'y voyant goutte,
,, il lui seroit presque impossible de
,, les tuer sans en être mordu, &
,, sans mourir de la morsure. Il
,, avoit d'ailleurs oui dire que ces
,, animaux ne mordoient que lors-
,, qu'ils sont attaquez ; cela fit qu'il
,, se détermina à vivre avec son in-
,, quietude en leur compagnie.

,, Il comprit bien que les Reli-

„gieux pouvant envoyer à Rome
„& obtenir son Prieuré *per obitum*,
„ils n'avoient pas besoin de lui
„faire signer aucune résignation.
„Et lorsqu'il songeoit que personne
„n'ayant aucune connoissance cer-
„taine ni de son enlevement, ni
„du lieu où il étoit; que n'ayant
„rien à esperer de la Justice ordi-
„naire qui étoit sans pouvoir con-
„tre la Congregation; que ses pa-
„rens n'ayant point d'argent pour
„aller se plaindre à la Cour, & y
„faire quelque sejour, ils ne pour-
„roient y aller; que quand même
„ils y iroient,* & que les Ministres
„donneroient des ordres pour in-
„former, tout demeureroit-là, fau-
„te de preuves: & parce que tout
„est difficile contre une Congre-
„gation puissante, il ne comptoit
„plus de sortir jamais de cet af-
„freux sejour, & tomboit dans le
„désespoir.

„Telle étoit la maniere dont il

passoit sa perpetuelle nuit ; telle étoit la situation de son esprit, quand il entendit, le cinquante-deuxième jour de sa prison, qu'il venoit à lui plusieurs personnes ; un moment après on déverrouilla sa porte même, & un Religieux lui dit : *Venez mon Pere , suivez-moi , vos peines sont finies.* Le Pere Prieur le mena sur le champ à Tours à M. l'Intendant. Le Prieur de Soulême déposa naïvement tous ces faits , en présence du même Prieur de Marmoutier , qui avoit nié si positivement qu'il en eût la moindre connoissance.

„Le Prieur de Soulême fut ramené à son Prieuré. On peut imaginer sa joie & celle de ses pauvres parens. M. Tubeuf envoya cependant le procez verbal à M. de la Vrilliere. Le R O Y voulut l'entendre lire , il trouva l'histoire extraordinaire , il en conçut une grande indignation contre ceux

„ qui gouvernoient alors ; & on ne
„ fçait à quoi il tint que la Con-
„ gregation entiere ne s'en reffen-
„ tît.

- En 1721. la même Congregation ufa d'une violence semblable contre deux autres de fes Religieux pourvus de Benefices ; fçavoir , Dom de Guienne , Prieur claustral de l'Abbaye de S. Sulpice de Bourges , & Dom Macé Religieux de la même Abbaye. Ayant obtenu de Rome tous les deux un Bref de Translation dans le grand Ordre de S. Benoist, ils s'étoient retirez conformément à ce Bref, le premier dans l'Abbaye de Massay en Berry, & l'autre dans celle d'Issoudun.

La Congregation sentit qu'elle perdrait le revenu des Benefices simples dont ils étoient titulaires : & sans respecter l'autorité du Saint Siege , qui leur avoit accordé des Brefs pour leur Translation, ni celle

e M. le Cardinal de Gêvres Archevêque de Bourges, qui avoit rendu la sentence de la Fulmination de ces Brefs; sans se mettre en peine des Loix du Royaume qui défendent les voies de fait; il le suivit sa conduite ordinaire, & entreprit d'enlever ces Religieux.

Le Procureur de la Communauté de Vierzon fut chargé de l'expédition, & se transporta d'abord à Issoudun pour se rendre maître de la personne de Dom Maré. Il crut devoir commencer par employer la ruse. Il visita ce Religieux, dont il fut fort bien reçu, lui fit mille complimens, le pria de le lui faire voir la maison, & tous ses dehors: & quand il l'eut attiré dans le lieu où il avoit placé son embuscade, il le fit arrêter; mais des gens étant accourus aux cris du captif, donnerent si rudement & sur le Moine, & sur les Satellites, qu'ils furent obligez de laisser

leur proie, & de se retirer meurtris de coups.

Ce Procureur confus de ce mauvais succès, prit des mesures plus justes pour réussir à l'Abbaye de Massay, & en tirer Dom de Guyenne, qui en avoit été établi Prieur Claustral par M. le Cardinal de Gêvres. Il prit le temps qu'il n'y avoit dans la maison qu'un Religieux fort agé, hors d'état de s'opposer à son dessein. Il monta dans la chambre de Dom de Guyenne : & après quelques civilitez, lui dit que le R. Pere Visiteur étoit en bas, & souhaitoit avoir l'honneur de lui parler. Ce mensonge n'ayant point fait l'effet qu'il s'en étoit promis, il ne déguisa plus, & dit : *Mon Pere, puisque vous ne voulez pas venir de gré, on vous fera venir de force ;* & ayant donné un signal, il fit entrer trois Archers de la brigade de Vierzon destinée à prendre les scelerats. Ils se jetterent à

instant avec furie , comme auroient fait des bêtes féroces sur ce pauvre Pere : & ils alloient mettre la robe en pieces à force de le tirer , s'il n'eût pas offert de sortir le lui-même. C'étoit le 2. Juillet 721. Comme ils coloroient leur entreprise du nom & des ordres du Roi ; Dom de Guyenne, qui n'étoit pas dans le pouvoir de se les faire montrer , ni de se défendre contre la force , prit le parti de se laisser emmener. Le Procureur & ces Archers ne firent pas long séjour dans l'Abbaye de Maffay : ils craignirent d'y être regalez , comme ils avoient été à Issoudun ; & conduisirent en diligence leur prisonnier dans l'Abbaye de Vierzon , où ils le fouillèrent , & lui prirent ses clefs avec tous ses papiers.

Le lendemain ils le menerent comme en triomphe dans l'Abbaye de Marmoutier , lieu déjà consacré par la captivité du Prieur

de Soulême. Mais comme il fallut s'arrêter sur le chemin dans une auberge pour dîner, pendant qu'ils étoient tous à boire & à se divertir, Dom de Guienne trouva moyen d'écrire deux lettres à des personnes distinguées à la Cour, & les confia à l'Hôtesse qui lui tint parole, & les fit tenir à leur adresse, malgré les efforts que le Religieux & les Archers firent pour lui arracher les lettres des mains. Arrivé à Marmoutier, il fut ressermé dans une étroite prison & privé des secours les plus nécessaires, même de la consolation d'entendre la Messe Fêtes & Dimanches. Pendant ce temps-là on lui bâtissoit une cage pour l'y enfermer le reste de ses jours : mais Dieu ne permit pas qu'ils eussent cette cruelle consolation ; & le Roi informé de ces violences, ordonna aux Superieurs de l'élargir, & de le remener dans l'Ab-

aye de Massay d'où ils l'avoient
ait sortir ; ce qui fut executé le
3. Juillet suivant.

Voilà les excès d'inhumanité
u'on exerce pour se maintenir
ans les benefices contre les Lois
u Royaume, aussi-bien que con-
e la Religion & les regles de
équité naturelle. On établit & on
ntretient une inquisition affreuse,
on pour reprimer l'heresie, mais
our conserver un vil intérêt ; &
on employe cette tyrannique au-
orité sur les sujets du Roi, sur
es Religieux, & des Prêtres inno-
ens ; avec une rigueur qui leur
ait envier le sort de ceux qui sont
u pouvoir des Corsaires & des
barbares.

La Congrégation de sainte Ge-
neviève, emule de celle de saint
Maur, voulut en 1723. entrepren-
re la même chose contre le P. le
Grand qui avoit un procès con-
re elle. Outre le Bref de transla-

tion qu'il avoit obtenu, il y avoit une autre raison qui ne permettoit pas qu'on attentât rien contre lui. C'est qu'il étoit Curé dans le Diocèse de Bourges ; & que l'Arrêt du Conseil d'Etat de 1679. défend aux Supérieurs de révoquer un Curé sans le consentement de l'Evêque. Cepedant on avoit intérêt de se rendre maître de sa personne ; parce que soutenant ses droits sur le benefice simple qu'on lui contestoit malgré une possession de sept ans ; il découvroit bien des mysteres qu'on auroit voulu tenir cachez. Il étoit allé dans le Maine où ce benefice est situé, afin de faire de nouvelles recherches nécessaires à la défense de sa cause. Le Prieur de la Communauté de Château l'Hermitage dont le benefice dépend, & qui en est voisine, ayant sçu son arrivée, se mit aussi-tôt en campagne, & courut au Mans,

au Château du Loir, à la Ville de Vaas, à Tours & dans tous les endroits où il y avoit des papiers touchant cette affaire; & pria qu'on ne lui montrât rien. Cette précaution ne lui parut pas suffisante: il crut qu'il falloit arrêter le Sieur le Grand, & que c'étoit le moyen le plus court pour finir le Procès. Mais il eut l'indiscretion de découvrir son dessein dans la Ville de Vaas à plusieurs personnes d'honneur; qui ne pouvant approuver que des Religieux qui font profession de reforme, eussent recours à de pareilles voies pour terminer leurs affaires, lui en témoignèrent tant d'horreur, qu'il eut honte de la résolution qu'il avoit formée, & n'osa l'exécuter.

Au reste, si on n'arrêta pas le Sieur le Grand, on lui fit un autre genre de persécution qui ne le tourmenta gueres moins. Non

seulement on le consuma en frais pendant plus de quatre ans, mais on employa contre lui tous les artifices imaginables : jusqu'à lui ôter les moyens de se défendre, & à gagner ses Procureurs & Avocats. Voici le fait en peu de mots.

Le Sieur le Grand se voyant amusé depuis trois ans par un Procureur qu'il avoit cru attaché à ses intérêts, & ne pouvant aller à Paris ; pria un très-honnête homme d'agir pour lui, & de demander son sac au Procureur pour faire consulter l'affaire de nouveau. Cette personne, fatiguée d'aller cent fois par mois, tantôt chez le Procureur, tantôt chez l'Avocat, demander le sac sans pouvoir l'obtenir, menaça d'en porter ses plaintes à M. le premier President. Alors le Procureur s'excusa sur ce que son Clerc étoit un négligent qui n'avoit pas exécuté

l'ordre qu'il avoit reçu d'aller chez l'Avocat pour retirer le sac. Mais le Clerc se voyant repris injustement, dit ces propres termes à son maître: *Si le sac ne se rend pas, vous en savez la cause, puisque vous & l'Avocat êtes convenus d'amuser le plus qu'on pourra le Sieur le Grand, pour empêcher que son affaire ne soit plaidée.*

C'est ainsi que ces Congregations riches & puissantes se jouent des personnes qui ont affaire à elles. Si elles n'employent pas toujours la violence, elles se servent d'artifice, & tirent avantage des grands biens qu'elles retirent de leurs Benefices; elles donnent à propos des pensions, font des présents, sèment l'argent pour venir sûrement à leurs fins.



CHAPITRE QUATRIÈME.

Est-ce une précaution blâmable de cacher la mort d'un titulaire, pour conserver le Benefice à la Communauté?

ON prétend que dans certaines maisons Religieuses le nom de titulaire est immortel; & que quand celui qui le portoit vient à mourir, sa sépulture, comme celle de Moyse, demeure inconnue au reste des hommes. Un Religieux devient invisible dès qu'il est fait Beneficier; personne ne le connoît, & il ne se connoît pas lui-même. Un titulaire est d'une nature différente de la nôtre; il n'agit que de loin, & par Procureur; il n'a point de demeure arrêtée; il n'est point designé par des appellations communes & perissables, comme sont

es noms & les surnoms ordinaires ; il ne paroît que sous la qualité de *Sieur Prieur* ; qualité admirable , qui fait sentir son pouvoir sans manifester sa personne ; qualité en même temps toujours durable , & qui n'est point sujette au changement. Si on fait des baux des revenus du Benefice , c'est au nom du *Sieur Prieur* ; si on donne des quittances , c'est au nom du *Sieur Prieur*. Au bout de cinquante & de cent ans , on agit encore au nom du *Sieur Prieur*. Ce *Sieur Prieur* , qu'on ne sauroit voir , & qui agit toujours , ne meurt point ; & il est inoui qu'on ait vu un seul billet de mort , tel qu'on les envoie quand un Religieux est décédé , où on apprit la mort du *Sieur Prieur* d'un tel endroit.

Il arrive de là que la Communauté n'apprehende point de perdre le Benefice. Car non-seulement le titulaire ne peut point en dispo-

ser pendant sa vie, parce qu'il ne connoît point lui-même ses droits; mais lorsque le Religieux sur la tête duquel étoit le Benefice vient à mourir, il n'y a personne qui puisse s'en faire pourvoir; parce qu'on en ignore la vacance; & qu'avant qu'on ait pu s'en instruire, la Communauté a eu tout le temps nécessaire pour obtenir en Cour de Rome de nouvelles provisions pour un autre de ses Religieux, si elle n'avoit pas déjà pris cette précaution dès avant la mort du dernier possesseur.

Il est vrai que ses mesures sont un peu dérangées par l'Edit du Roi du mois de Novembre 1719. & sa déclaration du 1. Février 1720. par lesquels Sa Majesté enjoint à tous les Religieux Beneficiers de faire aux Greffes des Officialitez & des Bailliages la déclaration de leurs titres & de leurs revenus; & deffend qu'à l'avenir aucun ne prenne

prenne possession qu'il n'ait eu des Lettres Patentes. Mais on a un moyen pour se tirer encore d'embaras. Car ces déclarations & ces Lettres Patentes que le Roi exige font bien voir qui est le Titulaire, mais elles ne marquent pas quand il mourra. Ainsi on peut toujours tenir cette mort secrète, jusqu'à ce qu'on ait pu s'assurer du Benefice : & si on craint quelque chose à cause des Lettres Patentes nécessaires au Titulaire nouveau ; on se passe, dit-on, & des Lettres Patentes, & du Titulaire, & on jouit cependant sous le nom de l'ancien, quoi que mort, jusqu'à ce qu'on trouve une occasion favorable de se tirer d'intrigue.

On ne croit pas qu'il soit à propos de chercher dans les Canonistes & les Theologiens de quoi attaquer un abus de cette nature : on y trouveroit peu de chose à ce sujet, parce qu'ils n'ont pu prévoir

que la cupidité fût jamais si industrieuse. On dira seulement que cette conduite ne mérite point d'autre louange que celle qui est donnée à l'Occonome de l'Evangile: *Laudavit Dominus Villicum iniquitatis, eo quod prudenter egisset*; qu'elle convient mieux aux enfans du siecle, qu'aux enfans de lumiere, & qu'elle ne renferme qu'une prudence de la chair contraire au bien de l'Eglise & du Royaume, & remplie d'injustice à l'égard des Collateurs, Indultaires, & Graduez; de sorte qu'elle n'a pas tant besoin d'être refutée par une dispute, que d'être réprimée par un Edit. Aussi Sa Majesté s'est-elle cru obligée d'en rendre un au mois de Novembre de l'année 1719. dont voici le contenu.

*Edit du Roi concernant les Benefices
possédez par les Religieux de
plusieurs Communautés.*

Donné à Paris au mois de No-
vembre 1719.

Registré en Parlement.

„ **L** OUIS par la grace de Dieu
„ Roi de France & de Navarre,
„ à tous présens & à venir : Salut.
„ La pitié du ROY Louis XIII.
„ l'ayant porté à desirer l'établisse-
„ ment de la réforme & discipline
„ régulière, soit dans l'Ordre de
„ S. Benoist, soit dans d'autres Or-
„ dres, Abbayes, & Monasteres de
„ notre Royaume, plusieurs Brefs
„ & Bulles auroient été expediez à
„ cet effet en Cour de Rome de-
„ puis l'année 1621. nommément
„ sous les Pontificats des Papes Gre-
„ goire XV. & Urbain VIII. qui

„ auroient été autorisées par Let-
„ tres Patentes du même Roi , regi-
„ strées dans les Cours Superieures
„ & executées. Pour faciliter cette
„ réforme Urbain VIII. par sa Bulle
„ du 21. Janvier 1627. auroit en-
„ tre autres privileges accordé à la
„ Congregation de S. Maur celui
„ de pouvoir obtenir par les par-
„ ticuliers Religieux qui la compo-
„ seroient quelques Prieurez & au-
„ très Benefices dépendans , non-
„ seulement des Monasteres où leur
„ réforme seroit introduite, mais
„ aussi des autres Monasteres de
„ l'Ordre de S. Benoist , même de
„ la Congregation de Cluny , &
„ de les posseder en Titre, sans
„ pouvoir néanmoins être obligez
„ d'y résider, quelque résidence &
„ service que ces Benefices pussent
„ exiger par leur établissement ou
„ même par leur fondation , sans
„ pouvoir cependant en percevoir
„ par eux-mêmes les revenus qui

„ appartiendroient à la Congrega-
„ tion, & feroient administrez par
„ le Procureur du Monastere le plus
„ proche d'édits Benefices, avec
„ deffence de les resigner ou s'en
„ démettre sans la permission des
„ Superieurs majeurs de la Con-
„ gregation en faveur d'autre per-
„ sonne que des Religieux d'icellé;
„ avec faculté de recevoir les ré-
„ signations qui leur seroient faites
„ par les pourvûs des Benefices de
„ l'Ordre de S. Benoist, & de la
„ Congregation de Cluny, sous la
„ réserve de pensions égales à la
„ totalité de leurs revenus. A la fa-
„ veur de ces privileges inusitez,
„ également contraires aux loix Ec-
„ clestiaques & à celles du Royau-
„ me, & entr'autres l'article 50. des
„ Libertez de l'Eglise Gallicane, les
„ Religieux de la Congregation de
„ S. Maur sont devenus Titulaires,
„ non-seulement de quelques Prieu-
„ rez, selon la faculté portée par

„ la Bulle d'Urbain VIII. mais d'un
„ nombre très-considérable de Prieu-
„ rez, tant Conventuels que sim-
„ ples, & de plusieurs autres Bene-
„ fices; les particuliers qui en sont
„ pourvus, soit en commande, soit
„ en regle, trouvant un très-grand
„ avantage à les résigner à des Re-
„ ligieux d'une Congregation re-
„ formée sous des réserves de pen-
„ sions qui excèdent souvent le to-
„ tal de leur revenu effectif, qui
„ souffre chaque année une dimi-
„ nution nécessaire pour les non-
„ valeurs, les insolvabilités des
„ Fermiers, & les réparations; au-
„ lieu que la pension réservée leur
„ est toujours payée en entier, les
„ Supérieurs de la Congregation
„ s'en rendant caution par des Ac-
„ tes particuliers par lesquels ils dé-
„ chargent même les Resignans
„ de toutes les réparations ou dé-
„ gradations dont ils pourroient
„ être tenus. D'où il arrive que les

„Religieux de ladite Congregation
„devenus ainsi Titulaires desdits
„Benefices les y perpetuent avec
„d'autant plus de facilité, que leurs
„Superieurs sont fort attentifs à
„envoyer les Religieux Titulaires
„dans des Monasteres éloignez des
„Benefices dont ils sont pourvus,
„pendant que les revenus en sont
„administrez & perçus par les Pro-
„cureurs des Monasteres voisins;
„en sorte que les Titulaires n'étant
„connus ni dans les lieux où les
„Benefices sont situez, ni dans les
„Maisons de leur résidence, les
„Collateurs qui ne peuvent avoir
„d'ailleurs aucune connoissance
„des vacances par mort desdits
„Beneficiers, se trouvent prévenus
„en Cour de Rome, & par conse-
„quent privez de leur droit de col-
„lation, lequel aussi-bien que ceux
„des Indultaires & des Graduez se
„trouveroient absolument anéan-
„tis, s'il n'y étoit promptement

„ & efficacement pourvu. Et d'au-
„ tant que le Roi Louis XIII. n'a
„ autorisé des privileges si contrai-
„ res à nos droits, à ceux des Col-
„ lateurs, Indultaites, & Graduez, &
„ au bien general de notre Royau-
„ me, que pour faciliter l'établif-
„ sement de la réforme de S. Maur,
„ qui à présent se trouve suffisam-
„ ment établie, & avec édification
„ dans la plupart des Abbayes &
„ Monasteres les plus considera-
„ bles de notre Royaume, dans
„ lesquels il y avoit auparavant du
„ relâchement : le feu Roi notre
„ très-honoré Seigneur & Bisayeul
„ ayant reconnu que les change-
„ mens que ladite réforme appor-
„ toit dans les Monasteres pou-
„ voient avoir des inconveniens,
„ & donner occasion à de grands
„ procez dans les differens Tribu-
„ naux du Royaume, auroit cru
„ necessaire d'en arrêter le cours
„ en interpretant par son Edit du

5, mois de Juin 1671. les Lettres
,, Patentes, & concessions accor-
,, dées à la Congregation de saint
,, Maur; à l'effet de quoi il auroit
,, ordonné que les Religieux de la-
,, dite Congregation ne pourroient
,, plus être établis dans les Mona-
,, steres non réformez, ni aucune
,, union y être faite, sans avoir
,, préalablement obtenu des Let-
,, tres de permission. Mais quoi
,, que cet Edit en déclarant nulles
,, les unions qui pourroient être
,, faites à ladite Congregation sans
,, avoir préalablement obtenu des
,, Lettres Patentes, semble avoir
,, remedié aux abus desdites unions,
,, les Religieux de S. Maur & des
,, autres Congregations reformées
,, n'ont pas laissé d'y perpetuer les
,, Benefices dont ils sont devenus
,, Titulaires, sous prétexte de pri-
,, vileges portez par la Bulle d'Ur-
,, bain VIII. ce qui leur procure le
,, même avantage, que si lesdits

„ Benefices leur étoient canonique-
„ ment & legitiment unis, &
„ n'est pas moins contraire à l'es-
„ prit de la Bulle d'Urbain VIII. &
„ des Lettres Patentes du Roi
„ Louis XIII. qu'à la veritable dif-
„ position de l'Edit du mois de Juin
„ 1671. puisque lefdites Congre-
„ gations sont suffisamment dot-
„ rées dans les Monasteres qu'elles
„ occupent, & qu'elles y jouissent
„ de beaucoup plus de revenu
„ qu'il n'en faut pour se soutenir
„ dans les pratiques de leurs Ob-
„ servances, n'ayant presque plus
„ de pensions à payer aux Reli-
„ gieux non reformez; en sorte
„ que les motifs de la Bulle d'Ur-
„ bain VIII. qui n'a permis aux
„ Religieux particuliers de posse-
„ der quelques Prieurez, outre les
„ Offices Claustraux & la Manse
„ Conventuelle des Monasteres où
„ ils seroient introduits, que pour
„ faciliter leur établissement, &

„ pour les mettre en état de payer
„ les pensions qui seroient réservées
„ en faveur des anciens Religieux
„ non réformez, ne subsiste plus ;
„ d'ailleurs , les Religieux parti-
„ culiers desdites Congregations
„ pourvus de Benefices n'en tirant
„ aucun avantage personnel , il
„ arrive qu'ils ne sont en leurs per-
„ sonnes que de vains Titres , dont
„ les revenus ainsi accumulez au
„ profit desdites Congregations
„ pourroient devenir excessifs. Pour
„ prévenir cet abus , assûrer aux
„ Benefices de veritables Titulai-
„ res , conserver le droit des Colla-
„ teurs & Patrons , ainsi que ceux
„ des Indultaires Graduez & au-
„ tres nos Sujets , Nous avons cru
„ devoir nous servir de notre au-
„ torité , en renfermant l'execu-
„ tion de ladite Bulle d'Urbain
„ VIII. & des Lettres Patentes du
„ Roi Louis XIII. dans les justes bor-
„ nes que ces deux Puissances ont eu

„intention de leur prescrire. A
„CES CAUSES, de l'avis de notre
„tres cher & tres amé Oncle le
„Duc d'Orleans petit fils de Fran-
„ce Regent, de notre tres cher &
„tres amé Oncle le Duc de Char-
„tres premier Prince de notre
„Sang, de notre tres cher & tres
„amé Cousin le Duc de Bour-
„bon, de notre tres cher & tres a-
„mé Cousin le Prince de Conty,
„Princes de notre Sang, de no-
„tre tres cher & tres amé Oncle
„le Comte de Toulouse Prince le-
„gitimé, & autres Pairs de France,
„grands & notables Personnages
„de notre Royaume, & de notre
„certaine Science, pleine puissan-
„ce, & autorité Royale, en interpre-
„tant autant que besoin est les Let-
„tres patentes du Roi Louis XIII.
„confirmatives de ladite Bulle
„d'Urbain VIII. enregistrées en nos
„Cours, ensemble l'Edit du mois
„de Juin 1671. avons dit, déclaré,
„& ordonné, disons, declarons,

„ & ordonnons , voulons & nous
„ plaît que les Religieux de la Con-
„ gregation de S. Maur & des au-
„ tres Congregations puissent , sui-
„ vant le droit commun , & sans le
„ consentement de leurs Superieurs,
„ resigner & disposer de leurs Benefi-
„ ces en faveur de Personnes capa-
„ bles. Entendons neanmoins que
„ ceux desdits Religieux qui sont
„ pourvûs de Benefices à quelque
„ titre & depuis quelque temps que
„ ce puisse être, soient tenus dans
„ trois mois pour toutes prefixions
„ & delais des jours & d'acte du pre-
„ sent Edit, d'en faire en Personne
„ leurs declarations tant aux Gref-
„ fes des Officialitez du Royaume ,
„ qu'en ceux des Bailliages & Sene-
„ chaussées où ils sont situez, lesqu'el-
„ les declarations contiendront
„ leurs demeures actuelles , & leurs
„ titres de possession , dont ils four-
„ niront copie , le revenu de leurs
„ Benefices , l'indication des Fer-
„ miers qui les exploitent, les diffi-

„rentes Paroisses, où s'étendent les
„biens, heritages, & droits qui en
„dependent: Voulons pareillement
„que lesdits Religieux Titulaires
„soient tenus de faire de sembla-
„bles declarations toutes les fois
„qu'ils changeront de residence ;
„& qu'à la Requête & diligence
„des Substituts de nos Procureurs
„Generaux dans les Parlemens,
„il soit fait des Procez verbaux de
„l'Etat des Eglises, Chapelles &
„Bâtimens, de chacun desdits Be-
„nefices, & de leurs dependances,
„pour être ensuite pourvû aux re-
„parations necessaires, comme il
„est prescrit par nos Ordonnances.
„Comme aussi que lesdits Substi-
„tuts s'informent avec soin si les
„fondations sont ponctuellement
„acquittées, afin qu'en cas d'ine-
„xecution il y soit pourvû de l'au-
„torité des Juges des lieux ainsi
„qu'il appartiendra. Et d'autant
„que la possession desdits Benefi-
„ces se transmettant successive-

„ ment à d'autres Religieux de la
„ même Congregation par des resi-
„ gnations & permutations presque
„ toujours secretes, ou par d'au-
„ tres voies inconnuës, emporte
„ une espece d'union de fait qui ne
„ peut avoir lieu qu'autant qu'il
„ nous plaît de l'autoriser, avons
„ ordonné & ordonnons que tou-
„ tes Collations, Provisions, & tous
„ autres titres qui pourront être
„ obtenus à l'avenir par lesdits Re-
„ ligieux pour quelques Benefices
„ dependans de leur Ordre ou
„ d'un autre, seront revetuës de
„ nos Lettres Patentes, seellées de
„ notre grand Sceau, & enregis-
„ trées dans nos Cours en la ma-
„ niere accoutumée : leur defen-
„ dons de se mettre jusqu'à ce en
„ possession ni jouissance desdits Be-
„ nefices, & à tous Juges d'avoir
„ égard auxdites Collations, Pro-
„ visions, & autres Titres, pour
„ quelque cause, & sous quelque
„ pretexte que ce soit ; déclarant

112 *Deffence de l'Edit du Roy*

„ nuls tous baux & autres actes po-
„ sseffoires qui pourroient avoir été
„ faits au prejudice desdites defen-
„ ces. Et faute par ceux desdits Reli-
„ gieux qui sont pourvûs de Bene-
„ fices d'avoir fourni leurs declara-
„ tions dans le delai, & en la for-
„ me cy-dessus marquée, comme
„ aussi faute par ceux qui seront
„ pourvûs de Benefices à l'avenir
„ d'avoir obtenu nos Lettres à ce
„ nécessaires dans trois mois à com-
„ pter des jours & dattes de leurs
„ Provisions & Collation; avons les-
„ dits Benefices déclarés vacans &
„ impetrables; & en consequence
„ permis aux Collateurs, & à leur
„ defaut aux Archevêques, Evê-
„ ques, & Prelats à qui la devolution
„ appartient de droit, de pourvoir
„ ausdits Benefices. Si donnons en
„ mandement à nos amez & feaux
„ Conseillers les gens tenans notre
„ Cour de Parlement de Paris, que
„ le present Edit ils ayent à faire

„ enregistrer , & le contenu en ice-
„ lui garder & executer selon sa for-
„ me & teneur. Car tel est notre
„ plaisir. Et afin que ce soit chose
„ ferme & stable à toujours, Nous y
„ avons fait mettre notre seel. Don-
„ né à Paris au mois de Novembre,
„ l'an de grace 1 7 1 9. & de no-
„ tre Regne le cinquième. Signé
„ LOUIS. *Et plus bas* , Par le Roy ,
„ le Duc d'Orleans Regent present,
„ PHELIPPEAUX. Visa M. R. de
„ Voyer d'Argenson , & seellé du
„ grand Seau de cire verte en lacs
„ de soie rouge & verte.

CHAPITRE CINQUIÈME.

*Une Communauté doit-elle rejeter
l'avantage qu'elle trouve à avoir
à la fois deux Titulaires d'un mê-
me Benefice pour se le mieux assû-
rer.*

IL est clair que l'expedient d'a-
voir plusieurs Titulaires en mê-

me temps pour un même Benefice est utile aux Communautéz. C'est un moyen pour elles de n'être jamais surprises , parce que si l'un vient à manquer, il y en a aussitôt un autre tout prêt. *Uno avulso non deficit alter.* Tous ces Titulaires qui ont chacun leurs provisions & leurs droits au moins apparens , sont autant d'instrumens qu'on employe pour retenir le Benefice , & dont on se sert dans le besoin , soit pour détruire ces Titulaires les uns par les autres , si quelqu'un d'eux veut disposer de son titre , soit pour se défendre contre les Collateurs, & tous autres qui y auroient des pretentions.

Si par exemple de deux Titulaires, l'un ancien & l'autre plus nouveau , celui-ci entreprend de jouir par lui-même de son Benefice , ou de le resigner à un autre ; on lui dit qu'il n'est pas Titulaire , & qu'il y en a un bien plus ancien que lui :

& s'il objecte que cela ne peut pas être, le Benefice lui ayant été procuré par la Communauté même, & par la mort du dernier possesseur, on lui replique qu'on s'étoit trompé, & que le Titulaire ancien qu'on avoit crû mort est encore plein de vie. C'est ainsi qu'on s'est défendu au grand Conseil dans une affaire qui a fait assez de bruit à Paris au commencement de l'année 1723. Si au contraire l'ancien Titulaire est celui qui embarrasse, on lui fait connoître qu'il n'est plus Titulaire, & qu'il y en a un plus nouveau que lui de pourvû. Et s'il prétend qu'on n'a point pu le dépouiller de son vivant, on lui marque qu'il y a des défauts essentiels dans ses provisions (défauts qu'on y a peut-être mis exprès pour pouvoir attaquer les provisions en cas de besoin) que jamais il n'a eu un bon titre, & que c'est la raison qui a engagé à lui en substituer un autre.

Que fera un simple Religieux contre des superieurs de qui il a tout à craindre? Il abandonnera le Benefice, pour ne point exposer sa personne; ou s'il veut soutenir un procez, il se trouvera bientôt accablé par les richesses & le crédit d'une Congregation entiere.

Si un de ces Titulaires étant venu à mourir, sa mort est trop tôt decouverte, en sorte que le Collateur use de son droit de nommer, ou que quelque étranger obtienne des Provisions en cour de Rome; on se défend de la même maniere contre eux, & on pretend que le Benefice n'étoit point vacant, parce que dans les Communautéz un Titulaire qui meurt, n'est jamais un vrai Titulaire. Le Collateur ou l'étranger pourvû à Rome a beau insister sur la jouissance paisible triennale ou plus que triennale du défunt; on n'est point embarrassé à leur répondre, & on les paye de ce

au Principe, qu'un Religieux Titulaire n'a ni possession ni jouissance ; que c'est la Communauté qui jouit, & non le particulier ; & que c'est s'abuser, que de vouloir prouver le droit d'un Religieux à un Benefice par sa jouissance,

Mais le Religieux qui vient de mourir a donné des procurations en différentes années : elles ont été decouvertes par une espece de miracle, & les dattes en sont bien marquées. Foible defense, repond la Communauté, Le defunt a donné, il est vrai, des procurations, mais le Titulaire legitime que Dieu nous a conservé en a donné aussi bien que lui ; il faut qu'on nous prouve que nous nous sommes servis des procurations de l'un plutôt que de celles de l'autre. Tel étoit l'argument que faisoit il n'y a pas long-temps au grand Conseil l'Avocat d'une Communauté. Par là on triomphe sans peine, & on reduit ses adversai-

res à l'impossible. Car dans les baux qui se font en consequence des procurations, & dans les quittances qui se donnent aux Fermiers, on n'exprime jamais le nom propre du Titulaire, & il n'y est denommé que par la qualité vague de Sieur Prieur, dont la Communauté se reserve à elle seule l'explication.

Voilà l'avantage qu'on a dans certaines Maisons Religieuses, d'avoir plusieurs Titulaires d'un même Benefice, & de tenir en quelque sorte tous les titres suspendus en l'air, pour les appliquer dans le temps à qui il conviendra. Mais cet expedient est-il aussi honnête qu'il est utile ? Car la Religion apprend aux Chrétiens, & la droite raison a appris même aux Payens, que l'homme ne doit point regler sa conduite sur l'utilité ou l'intérest, mais sur l'honnêteté & la vertu ; & qu'à bien parler une chose n'est point véritablement utile,

quand elle est opposée au devoir. C'est ce que Cicéron enseigne dans le troisiéme Livres des Offices au chapitre 19. *Ut enim quod turpe est, id, quamvis occultetur, tamen honestum fieri nullo modo potest; sic quod honestum non est, id utile ut sit effici non potest, adversante & repugnante natura.*

La question est aisée à résoudre en jugeant de la provision d'un Benefice comme d'un mariage. On a bien vu dans l'ancien Testament un mari avoir plusieurs femmes, mais on n'a vu sous aucune loi une femme avoir plusieurs maris. De même, quoiqu'il arrive assez souvent qu'un Titulaire ait plusieurs Benefices, il est inoui qu'un Benefice ait jamais eu plusieurs Titulaires. C'est un abus qu'on peut dire en quelque sorte contraire à la nature, comme il est opposé à la justice, à la droiture, & à la Religion; & c'est faire illusion au Pape, aux Evêques, & au public.

Mais pour faire voir que l'abus qu'on refute est reel, on va faire le recit fidele d'une Histoire assez curieuse,

Il y a dans le Maine un Benefice simple qui a de beaux droits & qui est d'un joli revenu, qu'on appelle le Prieuré de sainte Anne de Feslard fondé en 1472. sous ces deux conditions; la 1. que le Collateur ne pourra nommer qu'un Religieux Parent du Fondateur, s'il s'en trouve qui requiere le Benefice; la 2. que ce Parent, en cas que le Collateur lui refuse des provisions, se fera pour voir par l'Evêque du Mans, Ledit Prieuré étant venu à vacquer au commencement de Janvier 1672. par la mort de Nicolas Lepervier, la Communauté voisine, qui est de la Congregation de sainte Genevieve, songea à s'en emparer, & à prendre en même temps deux Titulaires pour se le conserver plus surement. Voici comment

Comment elle executa ce dessein. Le Prieur de cette Communauté étoit grand Vicaire du Collateur qui étoit alors l'Archevêque d'Alby. Elle fait refuser par ce grand Vicaire des provisions à un de ses Religieux Parent du Fondateur, nommé Simon Le Gras ; & sur ce refus concerté elle le fait pourvoir le 23. Janvier à l'Evêché du Mans, comme la fondation le permet. Voila déjà un Titulaire de fait. Pour en avoir un second, elle écrit aussi-tôt à l'Archevêque Collateur en faveur d'un autre de ses Religieux appelé Philippe Le Brun, qui n'étoit point Parent du Fondateur, & elle obtient pour lui des provisions dattées d'Alby le premier Fevrier suivant. Voila deux Titulaires de bon compte faits dans l'espace de huit jours, qui étoit le temps nécessaire pour écrire à Alby. Si on doute de la verité de ce qu'on avance ici, on peut consul-

ter le Grôffe des infinuations Eccleſiaſtiques du Mans, où on trouvera les proviſions de l'un & de l'autre qui en font foi. On jouit d'abord par les proviſions de Simon LeGras, à qui on fait prendre poſſeſſion auſſi-tôt ; & on tranſige ſous ſon nom avec un Religieux étranger qui étoit auſſi Parent du Fondateur, & avoit de bons droits ſur le Benefice. Simon Le Grâs quelque temps après veut jouir par lui-même. La Communauté, qui n'y trouve pas ſon compte, l'abbandonne, & ne juge plus ſes droits bons ; elle le relègue dans un lieu éloigné, & a recours au ſecond Titulaire Philippe Le Brun, en faiſant prendre poſſeſſion pour lui en vertu des proviſions qu'on avoit obtenues ſous ſon nom cinq mois auparavant, & qu'on avoit tenues cachées juſqu'alors. Le Religieux étranger, qui ne trouve plus à parler à Simon Le Gras qui lui devoit penſion, en-

reprend de faire valoir ses prétentions sur le Benefice, ce qui oblige la Communauté à transiger de nouveau avec lui sous le nom de Philippe Le Brun. Elle s'engage à lui payer pension sa vie durant, à condition qu'il mettra ce dernier en possession paisible. Il arrête ses poursuites, & compte sur une pension bien payée, mais il n'entend oinſ parler d'argent. Il en demande ; on lui en refuse ; & on lui fait entendre qu'on ne lui doit rien, parce qu'il n'a point rendu Philippe Le Brun paisible possesseur ; condition qu'on avoit adroitement insinuée dans la transaction : & la raison qu'on en apporte, c'est qu'il y a un autre Titulaire plus ancien appelé Simon Le Gras, qui n'a non seulement eu des provisions, mais qui a été maintenu par un Arrêt du Parlement, qu'il faut que le religieux étranger fasse casser, avant que de demander le payement de

sa pension. Ce bon homme abusé , & au desespoir de se voir la duppe de gens plus fins que lui , fait grand bruit , & commence un procez qui auroit pu , avoir des suites fâcheuses pour la Communauté. C'est pourquoi elle l'appaise , en lui donnant une somme d'argent pour tous les arrerages , & lui paye ensuite exactement la pension jusqu'à la fin de sa vie. D'autres Religieux étrangers, Parens du Fondateur, surviennent , & attaquent les provisions de Philippe Le Brunquin'étoit point Parent , & par consequent n'avoit point droit. Aussi-tôt nouvelles transactions qu'on fait de son autorité privée , contre la defence des Canons ; & pour soutenir ce Le Brun, en qui on trouvoit une complaisance parfaite , on accumule en sa faveur contre toutes les regles Provisions sur Provisions. Provisions en 1672. par nomination du Collateur. Provisions en 1673. par

resignation. Provisions en 1675. par cession de droits. Resignation & cession de droits supposées, dont on ne voit aucun vestige dans les Insinuations Ecclesiastiques du Mans, où les procurations *ad Resignandum* &c. dont l'Insinuation est prescrite sous peine de nullité par les Declarations de 1646. & de 1651. & par l'Edit de 1691. ne se trouvent point, quoique les provisions y soient insinuées. L'Idole est ainsi affermie dans sa place, & Philippe Le Brun est reconnu Titulaire sans droits & sans titres.

Il se passe un nombre d'années assez considerable, au bout desquelles on juge à propos de changer de batterie. Ceux qui avoient eu de veritables droits au benefice étoient morts, & il paroissoit convenable, puisque la chose ne coûtoit rien, de s'assurer dudit Prieuré par un bon titre; en l'obtenant à Rome comme vacant par la mort

126 *Deffence de l'Edit du Roy*
du dernier Titulaire legitime.
D'ailleurs on se laissoit de Philippe
Le Brun, qui avoit donné quelque
mécontentement, & qui de plus é-
toit trop vieux, supposé qu'il ne
fût pas mort. Ainsi au mois de Mars
de l'année 1713. on demande en
Cour de Rome pour Nicolas Le
Grand des provisions du Prieuré de
sainte Anne de Fessard comme va-
cant *per obitum ultimi possessoris ,*
cujus nomen & cognomen in litteris
si videbitur exprimi possint , sive per
liberam dicti defuncti vel cujusvis al-
terius resignationem. De cette ma-
niere on acquiert un Titulaire legi-
time, qui obtient le Benefice par la
mort du dernier Titulaire verita-
ble, & même par une resignation
qu'on n'explique point, qu'on a-
voit apparemment fait faire à Phi-
lippe Le Brun, & qu'on a toujours
tenue depuis fort cachée. Mais en
établissant le jeune Titulaire appel-
lé Nicolas, on conserve le vieux

nommé Philippe, ou au moins son chantôme & ses provisions. Voilà encore une fois deux Titulaires ensemble. La premiere fois en 1672. c'étoit Simon & Philippe. La seconde fois en 1713. C'est Philippe & Nicolas. On prefere néanmoins le dernier, comme étant fondé en bons titres. On prend des procurations de lui en 1713. pour faire les vœux. On en prend de nouvelles en 1717. pour rendre la foi & hommage au Roi; & pendant l'espace de 7. ans, on ne connoît que lui pour legitime Titulaire. Pendant tout ce temps-là Philippe étoit mort, ou se reposoit; lorsqu'en 1720. Nicolas Le Grand, qui étoit ennemi des Confidences, voulut jouir par lui-même, comme Simon Le Gras l'avoit voulu faire en 1672. Il avoit fait profession dans l'Abbaye de sainte Geneviève de Paris le 21. Decembre 1711. étant déjà Prêtre & Licentié de la Maison & Societé de

Sorbone , dans l'unique deffein de vivre dans une plus grande retraite: & comme les nouveaux Superieurs ſçavoient ſon éloignement pour les Benefices, ils ne tarderent pas à le pourvoir de celui de ſainte Anne de Feſſard. Mais ils ne connoiſſoient pas aſſez la pureté & la force de ſon zele pour la diſcipline de l'Egliſe , auſſi bien que pour ſa foi. Il n'approuva point qu'après l'avoir fait pourvoir à ſon inſcû, on continuât à abuſer de ſon nom pour diſpoſer des revenus d'un Benefice au profit de la Communauté , ſans lui permettre de prendre la moindre connoiſſance des devoirs attachez à la qualité de Titulaire. Il reſolut de ſ'oppoſer à ces abuſ dès qu'il en auroit le pouvoir. Et ayant été fait Curé à la fin de l'année 1719. par l'autorité de M. le Cardinal de Geſvres. Il crut devoir uſer de la liberté qu'il avoit d'agir pour ſatisfaire à ſa conſcienc-

ce, & obeïr au nouvel Edit du Roi qui obligeoit tous les Religieux Beneficiers d'aller en personne faire la declaration de leurs Benefices aux Greffes des Officialitez & des Bailliages. En consequence il se transporte sur les lieux pour obeïr à sa Majesté, & demande qu'on lui délivre les titres du Benefice pour faire une declaration exacte. La Communauté interdite les lui refuse: & pour se deffendre contre cet assaut imprevû, elle ressuscite ou reveille Philippe, qu'elle assure être l'ancien & le veritable Titulaire. Nicolas produit les copies tirées du Greffe des Insinuations, tant de ses provisions & de son Visa, que de la prise de possession; & y ajoute les procurations qu'il a données pendant sept ans. On lui dit qu'il est un usurpateur. Il fait voir des lettres des Superieurs, par lesquelles il paroît qu'ils l'ont fait pourvoir eux mêmes & à son insçû. Il montre

les lettres de la Communauté même qui lui demandoit procuration, comme au véritable Titulaire : On lui répond que tout ce que les Supérieurs & la Communauté ont pû faire ne doit point prejudicier aux droits de Philippe, qui n'a pû être dépouillé de son vivant. Il soutient qu'il n'y a point d'autre Titulaire vivant que lui, puisque les Supérieurs bien instruits ont demandé pour lui sept ans auparavant le Benefice comme vacant par la mort du dernier Titulaire ; ce qui prouve que l'ancien Titulaire ne vit plus. On lui replique qu'on l'avoit cru mort pendant ces sept années, mais qu'il n'étoit pas mort pour cela. Il insiste sur les procurations qu'il a données, & qui marquent sa jouissance plus que deux fois triennale ; & il demontre qu'il y a au moins abandon de la part de Philippe, qui n'a fait aucune fonction de Titulaire pendant un si

long-temps, ou qui doit être censé revoqué & destitué par ses Supérieurs selon le droit qu'ils exercent. On lui declare que les Religieux n'ont point de jouissance, & qu'il ne peut sçavoir si c'est par ses procurations qu'on a geré le Benefice, plutôt que par celles qu'avoit autrefois données Philippe. Enfin après avoir épuisé ledit Nicolas Le Grand en fatigues & en frais pendant plusieurs années, on s'avise, pour lui faire quitter la partie, d'attaquer le Bref de translation qu'il avoit été contraint de demander à Rome pour se tirer d'oppression : & la vexation fut si grande, que Sa Majesté crut nécessaire d'évoquer à son Conseil cette affaire, & d'en prendre connoissance par Elle-même.





SECONDE PARTIE.

De la maniere dont les Benefices simples sont possédez par quelques Congregations Religieuses.

C'Est une chose connue que parmi certains Religieux on ne jouit pas des Benefices, comme parmi les Prêtres ou Clercs seculiers. Ceux-ci sont persuadez qu'en recevant un Benefice ils contractent des obligations qu'ils n'avoient point auparavant; qu'ils sont tenus personnellement d'administrer les revenus, ou de veiller à leur administration, selon que le prescrivent les Canons; sans qu'il leur soit libre de les abandonner à d'autres; & que pour les charges du Benefi-

ce ils doivent les acquitter par eux-mêmes, ou du moins prendre garde qu'on les acquite pour eux, suivant la volonté des Fondateurs. Et dans le monde on blâmeroit, & on accuseroit de Confiance, un Ecclesiastique qui, ayant obtenu un Benefice par le moyen de quelques personnes, à condition qu'il leur en cederait les revenus, les en laisseroit en effet les maîtres, & se croiroit par là délivré de l'obligation d'acquitter les Charges, & de penser jamais au Benefice, en supposant que cela regarderoit les personnes auxquelles il auroit abandonné les revenus.

Mais on juge autrement dans plusieurs Congregations Religieuses. Elles ne font pourvoir leurs sujets de Benefices, que pour en jouir elles-mêmes, & s'en approprier les revenus. C'est une condition toujours sous-entendue, & un pacte tacite, fondé sur un usage invio-

134 *Deffence de l'Edit du Roy*
lable. Elles établissent pour maxime que le Religieux qui devient Beneficier ne contracte aucune obligation nouvelle ; qu'il ne lui appartient de son Benefice que le nom de Titulaire ; que non-seulement il n'a aucun droit de veiller sur l'administration du revenu , mais qu'il est exempt generalement de toutes les charges du Benefice , même spirituelles.

On n'impose point à ces Congregations sur cet article. Personne n'ignore que c'est là leur morale & leur pratique ; & pour en convaincre ceux qui pourroient en douter , on rapportera le témoignage d'un des premiers Superieurs d'une Congregation fort connue , qui a composé un éclaircissement exprès sur ce sujet , & qui l'a adressé en l'année 1722. au Sieur Le Grand , qui a en main l'original.

Eclaircissement sur les Benefices simples fait par le R. Pere Georges Hubert Religieux de la Congregation de sainte Geneviève, ancien Visiteur dans son Ordre, & à présent second Assistant du R. P. General.

„ Il manqueroit quelque chose
 „ aux éclaircissemens que j'ai cru
 „ vous devoir donner, si je ne débrouillois un point bien plus capital que tout ce qui est touché dans ma Lettre ; qui ne sont proprement que des faits personnels, & des escarmouches.

„ Vous osez, & votre conseil, taxer de confiance les loix & statuts que nous observons sur les Benefices simples qui ne demandent point de résidence, & qui n'ont point de charge d'ames.

„ Je vous soutiens, & à votre prétendu conseil, qu'il n'y a que

„l'ignorance de l'état Regulier &
„de l'esprit de la vie commune
„qui puisse vous faire parler de la
„sorte. Nos Instituteurs, nos Re-
„formateurs, nos Legislateurs, &
„ceux qui nous ont gouvernez jus-
„qu'à présent, avoient du moins
„autant étudié les saints Canons
„que vous & votre prétendu con-
„seil. Ils en possedoient le verita-
„ble esprit autant que vous. Ils
„n'ignoroient point la veritable
„idée de la Confidance; que vous
„pouvez chercher dans Cabassu-
„tius, si vous voulez sçavoir quelle
„elle est. Cependant ils nous ont
„donné pour loi fondamentale de
„notre état une désappropriation
„entiere & parfaite; nulle disposi-
„tion de rien, si ce n'est comme
„Officier; tout en commun, rien
„à nous: *Ut in rem communem re-*
„*dictum cui necessarium fuerit pra-*
„*beatur.* Voilà les termes de notre
„Legislateur S. Augustin. Tous nos

„ statuts ne vont qu'à établir cette
„ loi, & à la défendre de tous les
„ pecules colorez Habile Ca-
„ noniste est admirable sur ce point.
„ Si nous donnions atteinte à cette
„ loi, nous bouleverserions tout ; &
„ si nous suivions vos idées, de
„ laisser chacun maître des dépen-
„ dances de son titre, nous serions
„ perdus ; & il vaudroit beaucoup
„ mieux renoncer à tous les Bene-
„ fices ; que d'introduire cette dis-
„ position particuliere & inalliable
„ avec la parfaite désappropriation.

„ Quand vous dites que nous
„ empêchons un Titulaire de prier
„ pour ses bienfaiteurs, voilà de
„ grossieres invectives. Nous vou-
„ lons, entendons, & prescrivons,
„ que tout ce qui doit se faire se
„ fasse à l'égard des charges du Be-
„ nefice. Mais nous commettons ce
„ soin à la Maison dont il dépend,
„ & du temporel de laquelle il fait
„ portion, & en chargeons son hon-

„neur & sa conscience ; & nous
„en déchargeons le particulier dont
„les inquietudes & les dispositions
„particulieres troubleroient infail-
„liblement l'ordre & la paix ; & il
„en demeure valablement déchar-
„gé devant Dieu.

„Exemple : L'obligation de faire
„l'aumone est tres-essentielle. S'en-
„suit-il pour cela que chaque par-
„ticulier d'une Communauté doi-
„ve s'en inquieter , & s'en inge-
„rer ! Ce seroit un désordre. Les
„Officiers en sont chargez de la
„part de la Communauté. Quand
„ils la font , c'est au nom de tou-
„te la Communauté ; le particu-
„lier y a part sans s'en mêler. S'ils
„y manquent, la faute en retom-
„be toute entiere sur eux ; & le
„particulier n'en répond point de-
„vant Dieu , puisque c'est pour
„garder l'ordre , & la loi invio-
„lable de la désappropriation , qu'il
„ne s'en mêle point ; & qu'il trou-

„ bleroit cet ordre, s'il s'en mêloit.
„ Ainsi faut-il raisonner des Bene-
„ fices simples, qui ne sont que des
„ portions de la masse commune,
„ & qui doivent suivre la même
„ loi, & la même administration.
„ Telles sont nos loix, bien auto-
„ risées, bien approuvées, & fide-
„ lement gardées par tout ce que
„ nous avons eu, ce que nous a-
„ vons, & ce que nous aurons de
„ plus saint & de plus éclairé.

„ Si cela n'entre pas dans l'esprit
„ de quelques personnes, il n'en
„ faut pas être surpris. Il n'est pas
„ donné à tout le monde de tout
„ sçavoir. Accoutumez à un autre
„ genre de vie, & à leur bourse &
„ ménage particulier, ils n'enten-
„ dent rien dans un genre de vie
„ tout différent de leurs idées secu-
„ lieres; ne connoissent que le mien
„ & le tien, & le *Quæ sunt Cæsa-*
„ *ris Cæsari. Unicuique quod suum est.*
„ A moins qu'ils n'aient fait une

„étude plus particuliere de ces
„matieres.

„Mais des gens , qui de profes-
„sion & par étude sont versez &
„experimentez dans la vie com-
„mune, comprennent l'importance
„de cette loi du grand Augustin :
„*Non sit vobis aliquid proprium , sed*
„*sint vobis omnia communia.* Tout
„cela se peut tres-bien pratiquer
„sans être Anticanoniste & Con-
„fidentiaire. Voilà ce que je vous
„soutiens à la face de toute la ter-
„re , & de tout le monde sçavant
„& versé dans les Canons. Si quel-
„que abus s'y glissoit , il y a des
„manieres d'y remédier , sans en
„venir à un procez ; en avertissant
„les Superieurs , & en demandant
„pacifiquement d'être instruit : &
„si au pis aller on n'y mettoit pas
„tout le remede qui seroit à sou-
„haitter, le Titulaire en demeu-
„reroit valablement déchargé.

„De quelque œil de dédain que

„vous nous regardiez dans l'ordre
„de l'érudition , nous ne rougis-
„sons point de cette morale ; nous
„en faisons notre Regle pratique.
„Vous êtes venu trop tard pour
„nous la faire changer ; & il faut
„droit que la tête nous tournât ,
„si nous nous ayions de gouver-
„ner le corps qui nous est confié ,
„suivant les principes que vous
„debitez.

Le ton décisif avec lequel on soutient ces abus, fait voir l'importance qu'il y a de les réfuter. Ceux que nous avons combattus dans la premiere partie étoient grands ; mais les personnes mêmes qui en sont coupables n'osent en entreprendre la défense. Ceux qui sont le sujet de cette seconde partie doivent attirer d'autant plus l'attention du public , qu'on en fait hautement l'apologie ; que des Congregations entieres s'en font une Regle indispensable , & qu'elles re-

gardent la manœuvre de faire des Titulaires de nom sans fonctions & sans devoirs, comme une conduite autorisée par les Canons, enseignée par les Sçavans, & pratiquée par les Saints. L'Auteur même de l'Eclaircissement ne se contente pas des Saints qu'il dit avoir été & être encore dans sa Congregation; il veut que cette pratique soit fidelement gardée par les Saints qui viendront dans la suite.

Nous réduirons tout ce qu'on peut dire sur ce sujet, à une seule question, à laquelle nous répondrons en cinq Chapitres.

Q U E S T I O N.

Les Superieurs des Congregations ou Communautéz Religieuses, peuvent-ils appliquer aux Communautéz les revenus des Benefices simples, & n'en faire pourvoir les particuliers qu'à cette condi-

tion ; éloigner ensuite ces Titulaires du lieu où les Benefices sont situez ; & les décharger généralement de toutes les obligations attachées à leurs titres, sous prétexte qu'ils en chargent les Communautés ? Et ces Religieux Titulaires peuvent-ils en sûreté de conscience consentir & conniver à cette conduite, qu'on tient par rapport à eux & à leurs Benefices ; & ne se mettre jamais en peine des devoirs qu'ils ont contractez ?

R E P O N S E

La pratique des Congregations ou Communautés Religieuses, telle qu'elle a été proposée, est absolument insoutenable ; & condamnable, non seulement dans les Supérieurs qui en sont les principaux auteurs, mais aussi dans les Titulaires qui l'approuvent.

Il est aisé de montrer cette vérité

144 *Deffence de l'Edit du Roy*

en faisant voir qu'on ne peut tenir une telle conduite sans tomber dans plusieurs defauts essentiels.

1. C'est exercer la Confidence, en mettant le revenu d'un côté & le Titre de l'autre.

2. C'est detruire l'idée de Titulaire, en établissant des Titulaires sans obligations & sans charges.

3. C'est aller contre les devoirs que les Canons prescrivent aux Titulaires.

4. C'est agir contre l'intention & l'intérêt des Fondateurs, & éteindre reellement tous les Titres.

5. C'est combattre ce qu'enseignent les Theologiens & les Jurisconsultes.

CHAPITRE PREMIER.

C'est exercer la Confidence, en mettant le revenu d'un côté, & le Titre de l'autre.

LA Confidence est une convention tacite ou expresse, par laquelle

quelle celui qui reçoit un Benefice, doit le rendre, ou en abandonner les revenus à un autre. C'est la définition qu'en donne Cabassutius : *Sciendum Confidentiam esse conventionem, sive tacitam, sive apertis verbis expressam, ut qui Beneficium recipit, illud ipsum posthac in aliam certam personam transferat, aut Beneficii fructus ab alio percipi sinat* [1. 5. c. 8. n. 10. In Juris Canonici Theoria & Praxi.] La Theologie Morale de Grenoble en donne la même idée, qu'elle tire de la Bulle de Pie V. qui commence : *Intolerabilis multorum perversitas.* [Traitté de la Simonie. Demande 13.]

Le Concile de Tours tenu l'an 1583. s'exprime à peu près de même : *Si quis quacunque autoritate Ecclesiam vel Monasterium aut aliud Beneficium Ecclesiasticum, qualecumque... receperit... ut alteri postea conferatur, aut illius fructus vel eorum pars alii,*

146 *Deffence de l'Edit du Roy
vel aliis concedantur... Hac Confiden-
tia censeatur.* . . .

Or dans la pratique où sont bien des Communautéz, de mettre le revenu d'un côté & le titre de l'autre, des qu'un Religieux a été pourvû d'un Benefice, c'est-à-dire, de ne lui laisser que le nom de Titulaire, & d'approprier tous les fruits du Benefice à la maison; il n'est pas difficile de remarquer cette convention qui fait la Confidence, & qui est au moins tacite, fondée sur l'usage public de ces Communautéz, lequel est comme une loi qu'il ne seroit pas sûr pour les particuliers de violer.

Car lorsque les Abbez Reguliers, les Prieurs des Abbayes, qui sont souvent les grands Vicaires des Abbez Commendataires pour la collation des Benefices, ou même les Communautéz nomment un de leurs Religieux à quelque Prieuré simple, comme ils n'y manquent

jamais , n'est-il pas certain qu'ils n'ont pas intention en le nommant de lui laisser la liberté de disposer des revenus; que s'ils soupçonnoient qu'un Religieux fût d'humeur à vouloir jouir du Benefice , ils jetteroient les yeux sur un autre dévoué aux interets de la maison ; en un mot , que quand on confere des Benefices aux Religieux, on suppose comme une condition essentielle, sur laquelle il n'est pas permis de contester , que tous les revenus appartiendront à la Communauté ? C'est sur ce pied que les Communautés , que les Prieurs grands Vicaires des Abbez Commendataires , ou que les Abbez Reguliers conferent les Benefices. C'est sur ce pied que les Superieurs & Procureurs des maisons religieuses travaillent pour les faire tomber à leurs Religieux. Et c'est sur ce pied communement que ces Religieux particuliers les reçoivent.

Voici donc le raisonnement qu'on peut faire : recevoir un benefice pour en abandonner le revenu à d'autres, c'est Confidence. Or dans la pratique de plusieurs Congregations religieuses les particuliers ne reçoivent les Benefices que pour en abandonner le revenu à d'autres, à sçavoir à une Communauté, où ordinairement ils ne demeurent pas. Donc il y a dans cette pratique une Confidence,

Pour rendre cette verité palpable, que diroit-on d'un Prêtre ou Clerc seculier qui auroit été nommé à un Benefice par le moyen de trois ou quatre de ses amis, à condition de leur en ceder les fruits, ou une partie ! Chacun sçait qu'il seroit coupable de Confidence, aussi-bien que ses amis. Or si cette conduite est criminelle dans des seculiers, pourquoi ne le sera-t-elle pas dans des Religieux, qui doivent observer les Canons plus exactement que les autres ?

Pourroit-on excuser une telle pratique de Confiance, parce que le Religieux Titulaire fait partie de la Communauté voisine du Benefice ; mais outre qu'il n'y demeure presque jamais , & que c'est une des maximes du régime de l'en éloigner le plus qu'il est possible ; il s'en suivroit qu'on ne pourroit point non plus trouver de Confiance , lorsqu'un Pere feroit avoir un Prieuré à son fils , à condition qu'il en laisseroit les revenus à sa famille ; ou bien lorsqu'un Chapitre nommeroit un Chanoine à un Benefice, avec promesse qu'il en abandonneroit au Chapitre même tous les fruits ; parce que ce fils fait partie de la famille , & le Chanoine fait partie du Chapitre.

Le vœu de pauvreté & d'obéissance ne fait rien ici , comme on le fera voir en répondant aux objections puisqu'il ne peut point révaloir contre les loix sacrées de

l'Eglise. Et pour ne laisser aucune difficulté sur ce sujet, on ne craint point d'avancer qu'il n'est pas plus permis à un Religieux Titulaire de recevoir un Benefice, à condition d'en laisser les revenus à sa propre Communauté, que de s'en faire pourvoir, à condition d'en donner les revenus à des étrangers. La raison est évidente; c'est qu'en fait de Benefices un Titulaire ne peut en appliquer les fruits qu'à lui-même, à son Eglise, & aux pauvres; que la Communauté lui est étrangère à cet égard, & ne peut être secourue d'une partie des revenus, si elle est dans le besoin, que comme les autres pauvres, entre lesquels elle aura seulement la première place, s'ils ne sont pas dans un plus pressant besoin qu'elle. C'est ainsi que l'ont décidé en propres termes Sainte Beuve, & Pontas, dont les passages seront rapportez au long dans le cinquième Chapi-

tre de cette seconde Partie.

Si ces Theologiens ne permettent pas à un Religieux Titulaire, lorsqu'il a acquité les charges de son Benefice, d'abandonner le reste du revenu à sa Communauté, permettroient-ils à cette Communauté de s'emparer elle-même de tout le revenu, malgré le Titulaire; de le tourmenter, ou de le dépouiller du Benefice s'il s'y oppose; de ne consentir à le faire & à le continuer Titulaire, que sous cette condition qu'il n'aura que le Titre, & que la Communauté aura les revenus: & bien loin de lui laisser la liberté de faire des aumônes aux pauvres des lieux, & de s'instruire de ses obligations par les Titres de fondation, par les baux, par les lumieres des gens du pays, & même par les avis de ses Superieurs, comme ces Auteurs l'exigent, en marquant qu'il est obligé, de le releguer au contraire dans des lieux fort éloignez

du Benefice ; de lui ôter la connoissance de la maniere dont elle administre les revenus , de lui enlever ses Provisions , de lui cacher les Titres de fondation , d'éviter de mettre son nom dans les baux & les quittances , de l'empêcher de sçavoir qu'il est Titulaire , & de prétendre qu'il n'a aucune obligation à remplir ? Approuveroient-ils dans des personnes qui font profession de regularité, des relâchemens si énormes , & ne seroient-ils pas indignes de la confiance avec laquelle on fait passer ces abus pour des loix saintes , dont on se fait un honneur & un devoir ; & qu'on offre de soutenir à la face de toute la terre , & de tout le monde sçavant & versé dans les Canons ?

Ces Casuistes éclairez veulent que ce soit de la main du Titulaire , & de son judicieux discernement , que la Communauté reçoive la part des revenus qui lui est accordée ;

& c'est la Communauté qui se rend la maitresse de tout le revenu, sans en faire part au Titulaire, qui souvent est à cent lieues : ils enseignent que ce qui est départi par le Titulaire à la Communauté, lui est donné comme une aumône ; & elle prétend que tout lui appartient par justice. Ils marquent que la Communauté ne peut rien recevoir qu'elle ne soit dans un besoin plus pressant que celui des autres pauvres ; & ordinairement c'est une Communauté très-riche qui profite de ces revenus pour vivre dans l'opulence, & faire des bâtimens superbes, pendant que les pauvres manquent des choses les plus nécessaires à la vie.

Cela étant, on ne peut que blâmer ces Communautéz interressées, qui, non-seulement commettent une injustice en usurpant le patrimoine des pauvres, & un sacrilege en s'ingérant sans Titre & sans pou-

voir dans l'administration des revenus de l'Eglise; qui selon le langage d'un Concile de Bourdeaux sont les biens de Jesus-Christ même: *Peculium Christi sunt bona Ecclesia, Episcopis, Sacerdotibus, & Clericis, cum ad honestum eorum vita subsidium, & spiritualis sumptum Ministerii, tum ad pauperum alimentum atque sustentationem tradita.* [Concil. Burdig. an. 1583. titulo 26. *de rebus Ecclesia non alienandis.*] mais se rendent coupables de Confidance, & contraignent leurs Religieux à en être les instrumens; mettant sur eux des Benefices, afin d'en avoir les revenus pour elles, *custodia aut fiducia nomine*, comme parle un Concile de Bourges, [en 1584. Tit. 41. *de Simoniacis & fiduciariis. Can. 1.*] & leur faisant porter le bast comme à des ânes, qui portent la provision de la maison, *clitellarios asinos*, comme s'exprime un Concile de Rouen, dont il est à propos de rapporter les

paroles : *Non levius malum nostris temporibus aut exortum aut longius propagatum Ecclesiam affligit ac perdit per aliorum Beneficiorum clitellarios asinos & custodes qui Confidentialarii vocantur , quorum nomine ac ministerio viri Laici ac mulieres , [au lieu de ces derniers mots on peut mettre Religiosorum familia.] hereditate possident Sanctuarium Dei ac profanant. Tam illos custodes , quam eos quorum cupiditati deserviunt , denuntiari quoque in prona & concionibus pro excommunicatis , & teneri ad restitutionem fructuum ex Bullâ Sanctissimi Domini nostri Papæ Pii quinti per omnes dies Dominicos jubemus. [Concil. Rotomagensis , an. 1581. c. 8. de Episcoporum officiis. n. 21.]*

Ce Concile ordonne qu'on dénonce pour excommuniez tous les Dimanches au Prône , non-seulement ces gens qui gardent des Benefices qui ne sont pas pour eux ,

& qui prêtent leur nom à d'autres pour en avoir les revenus. *Beneficiorum custodes, quorum nomine ac ministerio alij possident Sanctuarium Dei*, mais encore ceux dont ils servent la cupidité, *eos quorum cupiditati deserviunt*, & qu'ils soient de plus tenus à la restitution des fruits qu'ils ont reçus.

Le Concile de Bourges tenu en 1584. & confirmé par Sixte V. declare, que les Benefices obtenus par Confidence sont des-lors censez vacans : *Beneficia pretio obtenta, & in Confidentiam seu custodiam occultè aut apertè tradita ipso jure vacent. Qui percipiunt eorum fructus, suos non faciant, sed ad restitutionem teneantur.* [Tit. 41. can. 2.]

Le Concile de Tours en 1583. non-seulement prive les Confidentiaires des Benefices obtenus par Confidence, mais encore des autres Benefices qu'ils avoient auparavant eus legitiment, les rend

inhabiles à en posséder jamais de nouveaux , & les frappe d'excommunication réservée au Pape seul , à moins qu'ils ne soient à l'article de la mort : *Omnes & singulos qui hucusque Ecclesias & Monasteria , Beneficia , fructus , pensiones , aliasve res intercedente hoc confidentia vicio receperunt ac retinent ; nisi statim ad se reversi & resipiscentes celeri dimissione sibi prospexerint ; & quidquid tale admiserint in futurum , etiam omnibus & singulis aliis Monasteriis , dignitatibus , administrationibus , officiis , & Beneficiis obtentis nec non fructibus , pensionibus , & aliis officiis temporalibus presentium auctoritate privamus , & ad futura inhabiles decernimus , & in Juris subsidium excommunicationis sententiâ innodamus , à qua nullus nisi in mortis articulo constitutus ab alio quam à Romano Pontifice absolutionis Beneficium valeat obtinere. [Tit. 5. de extirpandis simoniâ & confidentiâ.]*

Il ajoute que l'Eglise ne porte pas une moindre haine aux simoniaques & aux Confidentiaires, qu'à ceux qui renoncent à la Foi.

La Bulle de Pie IV. qui commence *Romanum Pontificem*, & celle de Pie V. qui commence *Intolerabilis*, renferment aussi plusieurs beaux reglemens pour reprimer ces desordres; & ce qu'il est important de remarquer, c'est que les Confidentiaires y sont traitez plus severement que les simoniaques. Car 1°. Des que quelqu'un a reçu un Benefice par le moyen de la Confidence, avant même qu'il ait accompli ses promesses, il est excommunié par le droit; la collation qui lui a été faite est nulle; & il est obligé de renoncer au Benefice, & d'en restituer les fruits: au lieu qu'on n'encourt ces peines dans la simonie, que quand elle a été accomplie & executée de part & d'autre. 2°. La collation & la dis-

position des Benefices donnez & reçus en Confidance est réservée au Siege Apostolique , quoi que la Confidance ne soit pas accomplie des deux côtez [ce qui cependant ne s'observe pas en France] au lieu que la simonie même réelle & exécutée de part & d'autre laisse à l'ordinaire le pouvoir de conférer à qui bon lui semble , après que le simoniaque a fait la démission entre ses mains. 3°. La Confidance ôte tout droit , tant aux Benefices qu'on avoit acquis legitimement , qu'à ceux qu'on pourroit acquérir dans la suite , à moins qu'on n'obtienne une dispense speciale à ce sujet : au lieu que la simonie ne cause une inhabileté que pour le Benefice auquel elle a concouru , le simoniaque pouvant obtenir dans la suite d'autres Benefices , pourvu qu'il soit absous auparavant de la simonie qu'il avoit commise. De plus , les fruits des Benefices ac-

quis par le moyen de la Confid-
dence & des pensions accordées
aux Confidentiaires sont reservez
à la Chambre Apostolique, du jour
de la collation de ces Benefices, &
de l'établissement de ces pensions.
[*Cabassutius l. 5. c. 8. n. 10. 11.*]

Enfin, la Confidence étant une
espece de simonie, il est constant
que tous ceux qui y concourent,
& en sont les médiateurs, tombent
dans l'excommunication réservée
au Pape, selon l'Extravagante *Cum
detestabile*. Tit. 2. de *simoniâ*, com-
me l'enseignent Navarre. [*Manua-
lis, c. 23. n. 110.*] & Lessius [*l. 2.
c. 35. dub. 26. n. 147.*] Quant à la
privation des Benefices ou pen-
sions, & à l'inhabilité à en posse-
der dans la suite ; ces peines re-
gardent seulement ceux qui re-
çoivent le Benefice en Confidence,
& non les autres qui y ont eu part ;
& même ceux qui par la voie de
la Confidence ont acquis un Bene-

fice n'encourent ni la privation ,
ni l'inhabilité , ni l'excommunica-
tion , si rentrant aussi-tôt en eux-
mêmes par un sincere repentir , ils
se démettent promptement du Be-
nefice mal acquis , comme le mar-
que expressement la Bulle de Pie V.
[*Cabaſſ. ibid. n. 12.*]

Voilà suffisamment de quoi four-
nir matiere aux meditations des
Religieux & des Communautéz ,
qui auront sur leur compte & des
excommunications innombrables ,
& des restitutions presque infinies.

CHAPITRE SECOND.

*C'est détruire l'idée de Titulaire en
établissant des Titulaires sans
obligations & sans charges.*

L'Idée de Titulaire ou de Bene-
ficer renferme necessairement
deux choses ; Sçavoir , le droit de

recevoir les revenus appartenans à une Eglise ou Chapelle particuliere, & l'obligation de remplir les devoirs que les Fondateurs ont prescrits : de sorte qu'il ne peut être que tres-absurde & ridicule de se figurer un Titulaire qui n'auroit ni droit sur aucuns revenus, ni obligations d'acquitter aucuns devoirs.

Qu'est-ce qu'un Benefice ? Demande l'Auteur de la Theologie Morale de Grenoble. C'est un droit établi par l'autorité du Pape ou de l'Evêque de recevoir les fruits de certains biens dédiez à Dieu, pour raison de quelque Office spirituel. Cabassutius dit la même chose : *Beneficium est jus percipiendi fructus ex bonis Ecclesie, Clerico concessum ob sacrum & Ecclesiasticum Ministerium.* [L. 2. c. 1. n. 1.]

Ainsi un Clerc ou Religieux qui est fait Beneficier dans le moment a un droit sur les revenus, & un engagement, par rapport aux de-

voirs. Ce droit & cet engagement composent la nature du Benefice, & ont un rapport essentiel l'un à l'autre. D'où vient cette regle : *Beneficium datur propter officium.* [Cap. ult. De rescriptis in sexto.] Ce sont deux choses inseparables dans un Benefice, comme le sont le corps & l'ame dans l'homme, comme nous l'apprend le Canon *Si quis objecerit.* [Art. 7. Causa 1. q. 3.]

Mais non seulement les revenus avec les devoirs sont essentiels au Benefice, mais de leur nature ils appartiennent au Titulaire, sans qu'ils puissent lui être ôtés pour être appliqués à d'autres ; parce que le Titulaire seul a le Benefice, & par conséquent ce qui le compose ; ce qui fait que lui seul peut en tirer sa subsistance, & disposer du reste pour le culte de Dieu, les réparations de l'Eglise, & autres pieux usages. C'est ce qu'on peut voir dans un passage que l'on a déjà cité, & qui est tiré de

l'avis des Cardinaux choisis par le Pape Paul III. pour la reformation de l'Eglise. *Reditus sunt annexi beneficio ut corpus anima ; ideo suâ naturâ pertinent ad eum qui beneficium habet, ut possit ex eis vivere honestè pro suo ordine, simulque queat sustinere impensas pro divino cultu, & templi, sacrarumque adium reparatione, ut quod reliquum est impendat in pios usus ; hæc est enim natura eorum reddituum.*

Cela paroît clairement par le but que l'Eglise s'est proposé dans l'établissement des Benefices, nom qu'elle a tiré d'un usage assez ordinaire chez les anciens. Car de même que les Empereurs Romains donnoient à leurs soldats, certaines terres sous le nom de *Benefices*, pour les attacher plus fortement au service du Prince & de l'Empire, pour quoi ils étoient appellés *Beneficarij milites* ; & comme les Seigneurs accor-
doient sous le même nom des fiefs à

leurs vassaux , à condition qu'ils seroient obligés de prendre les armes pour eux toutes les fois qu'ils en seroient requis , l'Eglise suivant cet exemple a assigné aux Clercs des revenus annuels auxquels elle donne le nom de Benefice , pour les engager plus étroitement par là à servir Dieu dans une Eglise particuliere. [*Cabass. l. 2. c. 1. n. 1.*]

La maniere dont les Benefices ont été institués prouve la même chose. Ce n'étoit pas d'abord des Benefices comme nous les avons aujourd'hui qui renfermassent un droit perpetuel sur une partie des biens Ecclesiastiques spécialement assignée & déterminée , & qui passe à celui qui vient à succeder. C'étoient seulement des Dignitez , Emplois , ou Charges Ecclesiastiques , comme celle de Prêtre ou de Curé , de Diacre , Archidiacre , & autres semblables

avec l'avantage pour ceux qui en étoient revêtus de pouvoir tirer leur subsistance & leur entretien, des biens de l'Eglise, selon la part que l'Evêque leur faisoit distribuer manuellement. Car la Communauté de biens qui cessa bientôt parmi les Laïques, se conserva pendant plusieurs siècles parmi les Ecclesiastiques sous la direction de l'Evêque; lequel pour mieux vaquer au gouvernement spirituel de son Diocèse, avoit ordinairement un Oeconome, qui dans plusieurs Eglises d'Occident étoit l'Archidiacre, comme on voit par l'histoire de saint Laurent, lequel sous l'autorité de l'Evêque avoit soin de recevoir & d'administrer les revenus de l'Eglise.

[*Theol. Morale de Grenoble Traité
I. des Benefices c. I.*]

Ces biens venoient des Oblations des Fideles, & devoient être employés à l'entretien des Mi-

nistres de l'Eglise, & autres saints usages, comme le dit saint Urbain Pape [Can. *Videntes* art. 16. *Causa* 12. q. 1. Ex Epistolâ Urbani I. ad omnes Christianos an. 222.] *Ipsæ res in ditione singulorum Parochiarum, Episcoporum, qui locum tenent Apostolorum, erant, & sunt usque adhuc, & futuris debent esse temporibus; è quibus Episcopi & fideles dispensatores eorum, omnibus communem vitam degere volentibus ministrare cuncta necessaria debent, prout melius poterint, ut nemo in eis egens inveniatur. Ipsæ enim res fidelium Oblationes appellantur, quia Domino offeruntur: non ergo debent in aliis usibus quam Ecclesiasticis, & prædictorum Christianorum, fratrum, vel indigentium conventi, quia vota sunt fidelium, & pretia peccatorum, ac patrimonia pauperum, atque ad prædictum opus explendum Domino tradita.* On en fit cet usage dans

les premiers siècles de l'Eglise , en employant ces biens pour l'entretien de l'Evêque & du Clergé , pour les reparations de l'Eglise & la nourriture des pauvres , quoique ce partage en 4. portions n'ait été expressement ordonné que vers le commencement du cinquième siècle. Saint Gregoire Pape en parle comme d'une coutume recommandée par le S. Siege. [in Respons. ad interrogationem Aug. refertur in capite *Mos est* , art. 30. *Causa* 12. q. 2.] *Mos est Apostolica sedis ordinatis Episcopis preceptum tradere , ut de omni stipendio quod accedit , quatuor fieri debeant portiones , una videlicet Episcopo & familia ejus propter hospitalitatem & susceptionem , alia Clero , tertia pauperibus , quarta Ecclesiis reparandis.*

Cette part , qu'on donnoit aux Ministres de l'Eglise par l'ordre de l'Evêque , consistoit en distributions

butions d'argent , & d'autres choses nécessaires à la vie ; & ces distributions se faisoient tous les mois dans l'Eglise de Carthage , comme nous le marque S. Cyprien dans sa trente-quatrième Epître , où il parle ainsi d'un Prêtre & d'un Diacre , *Interim se à divisione mensurnâ tantum continant* : & dans sa trente-neuvième , où il dit de quelques Confesseurs : *Presbyterii honorem designasse nos illis jam sciatis , ut & sportulis iisdem cum Presbyteris honorentur , & divisiones mensurnas aquatis quantitatis partiantur*. On en usa ainsi jusqu'au sixième siècle ; & pendant tout ce tems-là les Evêques dispoisoient de tous les revenus , & même des offrandes qu'on faisoit dans toutes les Paroisses qu'on avoit établies dans les differens Diocèses pour la commodité des Fideles. Mais les biens de l'Eglise

étant considerablement augmentés par la devotion & la liberalité des peuples, cette discipline changea peu à peu, & les Evêques se dépouillerent premièrement pour un tems, ensuite pour toute la vie d'un Ecclesiastique, & enfin pour toujours, des fonds & autres droits de l'Eglise, qui avoient été jusques-là sous l'administration entiere de l'Evêque par l'entremise de l'Oeconome ou de l'Archidiaque. [*Cabass. l. 2. c. 1. n. 1. Theol. mor. de Grenoble Traitt. 1. des Benefices c. 1.*]

Ainsi les Benefices, tels qu'ils sont à present, commencerent à s'établir dans les premières années du sixieme siecle. Il en est fait mention pour la première fois dans deux lettres du Pape Symmaque à saint Césaire Archevêque d'Arles; dans l'une desquelles il dit que le Saint Siege ne souffre pas qu'on aliene les terres qui ont été

données ou laissées par testament à l'Eglise, lesquelles néanmoins pourront être accordées aux Clercs pour le temps de leur vie. *Possessiones quas unusquisque Ecclesiæ proprio dedit aut reliquit arbitrio alienari quibuslibet titulis atque distractionibus, vel sub quocumque argumento non patimur; nisi forte aut Clericis bonorum meritum, aut Monasteriis Religionis intuitu, aut certè peregrinis, si necessitas largiri suaserit; sic tamen ut hac ipsa perpetuo sed temporaliter perfruatur.* [Symmach. Pap. Epist. ad Cæsarium. an. 502. refertur in Can. *Possessiones* art. 61. causa 16. q. 1.]

Le Concile d'Agde tenu vers le même tems permet aux Evêques de donner aux Ecclesiastiques l'usage des petits fonds & de peu de consequence, à condition que ces fonds reviendront après eux à l'Eglise : *Minusculas verò res, aut Ecclesiæ minus utiles, Peregrinis vel Clericis, salvo jure Ecclesiæ in usum*

172. *Deffense de l'Edit du Roy*
præstari permittimus. [Concil. Aga-
thenfe an. 506. Can. 7.]

Le 4. Concile d'Orleans veut que les
ameliorations que les Clercs auront
faites dans les fonds de l'Eglise qui
leur auront eté donnés , ne soient
point au profit de leurs parens, mais
de l'Eglise: *Quisquis agellum Ecclesiæ in*
diem vitæ suæ pro quacumque misericor-
dia à Sacerdote, cui potestas est, accepe-
rit possidendum, quæcumque ibi profecerit,
alienandi nullam habeat potestatem;
nec sibi parentes sui ex ea re aliquid exi-
stiment vindicandum. [Conc. Aurel.
4. an. 541. Can. 34.] Il faut cependant
remarquer que les Evêques pou-
voient revoquer ces gratifications
qu'ils avoient faites à leurs Clercs ,
lorsqu'il y avoit des causes raison-
nables ; mais non pas celles qui a-
voient eté accordées par les Evêques
leurs predecesseurs, au moins de-
puis le troisieme Concile d'Orleans
tenu l'an 539. qui fit sur ce sujet un
Canon exprès qui est le dix-septie-
me. [Theol, Mor, de Gr.]

Au reste, quoique les Evêques accordassent des terres à quelques Clercs, cependant le plus grand nombre étoit entretenu par les distributions manuelles de grains, vin, habits, argent, &c. avec cette difference qu'on donnoit aux fonds de terres le nom de *Benefice*, & aux distributions manuelles celui de *Prebendes*, comme on le voit dans les Capitulaires de Charlemagne. [*Thomassin in Veteri & novâ Ecclesiæ disciplina circa Beneficia & Beneficiarios. Tom. 1. l. 3. c. 67. n. 12.*]

Les Curez de la campagne obtinrent aussi peu à peu des revenus fixes & attachez à leurs Benefices. Le premier Concile d'Orleans tenu l'an 511. ordonna au Canon 15. que l'Evêque disposeroit de tous les autres revenus des Paroisses; mais que pour les offrandes qui s'y feroient à l'Autel l'Evêque n'en auroit qu'un tiers, & que les deux

autres tiers demeureroient en la disposition des Curés. Le Concile de Carpentras l'an 527. (Canone unico) regla que toutes les offrandes resteroient aux Paroisses , lorsqu' l'Eglise Cathedrale pourroit s'en passer, Dans la suite ces offrandes furent absolument abandonnées aux Curés. Les Evêques même leur remirent des terres qui devoient demeurer annexées à perpetuité aux Paroisses , selon l'Ordonnance du troisieme Concile de Toledé l'an 589. (Capitulo tertio) Enfin toutes les dixmes des terres situées dans les Paroisses , & même de celles qui estoient restées en partage aux Evêques, furent affectées aux Eglises Paroissiales ; afin que l'usage fût par tout uniforme , & qu'il n'y eût point de terres qui fût exempt de payer la dixme à la Paroisse où elle estoit située , selon l'Ordonnance du deuxieme Concile de Châlon sur Saone l'an 813. Can.

19. [*Theol. Mor. de Gr.*]

On vit aussi dans le sixieme siecle la formation des Benefices simples, c'est-à-dire, qui n'ont point charge d'ames, lesquels estoient accordez même aux Clercs inferieurs, qui estoient attachez par là à des Chapelles, où ils devoient faire les fonctions de leur Ordre. On en voit un monument dans un Concile assemblé à Tolède l'an 597. la douzieme année du Roi Recarede, où il est réglé dans le deuxieme Canon qu'à l'égard des Eglises que des personnes pieuses ont bâties & fondées dans leurs terres, l'Evêque n'en recevra point les revenus, mais qu'ils appartiendront au Prêtre qui deservira l'Eglise. Si le revenu ne suffit pas pour un Prêtre, qu'on y établira un Diacre; & que si les biens sont si modiques, qu'ils ne soient pas suffisans même pour un Diacre, l'Evêque y établira un Clerc qui aura l'Or-

dre de Portier, lequel aura soin de tenir l'Eglise propre, & d'allumer des Cierges toutes les nuits en presence des Reliques des Saints. [*Natalis Alexander tom. 5. saculo 6. c. 5. art. 35.*]

Enfin les Benefices se multiplierent jusqu'à l'infini. Les Evêques, qui avoient d'abord été chargez de l'administration des biens Ecclesiastiques, après s'être dechargez d'une partie de ce soin, en laissant, comme on a dit, certains revenus à plusieurs Clercs de leur Eglise Cathedrale, aux Curez, & aux Titulaires du petit nombre de Benefices simples qui avoient été établis; acheverent de se demettre de cette administration generale, en retablissant dans le neuvieme siecle la vie commune parmi leur Clergé. Car pour donner moyen aux Chanoines de leur Eglise Cathedrale de former un corps de Communauté, ils assignerent divers fonds de l'E-

glise à perpétuité avec les droits sur les offrandes & sur les dixmes, par le moyen des Paroisses qu'ils y reünirent. Ils fondèrent aussi divers Monasteres des biens acquis à l'Eglise. Et ce sont ces Communautez de Chanoines, & ces Monasteres, qui dans la suite des temps donnerent occasion à l'erection d'un grand nombre de Benefices tant seculiers que reguliers. Car presque tous les Chapitres ayant cessé de vivre en commun, les Prebendes furent divisées entre les Chanoines & les autres Ecclesiastiques necessaires pour le service de l'Eglise : & par ce moyen on etablit plusieurs Benefices de la maniere qu'ils sont presentement, avec des revenus propres affectez à perpétuité, & des distributions proportionnées à la dignité qu'on remplit, & au service qu'on rend à l'Eglise. Beaucoup de Benefices Reguliers s'etablirent de même. Les Abbez voulurent avoir,

178 *Deffense de l'Edit du Roy*,
leurs revenus à part. Les Prieurs des
Monasteres firent de même. Les
autres Religieux les imiterent. Plu-
sieurs Communautez se diviserent
ainsi ; & de leur destruction il en re-
sulta un assez grand nombre de Be-
nefices separez , dont une partie a
été secularisée , & l'autre est demeu-
rée en regle. [*Theol. Mor. de Gr.*]

D'un autre côté les Fideles aug-
menterent considerablement le
nombre des Benefices simples , en
fondant dans beaucoup d'endroits
des Chapelles pour y faire honorer
Dieu , pour y établir le culte des
saints auxquels ils avoient une de-
votion particuliere , & pour y avoir
des prieres tant pour eux que pour
leurs parens.

Or tous ces differens Benefices
dont on vient de parler, ont eu des
revenus determinez & affectez à ceux
qui les possedoient. Les Evêques en
se dechargeant de l'administration
des biens temporels de l'Eglise en

ont chargé les Beneficiers auxquels ils ont communiqué une partie de ces biens ; & ceux-ci ont des-lors contracté l'obligation d'en faire le même usage que les Evêques estoient obligez d'en faire , c'est-à-dire de les employer , après avoir pris leur necessaire , à entretenir les Eglises , & à secourir les pauvres.

Il est vrai que pendant que la vie commune a subsisté dans les Chapitres , & que chez les Communautéz Religieuses les Benefices n'ont été que des Commissiions ou Obediencies ; les revenus appartenoient aux Chapitres & aux Communautéz : mais après que ces Benefices ont été separez de la Manse commune , & erigez en titre , les particuliers qui ont été faits Titulaires ont succédé aux droits des Chapitres & des Communautéz ; ils ont eu seuls, sinon la propriété & le domaine, qui ne convient pas aux Religieux particuliers , au moins l'administration

des revenus. Les Beneficiers en ont été rendus seuls responsables, aussi bien que des fonctions & des charges attachées à leurs Benefices. Car il étoit juste que recevant en titre les revenus d'un Benefice, ils fussent tenus de remplir les devoirs pour lesquels ces revenus leur étoient ainsi accordés. Telle a été depuis l'érection des Benefices, le droit des Titulaires sur les revenus, & tel a été leur engagement par rapport aux charges. Ce droit & cet engagement sont encore & seront toujours les mêmes, puisque c'est là ce qui fait la nature & l'essence des Benefices, qu'il n'est pas en notre pouvoir de changer.

C'est donc aneantir l'idée que tout le monde a, & qu'il a toujours eue d'un Titulaire, de vouloir qu'il n'ait aucun droit sur les revenus ni aucune obligation d'acquitter les Charges du Benefice : & c'est en même temps tomber dans une ab-

furdité visible , de pretendre que la Communauté ait ce droit & cette obligation , elle qui n'est pas capable de posséder le titre qui donne le droit , & impose l'obligation dont nous parlons , étant constant que le titre d'un Benefice ne peut pas être sur la tête de plusieurs. En effet ce n'est pas la Communauté qui est pourvue du Benefice , mais le Religieux particulier. C'est lui qui en prend possession , qui donne les pouvoirs nécessaires pour le regir , & que la Communauté a soin de lui demander ; qui resigne , permute , ou abandonne. Le titre n'appartient qu'à lui , & par conséquent tout ce qui est lié avec ce titre , ne regarde que lui.

Otez à ce Religieux Titulaire ses droits & ses devoirs , vous faites un Titulaire en peinture , ou plutôt un phantôme qui n'a de Beneficier que l'apparence. Le nom de Titulaire qu'on lui fait porter n'est qu'une

qualité vaine, & un titre sans réalité. On n'a point, comme autrefois, de Beneficiers de cette espece, & il y a même en cela de l'illusion. Car si le Religieux Titulaire par son état de Religieux ne doit & ne peut avoir la disposition des revenus, non plus que le soin d'acquitter les Charges; le Pape & l'Eveque, ou autre Collateur, en donnant des Provisions à tel Religieux particulier, ne lui conferera donc qu'un nom en l'air, & une simple denomination. Ce ne sera que de cette qualité chimerique qu'il prendra possession; & la Communauté, qui ne peut pretendre sur le Benefice autre droit que celui du Religieux Titulaire, au lieu des revenus reels dont elle esperoit profiter, ne trouvera comme lui qu'un Etre de raison, viande creuse, & peu convenable pour nourrir toute une Maison Religieuse.

CHAPITRE TROISIÈME.

*C'est aller contre les devoirs que les
Canons prescrivent à tous
les Titulaires.*

LES devoirs des Titulaires qui sont pourvus de Benefices simples peuvent être réduits à deux principaux , que les Canons leur recommandent expressément.

Le premier regarde le Culte de Dieu dans les Eglises de leurs Benefices , & consiste dans la Celebration des Messes , la recitation des saints Offices , la veneration des Reliques des Saints , l'entretien & la decoration des Eglises ou Chapelles où est leur Titre. On conçoit bien que les Benefices ayant été établis principalement pour la gloire de Dieu & l'honneur des Saints particuliers sous

l'invocation desquels on a erigé des Temples & autres lieux sacrez, l'Eglise n'a pas pretendu que les Titulaires auxquels elle confioit ces Benefices manquaissent à remplir les devoirs qui ont rapport à cette fin. Aussi voyons-nous des Reglemens faits à ce sujet par les Conciles, entre lesquels nous rapporterons celui de Toledé tenu l'an 597. lequel dans son second Canon ordonne que dans les Benefices simples il y ait un Prêtre pour y celebrer les saints Mysteres, ou un Diacre pour y faire les fonctions de son Ordre, ou au moins un Clerc qui ait l'Ordre de Portier pour avoir soin que l'Eglise soit toujours propre & ornée, & pour allumer des cierges en presence des saintes Reliques. Ce Concile, dont il a déjà été fait mention dans le Chapitre precedent, cite des Statuts des anciens Canons, & s'exprime en ces termes : *Ne quisquam Antistes infra suam parœciam Dei aulam inquiret*

& munificus ille qui sanctam Dei adificaverit Ecclesiam, quod ibidem pro suo hærede largitus est eodem loco Presbyter secundum priorum Canonum instituta deserviens habeat : & si Presbyterum ea facultas habere non permittit, vel Diaconus instituatur. Certè si minor est sensus, Ostiarius à Sacerdote sit electus, qui nitorem infra sinus sanctæ Ecclesiæ faciat, qui & sanctarum Reliquiarum luminaria omni subsequenti nocte accendat. [Thomassinus in veteri & nova Ecclesiæ Disciplina circa Beneficia & Beneficiarios t. 1. l. 2. c. 94. n. 13.]

Le Premier Concile de Milan tenu l'an 1565. sous saint Charles veut que l'Evêque oblige les Clercs qui ont des Benefices simples à satisfaire à leurs obligations, suivant les fondations : & s'il n'est pas constant quelles sont ces obligations ; qu'il leuren impose à proportion des revenus qu'ils tirent de leurs Benefices, comme de dire des Messes, de reciter l'Office Divin ; ou si les

Benefices n'obligent qu'à la simple Clericature , d'exercer les fonctions des Ordres Mineurs pour augmenter le Culte de Dieu. *Beneficiis, quaecumque jam ab Ecclesiasticis Officiis immunita reperiuntur, sive Canonicatus, sive Clericatus, sive etiam Simplicium nomine appellantur, iis Episcopus pristina munera restituat; ac si non constat satis qualia ea essent, pro fructuum ratione onera imponat, aut Missas, Divinaque officia celebrandi; aut si Clericatus simpliciarum Beneficia sint, Minorum etiam Ordinum functiones obeundi ad divini cultus propagationem.* [Concil. 1. Mediolan. part 2. Constitutionum, titulo 36. *Communia de Ministris.*] Ce Concile dans le même titre avoit dit auparavant : *Ecclesiarum Ministri munus suum ipsi obeant, non per alios exercent.*

On trouve les même Reglemens dans plusieurs autres Conciles, dont voici quelques extraits :

Dans le Concile de Bourdeaux tenu l'an 1624. (tit. 18. de Prioratibus & Capellis §. 1.) *Innumera pene Beneficiorum simplicium maxime regularium multitudo pro continuo divina Majestatis celebrando cultu antecessorum nostrorum pietatem & zelum arguit indefessum, &c.*

Dans le Concile de Narbonne l'an 1551. [Can. 44. de Capellis & Beneficiis ruralibus, & aliis sine cura seu Officio detentis.] *Cum Officii gratiâ Sacerdotium, seu Beneficium conferatur, & qui non laborat non manducet, idcirco quicumque Capellas, seu alia Sacerdotia Ecclesiastica alia quam curata prætacta possident, extra tamen Ecclesias Cathedrales, Collegiatas, & Monasteria doceant infra mensem à publicato statuto quantum oneris imponatur ad rem sacram peragendam ratione Capellarum, seu Sacerdotiorum, ex Institutione sive fundatione, aut alio modo..... Missas celebrare cogantur in adibus sacris hu-*

188 *Deffense de l'Edit du Roy
jufmodi Sacerdotiorum five Capella-
rum.*

Dans un Concile tenu en l'Ifle de
Cypre l'an 1321. [*Ex Synodico Ni-
cofiensi, seu Ecclesia Nicofienfis, quæ est
in infulâ Cypro Archiepifcopatus, in-
ter Constitutiones Joannis Archiepif-
copi Nicofienfis. N. 4. tom. 7. Conci-
liorum Harduini, pag. 1749.*] Cum
ad hoc fint Ecclefiaftica Beneficia de-
putata, ut idoneè in divinis Officiis
Ecclefie ferviatur, & ad ipfum mini-
fterium talis quari persona debeat,
quæ per feipfam illud valeat exercere,
quare unusquisque in ea vocatione ma-
nens debet in qua existit evocatus,
ac jure debet altari fervire qui de
altario victum quarit.

Le second devoir est l'admini-
stration des revènus des Benefices,
dont les Titulaires ne font que les
Procureurs, pour en faire un em-
ploi judicieux & charitable en fa-
veur des pauvres, après en avoir
pris ce qui leur est neceffaire pour

eux & pour leur Eglise, & dont ils rendront un compte exact devant Dieu, qui les punira severement, s'ils ne les administrent pas avec fidelité. On seroit infini si l'on vouloit citer tous les Canons qui traitent de cette obligation. On se contente des Canons d'un Concile de Nantes, & d'un autre de Tours.

Instruendi sunt Presbyteri, pariterque admonendi, quatenus noverint decimas & oblationes quas à fidelibus accipiunt, pauperum, & hospitum, & peregrinorum esse stipendia; & non quasi suis, sed quasi commendatis uti. De quibus omnibus sciant se rationem posituros esse in conspectu Dei; & nisi eas fideliter pauperibus, & his qui premissi sunt administraverint, damna passuros. C'est le Concile de Nantes qui parle ainsi. [Le premier Concile de Nantes tenu à la fin du neuvième siècle, Can. 10.] Celui de Tours parle à peu près de même : *Rebus Ecclesiasticis ita*

190 *Deffense de l'Edit du Roy*
utantur non ut propriis, sed ut sibi
ad dispensandum commissis. [Concil.
Turon. 3. an. 813. Can. 10.]

Et afin qu'on ne dise pas qu'il n'y a que les Titulaires seculiers qui puissent & qui doivent se charger de l'administration des biens de leurs Benefices; Sylvius, que nous allons citer au long dans le Chapitre cinquième de cette seconde Partie, remarque après Navarre & un grand nombre de Canonistes & de Theologiens, qu'il n'y a sur cela aucune difference entre les Beneficiers seculiers & les Beneficiers reguliers; & que ceux-ci ont comme ceux-là la disposition libre des revenus des Benefices dont ils sont pourvus, sans qu'ils ayent besoin pour cela de la permission de leurs Superieurs. *Omnis Beneficiarius Regularis perinde potest de fructibus sui Beneficii disponere, ac saecularis de fructibus sui.* [In resolutionibus variis verbo Religiosus 1.]

On pourroit ajouter un troisiéme devoir , qui est la résidence dans les Benefices simples ; car quoi qu'à present l'usage soit entierement contraire , il ne laisse pas d'être certain qu'on ne connoissoit point dans l'Eglise au onzième siecle , ni pendant une grande partie du douzième , cette exemption de resider. La distinction qu'on a faite entre les Benefices qui demandent résidence , & ceux qui ne la demandent pas , aussi-bien qu'entre les Benefices compatibles & incompatibles , ne s'est etablie que dans l'intervalle qui a été depuis Alexandre III. jusqu'à Gregoire IX. c'est-à-dire , depuis l'an 1180. jusqu'à 1230. Auparavant , il y avoit obligation de resider dans les Benefices simples , comme dans les autres , [*Natalis Alexander. T. 6. Hist. Eccl. saculo 11. & 12. c. 7. art. 6. n. 12. Thomassinus , tom. 2. l. 3. c. 34. n. 3. 4. 5.*] Et ceux qui en étoient

pourvus estoient tenus d'y vaquer tous les jours, ou à l'Oblation du S. Sacrifice, ou à la recitation de l'Office Divin, ou à d'autres fonctions saintes, comme il a été dit ci-dessus, & comme il paroît par ce que l'on a cité du Concile de Toledo tenu l'an 597. lequel exige que le Titulaire, soit Prêtre, soit Diacre, soit autre, demeure dans le même lieu où est l'Eglise du Benefice, & y fasse les fonctions prescrites. *Eodem loco Presbyter deserviens... vel Diaconus instituatur... Ostiarius à Sacerdote sit electus, qui nitorem infra sinus sanctæ Ecclesiæ faciat, qui & Sanctarum Reliquiarum luminaria omni subsequenti nocte accendat.*

Et nonobstant cette liberté qu'on laisse aux Titulaires de ne pas résider dans les Benefices simples, il est toujours vrai de dire que cette résidence est conforme à l'esprit de l'Eglise, & qu'elle seroit bien-tôt rétablie,

rétablie , si on observoit le Statut que le Concile de Calcedoine a fait de n'ordonner personne que pour l'utilité de quelque Eglise particulière , & de l'y attacher pour y faire les fonctions de son Ordre. *Nullum absolute ordinari nec Presbyterum , nec Diaconum , nec omnino aliquem eorum qui sunt in Ordine Ecclesiastico , nisi specialiter in Ecclesiâ civitatis , vel Pagi , vel Martyrio , vel Monasterio is qui ordinetur , designetur.* [Concile de Calcedoine l'an 451. Can. 6.] On ne peut nier qu'il seroit à souhaitter que tant de Beneficiers qu'il y a dans l'Eglise résidassent dans leurs Benefices , au lieu d'aller mener ailleurs une vie oisive , & de dépenser leurs revenus dans des lieux fort éloignez , où ils ne font pas le même bien qu'ils feroient près de leur Titre : que ce parti seroit certainement plus parfait , & que si tous les seculiers ne le prennent pas , les Religieux au

194 *Déffense de l'Edit du Roy*
moins devroient le fuivre, comme
ils y font obligez par un Statut ex-
près du Concile General de Vienne,
lequel est inferé dans le corps du
Droit, l. 3. des Clementines, tit. 10.
de Statu Monachorum & Canonorum
Regularium, c. 1.

Voici les paroles qui ne peuvent
être plus formelles ni plus précises:
Ne Prioratus aut administrationes ex-
tra Monasteria obtinentes permit-
tantur in Monasteriis, sed teneantur
in ipsis Prioratibus seu administratio-
nibus [Quæcumque non obstante
consuetudine] *residere, nisi ex stu-*
diorum, vel aliâ causâ rationabili ad
tempus forte ab hujusmodi residentiâ
excusentur.

Je sçai que les Conciles ont dé-
fendu aux Moines de demeurer
seuls nulle part, & que c'est un re-
glement qui a été confirmé par le
troisième Concile sous Alexandre
III. [anno 1179. can. 10.] *Mona-*
chi non singuli per villas & oppida, seu

ad quascumque Parochiales ponantur Ecclesias, sed in majori conventu aut cum aliquibus fratribus maneant, nec soli inter seculares homines spiritualium hostium conflictionem expectent, Salomone dicente, Va soli, quia si ceciderit non habet sublevantem. [Thomassin. t. 3. l. 2. c. 27. n. 1. 2. 3.]

Mais un Moine qui est Titulaire pourroit résider sans demeurer seul, si ses Superieurs lui donnoient quelques-uns de ses Freres pour vivre & pratiquer la Regle avec lui dans le lieu où est situé le Benefice. Si on en usoit ainsi, Dieu seroit beaucoup plus honoré qu'il ne l'est dans un si grand nombre de Prieurez qui sont presque abandonnez ; à la réserve des revenus, qu'on recueille toujours avec soin. L'Eglise même a approuvé cette pratique, & a fait sur ce sujet plusieurs Statuts pour regler l'âge & le nombre des Moines qui devoient aller résider dans ces sortes de Prieurez.

Le Concile de Bourges tenu l'an 1286. défend, au Chapitre troisiéme, qu'on envoie dans les Prieurez simples des Moines qui seront au-dessous de vingt ans: *Inhibemus ne Monachi Minores viginti annis ad Prioratus foraneos non Conventuales mittantur moraturi ibidem. Hoc autem Abbatibus sic precipimus observari, quod in futuro Concilio contra Constitutionis hujusmodi transgressores intendimus durius procedere per suspensiones, & excommunicationes, & aliter, quantum justitia suadebit.*

Le Concile d'Alby tenu l'an 1254. au Chap. 54. Ordonne qu'on ne pourra pas mettre moins de trois Moines dans un Prieuré; & que quand le revenu ne sera pas suffisant, on joindra ensemble plusieurs de ces Prieurez, dans l'un desquels on établira un Prieur avec plusieurs autres Religieux pour vivre en commun dans ce Prieuré, auquel les autres Prieureux auront

rapport, à condition qu'on mettra dans ces derniers un Prêtre seculier pour les desservir. *Statuimus etiam ut si talis fuerit Prioratus Monachorum in quo tres Monachi valent commorari, tres ad minus ponantur ibidem, & unus ex eis Prior fiat, qui curam habeat animarum, vel aliorum. Si vero tot fratribus non sufficiat Prioratus, cum pauciores vix possint regulariter vivere, duæ vel tres Ecclesie juxta arbitrium Diocesani & Abbatis seu Præpositi vel Prioris, cui vel quibus Ecclesie illæ subsunt, conjungantur in unum, & illi Priori qui instituetur in uno ipsarum respondeant; qui Prior in illis Ecclesiis in quibus tres non fuerint, ministret per Presbyterum secularem.*

[Tom. 11. Concil. Labb.]

Le Concile de Saumur tenu l'an 1276. parle au Canon 10. des Prieurez de Moines où on leur permettoit d'être seulement deux. *Prohibemus ne quis Abbas vel alius Prio-*

198 *Dessense de l'Edit du Roy*
ratum quemlibet in Turonensi Pro-
vincia situm, in quo possint ad minus
duo Monachi commodè sustentari, vel
consueverint morari, cuiquam sacu-
lari conferre præsumat : Si secus ac-
tum fuerit, id irritum decernentes.

Quant aux Chanoines Reguliers, la discipline Ecclesiastique n'a pas été si severe à leur égard. Le Concile d'Alby qui exige que les Moines soient au moins trois dans leurs Prieurez, comme on vient de le voir, consent que les Chanoines Reguliers puissent n'être que deux dans les leurs : *De Prioratibus verò*
Canonicorum Regularium, cum Regu-
la inserviant laxiori, si pluribus non
sufficiat Prioratus, duo saltem Cano-
nici in Prioratu ponantur. Quod si
nec duobus facultates sufficiant Prio-
ratûs, fiat sicut de Prioratibus Mo-
nachorum. Hoc enim in iis præsertim
agimus, ut Monachus vel Canonicus
Regularis absque sociis vel socio sui
Ordinis non moretur. [Concil. Al-

bienſe , an. 1254. capitulo 55.]

Le Pape Innocent III. permet même aux Chanoines Reguliers de demeurer ſeuls, en les exhortant neanmoins à avoir avec eux un de leurs Confreres, s'ils le peuvent commodément : *Si commodè fieri poterit unum Canonicum Regularem tecum habeas ad cautelam, cujus in his quæ Dei ſunt & Regularis obſervantia, tam conſortio, quam ſolatio perfruaris.* Il remarque que le Canon du 3. Concile de Latran : *Monachi non ſinguli per villas, &c.* ne regarde què les Moines ; & il fonde la difference qu'il met entre eux & les Chanoines Reguliers, ſur ce que ceux-ci ne ſont pas dévouez par leur état à la ſolitude & au ſilence comme les Moines, *ſed Regula inſerviunt laxiori.* [Decretal. l. 3. tit. 35. c. 5. Thomassin tom. 3. l. 2. c. 27.]

Il ſeroit édifiant de voir revivre le premier Eſprit de l'Eglise dans

cette maniere de deffervir les Benefices Reguliers. Mais s'il y a des difficultez à rétablir cette louable pratique, si on ne peut point mettre plusieurs Religieux dans le grand nombre des Prieurez dont jouissent les Communautéz ; si on ne veut point suppleer à ce défaut en y établissant des Prêtres seculiers, conformément au reglement du Concile d'Alby ; s'il est dangereux de laisser un Titulaire seul dans un Benefice simple, quoi que cela soit permis aux Chanoines Reguliers, & qu'ils usent tous les jours de ce droit à l'égard des Prieurés - Cures où ils demeurent presque toujours seuls ; si n'ayant à donner aux Benefices aucuns Titulaires, ni seuls, ni accompagnez, on retient cependant ces Benefices ; on devroit au moins les regarder toujours comme des Titres Ecclesiastiques, & accorder au Titulaire un genre de résidence tres-pratiquable, qui

empêcheroit bien des abus, ce feroit de laisser un Religieux Titulaire dans la Communauté la plus proche de son Benefice , afin qu'il fût à portée d'y aller de temps en temps pour satisfaire à ses obligations.

Voilà les devoirs que les Canons imposent aux Titulaires. Ils obligent les Reguliers comme les autres, & il n'y a point d'apparence que l'Eglise leur accorde des Benefices sans charges, pendant qu'elle ne les donne aux seculiers que sous des conditions tres-severes ; les Benefices par eux-mêmes obligeant au travail, & n'étant point établis pour des gens oisifs & inutiles, ainsi que s'exprime un Concile de Bourges : *Cum Beneficium Ecclesiasticum non otiosus, sed officium suum exequentibus sit constitutum, & propter officium detur Beneficium.* [Concil. Bituric. an. 1584. tit. 36. de Beneficiis, Can. 1.]

Or, dans la pratique qui est en usage parmi quelques Congregations Religieuses, un Titulaire peut-il s'acquitter de ces devoirs ? Lorsqu'on lui ôte la connoissance de ce qui est porté par la fondation & par les baux ; lorsqu'on fait tout ce qu'on peut pour l'empêcher de sçavoir qu'il a un Benefice ; lorsqu'on le tient relegué à cent lieues de son Titre ; lorsqu'on établit comme une loi inviolable, & dont la transgression est punie par les peines les plus rigoureuses, qu'un Religieux Titulaire ne pourra se mêler en rien, de ce qui regarde son Benefice, & qu'il en est déchargé devant Dieu, & devant les hommes ; est-il en état d'acquitter les Messes ou autres Prières dont le Benefice est chargé, d'entretenir & orner l'Eglise, de dispenser avec prudence les revenus, & donner aux pauvres la part qui leur appartient ?

CHAPITRE QUATRIÈME.

C'est agir contre l'intention & l'intérêt des Fondateurs, & éteindre réellement tous les Titres.

LES Fondateurs en bâttissant des Eglises & en les dottant de leurs biens, ont eu intention que ce fussent ces Eglises où l'on offrît à Dieu le Saint Sacrifice, & où l'on fit d'autres Prières pour eux & leurs parens; que ce fussent ces Eglises dont l'on nourrit les Clercs & les pauvres; que ce fussent ces Eglises en un mot qui profitassent des revenus qu'ils laissoient. S'ils n'avoient pas eu cette volonté, & s'ils avoient été d'avis que leurs biens fussent employez au profit des Communautéz voisines, ils se seroient contentez de faire des fondations dans ces Maisons Religieuses déjà éta-

blies, & n'auroient pas fait la dépense inutile d'édifier des Eglises & des Chapelles séparées, ni d'y attacher & fonder des Titres particuliers. S'ils avoient approuvé que les Communautés se chargeassent de l'administration des revenus, & de l'acquit de toutes les Charges, sans qu'il y eût aucun particulier déterminé pour prendre ce soin, ils n'auroient point pris de précautions pour regler quel seroit le Présentateur, le Collateur, & le Titulaire, ni pour marquer les obligations de ce dernier; & sans faire ni donner occasion de faire dans la suite tant de dépenses, sans prendre tous ces détours, & fournir matière à des disputes, à des procez, à des Simonies, à des Confidences, & autres désordres qui arrivent au sujet des Titres & des Bénéfices, ils auroient mieux fait, & pris le plus court, de dire qu'ils laissoient leurs biens aux Religieux de telle

Communauté, pour dire des Messes chez eux , & faire d'autres bonnes œuvres semblables.

Mais les personnes pieuses qui ont fondé les Benefices ont eu des vues bien différentes. Elles n'ont pas jugé à propos d'enrichir de leurs biens des Communautés qui étoient déjà suffisamment rentées : Elles ont voulu étendre le culte de Dieu , multiplier ceux qui le servent , & augmenter le nombre des lieux Saints où on l'honore. C'est pour cela qu'aux Eglises déjà établies elles en ont ajouté d'autres , & leur ont fixé pour Ministre , Oeconome , & Protecteur , un Titulaire qui seroit obligé d'en prendre les intérêts , aussi-bien que ceux des Fondateurs.

Nous avons une belle formule de ces fondations dans les Capitulaires de Charlemagne , où l'on voit l'intention des Fondateurs par rapport à l'Eglise particuliere à laquelle ils donnent leurs biens avec

206 *Deffense de l'Edit du Roy*
 défenſe de l'appliquer ailleurs : *Offe-*
ro Deo atque dedico omnes res qua
hac in chartulâ tenentur inserta , pro
remissione peccatorum meorum , ac
parentum & filiorum , ad servien-
dum ex his Deo in sacrificiis , Missa-
rumque solemnibus , orationibus , lu-
minariis , pauperum ac Clericorum ali-
monis , & cæteris divinis cultibus ,
atque illius Ecclesiæ utilitatibus. Si
quis autem eas inde , quod fieri nulla-
tenus credo , abstulerit , sub pænâ sa-
exilegii ex hoc Domino Deo , cui eas
offero atque dedico , districtissimas red-
dat rationes. [Inter Selecta Caroli.
Magni Capitula Ecclesiastica , tom. 7
Concil. Labbæi , ad an. 801. tit. 2.
capit. 1.]

• C'est en entrant dans cet esprit
 des Fondateurs qu'un Concile de
 Paris défend aux Supérieurs des
 Communautés Religieuses d'appli-
 quer à leurs Maisons les revenus des
 Prieurez & Benefices qui doivent
 avoir des Prieurs ou Administra-

teurs particuliers : *Prohibentes etiam Prælati Regularibus ne Prioratus Ecclesias, administrationes, aut Beneficia ad eorum dispositionem spectantia, quæ non sunt de mensâ suâ, sed speciales Priores, Administratores, seu Rectores consueverunt habere, applicent mensis suis.* [Conc. Paris. an. 1346. capitulo 11.]

Il faut donc, si l'on veut répondre à l'intention des Fondateurs, laisser aux Benefices les revenus & les Titulaires que les Fondateurs ont marqué. Quels que soient les Titulaires séculiers ou réguliers, ils sont responsables envers les Fondateurs de la conservation & de l'entretien de l'Eglise qu'ils ont dotée de leurs biens, & dont ils les ont établis les Gardiens & les Défenseurs, de l'acquit des Messes & autres Prières qu'ils ont exigées, des aumônes qu'ils ont espérées, & généralement de tous les devoirs qu'ils ont prescrits. Les Com-

munautez Religieuses ne peuvent point frustrer les Fondateurs de leur attente. Si elles ne croient pas que leurs Religieux puissent être chargés de ces obligations essentielles aux Beneficiers, elles ne doivent pas souffrir qu'ils prennent jamais aucun Benefice; mais dès qu'elles les en ont fait pourvoir elles-mêmes, elles doivent leur laisser la liberté de remplir des devoirs qu'elles leur ont fait contracter, & dont elles n'ont pas le pouvoir de leur accorder la dispense. Puisqu'elles jugent que leurs Religieux qui sont Titulaires peuvent bien donner des Procurations utiles au Monastere qui ne manque pas à les demander, & qu'ils ont seuls ce droit sans déroger à leurs vœux de pauvreté & d'obéissance; elles doivent juger pareillement qu'ils peuvent, sans aller contre ces mêmes vœux, s'acquitter des autres obligations avantageuses aux Fondateurs, à l'Eglise, & aux pauvres.

C'est parce qu'on n'observe point cet Ordre si necessaire, que les fondations manquent quelquefois d'être acquittées. Un Titulaire qui seroit à portée de veiller sur son Benefice, & auquel on en donneroit toutes les facilitez, n'ayant rien qui l'en detournât, & s'en voyant chargé devant Dieu, examineroit ses obligations, & travailleroit à y satisfaire. Mais un Procureur de maison, qui a mille affaires d'ailleurs, & qui change souvent de demeure, n'a pas le temps de s'informer du detail des devoirs portez par la fondation; ou bien il manque de zele, & ne cherche que le profit de sa Communauté, il se contente de recueillir les revenus des Benefices, & neglige le reste. Ce qui est cause qu'on ne dit pas toujours autant de Messes que les Fondateurs en ont exigé, & qu'on manque à acquitter d'autres charges. On en a vu un exem-

210 *Deffense de l'Edit du Roy,*
ple tout recemment, par rapport à
un Prieuré simple, dont la fonda-
tion marque trois Messes par semai-
ne, & où cependant on n'en a jus-
qu'à present acquitté que deux,
comme il paroît par la *declaration
que la Communauté voisine en a
faite le 10. Mai 1720. au Greffe de
l'Officialité, du Diocèse du Mans,
dans lequel ce Benefice est situé.
(C'est le Prieuré de sainte Anne de
Fessard à cinq lieues du Mans, de-
pendant de la Communauté de
Château l'Hermitage, Congrega-
tion de sainte Genevieve.)

Le Concile de Rouen, tenu
l'an 1335, se plaint que les Titu-
laires qui ne veillent point sur les
Benefices simples, sont cause que
l'intention des Fondateurs n'est
point exécutée, & detournent les
Fideles de faire de semblables fon-
dations à l'avenir : *presenti quo-
que Concilio reprobaturum est, quod
si qui instituantur in Capellanis per-*

petuis fundatis per testatores & alios Christi fideles , plerumque in illis non deserviunt nec faciunt deservire, atque preceptis & frequenter in malis usibus consumptis fructibus & proventibus eorumdem libros & ornamenta distrahunt & consumunt illos , & eorum domos pro derelictis dimitunt. Ex quibus inter cetera illa sequuntur inconvenientia quod & eorum fundatores suo fraudantur desiderio , & alii Christi fideles à fundatione consimiliter retrahuntur. Et ideo statuit præsens Concilium quod locorum Ordinarii & alii ad quos pertinebit ad corrigendum hac & similia diligenter intendant. (Concil. Rotomag. an 1335. Capit. 4.

Il arrive un autre inconvenient , c'est qu'on abolit réellement tous les Titres en en conservant les noms. Car qui sera le Titulaire d'un Benefice ? Un Religieux particulier ! Mais on pretend qu'il n'a ni droit sur les revenus , ni aucun devoir à

remplir, ce qui est necessaire pour faire un Titulaire. La Communauté? Mais elle n'a point de provisions, & n'est pas capable d'en avoir. Il n'y aura donc plus de Titulaire existant, ou ce ne sera qu'un cadavre divisé, dont la tête sans vie sera jettée d'un côté, & tous les membres portez d'un autre. Voila quels Titulaires se font les Communautés, qui separent le Titre dans les revenus & dans les charges.

• Et pour conclure, on ôte la difference qu'il y a, & que l'Eglise met entre les Benefices dont les titres subsistent, & ceux dont les titres sont éteints, & dont les revenus sont reünis aux Communautés par les Bulles des Papes, & les Lettres patentes des Rois. Ces derniers, comme tout le monde le sçait, en vertu de la reünion, deviennent une portion de la Manse commune, sans qu'aucun Particulier puisse s'ingerer d'en prendre connois-

sance; les autres au contraire sont un objet à part, & demandent d'être regis par un Titulaire déterminé auquel seul ils appartiennent. Cette difference n'est plus qu'imaginaire dans la pratique que nous refutons ici. Par une réunion de fait, qui procure aux Communautés les mêmes avantages qu'une réunion de droit, sans avoir recours ni au Pape ni au Roi, on applique au profit des Maisons Religieuses les revenus de tous les Benefices reguliers; & pour lever les obstacles que l'on auroit à craindre, on ne fait aucun changement au dehors, on conserve le nom de Titulaire, on prend des provisions, & on observe les autres formalitez ordinaires, qui ne sont plus qu'un jeu propre à amuser le public.

CHAPITRE CINQUIÈME

*C'est combattre ce qu'enseignent les
Theologiens & les Jurisconsultes.*

LEs Auteurs que nous allons citer déclarent expressement, que les Titulaires Reguliers peuvent, & doivent aussi bien que les Seculiers, prendre par eux-mêmes connoissance de leur Benefice, en acquitter les charges, & en administrer les revenus, sans qu'il leur soit libre d'abandonner ces biens à leur Communauté.

Silvius établit ce sentiment comme un principe indubitable; & rapporte pour le confirmer, plusieurs autoritez qu'on ne peut nier être d'un grand poids dans cette matiere, sçavoir celle de Tolet, de Navarre, d'Emmanuel-Sa, de Lessius, de Miranda, & de la Clementine *Quoniam*.

F. François Peiroux, Religieux Carme, premier Docteur Regent dans le Grand Couvent des Carmes de Paris.

FF. de Latenay, Religieux Carme.

P. A. du Fresne Augustin, Professeur en Theologie.

F. de Amicis, Docteur & premier Regent du College des Jacobins de Paris.

Autre approbation de M. Clavel Docteur en Theologie, & Censeur des livres.

„ J'ay souscrit Clavel, tant pour
„ les motifs sus alleguez, que à
„ cause de la residence à laquelle
„ sont specialement obligez les Re-
„ guliers par le Chapitre : *ne in agro*
„ *dominico. & Caterum Prioratus* du
„ Concile general de Vienne : *Ne*
„ *prioratus aut administrationes ex-*
„ *tra Monasteria obtinentes permit-*
„ *tantur in Monasteriis, sed tenean-*
„ *tur in ipsis prioratibus seu admi-*

216 *Deffense de l'Edit du Roy*
concedunt facultatem expendendi
fructus beneficii , loquuntur de Pa-
storalibus qui sunt extra Monaste-
rium.

Voici la reponse qu'il fait.

Respondetur Canonicum Regularem
qui factus est Pastor , posse inconsulto
Prelato ea quæ ex fructibus sui Bene-
ficii accidentalibus sibi obveniunt , in
pios ac honestos usus inter vivos dispo-
nere. Ratio est quia omnis Beneficiarius
Regularis perinde potest de fructibus
sui beneficii disponere , ac secularis de
fructibus sui ; ut post Cardinalem do-
cet Navarrus Comment. 2. de Regu-
lar. editionis Colon. an. 1616. num.
10. asserens id esse firmiter tenendum ;
& num. 10. addens quod quilibet Re-
gularis factus Abbas , Prior , Admi-
nistrator , Commendatarius , Præcep-
tor , & quicumque alius habens ti-
tulum aliquem Canonicum , quocum-
que ille nomine vocetur , potest jure
communi solus disponere fructus bo-
norum illius. Navarrum sequitur
Emmanuel-Sa

*Eumanuel-Sa in Aphorismis etiam
Roma correctis, verbo Religio : item-
que Lessius l. 2. c. 41. dub. 11. num.
93. & Miranda in Manuali Prælat.
tom. 1. q. 28. art. 13. Quibus suf-
fragatur Clementina Quoniam de
vita & honestate Clericorum, §. Sed
& tales. Ubi ponitur differentia inter
Regularem simplicem ut beneficiarium,
quod Regularis beneficiarius absque
facultate Superioris possit immediate
in opera pia impendere, non alter.*

*Neque his obstat ratio in contra-
rium allata. Quoniam textus dicti
§. Sed & tales indefinite loquitur de
Religiosis administrationem habenti-
bus, nec restringit ad Religiosos extra
monasterium commorantes, sicut nec
auctores supra citati, qui generaliter
loquuntur de fructibus beneficii qui
non sunt incorporati monasterio.
1633. 17. Maii (Silvius in resolu-
tionibus variis verbo Religiosus. 1.)*

• Sainte Beuve decide de mê-
me, & entre dans un plus grand

218 *Dessense de l'Edit du Roy*
detail sous ce titre , qui a parfaitement rapport à notre sujet,

„ De quelle maniere doivent
„ être desservis les Benefices depen-
„ dans des Communautéz.

„ Une Communauté a dans sa
„ presentation quelques Benefices
„ qu'on appelle simples. Elle en
„ pourvoit les Particuliers , en sorte
„ que chaque Particulier est Titu-
„ laire , & peut disposer de son Be-
„ nefice selon qu'il lui plaît , s'il
„ n'est retenu par l'obligation que
„ lui imposent ses vœux de pau-
„ vreté & d'obeissance,

„ On demande donc,

„ 1. Si un Particulier avant que
„ de se charger d'un de ces Benefi-
„ ces ne doit pas voir la fondation ,
„ pour connoître à quoi il sera obli-
„ gé ; & en cas qu'elle ne se trouve
„ point , ce qu'il doit faire en cette
„ difficulté.

„ 2. Comment il doit administrer.
„ le revenu , & si après avoir don-
„ né quelque somme à un Prêtre

„ pour acquitter les Messes de Bene-
„ fice il peut laisser le reste à la Com-
„ munauté de laquelle depend le
„ Benefice, sans avoir soin que les
„ pauvres du lieu où il est situé en
„ reçoivent des aumônes. Les rai-
„ sons de douter sont, 1. Que les
„ premiers pauvres sont les Reli-
„ gieux de la Communauté. 2. Que
„ la maison est chargée d'un nom-
„ bre de Religieux, qu'elle ne peut
„ faire subsister sans le secours de
„ ces Benefices. 3. Qu'on fait des
„ aumônes aux pauvres qui se pre-
„ sentent à la maison.

R E P O N S E.

„ 1. Il doit s'informer des obli-
„ gations du Benefice dont il est
„ pourvû pour s'en acquitter en
„ conscience. S'il ne peut en re-
„ couvrir la fondation, il faut qu'il
„ s'informe de ce que ses Predeces-
„ seurs ont fait, pensant y être
„ obligés, soit en voyant les baux

„ precedens , soit en demandant
 „ aux anciens du pays ; & aux Su-
 „ perieurs, ce qu'il est obligé de
 „ faire, .

„ 2. Il ne peut pas laisser le reste
 „ à la Communauté de laquelle de-
 „ pend le Benefice ; mais il peut
 „ bien lui en payer sa pension ; &
 „ il est obligé d'en faire des aumô-
 „ nes sur le lieu même , autant que
 „ le besoin le demandera , & que
 „ les revenus le permettront , n'é-
 „ tant pas assez qu'il les fasse faire à
 „ la porte du Convent, Les Char-
 „ ges acquittées , & les aumônes
 „ faites , s'il reste quelque chose ,
 „ *ceteris paribus* , dans le besoin
 „ le Convent pourra être préféré à
 „ d'autres pauvres , ou à d'autres
 „ œuvres de piété. (Sainte Beu-
 „ ve tom. 3. cas 74. à Paris chez
 „ Desprez in 8°. 1724.)

Pontas s'exprime d'une manière
 qui n'est pas moins forte.

„ Arsenius Religieux d'un Ordre

„ réformé a été pourvû par la Com-
„ munauté du Monastere où il est ,
„ du Prieuré simple de saint Donat,
„ valant 600. ecus de revenu. Il
„ demande si après avoir acquitté
„ les charges portées par la fonda-
„ tion & autres necessaires , il peut
„ en conscience laisser le surplus au
„ Monastere.

R É P O N S E.

„ On ne doit mettre aucune dif-
„ ference entre les Benefices secu-
„ liers & ceux qui sont reguliers ,
„ en ce qui regarde l'obligation où
„ ils sont d'administrer fidelement
„ les biens Ecclesiastiques dont ils
„ jouissent , & d'en acquitter les
„ charges , parceque les saints Ca-
„ nons n'y en mettent aucune , &
„ que ces biens sacrez demeurent
„ toujours en leur même nature
„ par quelques Titulaires qu'ils
„ soient possédez. D'où il s'ensuit
„ qu'Arsenius est tenu, 1. d'em-

„ ployer le revenu de son Benefice
„ à acquitter entierement toutes
i, les charges , soit celles qui sont
„ portées par le titre de la fondation,
„ ou à son defaut par les baux à
„ ferme, ou celles dont il pourra
„ avoir une connoissance certaine
„ par d'autres voies. 2. Qu'il peut
„ en payer sa pension au Monaste.
„ re où il est nourri & entretenu.
„ 3. Qu'il est obligé en conscience
„ d'assister les pauvres du lieu où les
„ biens de son Benefice sont situez,
„ autant que le besoin le demande-
„ ra, & que le reste du revenu le
„ lui pourra permettre. 4. Qu'après
„ cela il pourra secourir le Monas-
„ tere de ce qui lui restera, & le
„ preferer aux autres pauvres qui
„ ne se trouveront pas dans une ne-
„ cessité plus pressante. Comme
„ cette decision semble ne rece-
„ voir aucune difficulté, & qu'elle
„ est fondée sur le grand nombre
„ d'autoritez & de preuves que

„ nous avons rapportées en repon-
„ dant au 13^e. cas & autres suivans,
„ nous ne croyons pas qu'il soit ne-
„ cessaire d'y rien ajouter. (Pontas
dans son Dictionnaire des Cas de
conscience. tom. 1. cas 24. sous ce
titre *Benefices*. Edition de 1715.
in folio.)

Les Docteurs de la Faculté de
Theologie de Paris , viennent de
donner une decision toute sembla-
ble , dans une consultation qui a
été dressée exprès pour la question
presente.

*Consultation des Docteurs en Theo-
logie de Paris.*

„ Il s'est établi un usage dans
„ quelques Congregations Religieu-
„ ses, que plusieurs trouvent permis
„ & louable, & que d'autres croient
„ mauvais & contraire aux Canons.
„ Il y a parmi elles un tres-grand
„ nombre de Benefices simples,
„ dont les revenus ne sont reünis à

„ gregations , la decifion qu'on
„ demande, intereffe infiniment la
„ conſcience des Superieurs & des
„ Particuliers: C'eſt ce qui engage
„ à recourir à l'avis des Docteurs,
„ pour ſçavoir ſi les Titulaires Re-
„ ligieux ſont veritablement de-
„ chargez des devoirs que les Be-
„ nefices impoſent ; & ſi la con-
„ duite que tiennent leurs Supe-
„ rieurs à leur égard eſt Canoni-
„ que.

„ Nous ſouffignez Docteurs de
„ la Faculté de Theologie de Paris ,
„ après avoir examiné le cas qui
„ nous a été propoſé , ſommes d'a-
„ vis que la qualité de Religieux
„ ne diſpenſe pas un Titulaire de
„ prendre par lui-même connoiſ-
„ ſance de ſon Benefice quoique
„ ſimple , ni de veiller à l'acquit-
„ des charges & à l'emploi des re-
„ venus de la maniere preſcrite par
„ les Canons ; l'Eglife n'ayant point
„ admis de ſemblables diſpenſes en

„ fait de Benefices , dont les de-
„ voirs font toujours les mêmes , &
„ ne changent point avec les Ti-
„ tulaires. Nous croyons auffi avec
„ tous les Theologiens qui ont
„ traité de cette matiere , que les
„ revenus des Benefices simples &
„ autres non reünis n'appartien-
„ nent point aux Monasteres ; &
„ que la conduite des Superieurs
„ reguliers telle qu'elle a été expo-
„ sée , soit par rapport aux reve-
„ nus , soit par rapport aux Titu-
„ laires des Benefices simples , bien
„ loin d'être Canonique , est for-
„ mellement opposée aux regles
„ de l'Eglise. Donné à Paris ce
trentieme jour de Mars de l'année
mil sept cent vingt-quatre.

J. Leullier, de la Maison & so-
cieté de Sorbonne , Curé de saint
Louis en l'Isle.

A. Le Moine, Senieur de la Mai-
son & Societé de Sorbonne Grand-
Vicaire de Strasbourg.

B. Chenu , Grand-Maitre de la Maison & Societé de Navarre, Professeur Royal en Theologie.

Tournély, de la Maison & Societé de Sorbonne, Chanoine de la sainte Chapelle, ancien Professeur Royal en Theologie, & Censeur des Livres.

D. La Rue, de la Maison & Societé de Sorbonne, & Censeur des livres.

A. Le Moine, de la Maison & Societé de Sorbonne, Chanoine de saint Benoît & Censeur des livres.

C. Leullier, Grand-Maitre & Curé du College du Cardinal le Moyné, & Censeur des livres.

Regery, Vicaire de saint Benoît, & Censeur des livres.

Robbe, de la Maison & Societé de Sorbonne, Professeur Royal en Theologie, & Grand-Maitre du College Mazarin.

Drouyn, de la Maison & Societé

228 *Deffense de l'Edit du Roy*
de Navarre , Conseiller Clerc au
Parlement.

Pocquelin, de la Maison & So-
cieté de Sorbonne Curé de saint
Sauveur.

Cordelier, de la Maison & So-
cieté de Navarre, Vicaire de saint
Nicolas des Champs.

De Francini, de la Maison & So-
cieté de Navarre.

Guillaume Bernard de Monte-
bise , de la Maison & Societé de
Sorbonne , & Chanoine de Notre
Dame de Paris.

Gerin, Curé de sainte Croix de
la Cité.

L.H. de la Pierre , Ministre du
saint Esprit, & Censeur des livres.

F. de Massac, General des Reli-
gieux Trinitaires.

F. Dacquet, ancien Provincial
des Cordeliers.

F. Affermet, de l'Ordre des Fre-
res Mineurs, ancien Professeur en
Theologie.

F. François Peiroux, Religieux Carme, premier Docteur Regent dans le Grand Couvent des Carmes de Paris.

FF. de Latenay, Religieux Carme.

P. A. du Fresne Augustin, Professeur en Theologie.

F. de Amicis, Docteur & premier Regent du College des Jacobins de Paris.

Autre approbation de M. Clavel Docteur en Theologie, & Censeur des livres.

„ J'ay souscrit Clavel, tant pour
„ les motifs sus alleguez, que à
„ cause de la residence à laquelle
„ sont specialement obligez les Re-
„ guliers par le Chapitre: *ne in agro*
„ *dominico. § Caterum Prioratus* du
„ Concile general de Vienne: *Ne*
„ *prioratus aut administrationes ex-*
„ *tra Monasteria obtinentes permit-*
„ *tantur in Monasteriis, sed tenean-*
„ *tur in ipsis prioratibus seu admi-*

„ *nistrationibus* (quacumque non ob-
 „ *stante consuetudine*) *residere, nisi ex*
 „ *studiorum vel aliâ causâ rationa-*
 „ *bili ad tempus forte, ab hujusmo-*
 „ *di residentiâ excusentur.* Ex Cle-
 „ *mentinarum lib 3^o. Tit. 10. de*
 „ *Statu Monachorum & Canoni-*
 „ *corum Regularium. Cap. 1.*

*Autre consultation du Doyen de la
 Faculté de Theologie de Paris.*

„ Quelques Communautez Re-
 „ ligieuses pretendent que les re-
 „ venus des Benefices Regulariers de
 „ leur dependance, tant à char-
 „ ge d'ames que simples, leur ap-
 „ partiennent, quoiqu'ils soient
 „ erigez en titres. Sur ce principe
 „ elles ordonnent à leurs Prieurs,
 „ Curez de porter au Monastere les
 „ reserves de leur recette. Quant
 „ aux Prieurs des Benefices sim-
 „ ples, elles s'emparent de tous leurs
 „ revenus. donnent le soin d'ac-
 „ quitter les charges à un Procu-

„ reur de Maison , & empêchent
„ les Titulaires de prendre aucune
„ connoissance desdits Benefices.
„ Peut-on en conscience approuver
„ cette doctrine & cette conduite.
„ Le Conseil souffigné est d'a-
„ vis que la Doctrine proposée est
„ une doctrine relâchée ; que la
„ conduite desdites Communautéz
„ est injuste , & que toutes les
„ deux sont contraires aux Canons.
„ A Paris ce premier jour de Mai
„ de l'année 1724.

Chaudiere, Doyen de la Faculté
de Theologie de Paris.

Consultation des Jurisconsultes.

„ Une Communauté Religieuse
„ dont les membres peuvent possè-
„ der des Benefices , s'empare du
„ revenu des Benefices dont les
„ Particuliers ses membres sont Ti-
„ tulaires , & en ôte non seule-
„ ment la disposition mais encore
„ la connoissance aux Titulaires ,

„ en les faisant toujours resider ails
„ leurs , & exigeant d'eux des pro-
„ curations. On demande ce qu'il
„ faut penser d'une telle conduite.

„ Le Conseil souffigné , laissant
„ aux Theologiens à examiner la
„ conduite ci-dessus exposée sur
„ les regles de la Morale Eccle-
„ siastique , est d'avis qu'une telle
„ conduite choque les principes
„ de la Jurisprudence.

„ 1°. En ce qu'elle procure in-
„ directement une union du moins
„ à temps à cette Communauté des
„ Benefices possédez par ses mem-
„ bres , ce qui est absolument re-
„ jetté en France , où toutes les
„ unions personnelles & à temps
„ sont declarées abusives , en ce
„ qu'elles sont des reserves con-
„ damnées par la Pragmatique
„ Sanction , & le Concordat au ti-
„ tre de *Reservationibus sublati* ,
„ comme le prouve M. Guimier sur
„ ce titre §. fin. & Rebuffe in Praxi

tit. de union. Benef. num. 9.

„ 2°. En ce que cette union se
„ fait sans Lettres patentes du Roi,
„ ce qui est defendu en France, &
„ notamment par la Declaration
„ en forme d'Edit du mois de Juin
„ 1671.

„ 3°. En ce qu'une telle condui-
„ te fait illusion aux dispositions de
„ l'Edit du mois de Septembre
„ 1718. & des Declarations ren-
„ dues en consequence, & continue
„ les abus que le Roi a voulu en-
„ pêcher par cet Edit, aussi bien
„ que par celui du mois de Novem-
„ bre 1719.

„ Deliberé à Paris ce 28. Juin
„ 1724.

De SACY Avocat au Conseil,
de l'Académie Française.

Du PERRAY, Avocat au Grand
Conseil.

CAPON, Avocat au Grand-Con-
seil.

BRUNET, Avocat au Parlement.

Cette decifion eft conforme à celle des anciens Jurifconfultes , qui bien loin d'attribuer aux Communautéz la propriété des revenus des Benefices de leur dependance , & d'empêcher les Religieux Titulaires de prendre connoiffance de leur titre , & d'en adminiftrer les biens par eux-mêmes , difent en propres termes qu'ils peuvent fans une permiffion particuliere des Superieurs reguliers du Monaftere, vendre, acheter, affermer, prêter, & emprunter , quoiqu'il ne leur foit pas permis de faire rien de frauduleux pour priver le Monaftere de ce qui pourroit lui revenir après leur mort.

Coquille fur la Coutume du Nivernois chap. 34. des Succelfions , article 21. tient que bien que le Supérieur fuccede aux depouilles ou pecule des Reguliers qui ont l'adminiftration de quelque Benefice par fa volonté & permiffion , nean-

moins ces Religieux peuvent disposer de tel pecule par fermes, ventes, donations, & autres contrats entre vifs, pourvû qu'ils n'aient apparence de mauvais menage, & que ce soit sans fraude. Et il y a eu Arrêt du 7. Mars 1527. rapporté par Papon l. 1. tit. 7. Arrêt. 1 mais non par Testament, vû que nous tenons en France que regulierement les Religieux profès ne peuvent tester, même par dispense du Pape, sinon que la disposition fût suivie de tradition réelle ou actuelle, auquel cas elle seroit bonne & valable, la fraude n'y pouvant être presumée; & en termes de Droit, quand la donation à cause de mort est suivie de tradition réelle & actuelle; elle n'est pas revocable.

C'est l'espece de l'Arrêt donné en l'Audiance de la Grand'Chambre le Jeudi 14. Mars 1587. par lequel le legs fait par Frere Jean Poncet Religieux en l'Abbaye de saint

236 *Deffense de l'Edit du Roy* ,
Pere de Melun Docteur en Theo-
logie de tous ses livres , au profit
de Maître Jean Hervé Curé de St.
Jean en Greve , auquel il les avoit
fait delivrer de son vivant , fut de-
claré bon & valable, & l'Abbé Com-
mendataire de Saint Pere de Me-
lun debouté. Lequel Arrêt est rap-
porté par Charondas sur l'article
136. de la Coutume de Paris , &
par Choppin d. n. 21.

Voyez Brodeau dessus Louet,
lettre R. n. 42.





TROISIEME PARTIE.

*Qui contient les objections
avec les réponses.*

IL n'y a point de veritez , quel-
que constantes & démontrées
qu'elles soient , sur lesquelles les
préjugez & les passions des hom-
mes ne puissent fournir matiere de
contredire & de repliquer , surtout
quand elles sont contraires aux ma-
ximes & aux interêts de Commu-
nautez nombreuses & accreditées.
C'est pourquoy on s'attend bien que
les sentimens qu'on vient d'établir
ne seront pas appuyez du suffrage
de plusieurs Congregations Reli-
gieuses , qui ne souffriront pas vo-
lontiers qu'un simple particulier en-
treprenne de leur montrer leur de-

voir , & qui renonceront encore plus difficilement à des usages dont elles éprouvent tous les jours l'utilité. Elles objecteront le vœu de pauvreté incompatible avec les obligations que nous imposons aux Titulaires ; les inconveniens que cette doctrine feroit naître dans les Monasteres ; l'origine des Benefices dont les revenus, dit-on, apparteñoient autrefois aux Communautés ; les Statuts & Decrets faits par les Societez Religieuses ; enfin les privileges qui leur ont été accordez par les Souverains Pontifes. Nous préviendrons toutes ces objections, auxquelles nous donnerons tout leur jout & toute leur force , & nous y ferons des réponses capables de contenter les esprits raisonnables.



CHAPITRE PREMIER.

*Où l'on repond à l'objection tirée
du vœu de pauvreté,*

UN Religieux par son état fait profession d'une désappropriation parfaite. Par le vœu de pauvreté, il renonce à avoir rien en son pouvoir, comme par celui d'obéissance il passe lui-même au pouvoir d'autrui : le premier lui ôte la disposition de tout ce qui est hors de lui ; & le second lui ôte la disposition de sa propre personne & de toutes ses volonteZ. Il ne sçau- roit disposer de lui-même ni d'aucune chose sans agir contre l'un de ces vœux, & sans se rendre criminel devant Dieu. Comment accorder ce dépouillement total avec la jouissance d'un Benefice simple, & le pouvoir qu'on attribue à un

Religieux Titulaire de prendre par lui-même connoissance de son Titre, d'en administrer les revenus, & acquitter toutes les charges; ou au moins de veiller si ceux qu'il en a chargez satisfont aux obligations que le Benefice impose!

„ Vous osez, & votre Conseil,
dit l'Auteur de l'Eclaircissement,
qui a été rapporté au commen-
cement de la seconde Partie de
„ cet Ouvrage, taxer de Confiden-
„ ce les Loix & Statuts que nous
„ observons sur les Benefices sim-
„ ples. Je vous soutiens & à votre
„ prétendu Conseil, qu'il n'y a que
„ l'ignorance de l'état Regulier &
„ de l'esprit de la vie commune qui
„ puisse vous faire parler de la sorte.
„ Nos Instituteurs, nos Reforma-
„ teurs, nos Legislateurs, & ceux
„ qui nous ont gouvernez jusqu'à
„ present, avoient du moins autant
„ étudié les Saints Canons que Vous
„ & votre prétendu Conseil; ce-
pendant

„ pendant ils nous ont donné pour
„ Loi fondamentale de notre état
„ une désappropriation entière &
„ parfaite; nulle disposition de rien,
„ si ce n'est comme Officier; tout
„ en commun, rien à nous. *Ut in*
„ *rem communem redactum cui ne-*
„ *cessarium fuerit praebeatur.* Voilà
„ les termes de notre Législateur
„ saint Augustin. Tous nos Statuts
„ ne vont qu'à établir cette Loi, &
„ la défendre de tous les peccules
„ colorez..... Si cela n'entre pas
„ dans l'esprit de quelques person-
„ nes, il n'en faut pas être surpris;
„ il n'est pas donné à tout le monde
„ de tout sçavoir. Accoutumez à
„ un autre genre de vie, & à leur
„ bourse & ménage particulier, ils
„ n'entendent rien dans un genre
„ de vie tout différent du leur. Les
„ seculiers ne connoissent que le
„ mien & le tien, & le *Quæ sunt*
„ *Cæsaris Cæsari: Unicuique quod suum*
„ *est*; à moins qu'ils n'aient fait

„une étude plus particuliere de ces
„matieres. Mais les gens qui de
„profession & par état sont versez
„& experimentez dans la vie com-
„mune, comprennent l'importance
„de cette Loi du grand Augustin:
„*Non sit vobis aliquid proprium, sed*
„*sint vobis omnia communia.*

Voilà l'argument le plus fort qu'on nous oppose pour autoriser la maniere dont les Benefices sont administrez dans les Communautéz Religieuses. Mais il est très-facile d'y répondre,

1. Si l'esprit de la vie commune & Religieuse, & les regles que saint Augustin a établies pour cet état ne permettent pas qu'un Religieux jouisse d'un Benefice, en administre les revenus, & en remplisse les autres obligations de la maniere que les saints Canons l'exigent; il s'ensuit seulement que les Benefices ne conviennent point aux Religieux, & nullement qu'ils peuvent

se décharger entierement des soins attachez à un Benefice en conservant le Titre. Car si la profession d'un Religieux a des devoirs essentiels à remplir, la qualité de Beneficier en a aussi qui ne sont pas moins indispensables ; & supposé que les uns fussent incompatibles avec les autres, il vaudroit mieux n'unir jamais l'état de Religieux avec l'état de Beneficier , que de détruire l'un pour accommoder l'autre.

2. Par une raison semblable, les Communautéz se trouveront frustrées des revenus des Benefices. Car lorsqu'on prétend que le vœu de pauvreté, en dessendant au particulier la jouissance de ces revenus, l'accorde à la Communauté, & lui permet de posséder les plus grands biens sans rien faire contre la pauvreté Religieuse ; en sorte que la désappropriation du Cloître plus avantageuse que la propriété

du siecle donne moyen d'être fort riche en commun, pendant qu'on fait profession d'être en particulier très-pauvre : on ne fait pas réflexion que les Benefices, au moins tels qu'ils sont à present établis dans l'Eglise, sont inaliabes avec les Communautéz, puisque ce sont autant de Titres personnels que plusieurs personnes ne peuvent posseder ensemble sans tomber dans le peché de Confidencé.

3. Tout ce que l'on produit sur la désappropriation essentielle à la vie Religieuse, & commandée par saint Augustin & les autres Legislateurs des Religieux, n'a aucun rapport au sujet, & ne prouve rien. En effet, qu'y a-t'il qui soit contraire à la désappropriation ou pauvreté Religieuse, & aux reglemens que saint Augustin & autres ont faits sur ce sujet ? C'est la propriété ou le domaine qu'on a d'un bien dont on est véritablement le maître, dont

on fait l'usage qu'on veut, & de l'emploi duquel on ne doit rendre compte à personne. C'est cette propriété & ce domaine auxquels on renonce par le vœu de pauvreté, & c'est uniquement ce que saint Augustin condamne dans sa Regle par ces paroles : *Non sit vobis aliquid proprium, sed sint vobis omnia communia*. Or je demande si les Benefices Ecclesiastiques donnent à ceux qui en sont pourvus la propriété & le domaine des revenus qui en dépendent; en sorte que les Titulaires en soient les maîtres absolus, & en puissent disposer comme d'un bien qui leur seroit propre.

Les premieres leçons qu'on fait aux jeunes Beneficiers leur apprennent qu'ils ne sont pas les maîtres, mais seulement les œconomes des revenus de leurs Benefices; & qu'ils en rendront compte à Dieu qui leur en a confié l'administration, & à qui seul ils appartiennent : *Non*

246 *Deffense de l'Edit du Roy
sunt res Ecclesia ut propria, sed ut
Dominica, & à Domino commendata
tractanda.* [Concil. Paris. 6. l. 1.
cap. 15. in fine, an. 829.]

Un Concile de Bourdeaux aver-
tit les Beneficiers qu'il leur est étroi-
tement deffendu d'enrichir leurs
parens ou leurs amis [& par la mê-
me raison leurs Communautéz] de
leurs revenus Ecclesiastiques, qui
appartiennent à Dieu ; & que cet
abus a été condamné par les Ca-
nons des Apôtres : *Sciant autem
omnino eis interdictum ne ex rediti-
bus Ecclesia, qui Dei proprii sunt, con-
sanguineos familiaresque suos locuple-
tiores efficiant ; cum Apostolorum Ca-
nonibus id adversetur.* [Concil. Bur-
dig. an. 1583. de Episcopis titulo
16.]

Dans le Canon *Episcopus nec pro-
vocatus*, on lit : *Aliud est sua possi-
dere, aliud est communem procura-
torem esse. Canonici non possident sua,
quia res Deo oblata non sunt alicu-*

jus. Utuntur enim rebus Ecclesiæ, non ut suis, sed tanquam ad dispensandum sibi creditis. [art. 1. causa 14. q. 1. ex Concilio Carthag. 4. an. 398.]

Saint Bernard enseigne que les Ministres de l'Eglise n'ayant que la qualité de Dispensateurs des biens Ecclesiastiques, qui sont ceux des pauvres, ils ne peuvent en prendre que ce qui est nécessaire pour leur nourriture & leur entretien; & que s'ils prennent quelque chose de plus, ils commettent envers les pauvres une cruauté & un sacrilege: *Sane patrimonia sunt pauperum facultates Ecclesiarum; & sacrilega eis crudelitate surripitur, quicquid sibi Ministri & Dispensatores non utique Domini vel possessores ultra victum accipiunt & vestitum.* [In Gaufridi Abbatis declamationibus ex Bernardo, de colloquio Simonis cum Jesu: Ecce nos reliquimus omnia. Tit. 17. Quomodo Clerici redditus expendant.]

S. Jérôme avec beaucoup d'autres Auteurs, va jusqu'à dire que les Clercs sont si peu les maîtres de leurs revenus, qu'ils ne peuvent pas même s'en appliquer la moindre partie, s'ils ont de quoi vivre d'ailleurs: *Quoniam quicquid habent Clerici, pauperum est..... qui bonis parentum & opibus sustentari possunt, si quod pauperum est accipiunt, sacrilegium profecto committunt.* [S. Hier. in Epist. ad Damasum. Refertur in Can. *Quoniam* art. 68. causa 16. q. 1.]

La jouissance des revenus d'un Benefice, telle que l'ont tous les Titulaires, même Seculiers, n'est donc pas, selon la doctrine des Canons & des Saints Peres, une propriété, mais seulement une administration, dont ils rendront compte à Dieu; semblable à peu près à celle dont les Oeconomies rendent compte à leurs maîtres, & les Procureurs de Communau-

tez rendent compte à leurs Supérieurs. Les Beneficiers, non plus que ces Oeconomés & ces Procureurs, ne doivent pas être reputés riches, quelques biens qu'ils ayent en leur gouvernement; ils n'en possèdent aucune partie, ils peuvent dire qu'ils n'ont rien à eux, & qu'ils sont très-veritablement & très-reellement pauvres. D'où l'on peut conclure que leur état n'est pas incompatible avec le vœu de pauvreté & la désappropriation Religieuse. Ainsi il faut convenir que quoiqu'un Religieux par son état ne puisse disposer de rien d'une disposition absolue & independante, il peut néanmoins disposer de bien des choses d'une disposition ministerielle & subordonnée; c'est-à-dire, moins par autorité, que par commission, de la maniere que l'Eglise la lui a confiée.

Cela étant, on ne pourra point tirer avantage de cet axiome: *Quic-*

quid acquirit Monachus, acquirit Monasterio. Puisque , selon les principes qu'on vient de poser, après les Canons & les Peres de l'Eglise, un Religieux qui devient Beneficier n'acquiert rien, & n'est fait maître de rien, mais est seulement établi Dispensateur des biens Ecclesiastiques, sur lesquels il n'a qu'un droit de Commissinaire & d'Oeconome, avec la faculté d'en tirer comme premier pauvre une portion pour sa nourriture & son entretien, comme est celle que tout Religieux a de recevoir des biens de la Communauté ce qui lui est nécessaire pour ses besoins.

Je sçai que quelques Auteurs pretendent que tout Beneficier a le Domaine des revenus de son Benefice, [*Dominic. Soto de Justitiâ & Jure l. 10. q. 4. art. 3. in Conclusionem 3.*] Mais outre qu'ils sont en plus petit nombre que ceux qui tiennent le contraire, [tels qu'Ale-

xandre de Hales 3. part. q. 36. membro 5. art. 2. L'Auteur de la Theologie Morale de Grenoble, dans le Traité des Benefices, beaucoup d'autres Theologiens, &, comme l'avoue Soto, presque tous les Canonistes] outre que leur opinion est la moins sûre & la moins probable, & qu'elle est contraire à la conduite de l'Eglise qui permet aux Religieux d'avoir des Benefices, leur sentiment n'est point favorable aux Communautéz, & prouve trop contr'elles; puisqu'il s'en suivroit qu'un Religieux ne pourroit jamais être pourvu d'un Benefice, sa profession & les loix lui défendant, non-seulement de posséder & de garder, mais même d'acquérir un domaine sur aucune chose, soit en achetant, soit enheritant, soit de quelqu'autre maniere que ce puisse être, dût-il ensuite abandonner son acquisition à la Communauté.

D'ailleurs, quand un Benefice donneroit à un Titulaire seculier la propriété des revenus, parce qu'il est capable comme seculier de posseder quelque chose en propre, il ne produiroit pas le même effet dans un Religieux qui a fait vœu de pauvreté, & en qui la jouissance d'un Benefice ne peut être qu'une simple administration. Ce qui est donné à un Religieux ne passe pas en son pouvoir, parce que son vœu l'empêche de rien posseder; mais il devient le bien propre du lieu auquel le Religieux est attaché: c'est ce qui fait que toutes les pensions qu'il peut avoir de ses parens ou autres, appartiennent à sa Communauté, à laquelle il est attaché comme Religieux, & c'est en ce sens seulement que ce proverbe est vrai: *Quidquid acquirit Monachus acquirit Monasterio*. Or il est certain qu'un Religieux Beneficier, en cette qualité de Beneficier,

est attaché à son Benefice ; c'est son épouse avec laquelle il ne fait qu'un, & qu'il doit aimer, nourrir, & entretenir de son mieux. Ainsi les revenus que sa qualité de Beneficier lui procure, appartiennent réellement à son Benefice, & le Religieux Beneficier n'en peut avoir que l'usage.

4. Ce qui montre encore qu'un Religieux peut regir les revenus d'un Benefice simple, & en acquitter les charges, sans être tiré de son état de désappropriation & d'obéissance : c'est que plusieurs Congregations regulieres ont de leurs Religieux dans des Cures, avec le consentement de leurs Superieurs & l'approbation de l'Eglise. Si l'on ne pouvoit jouir d'un Benefice sans devenir Proprietaire, les Superieurs en envoyant leurs Religieux dans des Cures, consentiroient-ils qu'ils renonçassent ainsi à leurs vœux de pauvreté, & l'E-

glise toujours sage & sainte , autoriseroit-elle un semblable desordre? Y auroit-il sur ce point de la difference entre les Benefices - Cures, & les Benefices simples? Touchant la pauvreté, un Titulaire n'est pas plus maître des revenus d'un Benefice simple, qu'il le seroit d'une Cure; & les Canons prescrivent les mêmes Loix pour les uns comme pour les autres. Touchant l'obeïssance, les Superieurs peuvent tenir dans leur dependance tous leurs Beneficiers, de quelques Benefices qu'ils soient pourvûs. Comme ils ont des Statuts qui défendent à un Religieux de prendre des Benefices-Cures sans leur permission, ils en ont de pareils par rapport aux Benefices simples; & il ne tient qu'à eux de se faire rendre compte de l'administration des revenus de ces derniers, comme ils la font rendre, ou au moins peuvent la faire rendre des revenus des premiers.

5. La conduite même des Communautéz touchant les Benefices simples , prouve la verité que nous soutenons. Elles conviennent qu'un Religieux, sans rien faire contre son état , est capable d'être Titulaire ; que les provisions ne sont que pour lui ; que lui seul peut prendre possession , ou commettre pour cela ; que ce n'est qu'en son nom que les baux peuvent être faits , & les quittances données ; qu'il a seul droit d'envoyer des procurations pour gerer le temporel ; & qu'il n'y a que lui qui ait le pouvoir de permuter , resigner , ou ceder le Benefice. Si un Religieux peut faire tout cela sans se rendre coupable du vice de propriété , pourquoi ne pourra-t-il pas de même acquitter des Messes ou autres prieres, & veiller sur l'emploi qu'on doit faire des revenus , sans pécher contre le vœu de pauvreté qu'il a fait ?

6. Aucun des Auteurs qui ont

traité des Benefices reguliers , ne trouve qu'un Religieux ne puisse s'acquitter par lui-même des devoirs attachez aux Benefices simples sans pécher contre la désappropriation & la pauvreté Religieuse. Tous au contraire enseignent en propres termes qu'il peut administrer les revenus de son Benefice , & faire les aumônes convenables sans en demander la permission à son Supérieur , *inconsulto Prelato* , comme parle Silvius , quand bien même il demeureroit dans la Communauté ; & ils s'appuyent sur ce principe qu'ils regardent comme incontestable , qu'un Beneficier regulier a les mêmes engagements & les mêmes pouvoirs , qu'un Beneficier seculier. *Omnis Beneficiarius regularis perinde potest de fructibus sui Beneficii disponere , ac Secularis de fructibus suis.* (Silvius in Resol. Var. verbo religiosus 1. Navar. Sa, Lessius &c.

CHAPITRE SECOND.

*Où l'on satisfait à l'objection tirée des
inconveniens.*

L'Auteur de l'éclaircissement
raisonne ainsi sur les pretendus
inconveniens qu'il apprehende de
l'administration des Benefices con-
fée aux Titulaires : „ Nous boul-
„ verferions tout si nous suivions
„ vos idées, de laisser chactin maî-
„ tre des dependances de son Ti-
„ tre ; nous serions perdus , & il
„ vaudroit beaucoup mieux re-
„ noncer à tous Benefices , que
„ d'introduire cette disposition par-
„ ticuliere Quand vous dites
„ que nous empêchons un Titulaire
„ de prier pour ses Bienfaïcteurs,
„ voilà de grossieres invectives.
„ Nous voulons , entendons , &
„ prescrivons, que tout ce qui doit
„ se faire se fasse ... Mais nous

„ ôtons ce soin au Titulaire , dont
„ les inquietudes & les dispositions
„ particulieres troubleroient infail-
„ liblement l'ordre & la paix
„ Exemple. L'obligation de faire
„ l'aumône est très-essentielle ; s'en-
„ suit-il pour cela que chaque Par-
„ ticulier d'une Communauté doi-
„ ve s'en inquieter & s'en ingerer !
„ Ce seroit un desordre. Les Offi-
„ ciers en sont chargez de la part
„ de la Communauté. Le Particu-
„ lier y a part sans s'en mêler. S'ils y
„ manquent , la faute en retombe
„ toute entiere sur eux , & le Parti-
„ culier n'en repond point devant
„ Dieu , puisque c'est pour garder
„ l'ordre qu'il ne s'en mêle point ;
„ & qu'il troubleroit cet Ordre s'il
„ s'en mêloit. Ainsi faut-il raison-
„ ner des Benefices simples.

On se reduit donc pour mar-
quer ces inconveniens , à dire que
le soin qu'un Titulaire prendroit
de son Benefice , troubleroit l'or-

dre & la paix de la Communauté, apparemment par les contraventions à la Regle, & par les contestations qu'une telle administration feroit naître. On pourroit ajouter que cela causeroit aussi de la dissipation au Religieux Titulaire, soit qu'il allât résider dans son Benefice, soit qu'il demeurât dans la Communauté.

Il est vrai que si les Religieux Beneficiers s'acquittoient par eux-mêmes des devoirs attachez à leurs Titres, le temporel des Communautés en souffriroit : & c'est peut-être ce qui fait le sujet de la crainte de notre Auteur, qui ne sçauroit penser à cette Doctrine sans en être effrayé, jusqu'à s'imaginer que lui & ses Confreres seroient perdus. Car les revenus des Benefices étant employez par les Titulaires à l'entretien des lieux saints & au soulagement des pauvres, les biens immenses de beaucoup de Maisons

Religieuses , diminueroient de la plus grande partie ; elles ne seroient plus en état de bâtir des Edifices magnifiques , ni de loger la pauvreté dans des Palais ; elles ne pourroient plus s'étendre ni acquérir des possessions sans fin ; elles ne repandroient plus l'or & l'argent pour faire reüssir les affaires les plus desesperées ; elles n'inquieteroient plus par des procès le Curé , le Gentilhomme , & le Bourgeois. Elles ne tiendroient plus ce discours si peu modeste , qu'en fait d'affaires , elles ne craignent personne dans le Royaume , à l'exception seulement du Roi. Elles n'auroient plus dans l'Etat ce relief que donnent le credit & les richesses. Et ce qui acheveroit de tout bouleverser & de tout perdre, c'est que ces maisons bornées à ce qui leur appartient legitimement par leur fondation & leur établissement , bien loin de profiter à l'avenir des reve-

nus d'un nombre infini de Benefices simples , feroient dans l'obligation de restituer ceux qu'elles auroient usurpez par le passé. Voilà les seuls inconveniens qui naîtroient de l'emploi legitime des revenus Ecclesiastiques , & contre lesquels il ne paroît pas que les Canons ordonnent de se precautionner,

Mais y auroit-il quelque danger pour le bon ordre , & la veritable paix des Communautéz ? Un Religieux Titulaire ne pourroit-il allier la pratique de sa Regle , avec les soins qu'il doit à son Benefice ? Et faudroit-il qu'il renonçât aux devoirs de la vie Religieuse , pour satisfaire aux obligations de l'état de Beneficier. L'Eglise connoît sans doute à quoi les Religieux sont tenus par leurs vœux , & ce que les Canons exigent des Titulaires. Elle n'a dispensé ni les uns ni les autres de leurs engagements. Puis donc

qu'elle accorde des Benefices en titre aux Religieux particuliers, elle suppose qu'ils peuvent, & fait voir qu'ils doivent remplir la double obligation qu'ils contractent, avec une égale fidélité, sans que le bon ordre soit renversé.

Les Superieurs mêmes des Congregations & Communautéz Regulieres declarent qu'ils sont dans ce principe, dès-là qu'ils destinent & presentent leurs sujets pour les Benefices. Autrement on pourroit leur reprocher l'un de ces deux défauts, ou d'obliger le Religieux à manquer à ses vœux, ou de contraindre le Titulaire à contrevenir aux Canons.

C'est recourir à une defaite pitoyable de dire : „ Nous voulons , „ entendons , & prescrivons que „ tout ce qui doit se faire se fasse , „ mais nous ôtons ce soin au Titulaire.

Car si ce Titulaire peut s'ac-

quitter de ces fonctions , pourquoi l'en decharger ? Et s'il ne le peut pas , pourquoi les lui imposer en le faisant Titulaire ? Ne tient-il qu'à accumuler sur la tête d'un Religieux plusieurs qualitez incompatibles , lorsqu'elles sont utiles à la Maison , sous pretexte qu'on chargera de tout un Procureur ! & cette conduite porte-t-elle le caractere de la candeur & de la simplicité Religieuse !

Ne s'aviserait-on pas dans la suite d'une alternative , non moins plaisante & aussi permise que la première ? Comme on decharge le Titulaire pour le laisser vivre en Religieux , ne dechargeroit-on pas aussi le Religieux pour le laisser vivre en Titulaire ? Et dans les Communautés où le plus grand nombre des Particuliers sont revêtus de Benefices simples , ne decideroit-on pas un jour dans le Chapitre , à la pluralité , des voix , qu'on établi-

264 *Deffense de l'Edit du Roy*
roit un Procureur qui feroit la regle pour tous, pendant que chacun prendroit soin de son Benefice!

Quel droit a-t-on dans les Societez Religieuses, d'ôter aux Titulaires des soins dont l'Eglise les a chargez? On convient qu'un Procureur peut être commis par les Superieurs pour faire l'aumône au nom de la Communauté; & que les Particuliers ne doivent pas s'ingérer de la faire, parceque l'obligation de faire l'aumône n'est pas imposée à chaque Particulier mais à la Communauté, qui seule a les biens du Monastere en sa disposition. Mais il s'en faut bien qu'on ne doive raisonner de même des Benefices simples, dont les charges n'obligent que ceux qui en sont pourvus. Or ce n'est pas la Communauté en general, mais le Religieux particulier qui est Titulaire. C'est donc lui seul qui doit acquitter les charges, & qui en doit repondre à Dieu

Dieu. S'il ne veille pas sur ses devoirs, il est coupable, à moins que ses Superieurs employant la force, ne le mettent dans l'impossibilité de s'en acquitter. Il doit faire pour y parvenir tout ce qui est en lui ; & si on lui en laisse la liberté, il conciliera sans peine des engagements que l'Eglise elle-même a unis ; il obeira à ses Superieurs reguliers pour ses vœux, il sera soumis aux Canons pour l'administration de son Benefice, & par là mettra l'ordre par tout.

Les dispositions particulieres que le Titulaire fera pour suivre les mouvemens de sa conscience, n'altereront point la paix, & ne causeront aucunes contestations ; parcequ'elles se feront avec l'approbation & par l'autorité des Superieurs, qui soutiendront le Titulaire de tout leur pouvoir dans l'accomplissement de ses devoirs, & prêteront avec une vigueur desinte-

266 *Deffense de l'Edit du Roi*
ressée, leur ministere pour l'exacte
observation des Canons.

Pour la dissipation, il sera de la
pieté du Titulaire de l'éviter, en
veillant beaucoup sur lui-même.
Ce défaut est aussi à craindre aux
Curés, aux Supérieurs, & à tous
ceux qui sont chargez de quelque
emploi, sans qu'il soit permis pour
cela d'en negliger les fonctions. Et
ce Procureur de Communauté,
chargé de tant de soins à la fois,
n'est-il pas dans l'occasion de le
laisser dissiper? Cet homme, dont
on ne trouve point les occupations
incompatibles avec l'état Religieux,
qu'on exempté de l'exercice pres-
que entier de sa Regle en faveur du
temporel, qui travaille pour faire
vivre les autres, pendant que les
autres prient Dieu pour lui, qui ne
va à l'Eglise que les Fêtes & Di-
manches, qui fait valoir grand
nombre de fermes, qui soutient
mille procès, qu'on ne trouve pres-

que jamais dans le Monastere , & qui est presque toujours au barreau, dans les rues, ou par les champs; cet homme d'affaires, dis-je, qui n'a de Religieux que l'habit, est applaudi & censé dans le devoir, parceque ses travaux tournent au profit de la Communauté; & on blâmera un Titulaire, on le regardera comme hors de la voie du salut, lorsqu'il voudra donner ses soins pour le bien de l'Eglise & des Pauvres !

Enfin quand les devoirs sont certains & indispensables , c'est une foible objection à faire que celle des inconveniens , sur tout lorsqu'il est facile de les éviter. Car on trouve des inconveniens par tout ; & dans l'opinion ou plutôt dans l'erreur que nous combattons ici, on rencontre une infinité, non pas seulement d'inconveniens, mais d'abus si considerables, qu'ils ne vont à rien moins qu'au renversement de la discipline de l'Eglise.

CHAPITRE TROISIE' ME.

*Où l'on resout la difficulté tirée de
l'Origine des Benefices, dont les re-
venus appartenoient autrefois aux
Communautez ; & leur sont encore
adjugez, au moins après la mort
des Titulaires,*

L'Objection que nous avons à re-
soudre ici est fort plausible.
Les Benefices Reguliers, dit-on,
ont été autrefois donnez en propre
aux Monasteres par les Evêques &
autres Fondateurs, comme le prin-
cipal fonds de leur dotation. Ainsi
quand ces Communautez s'en at-
tribuent les revenus, elles ne font
que reprendre un bien qui est ori-
ginairement à elles, & dont per-
sonne ne peut prendre connois-
sance que par leur ordre, & selon
leur bon plaisir.

De plus chacun ſçait que la Cotte-morte des Prieurs decedez , appartient de droit aux Communautez Regulieres , & que ce droit leur eſt confirmé & par la Coutume & par les Arrêts. N'eſt-ce pas une preuve qu'elles ſont Proprietaires des revenus de ces Benefices. Car ſ'ils ne leur appartenoient pas , pourquoi leur ſeroient-ils accordez après la mort des Titulaires ?

Faiſons avant que de repondre quelques remarques qui éclairciront & leveront en même temps cette difficulté.

I L'an 502. le Pape Symmaque, en deſendant l'alienation des biens Eccleſiaſtiques , permit d'en détacher une partie en faveur des Monafteres , pourvû que ce ne fût pas à perpetuité. *Poſſeſſiones quas unusquisque Eccleſie proprio dedit aut reliquit arbitrio alienari quibuslibet Titulis atque diſtractionibus, vel ſub*

270 *Deffense de l'Edit du Roi,*
quocumque argumento non patimur,
nisi forte aut Clericis bonorum meri-
torum, aut Monasteriis Religionis
intuitu. [*Can. Possessiones. Art. 61.*
causa 16. q. 1.]

2. Les Evêques en userent ainsi dans la suite pour l'établissement de beaucoup de Monasteres. Car lorsqu'ils voulurent dans le neuvieme siecle retablir la vie commune, ils ne se contenterent pas d'assigner aux Eglises Cathedrales plusieurs fonds même à perpetuité avec les Offrandes & les Dixmes, en leur réunissant des paroisses; mais ils en accorderent autant à differens Monasteres, & continuerent dans les siecles suivans à leur faire de semblables graces: de sorte que c'est aux Papes & aux Evêques que les Religieux doivent ce qu'ils sont. (*Theol. Morale de Grenoble.*)

3. Comme les Maisons & Abbayes des Moines, ont tiré leurs revenus principalement de la reün-

nion de quantité de Chapelles & Oratoires ; les Communautés des Chanoines Reguliers ont été dotées d'un grand nombre d'Eglises Paroissiales ou de Cures. On n'établissoit gueres de Monasteres de Chanoines Reguliers , sans leur donner pour dote plusieurs Paroisses , dont les Evêques dans la suite augmentoient le nombre ; ce qui convient à l'état des Chanoines Reguliers , qui sont par leur institution de la Hierarchie de l'Eglise , comme le reconnoît le Pape Urbain II. lorsqu'il écrit à un Abbé de saint Jean des Vignes de Soissons en ces termes : *Ut propositi vestri Ordinem secundum Beati Augustini regulam commissi tibi fratres tranquille valeant , absque Secularium tumultuum perturbationibus , annuente Domino custodire ; postulationi tuae libenter annuimus , ac presentium litterarum autoritate concedimus ; ut in Parochianis Ecclesiis quæ*

272 *Deffense de l'Edit du Roi ,
ad vestrum Monasterium pertinent ,
Regulares vobis liceat Claustri vestri
Clericos ordinare, qui & Ecclesiis ipsis
religiosè serviant, & adjacentis populi
Parochiam secundum timorem Dei
salvo Episcopi Jure debito sollicitè pro-
curare non negligant* (Urbanus Papa
secundus in Epistola ad Rotgerium
Suessionensem Abbatem, in Appen-
dice Epistolarum Urbani Papæ
2. Epist. 18. tom. 6. parte 2. Con-
ciliorum Harduini sæculo 11.)

Ces Eglises Paroissiales étoient
données aux Abbayes pour la sub-
sistance des Religieux. C'est ce qui
se voit dans plusieurs Chartres an-
ciennes. Voici comment s'exprime
Etienne qui a été fait Evêque de
Paris en 1123. *Noverint universi
& presentes & posteri, quia ego Ste-
phanus Dei gratiâ Parisiensis Episco-
pus quasdam Parochiales Ecclesias in
nostrâ Diœcesi sitas Ecclesia Beati
Victoris ad sustentationem Pauperum
Christi qui Deo inibi serviunt, habere
concessi.* Henri Archevêque de Sens

en 1132. parle de même, en donnant quelques Paroisses à l'Abbaye de saint Jean de cette Ville: *Nos pradicta Ecclesia Beati Joannis religionem & sanctitatem attendentes, ad eorum sustentationem adjicimus & donamus eidem Ecclesia, Ecclesiam videlicet de Sostiaco in honorem sancta Dei Genitricis, Ecclesiam de Carris in honorem sancti Petri Apostoli, Ecclesiam de Nibellâ in honorem sancti Petri Apostoli, &c.* La Communauté étoit Propriétaire des revenus de ces Eglises, qui n'étoient que des obediences confiées à des Religieux particuliers, qu'on ne regardoit que comme des Commissaires.

4. Les obediences, qui sont devenues depuis des Benefices, n'ont pas été seulement les Paroisses & autres Eglises qui avoient été unies aux Monasteres par leur fondation; plusieurs étoient postérieures à leur établissement, & ont été comme fortuitement formées en Chapelles

274 *D'effense de l'Edit du Roi,*
& même en Paroisses, à l'occasion
des Fermes & Dixmés que les Mo-
nafteres avoient en plusieurs lieux.
On y envoyoit des Religieux pour
avoir soin de ces biens. On y a bâti
pour leur commodité des Chapel-
les, afin qu'ils pussent y entendre la
Messe, & faire leurs autres prieres
avec leurs Domestiques & les Co-
lons des lieux. L'utilité que le Pu-
blic en retiroit, y a attiré des Of-
frandes, & a fait que les Seigneurs
y ont attribué des droits, comme
Fiefs, Censives, Champarts, Justi-
ces, & Seigneuries. Les Communau-
tez se sont trouvées par-là engagées
à envoyer regulierement dans ces
Chapelles des Religieux Commis-
sionnaires, qui sont devenus insens-
iblement Prieurs Titulaires. C'est là
sans doute l'origine de beaucoup
de Prierez simples. Mais dans la
suite des temps, le nombre des
Habitans qui venoient s'établir au-
tour de ces Chapelles s'étant accru,

le besoin des Peuples a fait eriger une partie de ces Chapelles en Cures, dont les revenus ont été augmentez par les oblations & les Dixmes. Quoique tous ces biens, ajoutez aux Fermes qui appartenoient aux Communautez, n'eussent pas été donnés pour elles, mais pour les Eglises bâties auprès ces Communautez ne laissoient pas d'en jouir, & les conservoient en obediences.

5. Toutes ces obediences ont changé depuis presque toutes de nature. Elles sont à present erigées en titres. Les deux Puissances, l'Ecclesiastique & la Seculiere, les Papes & les Rois, ont usé de leur pouvoir. Considerant d'un côté l'avantage des Eglises, & voyant de l'autre les Monasteres suffisamment rentez par les biens qu'ils avoient acquis; ils ont ôté à ces Maisons des revenus qui ne leur avoient été donnez que pour leur établisse-

276 *Deffense de l'Edit du Roi* ;
ment , & qui ne leur étoient plus
nécessaires ; on leur a seulement
conservé quelques Droits , comme
celui de tenir en regle lesdites
Eglises , & le pouvoir d'y présenter
ou d'y nommer ; & les revenus de
ces Benefices ont été par là de-
membrez & desunis des Commu-
nantez auxquelles ils avoient aupara-
vant appartenu. Fort peu d'Ab-
bayes se sont maintenues dans leurs
premieres possessions ; comme cel-
le de saint Victor de Paris , dont
les Benefices sont demeurez des
obediencies ; & dont les Beneficiers,
au rapport de Chopin dans sa Po-
lice Sacrée , conservant l'ancienne
coutume , rapportent encore au-
jourd'hui dans la Communauté du
Monastere , tout le Pecule qu'ils
amassent dans les Benefices Regu-
liers de sa dependance. *Prioratum
census in commune referunt ; veteri
more repetito* ; & sont toujours des
Commissiionaires amovibles à la

volonté des anciens de la Chambre, *ad nutum Seniorum de Camera*, sans qu'on ait besoin ni de l'avis ni du consentement de l'Ordinaire, *inconsulto Parisiensi Episcopo, & non requisito ipsius assensu*. Ce qui les distingue des autres Chanoines Reguliers, entr'autres de ceux de la Congregation de sainte Genevieve & de l'Ordre des Prémontrés; qu'on ne peut rappeler des Benefices-Cures sans le consentement des Evêques, ainsi qu'il a été réglé par deux Arrêts du Conseil d'Etat de 1678. & de 1679. auxquels on en peut joindre un du Grand-Conseil de l'année 1694. C'est pourquoy, si on excepte les Benefices dependans de l'Abbaye de saint Victor de Paris, il n'y a presque plus à present de Cures, Prieurez, ou Chapelles, qui n'ayent des Titulaires chargez par leurs Titres, de l'obligation & d'en administrer les revenus, & d'en remplir toutes les autres charges.

6. Beaucoup de Benefices simples Reguliers ont tiré leur origine du partage que les Religieux, las de la vie commune, ont fait entre eux des revenus de leur Communauté. Les Chanoines des Cathedrales ayant voulu avoir leurs Prebendes à part, & les Clercs inférieurs les ayant suivis, les Monasteres ne tarderent pas à en faire autant. On s'accoutuma peu à peu à distinguer les revenus de l'Abbé, ceux du Prieur, du Sacristain, du Cellerier, & des autres Officiers de la maison. Ces portions leur demeurèrent insensiblement attachées: les autres Religieux voulurent aussi avoir leur part, & on leur assigna des Chapelles bâties hors du Monastere, avec les revenus qui en dependoient. Ces différentes distributions de la Manse commune faites par le relâchement, s'autoriserent par l'usage, & n'eurent d'abord pour fondement que

la cupidité des Particuliers , & la tolerance des premiers Pasteurs , qui pendant des temps de trouble , se trouverent hors d'état de remédier à ces abus. Dans la suite ce qui avoit été illicite pour avoir été introduit par la passion & sans une autorité legitime , est devenu permis par l'approbation de l'Eglise qui peut changer sa discipline , & qui a bien voulu , pour des raisons qu'on ne peut blâmer , accorder en titre aux Religieux les places dont ils se trouvoient en possession , en leur deffendant d'un côté la propriété interdite aux Religieux par leurs vœux , & en leur prescrivant d'un autre des devoirs imposez aux Beneficiers par les Canons.

7. Plusieurs Paroisses , & autres Benefices attribuez par les Evêques aux Monasteres , ne leur avoient pas même toujours été donnez en propre. Souvent on ne leur donnoit que la presentation & le patro-

280 *Deffense de l'Edit du Roi,*
nage, avec le droit, au plus, d'y nom-
mer de leurs Religieux; & à l'égard
de ces Benefices, les Canons de-
fendent expressement aux Commu-
nautez Regulieres d'en appliquer
les revenus à leur Manse. L'an
1190. Clement III. s'exprima ainsi
sur ce sujet: *Sicut nobis tua frater-*
nitas intimavit, Monachi quidam &
Canonici Regulares Ecclesias quæ ad
praesentationem eorum pertinent in
tuo Episcopatu habentes propriis usi-
bus deputare nituntur, &c. (In lib.
1. Decretalium Gregorii 9. titulo
10. capitulo 2.) Un Concile de
Paris tenu l'an 1346. defend cet
abus au Chapitre second: *Prohiben-*
tes etiam Prelatis Regularibus ne
Prioratus Ecclesias, administrationes
aut Beneficia ad eorum dispositionem
spectantia, quæ non sunt de Mensa
sua, sed speciales Priores administra-
tores seu Rectores consueverunt ha-
bere, applicent mensis suis. Voila
dans le douzieme & quatorzieme

siècles des Benefices dependans des Communautés Religieuses, dont les revenus n'appartenoient pas à leur Manse, & qui avoient des Prieurs ou Recteurs particuliers, differens des Commissionnaires que les Abbayes deutoient indifferemment dans les Benefices dont les biens étoient à elles.

Lorsque les Superieurs Regulièrs nommoient de leurs Religieux pour administrer ces Eglises dont parle Clement III. & le Concile de Paris, ces Religieux ne portoient pas les revenus desdits Benefices aux Communautés; ils les administroient par eux-mêmes, & ils étoient engagez personnellement à toutes les charges & fonctions attachées à ces Benefices.

Dans les Eglises même qui n'étoient que de simples obediences ou commissions, c'est-à-dire dans celles qui avoient été accordées par les Evêques pour fonder & doter

282 *Deffense de l'Edit du Roi*,
les Communautéz, quoique les
revenus allassent à ces Maisons,
excepté la portion nécessaire à
l'entretien du Religieux obedi-
ciaire, les particuliers destinez à ces
obediencies, étoient obligez de
s'acquitter par eux-mêmes des de-
voirs que les Benefices exigeoient;
& il est inoui qu'après qu'ils avoient
été nommez par l'Abbé ou par le
Chapitre à ces Prieurez, on leur
en otât la connoissance en char-
geant un Procureur, non seulement
du soin de percevoir les revenus,
mais même de celui de faire des-
servir les Eglises.

8. On a vu des Benefices simples
se former de la destruction de plu-
sieurs Monasteres. Ces maisons
ayant été abolies par les guerres
ou autrement, & une partie des
revenus ayant même quelquefois
été usurpée; les personnes qui y
étoient interessées ont negligé ou
n'ont pas été dans le pouvoir de

faire de nouveaux bâtimens. La Communauté a été dispersée & éteinte. Ce qui étoit resté des biens a été recucilli par un Religieux qui en a obtenu le Titre, & en a joui sous le nom de Prieur. Dira-t'on que ces sortes de Prieurez doivent être regardez comme unis aux autres Monasteres qui subsistent, & que les revenus doivent leur être appliquez ! C'est ce qu'on auroit de la peine à prouver. Ces derniers n'y ont aucun droit ; ils ont leurs fonds séparés & differens, dont ils doivent être contens. Les biens de ces Monasteres ruinez ont été consacrez dès leur origine pour être employez sur les lieux mêmes, & y faire honorer Dieu. Dès qu'il n'y a plus de Communauté qui puisse se charger de ce soin, il appartient naturellement & de droit au Titulaire particulier qui en a pris la place, & qui a été légitimement pourvu. Une maison Religieuse

284 *Deffense de l'Edit du Roi,*
ne peut point s'emparer d'elle-même des revenus d'une autre qui est tombée en ruine ; sous le pre-
texte qu'elle est du même Ordre.
Elle le peut encore moins quand
cette dernière a été erigée en Titre
de Prieuré simple. Si l'en veut qu'une
Communauté jouisse de ces re-
venus, il faut en établir une dans
le lieu où ils sont situez , & où
l'ancienne étoit autrefois , après en
avoir obtenu la permission des Puif-
sances qui ont droit de la donner.

Nous trouvons dans un Concile
de Bourdeaux tenu l'an 1624. un
reglement fait pour ces Prieurez
simples provenus des Prieurez Con-
ventuels. Après avoir dit un mot
au commencement du Chapitre
dix-huitième de la multitude pres-
que infinie des Benefices simples
reguliers en ces termes : *Innumera*
penè Beneficiorum simplicium maxi-
mè Regularium multitudo pro conti-
nud divina Majestatis celebrando cultu

antecefforum noſtrorum pietatem & zelum arguit indefeffum, le Concile ajoute au Canon 3. qu'il faut prendre garde s'ils n'ont point été Conventuels dans leur origine, & qu'en ce cas il faut y reſtabliſſer la Communauté : *Precipue inveſtigandum an hujusmodi Prioratus pinguioris redditus ſimplices nuncupati Conventuales exiſtant ; quod vel ex ipſis Eccleſiarum adificationibus & adificiorum formis & figuris , vel ex horum omnium ruderibus facile diſpici poteſt. Si qua eos inter Conventuales annumerari conveniat , curandum ut tot religioſi in eis inſtituantur , quot conſuetudo & proventuum rationes exigere videntur.*

9. Combien de Benefices ſimples, long-temps après l'établiffement des Monafteres, ont été fondez par des Princes, Seigneurs, & Particuliers, qui ont voulu avoir dans leurs terres des Chapelles pour leur utilité & celle de leurs domeſtiques & co-

lons, & qui y ont laissé leurs biens en mourrant pour avoir des prieres tant pour eux que pour leurs parens, & pour faire honorer Dieu dans un plus grand nombre d'endroits. Ces Fondateurs, au lieu de faire la dépence de bâtir ces Chapelles, pouvoient, comme on l'a déjà dit, se contenter de faire des fondations dans les Monasteres, pour y faire prier Dieu pour eux; ils pouvoient se dispenser de prescrire par des actes autentiques, & les personnes qui auroient droit de conferer les Benefices, & les qualitez des Titulaires capables de les posseder. Tout cela étoit assez inutile, s'ils eussent pretendu abandonner les revenus aux Communautéz, sans charger même personne en particulier des devoirs qu'ils prescrivoient. Mais bien loin d'avoir cette vue, s'ils avoient prévu qu'on dût commettre un jour cet abus, ils n'auroient jamais

pensé à fonder ces Benefices. Leur dessein a été de donner leurs biens pour l'entretien de saints Religieux qui seroient attachez à ces Chapelles ou Prieurez; qui édifieroient par leur bonne vie les peuples des lieux, & seroient chargez personnellement & responsables des devoirs marquez par les fondations. On peut voir ce que nous avons dit dans la seconde Partie, au Chapitre troisième, & particulièrement au quatrième, où nous avons rapporté un Decret d'un Concile de Rouen sur ce sujet.

On voit par cet exposé ce qui appartient aux Monasteres, & ce qui ne leur appartient pas. On convient qu'ils peuvent regarder comme à eux les revenus Ecclesiastiques qui sont actuellement partie de leur Manse; comme sont encore les biens de quelques Eglises Parroissiales ou autres en assez petit nombre qui leur sont unies & in-

corporées, Telles ont été pendant un assez long-temps les possessions, dixmes ou fonds dont nous venons de parler dans les nombres 1, 2. & 3. & même dans le quatrième ; si on en excepte les donations qui furent depuis ajoutées aux Chapelles ou Cures situées dans les lieux où les Communautéz avoient leurs fermes. Car si les fondations qui survinrent n'ôterent pas aux Maisons Religieuses ce qu'elles possédoient auparavant dans ces lieux, elles ne furent pas faites néanmoins en leur faveur, mais pour les Eglises qui y étoient bâties. Les Religieux qu'on députoit pour desservir les Eglises appartenantes avec tous leurs biens aux Communautéz, n'étant que de purs Commissionnaires, ne pouvoient prendre des revenus que la part que ces Communautéz vouloient bien leur en laisser pour leur subsistance & leur entretien, comme il se prati-
que

que encore dans quelques Eglises qui sont demeurées unies à des Monasteres. Ce qui est même re-
straint par les Theologiens aux fruits essentiels qui sont le revenu fixe de ces Eglises; le revenu accidentel qu'on appelle casuel devant être en la disposition du Beneficier, comme l'a décidé Sylvius, dont nous avons rapporté le sentiment dans le Chapitre cinquième de la seconde Partie.

Mais si les Communautéz ont eu droit sur les revenus des Eglises qui leur ont été autrefois unies, pendant qu'elles n'étoient que de simples Obediènces, elles l'ont perdu entièrement après qu'elles ont été érigées en Titres, & désunies par une autorité legitime de la Manse conventuelle, comme elles le sont à présent presque toutes. C'est ce que nous avons expliqué dans les nombres 5. & 6. & c'est ce qui ne peut souffrir aucune réserve, si ce

n'est à l'égard des Offices Claustraux qui de leur nature paroissent n'avoir point d'autre fin que l'avantage des Monasteres où ils sont. Quant aux Cures & Prieurez simples, les revenus avec toutes les charges ont passé de la Communauté en la personne des Titulaires, qui seuls en ont de droit l'administration, comme en étant chargez au nom & par l'autorité de l'Eglise. Il est arrivé à l'égard des Communautés Religieuses, ce qui s'est passé dans les Communautés ou Chapitres des Eglises Cathedrales & seculieres. Celles-ci avoient d'abord en leur disposition tous les revenus des Paroisses & autres Eglises qui leur étoient incorporées; & elles les faisoient desservir par leurs sujets qui les tenoient en commission. Mais après l'érection de ces Cures & autres Benefices en Titres, les Chapitres n'ont plus eu le même pouvoir, & la jouissance du revenu

a été transférée aux Titulaires.

Enfin , ce qui est bien remarquable , jamais les Monasteres n'ont pu s'attribuer avec justice les revenus des Benefices dont il est fait mention dans les nombres 7. 8. & 9. de ce Chapitre , de ces Paroisses & autres Eglises qui dans aucun temps n'ont été réunies à leur Manse des Prieurez simples formez de la destruction des Conventuels, & d'une multitude presque infinie de Chapelles fondées long-temps après l'établissement des Monasteres, par des Seigneurs & des Particuliers. Cela fait voir combien grand est le mécompte des Communautés qui ne craignent pas d'avancer qu'elles ont indistinctement la propriété & le Domaine de tous les Benefices Reguliers , & sur-tout des Prieurez simples.

Pour ce qui est de la Cotte-morte des Beneficiers Reguliers , on n'entreprend point ici d'exami-

ner si elle appartient aux Communautéz Religieuses ; il seroit d'autant plus difficile d'en porter un jugement certain, que les Theologiens & les Jurisconsultes ne sont point d'accord sur ce point, & qu'on juge differemment dans les Cours Souveraines. Si nous nous déclarions en faveur des Communautéz nous n'apporterions point pour preuve la propriété qu'elles auroient des revenus des Benefices, & nous ne ferions point ce raisonnement : Les biens des Cures & des Prieurez simples appartiennent aux Monasteres, même, pendant la vie des Titulaires. Donc ils doivent leur être accordez au moins après leur mort. Car si leur droit n'avoit point d'autre fondement, nous serions obligez, conformément aux principes que nous avons établis & prouvez, de conclure tout autrement, & de dire : Les Communautéz n'ont aucun droit sur les reve-

aus des Benefices: Donc elles ne peuvent point se les appliquer après la mort des Beneficiers; d'autant plus que quand les Titulaires sont morts, les revenus courans des Benefices pendant la vacance sont toujours donnez aux desservans, & point aux Monasteres, qui n'ont pas coutume de demander autre chose que les effets du défunt.

Nous aimerions mieux dire que quoique les Titulaires ayent seuls de droit la disposition entiere de tous leurs revenus, l'Eglise pourroit à leur mort permettre aux Communautéz de recueillir ce qu'ils auroient laissé, comme une marque de la dépendance des Benefices à leur égard, & comme une espeece de reconnoissance ou recompense du soin qu'elles ont de former & donner les Titulaires qui les desservent.

On ne pourroit qu'approuver & louer cette œconomie & indulgen-

ce de l'Eglise en faveur des Monasteres, qui de leur côté devroient user de cette grace avec discretion, & sans tomber dans les défauts condamnés par les Canons; c'est-à-dire, qui devroient laisser au moins une partie des biens du défunt, pour contribuer aux réparations de l'Eglise & du Prieuré. Car si ce Titulaire a négligé pendant sa vie de s'acquitter de ce devoir, & a amassé des sommes d'argent considerables, quelle justice y auroit-il d'abandonner tout cet argent au Monastere, pour surcharger ensuite les Seigneurs Decimateurs & tous les habitans d'une Paroisse, en les obligeant à faire seuls des reparations tres-onereuses, dont souvent le Prieur défunt avoit dû faire une partie par l'emploi des sommes dont la Communauté après sa mort veut entierement profiter! Ces Seigneurs Decimateurs & ces habitans n'auroient-ils pas alors un veritable su-

jet de se plaindre, & de pretendre que puisque le Beneficier decede leur a laisse ces reparations à faire, on doit aussi leur adjuger un bien qui auroit dû y être employé! Ils diroient que puisqu'un Religieux ne peut point tester, ni avoir d'heritier, ce qu'il laisse en mourant doit appartenir au lieu auquel les revenus du Benefice sont unis; que c'est pour cette raison que les biens de beaucoup de Benefices à la mort des Obedientiaries étoient autrefois attribuez aux Monasteres, parce qu'un grand nombre de Cures & de Prieurez leur étoient incorporez; que les Obediencies étant à présent changées en Titres, les biens des Benefices sont desunis des Monasteres, & attachez aux Eglises de ces Benefices, comme le sont à d'autres Eglises les revenus d'un nombre considerable de Benefices qui n'ont jamais été incorporez aux Monasteres: qu'ainsi les Titulaires

dépositaires de ces biens étant morts, les Eglises qu'ils ont desservies doivent seules en profiter; que si malgré une disposition si juste les Communautéz succèdent aux Titulaires, elles devroient au moins restituer aux Eglises ce qui leur étoit dû, & leur est dû encore sur les biens du défunt pour leur retablissement & leur décoration.

Un autre abus qui seroit à éviter, est celui que commettent les Communautéz, qui dépouillent tellement les Prieurez à la mort des Titulaires, qu'elles ne laissent au successeur, ni provisions pour vivre, au moins jusqu'à la prochaine récolte, ni les meubles les plus nécessaires. Conduite trop intéressée de la part de ces Maisons, dure à l'égard des Religieux qu'on met hors des Communautéz sans le moindre secours, pour aller dans des Benefices, comme des oiseaux que l'on fait sortir du nid sans plumes, & expressément

reproüvée par les Decrets de plusieurs Conciles, dont les uns, comme le Concile tenu à Château Gontier en 1268. au Chapitre 4. & celui de Bourges de l'année 1286. au Chapitre 26. ordonnent que les Abbez & Prieurs Conventuels coupables de ce désordre soient punis selon la prudence de l'Evêque ; d'autres comme le Concile de Rennes l'an 1273. Chapitre 3. & celui de Saumur l'an 1276. titre 9. les déclarent suspens *ipso facto*, & veulent qu'on les dénonce publiquement tels, & qu'on les poursuive jusqu'à ce qu'ils aient fait une pleine satisfaction ; quelques-uns comme le Concile de Poitiers l'an 1284. Chapitre 5. portent contr'eux la sentence d'excommunication encourue par le seul fait. [Tom. 2, des Conciles du Pere Labbe.]

Mais sans rien dire davantage sur le droit que les Communautéz pretendent sur la Cotte morte de leurs

Religieux Beneficiers , ni sur les abus qu'elles en peuvent faire , venons à l'argument qu'elles en tirent, pour montrer qu'elles ont la propriété des revenus de tous les Benefices reguliers. Elles raisonnent ainsi. Les revenus des Benefices nous appartiennent après la mort des Titulaires. Donc nous en avons dès auparavant la propriété. Cette consequence certainement ne suit point de son principe. On succede tous les jours après la mort d'une personne à ses biens , quoi qu'on n'y eût aucun droit pendant sa vie. Les heritiers même les plus naturels & les plus legitimes ne sont point les maîtres des biens , qui doivent leur tomber en partage , tant qu'ils sont entre les mains de celui de qui ils les esperent ; parce qu'il faut distinguer entre la propriété d'un bien , & le droit d'en heriter. Ainsi l'Eglise pourroit accorder aux Monasteres le privilege

de recueillir la succession d'un Titulaire, sans qu'il fût vrai pour cela que les reyenus de son Benefice leur appartenissent avant sa mort. Les Jurisconsultes même & les Tribunaux qui adjugent la Cotte morte aux Communautés, se fondent sur cette distinction, & comparent les Beneficiers reguliers aux affranchis qui vivent en personnes libres & meurent en esclaves, c'est-à-dire, qui ont seuls pendant leur vie la disposition entière de leur bien, mais qui à leur mort sont obligez de le laisser à leurs anciens maîtres. *Vivunt ut liberi, moriuntur ut servi.*

Et pour prouver cette vérité par un exemple qui revient parfaitement à notre sujet, après que les Eglises Cathedrales ont cessé de posséder en commun leurs biens, & les ont partagez en Prebendes & autres Benefices, laissant à chacun des Chanoines son revenu à part, & abandonnant à differens

Particuliers les Eglises Paroissiales & autres qui avoient été autrefois incorporées & unies aux Chapitres. Après cette defunion des Prebendes & des Cures de la Masse commune, & leur érection en Titres, ceux qui en ont été pourvus ont été constamment les seuls Possesseurs des revenus qui y sont demeurez attachez, & les Eglises Cathedrales n'y ont plus rien pretendu. Elles heritoient cependant de la depouille de ces Titulaires, quoique depuis le quatorzieme siecle, elle ait été accordée aux Parens. On peut donc pretendre à la Cotte morte du Beneficier, sans avoir la propriété des revenus du Benefice; & les Communautéz Regulières n'ont pas plus de privilege à l'égard des Benefices de leur dependance, que les Chapitres seculiers en avoient dans le temps dont nous avons parlé par rapport aux Eglises qui étoient dans la leur.

CHAPITRE QUATRIEME.

*Où l'on refute les consequences que les
Communautez & Congregations
Religieuses tirent de leurs Statuts
& de leurs Decrets.*

LEs Regles observées chez les Religieux au sujet des Benefices , peuvent se reduire à deux Chefs.

Le premier regarde les Beneficiers mêmes.

Le second a rapport aux Benefices & à leurs revenus.

Touchant les Beneficiers , plusieurs Congregations & Communautez très-celebres , ont un grand nombre de beaux Reglemens , qui prescrivent aux Religieux la maniere dont ils doivent entrer dans les Benefices & en sortir ; & la conduite qu'ils sont obligez de tenir tant qu'ils

302 *Deffense de l'Edit du Roi*
font Beneficiers , pour conserver
l'esprit & l'observance de l'état Re-
ligieux.

On leur declare qu'ils ne peu-
vent recevoir aucun Benefice que
du consentement de leurs Super-
rieurs.

Chez les Benedictins de la Con-
gregation de saint Maur , on fait
prêter serment aux Religieux avant
la Profession , qu'ils ne se procure-
ront aucun Benefice ni directe-
ment ni indirectement sans la vo-
lonté des Superieurs.

Les Chanoines Reguliers de la
Congregation de Latran , font
même un vœu solennel de n'ac-
cepter aucun Benefice sans l'agré-
ment du Superieur Regulier. Et
voici la Formule qu'ils pronon-
cent dans la Ceremonie de leur
Profession. *Ego N. voveo, profiteor,
& promitto, quod numquam absque
licentia Capituli generalis, vel ejus
auctoritate fungentis aliquod cum Cu-*

*râ vel sine Curâ Beneficium accepta-
bo, intus vel extra Ordinem nostrum.*

La Congregation de Sainte Genevieve en fait faire un vœu simple à tous ses Religieux après leur Profession; & son Statut, de ne prendre aucun Benefice sans la permission des Superieurs, a été confirmé par un Bref d'Innocent XI. du 15. Mai 1680. & l'avoit été en 1679. par un Arrêt du Conseil d'Etat, qui declare vacans les Benefices de ceux qui auront été faits Curez sans avoir obtenu ce consentement.

On ordonne ensuite aux Beneficiers d'être prêts à quitter leurs Benefices, dès qu'ils en auront reçu l'ordre de leurs Superieurs Reguliers.

Cette revocabilité des Beneficiers est par tout recommandée comme un point essentiel, & est en effet très-louable, pourvu que les Superieurs en usent avec prudence, c'est-à-dire pour des causes

legitimes ; ainsi qu'il est marqué dans un Concile de Cambrai , tenu l'an 1586. au titre 20. de *Regularibus*, Chapitre 5. en ces termes :

Quamvis Religiosi qui à suis Prælatibus destinantur ad Pastoratus administrandos ob id non eximantur ab obedientia eorundem Prælatorum ; tamen quia & Episcoporum à quibus dicti Religiosi curam animarum accipiunt , & Parochianorum interest, ut non temere & sine causa revocentur , decreto primi Concilii Cameracensis capite 6. de Ministeriis Ecclesiasticis inherens hæc Sinodus statuit & decernit , ut non nisi ex causa legitimâ , quam ipse Prælatus Episcopo exponere debeat , ad Monasteria possint revocari. (Concil. du P. Hardouin.

Ce droit de revoquer les Curez est commun à toutes les différentes Communautéz & Congrégations des Chanoines Reguliers ; & dans quelques-unes on fait pré-

ter serment aux Religieux qui s'y soumettront.

Dans la Congregation de Vin-
desem au Diocese d'Utrecht, avant
que d'establi des Religieux Curez,
on les fait jurer en presence d'un
Notaire & de Temoins, qu'ils quit-
teront leur Cure quand il plaira à
leurs Superieurs; & ils doivent ve-
nir tous les ans à l'Abbaye pour
demander dans le Chapitre à être
rappellez.

Dans l'Ordre de Premontré,
avant qu'un Religieux reçoive un
Benefice, on lui fait promettre
par serment de retourner dans le
Cloître au premier ordre du Supe-
rieur; & dans la Congregation de
Sainte Genevieve, on fait faire un
vœu simple aux Religieux imme-
diatement après leur Profession, de
se demettre des Benefices dont ils
pouront être pourvûs, quels qu'ils
soient, aussi-tôt qu'ils en recevront
le Commandement du Superieur

General , quand même il ne leur marqueroit pas les causes de la revocation : *Etiam non dictis Causis*. Ce qui met sur ce point une différence considerable entre ladite Congregation , & l'Ordre de Premontré , dans lequel on ne peut user du Droit de revocation , que pour des Causes declarées au sujet revoqué , qui ne peuvent être que de deux sortes ; ou une faute que le Beneficier auroit commise , ou le besoin qu'on auroit de lui pour un autre emploi qui lui feroit honneur en même temps qu'il le rendroit plus utile à son Ordre.

La Congregation de Sainte Genevieve avoit tenté d'obtenir du Pape , que ce vœu simple fût changé en vœu solennel , mais elle n'a pû y réussir. Cela n'empêche pas que le pouvoir de rappeler ses Beneficiers sans leur en dire la raison , *non dictis causis* , ne lui ait été confirmé par le Bref d'Innocent

XI. qui declare vacans & impec-
trables les Benefices de ceux qui
ne voudront pas s'y soumettre ;
& n'ait été autorisé par l'Arrêt du
Conseil d'Etat rendu en 1679.
Cet Arrêt cependant y apporte un
temperament , & ordonne que
toute revocation sera nulle , quand
elle ne sera pas faite du consente-
ment de l'Evêque Diocesain : ce
qui a été réglé aussi pour l'Ordre
de Premontré , sans qu'on ait tou-
ché à l'usage de l'Abbaye de Saint
Victor de Paris , qui jouit encore
du pouvoir de revoquer ses Reli-
gieux Beneficiers , independem-
ment de l'Ordinaire , parceque ses
Benefices ne sont que de simples
commissions.

La maniere de vivre prescrite
aux Beneficiers Reguliers , les met
dans une dependance continuelle
à l'égard de leurs Superieurs ; &
non-seulement les oblige à prati-
quer leur Regle avec exactitude

dans tous les points qui ne sont pas incompatibles avec les fonctions Pastorales, mais les engage étroitement à dépendre des mêmes Supérieurs dans toutes leurs actions, & même dans le gouvernement de leurs Paroisses, & l'administration des revenus.

Ils doivent observer non-seulement la Regle de saint Augustin, mais aussi les Constitutions particulières de leur Institut: *In omnibus Regulam & Constitutiones Ordinis servant.* [Constitutions de saint Jean de Latran.]

Ils doivent garder la matière, la forme, & la couleur de l'habit qu'ils avoient dans le Monastere: *Neque vestibus alterius coloris, aut forma, aut materia utantur, quam premissis per Ordinis Constitutiones.* (ibid.)

Ils doivent observer les jeûnes & les abstinences du Cloître, lorsqu'ils le peuvent, & faire de leur

Presbytère une espece de Monastere : *Jejunia non Ecclesiastica modo, sed etiam Regularia custodiant. Ex domo suâ Monasterium sibi faciant.* (Constit. de saint Jean des Vignes, de saint Victor , & de sainte Genevieve.)

Ils doivent avoir la permission de leur Supérieur, avant que d'entreprendre des voyages : *Extra obedientias suas Priores longius non profisciscantur aut peregrinentur, absque Abbatis petitâ & acceptâ licentiâ.* [Const. de saint Victor.] Ils ne peuvent pas sans nécessité, & une permission particuliere du General, aller voir leurs amis & parens un peu éloignez. *Caveant propinquos atque amicos paululum distantes invisere, nisi accesserit gravis quâdam necessitas, & specialis Præpositi Generalis consensus.* (Const. de sainte Genevieve.) Il est même defendu à quelques-uns d'aller sans permission à deux lieues voir leurs pa-

rens & leurs amis : *Parentes vel amicos duobus milliaribus ab ipsorum residentiâ distantes absque Pralatorum suorum consensu visitare non prasumant.* (Const. de Premontré.)

Ils doivent obtenir une permission par écrit du Visiteur, pour entreprendre un procéz, & faire quelque emploi d'argent un peu considerable. *Id potissimum observent, ut nihil novi aggrediantur, nullam litem moveant, nullamque præter Ordinem in re qualibet expendant pecuniam, sine expressâ, scriptoque traditâ Visitatoris licentiâ.* (Const. de Ste. Genev.)

Ils doivent demander permission, soit pour faire des emprunts : *Caveant Priores ne mutuo accipiant sine licentiâ ultra quadraginta Solidos.* (Const. de Saint Jean des Vignes.) Soit pour vendre & acheter, hors ce qui regarde la provision de leur Maison. *Statuimus ut quicumque nostri Ordinis Canonici convicti*

fuerint emere seu vendere, nisi pro provisione Domorum suarum, si extra Monasteria in Parochiis morentur, Proprietarios reputari.) Const. de Premontre.) soit pour donner à leurs Parens ou Amis : *Beneficiarii bonis sibi concessis ad libitum non utantur, nec ea Parentibus vel Amicis distribuant absque præviâ & speciali Superiorum licentiâ.* (*ibid.*)

Ils doivent même recourir à de semblables permissions pour faire leurs aumônes : *Beneficiarii bonis ex Beneficiis suis provenientius ad libitum non utantur, qui nequidem eleemosynas facere sine Superiorum licentiâ debent,* (dit un Reglement de l'Ordre de Premontre.) *Meminerint ex nostra Congregatione Pastores non quibus, quando, quoties, aut quantum libuerit, eleemosynam facere ; sed ex Superiorum duntaxat Consilio & Consensu,* (disent les Statuts de la Congreg. de Sainte Genev.)

Ils doivent enfin rendre compte tous les ans au Supérieur, dont ils sont obligez de recevoir la visite, non seulement de leurs vie & mœurs, mais particulièrement de l'administration de leur revenu, en faisant voir un état exact de leur mise & de leur recette. C'est ce qui se doit pratiquer dans toutes les Communautés & Congregations des Chanoines Reguliers, dont plusieurs rendent encore ce compte en presence de la Communauté assemblée en Chapitre, au temps de la Fête du Patron de l'Ordre; comme ceux de saint Jean des Vignes & de saint Victor à la Fête de saint Augustin, & les Premontrez à celle de saint Norbert. *Priores semel in anno ad minus Domorum suorum negotia in Capitulo ad festum Beati Augustini coram fratribus declarent.* (Const. de saint Jean des Vignes.) *Reditus Prioratuum sollicitè colligat Prior, ut quoties requisitus*

setus fuerit , rationem de acceptis & expensis reddat non requisitus semel nihilominus in anno reddere curet statuto tempore. Si non reddiderit, puniatur. (Const. de saint Victor.) Singulis annis omnium rerum , quarum habent usum & dispensationem, computum fideliter reddant , & sinceram ac integram earundem descriptionem sive inventarium in quo omnia quoque tam debita quam credita bona fide exprimant [Const. de Premontré.]

On trouve un pareil Reglement conçu en mêmes termes dans les Statuts de la Congregation de Sainte Genevieve.

Touchant les Benefices & leurs revenus , on lit dans les Statuts & Decrets de la plupart des Communautés , Congregations , & Ordres Religieux , que les biens des Prieurez appartiennent à la Maison Religieuse d'où ils dependent. C'est ce qui paroît par les extraits suivans.

Les Constitutions de l'Abbaye de saint Jean des Vignes de Soissons, établies en 1076, font une Loi aux Prieurs & Curez, de payer tous les ans à laditte Abbaye certaines taxes: *Præcepto quod concernit bonum Communitatis, & vitium prohibet proprietatis, injungitur ut illi qui debent huic Ecclesiæ redditus annuos, fideliter & integrè reddant, Secundum consuetudinem laudabilem præcipimus quatenus omnes Priores & Curati antequam de Ecclesiâ exeant, computent, & satisfaciant Officiariis hujus Ecclesiæ, ut tenentur,* Elles decident que les bieu de l'Abbaye & ceux des Benefices, sont des biens communs: *Bona Ecclesiæ & Beneficiorum sunt bona communia*: & elles defendent même aux Beneficiers d'avoir chez eux leurs Parens, parceque ce qu'ils depenseroient pour les nourrir, seroit un bien enlevé à la Communauté: *Præceptum est contra vi-*

tium proprietatis quod nullus teneat parentes suos in Domo suâ sibi commissâ. Nam Parentes ditare de bonis Ecclesie non licet, quia bona Communitatis sunt.

L'Abbaye de saint Victor de Paris fondée en 1113., a un Statut exprès, qui oblige ses Beneficiers à être toujours prêts à remettre entre les mains du Supérieur tout ce qu'ils ont : *Quidquid habent Priores, id ipsum ut sibi non proprium semper ad Abbatis nutum, sint parati resignare.* Et Chopin, mort en 1607. dit que les Prieurs dependans de cette Abbaye rapportent selon l'ancien usage les revenus de leurs Benefices à la Communauté : *Prioratum census in Commune referunt veteri more repetito.*

L'Ordre de Premontré, formé en 1120. a un Reglement fait par un Visiteur de l'Ordre dans le dernier siècle, tout semblable à celui qui a été fait pour l'Abbaye de saint

Jean des Vignes, sur les taxes & pensions que les Beneficiers doivent payer au Monastere : *Beneficiariis census annuos conventui debitos debitè & citò solvant.* On dit dans un autre Reglement du même temps : *Parochi & Beneficarii caveant in acquirendo alterius quàm Communitatis nomine acquirere.* Dans les anciens Statuts, la disposition qu'un Curé feroit des biens de sa Paroisse en faveur des lieux ou personnes qui ne sont pas de sa Communauté, au delà de vingt sols Sterling, est condamnée comme un vol : *Quod si reperti fuerint de bonis Parochiarum suarum, quas tenent vel tenebunt, absque suorum Prælatorum licentiâ ad loca seu personas quæ non sint de Ecclesia unde sunt Canonici, ad valorem viginti solidorum Sterlingorum fraudulenter asportasse, pœna furti puniantur.* On va plus loin. Il est ordonné que les Visiteurs examinent à quoi

montent les revenus des Eglises Paroissiales ; & qu'après avoir assigné aux Prieurs-Curez une portion congrue , ils fassent remettre le reste aux Superieurs Reguliars pour l'usage des Communautéz : *Visitatores nostri Ordinis de quantitate proventuum Ecclesiarum Parochialium diligenter inquirent ; & assignatâ dictis presbyteris Parochialibus congruâ portione secundum loci & patriæ exigentiam , residuum praelatis suis assignent , in Ecclesiarum suarum commodum convertendum* Bien plus , dans les Statuts faits dans un Chapitre general en 1630. , il est ordonné aux Curez dont les Paroisses ne sont pas separées , ou sont près des Monasteres , de rapporter fidelement à la Communauté , non seulement le revenu annuel de leur Cure , mais même le Casuel de chaque jour : *Ex communi Cellario in mensa Conventuali alantur , & ex communi vestiantur , ac omnes*

318 *Deffense de l'Edit du Roi*
tam quotidianos quam annuos pro-
ventus, cum eos receperint, officia-
cialibus ad hoc deputatis quamprimum
tradant, ut in commune redigantur.

La Congregation de sainte Genevieve, qui a été formée presque de nos jours, & etablie par le Cardinal de la Roche-Foucauld l'an 1624. se croit aussi en droit d'appliquer au profit de ses Communautéz les revenus des Benefices, comme des biens qui leur appartiennent: & dans un de ses Statuts, elle veut qu'après que le Visiteur dans le cours de ses visites aura arrêté les comptes de ses Beneficiers-Curez, l'argent qui restera soit employé selon son avis ou aux pauvres de la Paroisse, ou aux besoins de la Communauté. *Postquam vero acceptarum impensarumque rationes approbata ac definita fuerint, residua si qua sint, pecunie judicio Visitatoris, vel egrotis pauperibusque Parochianis erogentur, vel pro neces-*

sitatibus Monasterii, à quo Parochia pendet, prudenter expendantur.

A l'égard des Benefices simples, elle a fait dans le Chapitre general de l'année 1712. un Decret, par lequel elle regle que tous les revenus des Benefices simples, seront confondus avec les autres biens des Communautéz: Voici le Decret: *Pour conserver les Religieux dans la dependance de leurs Superieurs, & pour retenir dans les Communautéz un nombre suffisant de Sujets pour le service de l'Eglise, & les emplois de la Congregation; le Chapitre general defend absolument de recevoir ou posseder aucun Benefice simple, Office claustral, ou dignité sans charge d'ames, & de résider dans lesdits Benefices, sans une permission par écrit du R. Pere General. Et afin d'éviter le vice de propriété incompatible avec l'état Religieux, les revenus desdits Benefices, toutes charges préalablement acquittées, seront administrés*

320 *Deffense de l'Edit du Roi,
comme les autres biens du Monastere.*

Si en traitant des Benefices des Chanoines Reguliers , on parle ici de la Congregation de sainte Genevieve , ce n'est qu'à cause du grand nombre de Benefices de cet Ordre dont elle jouit , sans qu'on pretende pour cela approuver le droit qu'elle s'attribue. Car si l'on remonte à son origine & à son établissement , on verra qu'un des points Fondamentaux de sa reforme est le renoncement aux Benefices. L'article est remarquable , signé du Cardinal de la Roche-Foucauld Instituteur de cette Reforme , aussi bien que des premiers Superieurs , & autorisé de Lettres Patentes du 2. Octobre 1623. *Il est jugé necessaire pour maintenir l'observance & discipline Religieuse en l'Ordre de saint Augustin , que toutes les Cures dependantes des Monasteres dudit Ordre , & affectées aux Religieux d'icelui , seront ci-*

après remises entierement , & conferées aux seuls Prêtres seculiers , en reservant aux Monasteres le droit de Presentation.

Il paroît par cet abandon des Benefices , que cette Congregation nouvelle a été par son Institution distinguée du Clergé , & mise au rang des simples Religieux ou Moines. Il y a plus : Elle même s'est interdit les fonctions les plus communes du Ministère Ecclesiastique , & s'est privée même de l'honneur d'être admise avec les autres Moines au nombre des troupes auxiliaires de l'Eglise , en descendant dans ses nouvelles Constitutions qu'aucun de ses Religieux ne prêche , ou même ne parle de predication : *Neque Conciones ordinarii habeantur* (Præf. Const. Cong. Gall. art. 4. de l'année 1663.) *Caveant idcirco optimis de causis in familiaribus colloquiis ne sermones habeantur de Concionibus aliisque*

322 *Deffense de l'Edit du Roi ,
ejusmodi muniis. (Constit. Cong.
Gall. p. 77.)*

Aussi le Cardinal de la Roche-Foucauld dans les Constitutions primitives , & seules legitimes, veut que les Religieux de cette Congregation paroissent en habit de Moines , & ordonne *qu'allant par la Ville , ils porteront en tout temps la Chape noire, & qu'ils ne porteront le chapeau qu'en voyage.*

La qualité de Chanoines Regulariers, ni celle de Congregation de France , ne leur est donnée dans aucun des Titres de leur reforme. La premiere est incompatible avec le renoncement aux Benefices, & à toutes les fonctions Clericales. La seconde est detruite par le Decret du 23. Decembre 1624. qui est le Titre de l'erection : *sçavoir faisons qu'en vertu du pouvoir à nous donné par ledit Bref & Lettres, avons tous lesdits Monasteres unis & reduits ensemble, & d'iceux compo-*

sons & erigeons une Congregation sous le nom de Province de Paris.

C'est pourquoi, quoi que dans les Maisons qu'on a données à cette Congregation il y ait eu autrefois de veritables Chanoines Reguliers, il n'y a plus à present que de simples Religieux, auxquels on ne peut pas donner d'autre nom que celui de *Religieux de la Province de Paris... de Religieux de sainte Geneviève... de Religieux du Pere Faure*, leur premier Superieur. Pour la dénomination de Chanoines Reguliers, celle de Congregation de France, la jouissance des Benefices, aussi bien que l'usage du Chapeau & du Manteau; ce ne sont que des usurpations uniquement fondées sur des Constitutions recentes, faites sans autorité, & contraires aux Constitutions primitives, que l'on a supprimées après la mort du Cardinal de la Rochefoucault.

Mais sans nous arrêter plus long-

temps à cette digression, qui fait à present le sujet d'un Procès pendant au Conseil d'Etat ; revenons à notre sujet. De tout ce qu'on a dit sur les Beneficiers & sur les Benefices reguliers, on pourroit former ces raisonnemens en faveur des Communautez :

Il paroît par les Statuts qu'on a rapportez que les Communautez exercent un pouvoir absolu sur leurs Beneficiers. Elles peuvent donc disposer de leurs personnes, & commettre d'autres en leur place, soit pour acquitter les charges, soit pour administrer les revenus.

Ces mêmes Statuts donnent aux Communautez la propriété du temporel des Benefices. Elles ne font donc rien contre les Canons quand elles se l'attribuent, & l'appliquent à leurs usages.

On ne pretend point ici blâmer ni affoiblir les Reglemens qui ont été faits dans les Societez Religieuses.

ses pour les Beneficiers. Comme ils ne sont point relevez de leurs vœux en prenant un Benefice, ils y doivent remplir l'obligation qu'ils ont contractée d'être fideles à leurs Regles, & soumis à leurs Superieurs; & s'il leur est permis d'être Beneficiers, il ne leur est pas libre de cesser d'être Religieux. Ainsi on applaudit aux précautions qui ont été prises pour maintenir les Beneficiers Reguliers dans l'Observance de leurs premiers devoirs, & on souhaite que ces projets, qui sont si beaux dans les Constitutions écrites, deviennent utiles par l'exécution. Il semble seulement qu'on auroit pu diminuer le nombre de ces Reglemens, par le retranchement de l'article qui deffend à un Curé de faire des aumônes à ses Paroissiens sans la permission du Visiteur ou autre Superieur regulier. Car quand un devoir, comme celui de faire l'aumône aux pauvres d'une Paroisse,

est essentiel , pourquoy le faire dépendre de la volonté , & peut-être du caprice d'un Supérieur , qui pourroit y mettre obstacle par le desir d'avantager sa Communauté!

C'est exposer des Paroissiens à être privez de secours ; & c'est prescrire une conduite condamnée par les Theologiens , entre lesquels Sylvius décide qu'un Curé Régulier peut sans la permission de son Supérieur employer en bonnes œuvres au moins le casuel de son Benefice , lorsque le gros est reüni au Monastere : *Respondetur Canonicum Regularem qui factus est Pastor , posse inconsulto Prelato ea qua ex fructibus sui Beneficii sibi obveniunt in pios ac honestos usus intervivos disponere.* [In Resolutionibus variis, verbo Religiosus 1.] Dès que les Supérieurs donnent leur consentement à un de leurs Religieux pour être Curé , ils lui donnent la permission de faire toutes les fonctions attachées

au Ministère Pastoral, sans qu'il lui soit nécessaire de recourir à de nouvelles permissions. Il faut à la vérité tenir le Religieux dans la dépendance, mais il ne faut pas tellement lier les mains au Pasteur, qu'il ne puisse les étendre pour secourir ses ouailles. Le Curé régulier sera assez distingué du séculier par les comptes qu'il doit rendre, & par toutes les pratiques dont nous avons fait le dénombrement; sans le surcharger d'une contrainte qui pourroit donner lieu de soupçonner les Supérieurs d'avoir des vues intéressées.

Le règlement de Premontré sur ce point est récent, & a été fait par un simple Visiteur. Celui de sainte Geneviève se trouve à la vérité parmi des Statuts autorisez d'un Bref d'Innocent XI. Mais; ou l'on n'a pas exposé au Pape qu'il s'agissoit de Curez Titulaires, qui par leur Titre seul ont droit de faire toutes les

fonctions Pastorales , dū nombre desquelles est certainement celle de faire l'aumône aux pauvres de la Paroisse , & alors ce Statut seroit subreptice ; ou le Saint Pere n'a approuvé ce Statut que comme renfermant une pratique louable , quand un Cusé peut sans inconvenient la suivre , & nullement comme un precepte qui oblige à la rigueur.

*Répondons à présent aux deux
Objections precedentes.*

1. De ce que les Communautés ont toujours la même autorité sur leurs Beneficiers , on conclut qu'elles peuvent disposer de leurs personnes, & mettre d'autres Religieux en leur place , pour faire leurs fonctions & administrer les revenus.

La consequence & la conclusion sont vraies , si l'on entend que les Superieurs peuvent révoquer leurs Beneficiers. Mais si on pretend que

pendant qu'on laisse à un Religieux le Titre de son Benefice, on peut charger un autre d'en remplir les devoirs, en exemptant le Titulaire generalement de toutes ses Obligations; la consequence qu'on tire n'est pas juste, & la proposition est évidemment fausse. Car le pouvoir des Superieurs sur les Beneficiers ne s'étend pas jusqu'à les dispenser d'observer les devoirs que les Canons leur imposent. Estre Beneficier, & être en même temps déchargé des obligations que le Benefice exige, sont deux choses contradictoires; vouloir les concilier, est une entreprise que la raison même condamne, & un abus qui avoit été jusqu'à present inoui.

2. Des Statuts tres-anciens & tres-authentiques adjugeant aux Communautéz les biens des Benefices qui en dépendent; c'est, dit-on, pour elles un Titre suffisant pour s'en attribuer sans rien craindre le domaine & la propriété.

Il faut convenir que ce droit appartient à l'Abbaye de S. Victor de Paris, & peut-être à quelques autres en petit nombre, auxquelles on ne prétend point attribuer les abus qui ont donné occasion à cet écrit. Non-seulement les Benefices dont jouissent ces Abbayes leur ont été unis par leur fondation, ou incorporés dans la suite pour la subsistance des Religieux, mais ils leur sont toujours demeurez depuis attachez. Leurs Benefices sont encore, comme ils étoient dans leur origine, de pures Obediences; l'administration & le revenu continuent d'être au pouvoir de la Communauté à laquelle ils ont été donnez d'abord; c'est elle seule qui en est chargée, & ce n'est qu'en son nom que les Benefices sont regis par ceux d'entre ses sujets auxquels il lui plaît d'en donner la commission.

Il n'en est pas de même de l'Ordre de Premontré, tel qu'il est au-

jourd'hui , ni de la Congregation de sainte Geneviève ; parce que les Benefices qui dépendent de leurs Maisons sont tous, ou presque tous, des Titres dont l'administration ne peut convenir qu'à ceux qui en sont Canoniquement pourvus. Il est vrai qu'anciennement beaucoup de Benefices ont servi à doter un grand nombre de Maisons de l'Ordre de Prémontré ; & de celles dont la Congregation de sainte Geneviève a été depuis composée ; & dans ces premiers temps les Communautéz, avoient sur les revenus un droit legitime & bien acquis : les Religieux Commissionnaires qu'on envoyoit pour les desservir, n'étoient à l'égard de leurs Communautéz qui les employoient, que comme les Vicaires sont à present à l'égard des Curez ; & comme l'administration de ces Benefices appartenoit de droit aux Communautéz, les revenus par la même raison devoient retourner à elles.

Mais à present que l'Eglise a approuvé la desunion de ces Benefices, qu'ils sont démembrez des Monasteres dont ils faisoient autrefois partie, qu'ils n'en dépendent plus que pour le droit de presentation ou de collation, en un mot qu'ils sont des Titres separez qui demandent selon la Discipline de l'Eglise des Titulaires particuliers, qui contractent une obligation personnelle d'en acquitter les charges, & d'en administrer les revenus, les vieux reglemens n'ont plus de force, & ne peuvent plus être d'usage. Si malgré ce changement arrivé dans la Discipline de l'Eglise quelques Ordres ou Congregations veulent s'attribuer les revenus des Benefices, & font pour cela des Statuts & des Decrets; leurs Statuts & leurs Decrets sont nuls, & la conduite qu'elles tiennent en consequence est injuste.

C'est pourquoi les reglemens

faits dans le dernier siècle par le Pere Le Page Visiteur de l'Ordre de Premontré, pour obliger les Prieurs Curez à payer des taxes aux Abbayes d'où leurs Benefices relevent, & pour leur deffendre de rien acquerir, sinon au nom de la Communauté, ne peuvent point avoir lieu ; non plus que le Statut fait dans un Chapitre General de cet Ordre en 1630, qui ordonne que les Beneficiers porteront au Monastere, non-seulement le revenu annuel, mais même le casuel de leurs Paroisses.

La Congregation de sainte Geneviève n'a pas plus de droit de s'attribuer les revenus des Cures ; & celui de ces Statuts que l'on a rapporté, ne peut aussi-bien que les autres être approuvé qu'en ce sens : Si le Monastere est dans un plus grand besoin que les autres pauvres. Car alors on avoue, avec Sainte Beuve, & Pontas, que le Benefi-

cier peut donner à sa Communauté par aumône une partie de ses revenus. Si on vouloit donner un autre sens à ce Statut , & aux autres approuvez par Innocent XI. il faudroit dire que le Bref seroit subreptice , & que l'on n'auroit pas exposé au Saint Pere que les Benefices n'étoient plus des Obediences comme autrefois. Mais sans recourir à cette réponse, il est plus naturel de croire que les Statuts dont nous parlons ne donnent pas à la Communauté la propriété des revenus des Benefices , mais approuvent seulement qu'elle soit secourue & aidée d'une partie de ces biens dans le cas d'une nécessité pressante.

Pour le Decret qui regarde les Benefices simples , il n'y a point de doute qu'il ne soit abusif , fait sans une autorité suffisante, & sans l'approbation du Pape , que les Lettres Patentes qui le confirment n'ayent été surprises, & qu'elles ne

soient revoquées par l'Edit de 1719, du mois de Novembre, & la Declaration du 1, Février 1720. Ce Decret étant manifestement contraire au bien de l'Eglise & de l'Etat, & favorisant les abus auxquels Sa Majesté a voulu remédier.

CHAPITRE CINQUIÈME.

Où l'on explique les Privileges accordez par les Souverains Pontifes.

LA Congregation de S. Maur de l'Ordre de S. Benoist, instituée en France par le Pape Gregoire XV. le 17, May 1621. jouit d'un nombre presque infini de Benefices simples dont elle s'est mise en possession à la faveur de la Bulle d'Urbain VIII. du 21. Janvier 1627, qui confirme son établissement, & lui accorde beaucoup de nouveaux privileges. L'obligation qu'elle a à ces deux Papes, de sa naissance &

de son agrandissement, lui en rend la mémoire précieuse ; dans les points qui lui donnent ces avantages ; & laissant à d'autres la gloire de suivre leurs Decrets, & les Constitutions de leurs Successeurs sur d'autres matieres, elle n'obmet rien pour procurer l'exécution de la Bulle d'Urbain VIII. & pour en surpasser même la teneur.

Elle pretend, en vertu de cette Bulle, être en droit de faire resigner à ses Religieux des Benefices, en donnant des pensions qui font la plus grande partie & même la totalité des revenus ; de dispenser les Titulaires d'acquitter les charges des Benefices, & d'y veiller, en confiant ce soin à d'autres ; d'empêcher ces Titulaires de disposer de leurs Titres ; & d'appliquer les revenus au profit des Communautéz.

Comme ces maximes, dans l'étendue que la Congregation de S. Maur leur donne, tendent au renversement

versement des Canons , nous devons ce respect & cette justice au Saint Siege , de ne pas croire qu'il les ait autorisées. C'est ce qui oblige à rapporter ici en son entier la Bulle d'Urbain VIII. dont les Exemplaires sont fort rares ; afin que le Lecteur puisse juger par lui-même , quels sont les privileges que ce Souverain Pontife a attribuez à la Congregation de S. Maur , pour quel temps , & à quelles conditions il les lui a accordez.

*Confirmatio Erektionis Congregationis
Sancti Mauri , cum ampliacione
gratiarum, ab Urbano Octavo Pon-
tifice Maximo. 12. Calendas Feb.
an. 1627.*

„ U Rbanus Episcopus servus ser-
„ vorum Dei ad perpetuam
„ rei memoriam. In Supereminen-
„ ti Apostolicæ dignitatis speculâ,

P

„meritis licet imparibus , divinâ
„disponente clementiâ constituti ,
„ad universa orbis Monasteria no-
„stræ considerationis intuitum di-
„rigentes , eorumque decori & ve-
„nustati consulere satagentes , ad
„ea , per quæ divinus in illis cul-
„tus augeatur , propensis studiis
„libenter intendimus ; ac ea , quæ
„pro eorum prospero & felici statu ,
„personarumque in eis sub suavi
„Religionis jugo Altissimo famu-
„lantium providè ac religiosè or-
„dinata fuisse dicuntur , ut firmiora
„perpetuò & illibata persistant , li-
„benter , cum à nobis petitur , A-
„postolico munimine roboramus ;
„ipsoque religiosos , ut eorum vo-
„ta ad id faciliùs concurrant , spi-
„ritualibus muneribus , indulgentiis
„videlicet & peccatorum remissio-
„nibus confovemus , ac alias desu-
„per disponimus , prout eorum-
„dem Religiosorum spiritualis de-
„votio , & Christianissimorum Re-

„ gum vota exposcunt , & conspi-
„ cimus in Domino salubriter ex-
„ pedire. Dudum siquidem felicitis
„ recordationis Gregorio Papa de-
„ cimo quinto Prædecessori nostro ,
„ pro parte charissimi in Christo Fi-
„ lii nostri , tunc sui, Ludovici Fran-
„ corum & Navarræ Regis Christiā-
„ nissimi , ac dilectorum filiorum
„ sancti Augustini prope & extra
„ muros Lemovicensis , ac sancti
„ Juniani de Nobiliaco Pictavien-
„ sis Diœcesis, & sancti Faronis pro-
„ pe & extra muros Meldensis , nec-
„ non sancti Petri de Gemeticis Ro-
„ tomagensis Diœcesis , ac aliorum
„ Monasteriorum , Priorum, & Mo-
„ nachorum Ordinis sancti Benedi-
„ cti, humiliter supplicato , quatenus
„ in regno Franciæ unam Congre-
„ gationem ejusdem Ordinis sub ti-
„ tulo & invocatione seu denomi-
„ natione sancti Mauri , ad instar
„ Congregationis Cassinensis , seu
„ sanctæ Justinæ de Paduâ erigere ,

340 *Deffense de l'Edit du Roi,*
„dictisque Prioribus & Monachis,
„ut ad eum effectum prædicta in
„simul congregare, ac omnia alia
„non reformata Monasteria ejus-
„dem Ordinis; quorum Monachos
„antiquioris disciplinæ regularis
„observantiam in semetipsis renas-
„ci facere amor excitaret, eis ag-
„gregare possent, & valerent, con-
„cedere; aliasque in præmissis op-
„portunè providere de benignita-
„te Apostolicâ dignaretur: dictus
„Prædecessor, supplicationibus sibi,
„ut præfertur, porrectis tunc an-
„nuens, de voto tunc existentium
„sanctæ Romanæ Ecclesiæ Cardi-
„naliū, Decretorum Concilii Tri-
„dentini interpretum, Congrega-
„tionem sancti Mauri hujusmodi
„erexit, & instituit, cum faculta-
„tibus & indultis tunc expressis, ac
„alias prout in Litteris Apostolicis
„sub die decima septima mensis
„Maii anni Domini millesimi sex-
„centesimi vigesimi primi, Ponti-

„ ficutus fui anno primo defuper
„ in formâ Brevis expeditis, plenius
„ continetur. Cum autem, ficut ex-
„ hibita nobis nuper pro parte dicti
„ Ludovici Regis, ac dilectorum fi-
„ liorum Præfidentis, Definitorum,
„ Visitatorum, Priorum, & Mona-
„ chorum Monasteriorum dicti Or-
„ dinis Congregationis sancti Mauri,
„ hujusmodi petitio continebat,
„ post hujusmodi erectionem bre-
„ viſſimo inde temporis ſpatio, plu-
„ res diverſorum ejuſdem Ordinis
„ Monasteriorum Abbates & Mo-
„ nachi pio quodam deſiderio ſal-
„ tem de bonis aliquibus ſucceſſori-
„ bus in ipſis Monasteriis providen-
„ di, excitati, Superiores & Mo-
„ nachos Congregationis reforma-
„ tæ hujusmodi continuis precibus
„ requiſiverint de ipſâ reformatio-
„ ne in ſuis Monasteriis non refor-
„ matis introducenda; & numerus
„ eorum qui id poſtulent ita in dies
„ augeri dignoſcatur, ut clarè &

342 *Deffense de l'Edit du Roi,*

„evidenter concipiatur omnia dicti
„Ordinis Monasteria in regni præ-
„dicti Provinciis existentia, intra
„paucos abhinc annos, Deo fa-
„vente, & sede Apostolicâ annuen-
„te, iri penitus reformata; &, sicut
„eadem petitio subjungebat, etiam si
„dictus Prædecessor per dictas suas
„litteras erectionis hujusmodi Con-
„gregationem ipsam sancti Mauri
„nonnullis prerogativis, ut pote unio-
„nis Officiorum Claustralium mensis
„Conventualibus Monasteriorum ejus-
„dem Congregationis sancti Mauri,
„& aliis gratis, quarum favore
„Congregatio ipsa sancti Mauri pal-
„mites suos jam longè latèquè ex-
„tendere cæpit, decoraverit: expe-
„rientiâ tamen compertum sit quod
„ad perfectionem tanti operis [uni-
„versalem nimirum reformationem
„totius Ordinis hujusmodi in tam
„amplo regno stabiliendam] omnino
„necessarium videatur gratias & præ-
„rogativas dictæ Congregationi sanctæ

„ Mauri per eundem prædecessorem
 „ concessas diversis aliis indultorum
 „ ac facultatum favoribus ampliari ;
 „ & defectui multorum aliorum , quo-
 „ rum necessitas tempore erectionis
 „ prædictæ minus prævisa fuit , & sine
 „ quibus ceptum tam grande finem
 „ suum perfectum consequi non potest ,
 „ suppleri ; propterea Præsident , De-
 „ finitores , Visitatores , Priores , &
 „ Monachi dictæ Congregationis
 „ sancti Mauri prædicti , attendentes
 „ reformationem prædictam in non-
 „ nullis Monasteriis stabiliri , ac per-
 „ fectam observantiam inibi exer-
 „ ceri non posse , nisi prius omnia
 „ loca regularia eorundem Mona-
 „ steriorum in integrâ & liberâ pos-
 „ sessione dictorum reformationum
 „ constituta , & totalis etiam disposi-
 „ tio temporalium reddituum men-
 „ sarum Conventualium , pro victu
 „ & vestitu Monachorum , prout
 „ & Officiorum Claustralium eis
 „ affecta remaneant ; & insuper ad

344 *Deffense de l'Edit du Roi,*
„*subveniendum tot tantisque Mona-*
„*steriis quæ in dies eidem Congrega-*
„*tioni sancti Mauri offeruntur, sibi*
„*magno Superiorum numero opus esse,*
„*& diversarum gratiarum auxiliis*
„*illam indigere. Quare, tam ipsius*
„*Ludovici Regis nomine per dile-*
„*ctum filium nobilem virum Phi-*
„*lippum De Bethune, ipsius Ludo-*
„*vici Regis apud nos & Sedem præ-*
„*dictam Oratorem extraordina-*
„*rium, quàm pro parte Præsiden-*
„*tis, Definitorum, Visitatorum,*
„*Priorum, & Monachorum refor-*
„*matorum præfatorum, nobis fuit*
„*humiliter supplicatum, quatenus*
„*in præmissis opportunè providere*
„*de simili benignitate dignaremur.*
„*Nos igitur, qui devotionis & pio-*
„*rum operum incrementum, ac divi-*
„*ni cultus augmentum, & religionis*
„*propagationem, ac quorumlibet Or-*
„*dinum & Monasteriorum reforma-*
„*tionem ubique promoveri sinceris*
„*exoptamus affectibus, Præsidentem,*

„ Definitores , Visitatores , Priores , &
 „ Monachos reformatos prædictos , am-
 „ plioribus favoribus & gratiis pro-
 „ sequi volentes , ipsosque ac dictæ
 „ Congregationis sancti Mauri sin-
 „ gulares personas à quibusvis ex-
 „ communicationis , suspensionis ,
 „ & interdicti , aliisque Ecclesiasti-
 „ cis sententiis , censuris , & pœnis ,
 „ à Jure vel ab homine quavis oc-
 „ casione vel causâ latis , si quibus
 „ quomodolibet innodati existunt ,
 „ ad effectum præsentium duntaxat
 „ consequendum , harum seriè ab-
 „ solventes , & absolutos fore cen-
 „ sentes , necnon litterarum Præ-
 „ decessoris præfati tenores præsen-
 „ tibus pro expressis habentes , po-
 „ steriorem supplicationibus hu-
 „ jusmodi inclinati , ex voto Vene-
 „ rabilium fratrum nostrorum ejus-
 „ dem sanctæ Romanæ Ecclesiæ
 „ Cardinalium negotiis Regularium
 „ præpositorum , Superioribus &
 „ Monachis dictæ Congregationis

„ sancti Mauri, quod ut omnis via
„ Religiosos non reformatos perpetuan-
„ di in Monasteriis in quibus refor-
„ mati ipsi introducti fuerint praeclu-
„ datur; illi cum Abbatibus & perpe-
„ tuis Commendatariis ac Officialibus
„ Claustralibus, Monachis Capellanis,
„ seu Beneficiatis Regularibus non re-
„ formatis Monasteriorum dicti or-
„ dinis, seu Prioratum Conventua-
„ lium, & non Conventualium, ac
„ Capellaniarum, & Beneficiorum re-
„ gularium ab illis dependentium, su-
„ per titularum & functionum Offi-
„ ciorum Claustralium, ac tam illorum
„ quam temporalium reddituum men-
„ sarum Conventualium hujusmodi,
„ necnon Jurisdictionum eorundem
„ dimissione, in favorem dictorum
„ reformatorum, sub concessione &
„ reservatione praestationis certa an-
„ nua summae pecuniarum, & quan-
„ titatis vini, frumenti, & aliarum
„ rerum ipsis pro eorum portionibus
„ Monachalibus, sive aliis debitis red-

„ditibus per dictos reformatos dandâ,
„cum quâ dicti non reformati de
„speciali nostrâ licentiâ, in particu-
„laribus adibus separatim & seor-
„sum à communitate dictorum refor-
„matorum, & extra loca regularia
„eis, ut præfertur, relicta, intra ta-
„men septa eorundem seu alio-
„rum ejusdem Ordinis Monaste-
„riorum, quousque diem suum
„claudant extremum, seu quous-
„que bonis dictorum reformato-
„rum vitæ ac morum exemplis in-
„ducti reformationem Congrega-
„tionis sancti Mauri hujusmodi am-
„plecti velint; & vice versa ipsi
„Monachi non reformati desuper
„cum eisdem reformatis valeant
„convenire; ita quod ex tunc dicti
„Officiales Claustrales, Capellani, &
„Beneficiati Regulares non reformati,
„redditus mensarum ac Officia,
„Capellantias, & Beneficia Mona-
„steriorum seu Prioratuum, & alio-
„rum regularium locorum ab ipsis

„ Monasteriis dependentium hujus-
„ modi, redditus quidem mensarum
„ & Officiorum in favorem mensarum
„ Conventualium dictorum Reforma-
„ torum; Capellanas verò, Beneficia
„ & Prioratus hujusmodi in favorem
„ particularium dictæ Congregationis
„ sancti Mauri Monachorum cedere,
„ & de non resignandis Officiis, Capella-
„ niis, & Beneficiis per eos obtentis in
„ aliorum quam reformatorum eorum-
„ dem favorem permittere, & ad id se
„ obligare: dicti verò reformati officia-
„ libus Claustralibus, Capellanis, & Be-
„ neficiatis hujusmodi partem aliquam
„ etiam majorem, vel forte totalitatem
„ fructuum, reddituum, & proven-
„ tuum Officiorum, Capellaniarum, &
„ Beneficiorum Regularium prædicto-
„ rum vita dictorum non reformato-
„ rum, durante duntaxat, reservare
„ & assignare possint. Et insuper, ei-
„ dem Congregationi sancti Mauri,
„ seu illius Capitulo generali, ut
„ attentâ penuriâ Monachorum re-

„formatorum nascentis Congregatio-
 „nis hujusmodi, & quantitate loco-
 „rum Regularium ad quæ pro intro-
 „ducenda in illis reformatione ipsi
 „vocantur, ejusdem Congregationis
 „Sancti Mauri Monachos etiam Prio-
 „ratus aliquos ac Officia Claustralia,
 „& alia quacumque quomodolibet
 „nuncupata Beneficia Regularia dicti
 „seu Cluniacensis Ordinis obtinentes,
 „à Monasteriis à quibus illa dependent
 „(etiamsi teneantur ratione funda-
 „tione illorum, & provisionum sibi de
 „illis Apostolica seu Ordinaria auto-
 „ritate factarum seu ex nunc in futu-
 „rum faciendarum ad residentiam in
 „dictis Monasteriis, seu aliis locis
 „Regularibus à quibus, ut præfertur,
 „dependentia fuerint) ad alia Mo-
 „nasteria seu loca regularia dictæ
 „Congregationis sancti Mauri jam
 „aggregata seu in futurum aggre-
 „ganda, pro functionibus seu mune-
 „ribus, ad quæ ab eorum superio-
 „ribus habiles & idonei visi fue-

350 *Deffense de l'Edit du Roi ,*
„ rint , subeundis , ac alias pro co-
„ rundem Monasteriorum seu lo-
„ corum Regularium reformato-
„ rum *necessitate*, & Noviciorum, aut
„ aliarum in illis degentium per-
„ sonarum tam in litterarum &
„ scientiarum, quam disciplinæ Re-
„ gularis dictæ Congregationis re-
„ formata *eruditione & instructione*,
„ supportatis interim per alios ejus-
„ dem Congregationis sancti Mauri
„ Monachos Prioratum, Capellania-
„ rum, & Beneficiorum prædictorum
„ debitis & consuetis oneribus, ad tem-
„ pus, si bene visum transferre. Prio-
„ res quoque & noviciorum Magi-
„ stros ac alios quoscumque Superiores
„ Monasteriorum in quibus reforma-
„ tio hujusmodi jam introducta est,
„ seu introducetur in futurum, etiam-
„ si ipsi in dicta Congregatione san-
„ cti Mauri per tempus in illius Con-
„ stitutionibus & Litteris prædictis
„ præfixum non remanserint, ad Su-
„ perioritates, munera, officiciaque

„ hujusmodi , dummodo aliàs ad ido-
 „ nei reperi faciant , Canonicè eli-
 „ gere , & eds , seu alios , five etiam
 „ Definidores ac Visitatores ad tem-
 „ pus , tam citra quam ultra terminum
 „ in dicta Congregationis Constitutio-
 „ nibus , & illius erectionis litteris
 „ præfixum , si ad id cogat necessitas ,
 „ & Superiorum Capacium penuria ,
 „ quoad usque validior fiat dicta Con-
 „ gregatio sancti Mauri , & pro bono
 „ illius , ad arbitrium Capituli gene-
 „ ralis , in suis Superioritatibus , offi-
 „ ciis , & muneribus continuare ; &
 „ Monachos ad sacros Ordines susci-
 „ piendos , non expectato tempore præ-
 „ fixo per easdem Constitutiones , &
 „ erectionis litteras , dummodo etiam
 „ aliàs etate , moribus , & doctrinâ ad
 „ id sint idonei , ac servatis servandis
 „ transmittere ; necnon Statuta &
 „ Constitutiones prout necesse fuerit ,
 „ condere , & jam condita & conden-
 „ da , si id per Capitulum generale
 „ duntaxat legitime congregatum

„omnino necessarium videatur, pro
„majori Dei gloria, & feliciori suc-
„cessu totius Congregationis sancti
„Mauri hujusmodi moderari, immu-
„tare, & abrogare; & inter alia quod
„Monachi ejusdem Congregationis
„sancti Mauri omnia Beneficia dicti
„& Cluniacensis Ordinum, quamvis
„etiam à diversis Monasteriis, in
„quibus Congregatio reformatà hu-
„jusmodi introducta non est, depen-
„dentia, seu Officia Clausuralia, &
„quascunque pensiones, quæ sive ante
„Professionem Regularem, sive post
„illam obtinuerint, seu in futurum
„obtinebunt, in titulum quidem illa
„teneant; ita tamen ut nullo modo in
„posterum de titulis ipsis, neque de
„fructibus eorum seu pensionum possint
„in particulari disponere, sed omni-
„moda eorum dispositio penes Supe-
„riores & Officiarios dictæ Congrega-
„tionis sancti Mauri, seu illius Mo-
„nasteriorum, ac in communem usum
„tantum remaneat, statuere; & de-

„ nique iisdem Monachis reforma-
„ tis, ac omnibus & singulis utrius-
„ que sexus Christi fidelibus qui Ec-
„ clesias Monasteriorum Congre-
„ gationis sancti Mauri, hujusmo-
„ di in singulis diebus festivis san-
„ ctorum Benedicti & Mauri, nec
„ non Titulariorum seu Patrono-
„ rum Ecclesiarum earundem ve-
„ re pœnitentes & confessi, ac sacrâ
„ communionem referti visitaverint,
„ piâque ad Deum preces pro
„ sanctæ Matris Ecclesiæ exaltatio-
„ ne, hæresum extirpatione, &
„ Christianorum Principum con-
„ cordiâ effuderint, ut plenariam
„ omnium peccatorum suorum in-
„ dulgentiam consequi; eidem ve-
„ ro Congregationi sancti Mauri,
„ ac illius Monachis professis &
„ nondum professis, Commissis,
„ famulis, officialibus domesticis,
„ & aliis quibuscumque personis ab
„ illâ dependentibus, ac ei & illius
„ Monasteriis inservientibus, ut

„ non solum omnibus & singulis
„ tam dictæ Cassinensis, seu sanctæ
„ Justinæ de Paduâ, quam sancto-
„ rum Vitoni & Hidulphi Congre-
„ gationum, sed etiam aliarum om-
„ nium, & quorumcumque sive
„ non mendicantium, sive mendi-
„ cantium Ordinum, seu Militarium,
„ & Hospitalium, ac aliorum pio-
„ rum locorum privilegiis, facul-
„ tatibus, libertatibus, immunita-
„ tibus, exemptionibus, indultis,
„ indulgentis, & aliis quibuscumque
„ gratiis & prærogativis, eisdem
„ Congregationibus & Ordinibus,
„ etiam Militiis, per nos & quos-
„ cumque Romanos Pontifices
„ Prædecessores nostros concessis,
„ seu deinceps à Sede Prædictâ con-
„ cedendis, non solum per parti-
„ cipationem, communicationem,
„ seu illorum extensionem, sed
„ perinde ac si illa omnia in specie
„ eidem Congregationi Sancti
„ Mauri per nos concessa fuissent,

„ uti , frui , potiri , & gaudere licitè
„ & liberè possint , & valeant per-
„ petuo , Apostolicâ auctoritate
„ prædictâ tenore præsentium con-
„ cedimus & indulgemus. Postre-
„ mo, conventiones, tam super dictis
„ portionibus Monachalibus , &
„ dispositionibus locorum Regula-
„ rium , quam aliis supra dictis om-
„ nibus , si quæ jam inter Superiores
„ & Monachos reformatos , & non
„ reformatos sive illorum Abbates,
„ aut perpetuos Commendatarios ,
„ ut præfertur , Canonicè factæ sint,
„ ac alias quas in futurum super si-
„ milibus inter eosdem in toto vel in
„ parte etiam Canonicè fieri consti-
„ gerit, necnon dictorum Monacho-
„ rum reformatorum, Beneficiato-
„ rum, ut præfertur translationes ad
„ effectum supradictum factas , sta-
„ tuta quoque , illorumque mode-
„ rationes , abrogationes , seu im-
„ mutationes per dictum Capitu-
„ lum generale , ut præfertur , fa-

„cienda, aliaque præmissa, & tunc
„prout ex tunc, & è contrapostquam
„facta fuerint, etiam una cum
„erectione ejusdem Congregatio-
„nis sancti Mauri, ut præfertur,
„facta, & in illa contentis quibus-
„cumque, præterquam supra dictis
„indulti à nobis concessis adversan-
„tibus, auctoritate Apostolicâ & te-
„nore similibus, etiam perpetuò
„approbamus & confirmamus;
„illisque perpetuæ & inviolabilis
„Apostolicæ firmitatis robur adj-
„cimus, ac omnes & singulos sive
„cogitados, sive incogitados, aut
„alios quoscumque tam juris quam
„facti defectus, si qui desuper
„quomodolibet intervenerint, in
„eisdem supplemus, illaque tam
„per reformatos Monachos quam
„non reformatos, illorumque Ab-
„bates Superiores nunc & pro tem-
„pore existentes hujusmodi obser-
„vari & adimpleri debere, nec ab
„illis ullo unquam tempore resili-
„ri,

„ minusque eos desuper à quoquam
„ quavis auctoritate molestari, per-
„ turbari, inquietari, aut aliàs quo-
„ modolibet in iudicio vel extra
„ impediri posse; præsentibus quoque
„ litteras nullo unquam tempore
„ de subreptionis capite vel obrep-
„ tionis seu nullitatis vitio, aut in-
„ tentionis nostræ, vel quopiam
„ alio defectu notari, impugnari,
„ retractari, annullari, sive in ius
„ vel controversiam revocari aut
„ infringi posse; sed semper omni
„ tempore, & adversus quascum-
„ que dispositiones & obstacula
„ quæcumque validas & efficaces
„ existere, suosque plenarios & in-
„ tegros effectus sortiri & obtinere,
„ ac ab omnibus & singulis obser-
„ vari debere, neque sub quibus-
„ cumque similium vel dissimilium
„ gratiarum revocationibus, sus-
„ pensionibus, limitationibus, dero-
„ gationibus, & aliis quibuscum-
„ que dispositionibus, etiam per

„ nos & Successores nostros Ro-
„ manos Pontifices pro tempore
„ existentes, sub quibuscumque ver-
„ borum tenoribus & formis, ac
„ quibusvis clausulis & decretis
„ etiam derogatoriarum derogato-
„ riis pro tempore quomodolibet
„ factis, comprehendendi vel confundi,
„ sed ab illis semper & perpetuò
„ excipi, & quoties illæ remanabunt,
„ toties in pristinum & validissi-
„ mum Statum restitutas, repositas,
„ & plenariè reintegratas, ac de no-
„ vo etiam sub quacumque poste-
„ riori datâ quodcumque eligen-
„ da concessas esse, & fore; sicque per
„ quoscumque Judices, etiam cau-
„ sarum Palatii Apostolici Audito-
„ res, ac ejusdem Sanctæ Roma-
„ næ Ecclesiæ Cardinales, etiam
„ de latere Legatos & Vicelegatos,
„ dictæque sedis Nuntios judicari &
„ definiri debere, ac quidquid fe-
„ cus super his à quoquam, quavis
„ auctoritate scienter vel ignoran-

„ ter contigerit, attentari, irritum
„ & inane decernimus. Quocirca;
„ dilectis filiis Venerabilium fra-
„ trum nostrorum Parisiensis, &
„ Rothomagensis, ac Burdegalensis
„ Archiepiscoporum Officialibus
„ per Apostolica scripta mandamus,
„ quatenus ipsi vel duo aut unus
„ eorum per se vel per alium seu
„ alios easdem presentes litteras,
„ & in eis contenta quæcumque,
„ ubi & quando opus fuerit, & quo-
„ ties pro parte Præsidentis, Defi-
„ nitorum, Visitatorum, Priorum,
„ & Monachorum Monasteriorum
„ Ordinis & Congregationis sancti
„ Mauri prædictorum, aut eorum
„ Successorum, vel cuiusvis eorum
„ fuerint requisiti, solemniter pu-
„ blicantes, eisdemque Præsidenti
„ Definiteribus, Visitatoribus, Prio-
„ ribus, & Monachis Congrega-
„ tionis sancti Mauri huiusmodi,
„ ac eorum singulis in præmissis
„ efficacis defensionis præsidio af-

„sistentes faciant auctoritate nostrâ
„easdem præsentēs litteras & in eis
„contenta quæcumque, ab omnibus
„ad quos spectat, & pro tempore
„quomodolibet spectabit, firmi-
„ter & inviolabiliter observari non
„permittentes eosdem Præsiden-
„tem, Definidores, Visitatores,
„Priores, & Monachos Congrega-
„tiones sancti Mauri hujusmodi,
„ac eorum singulares personas de-
„super à quoquam quomodolibet
„indebitè molestari, impediri,
„aut perturbari, contradictores
„quoslibet & rebelles per senten-
„tias, censuras, & poenas Eccle-
„siasticas, aliaque opportuna juris &
„facti remedia, appellatione post-
„positâ, compescendo, ac legiti-
„mis super his habendis servatis
„processibus, sententias, censuras,
„& poenas ipsas, etiam iteratis vi-
„cibus, servatâ tamen formâ Con-
„cilii hujusmodi aggravando, in-
„vocato etiam ad hoc, si opus fue-
rit

„rit brachii secularis auxilio, non ob-
„stantibus piæ memoriæ Bonifacii
„Papæ octavi, etiam Prædecessoris
„nostri, constitutionibus quibus ca-
„vetur ne quis extra suam Civitatem
„& Diocesim, nisi in certis expressis
„casibus, & in illis ultra unam die-
„tam à fine suæ Diœcesis ad judi-
„cium evocetur, seu ne Judices à se-
„de præfata deputati, extra civita-
„tem vel Diocesim in qua deputati
„fuerint contra quoscumque pro-
„cedere præsumant & in Concilio
„generali edita de duabus dictis,
„dummodo ultra tres dietas aliquis
„vigore præsentium ad judicium
„non trahatur, ac aliis Constitu-
„tionibus & Ordinationibus Apo-
„stolicis, nec non sancti Benedicti &
„Cluniacensis Ordinum Præfa-
„torum, Juramento, Confirma-
„tione Apostolicâ, vel quavis fir-
„mitate aliâ roboratis Statutis &
„Consuetudinibus, illis, illorum-
„que Monasteriis, Abbatibus, Su-

„ perioribus , & Monachis , ac aliis
„ personis sub quibuscumque teno-
„ ribus & formis , ac cum quibusvis
„ Clausulis & Decretis in contra-
„ rium forsan quomodolibet con-
„ cessis , quibus omnibus & singu-
„ lis , etiamsi de illis , eorumque
„ totis tenoribus specialis , specifica,
„ expressa , & individua , ac de ver-
„ bo ad verbum , non autem per
„ clausulas generales idem impor-
„ tantes mentio , seu quævis alia
„ expressio habenda , aut aliqua
„ alia exquisita forma ad hoc ser-
„ vanda foret , illis aliàs in suo ro-
„ bore permanfuris , hac vice dun-
„ taxat , harum serie specialiter &
„ expressè derogamus , cæterisque
„ contrariis quibuscumque; Volu-
„ mus autem quod resignationes
„ Prioratum , & aliorum Benefi-
„ ciorum Ecclesiasticorum , non
„ tamen Officiorum Claustralium
„ per Monachos non reformatos
„ obtentorum , quas in futurum ad

„ favorem reformatorem fieri, ac
„ pensiones quas super illorum fru-
„ ctibus reservari contigerit, à sede
„ præfata duntaxat admitti & re-
„ servari debeant. Nulli ergo om-
„ nino hominum liceat hanc pagi-
„ nam nostræ absolutionis, Con-
„ cessionis, Indulti, Approbatio-
„ nis, Confirmationis, adjectionis,
„ suppletionis, decreti, mandati,
„ derogationis, & voluntatis infrin-
„ gere, vel ei ausu temerario con-
„ traire. Si quis autem hoc atten-
„ tare præsumpserit, indignatio-
„ nem omnipotentis Dei, ac be-
„ torum Petri & Pauli Apostolo-
„ rum ejus, se noverit incursum.
„ Datum Romæ apud sanctum Pe-
„ trum, anno Incarnationis Domi-
„ nicæ millesimo, sexcentesimo,
„ vigesimo-septimo, duodecimo
„ Calendas Februarii, Pontificatus
„ nostri anno quinto. Signatum in
„ Calce F. Julianus. S. Cartesius.
„ C. Nutius, N. Ponsardus. Et su-

„ pra plicam N. Odot. Et sigillatum
 „ in plumbo sub duplicibus chor-
 „ dulis Sericeis, rubei Croceique co-
 „ lorum: & à tergo scriptum R. &c.

Cette Bulle, il est vrai, accorde des graces singulieres à la Congregation de saint Maur. Elle lui permet

1. De transiger avec les anciens Religieux non reformez de l'Ordre de saint Benoît, soit Abbez & Commandataires perpetuels, soit Officiers Claustraux, Chapelains, Prieurs Conventuels, & Prieurs des Benefices simples, pour l'abandon des revenus des Manfes conventuelles avec leurs Jurisdctions, & la resignation des Titres & des Offices claustraux, en faveur des Reformez, sous la reserve de pensions:
Cum Abbatibus & perpetuis Commendatariis, & Officialibus Claustralibus, Monachis, Capellanis, seu Beneficiatis Regularibus non reformatis Monasteriorum dicti Ordinis, seu

Prioratum Conventualium & non Conventualium, ac Capellaniarum, & Beneficiorum Regularium ab illis dependentium, super titulorum & functionum Officiorum Claustralium, ac tam illorum quam temporalium reddituum mensarum conventualium hujusmodi, necnon Jurisdictionum eorumdem dimissione in favorem dictorum reformatorum, sub concessione & reservatione prestationis certæ annuæ summa pecuniarum, & quantitatis vini, frumenti, & aliarum rerum ipsis pro eorum portionibus Monachalibus sive aliis debitis redditibus per illos reformatos dandâ valeant convenire.

2. D'occuper seuls les lieux Regulariers en logeant les non Reformez dans des appartemens separez. *Dicti non Reformati de speciali nostrâ licentiâ in Particularibus ædibus, separatim, & seorsum à Communitate dictorum Reformatorum, & extra loca regularia eis, ut præfertur, relicta, &c.*

3. D'unir à la Manse conventuelle les revenus des Offices Claustraux: *Dicti Officiales Claustrales, Capellani, & Beneficiati Regulares non reformati.... redditus quidem Mensarum & Officiorum in favorem mensarum Conventualium dictorum reformatorum...cedere.*

4. De faire garder à ses Religieux les pensions qu'ils avoient avant leur profession, ou qu'ils auront obtenues après, sans qu'ils en puissent jouir pour cela en leur particulier: *Quascumque pensiones quas, sive ante professionem Regularem, sive post illam obtinuerint, seu in futurum obtinebunt....teneant; ita tamen ut nullo modo in posterum...de fructibus pensionum possint in particulari disponere.*

5. De posséder par les Religieux de la Reforme les Benefices de tout l'Ordre de saint Benoît, même des Offices Claustraux dependans des Monasteres où la reforme

n'a pas été introduite : *Monachi ejusdem Congregationis sancti Mauri omnia beneficia dicti & Cluniacensis Ordinum, quamvis etiam à diversis Monasteriis, in quibus Congregatio reformatà hujusmodi introducta non est, dependentia, seu officia Clausralia... teneant.*

6. D'empêcher que les Benefices obtenus par des Reformez de la Congregation de saint Maur, ne soient resignez à d'autres qu'aux Reformez de ladite Congregation: *De non resignandis officiis, Capellaniis, & Beneficiis per eos obtentis, in aliorum quàm Reformatorum eorundem favorem promittere, & ad id se obligare.*

7. De pouvoir donner aux Anciens des pensions qui font la plus grande partie, & même la totalité des revenus des Benefices qu'ils ont resignez : *Dicti verò reformati Officialibus Clausralibus, Capellanis, & Beneficiatis hujusmodi, partem ali-*

368 *Deffense de l'Edit du Roi*
quam etiam majorem, vel forte tota-
litatem fructuum, reddituum, & pro-
ventuum Officiorum, Capellaniarum,
& Beneficiorum regularium prædicto-
rum, vitâ dictorum non reformato-
rum durante duntaxat, reservare &
assignare possint.

8. D'envoyer les Beneficiers,
Chapellains, Prieurs ou autres,
dans des lieux éloignez des Mo-
nafteres d'où dependent leurs Be-
nefices, quand même ces Benefi-
ces demanderoient residence, pour
exercer des emplois dont ils seront
jugez capables par leurs Superieurs;
en faisant cependant acquitter les
charges par d'autres Religieux:
Monachos etiam Prioratus aliquos ac
officia Claustralia, & alia quacumque
quomodolibet nuncupata Beneficia re-
gularia dicti seu Cluniacensis Ordinis
obtinentes, à Monasteriis à quibus
illa dependent (etiamsi teneantur ra-
tione foundationis illorum, & provi-
sionum sibi de illis Apostolicâ seu Or-

dinaria auctoritate factarum, seu ex nunc in futurum faciendarum ad residentiam in dictis Monasteriis, seu aliis locis regularibus à quibus, ut præfertur, dependentia fuerint) ad alia Monasteria seu loca Regularia dictæ Congregationis sancti Mauri jam aggregata, seu in futurum aggreganda, pro functionibus seu muneribus &c. Supportatis interim per alios ejusdem Congregationis sancti Mauri Monachos Prioratum, Capellaniarum, & Beneficiorum prædictorum debitis & consuetis oneribus, ad tempus, si bene visum, transferre.

9. D'ôter aux Religieux particuliers la liberté de disposer, tant de leurs Titres, que des revenus de leurs Benefices; d'en donner la disposition aux Supérieurs & Officiers; & d'attribuer ces biens au profit de la Communauté. *In titulum quidem illa teneant, ita tamen ut nullo modo in posterum de Titulis ipsis possint in particulari disponere; sed*

370 *Deffense de l'Edit du Roi*
omnimoda eorum dispositio penes Superiores & Officiarios dictæ Congregationis sancti Mauri, seu illius Monasteriorum, ac in communem usum tantum remaneat.

10. D'elire pour Superieurs les Religieux qui en seront capables, quand même ils n'auroient pas demeuré dans la Congregation le temps prescrit par les Constitutions: *Priores quoque & Novitiorum Magistros, ac alios quoscumque Superiores Monasteriorum, in quibus reformatio hujusmodi jam introducta est, seu introducetur in futurum, etiamsi ipsi in dictâ Congregatione sancti Mauri per tempus in illius Constitutionibus & litteris præductis præfixum non remanserint, ad Superioritates, munera, officiaque hujusmodi, dummodo aliàs ad id idonei reperti fuerint, Canonicè eligere &c.*

11. De continuer les Superieurs au delà du temps marqué par les mêmes Constitutions ; & eos seu

alios, sive etiam Definidores ac Visitatores, ad tempus tam citra quam ultra terminum in dicta Congregationis Constitutionibus, & illius erectionis litteris præfixum, si ad id cogat necessitas.... in suis Superioritatibus, Officiis, & muneribus continuare.

12. D'envoyer les Religieux aux Ordres, sans attendre le temps que lesdites Constitutions & la Bulle d'erection exigent, pourvû qu'ils ayent d'ailleurs l'âge & les autres conditions requises : *Et Monachos ad sacros Ordines suscipiendos, non expectato tempore præfixo per easdem Constitutiones, & erectionis litteras, dummodo etiam aliàs etate, moribus, & doctrinâ ad id sint idonei, ac servatis servandis transmittere.*

13. De faire de nouveaux Statuts & de nouvelles Constitutions, & de moderer, changer, & abroger celles qui sont déjà faites : *Necnon Statuta & Constitutiones, prout*

372 *Deffense de l'Edit du Roi*
neceſſe fuerit, condere, & jam condita
& condenda, ſi id per Capitulum ge-
nerale duntaxat legitime congrega-
tum omnino neceſſarium videatur, pro
majori Dei gloria, & feliciori ſuc-
ceſſu totius Congregationis ſancti
Mauri hujusmodi, moderari, immu-
tare, & abrogare.

Voila les privileges attribuez par le Saint Siege à la ſeule Congregation de ſaint Maur ; car ni la Congregation de ſainte Genevieve, ni l'Ordre de Premontré, ou autre Societé Religieuſe, n'en ont eu de ſemblables. On ne doute point que le Pape Urbain VIII. n'ait eu le pouvoir d'accorder ces graces ; le premier Siege ayant cette plenitude de puissance, qui lui donne droit de diſpenſer des Regles generales, quand il y a des cauſes legitimes, comme le dit Cabaffutius (l. 2. c. 14. n. 1. après le Pape Innocent III. cap. *Propoſuit*) en ces termes : *Suprema ſedes ſecundum Po-*

testatis plenitudinem potest de jure supra jus dispensare. Et on convient que la Congregation de saint Maur a pu profiter de ces faveurs de la maniere & pour le temps qu'elles lui ont été accordées. Mais si cette Congregation les etend au-delà du terme qui lui a été prescrit, & après que la cause qui les lui a fait obtenir a cessé; il faut avouer que sa conduite est irreguliere, & qu'elle ne peut se disculper d'une contravention manifeste aux Saints Canons. C'est ce qu'il est aisé de faire voir, en faisant quelques reflexions sur les termes de la Bulle qui fait le fondement de ces privileges.

En premier lieu ce feroit une proposition insoutenable, de dire qu'Urbain VIII. eût accordé pour toujours à la Congregation de saint Maur, de se procurer des Benefices en donnant des pensions egales à la totalité des revenus; d'ôter aux Titulaires la liberté d'acquitter les

charges , en les envoyant dans des lieux qui en sont fort éloignez ; de les empêcher de disposer de leurs Titres ; & d'en administrer les revenus ; enfin d'unir à la Manse conventuelle les biens desdits Benefices. Ce ne seroit pas une dispense , mais un renversement des Canons , qui ne mettroit pas en sûreté de conscience ceux qui voudroient s'en prevaloir.

Aussi ce Pape a été fort éloigné d'autoriser un tel abus. Il a seulement voulu favoriser une reforme naissante , qui avoit besoin des revenus des Benefices pour s'établir , se trouvant sur tout chargée de payer de fortes pensions aux anciens Religieux non reformez , qui ne cedoient les lieux Regulièrs & leurs Offices qu'à cette condition. C'est pour cette raison qu'il a permis aux Communautés de se servir de ces biens pour subsister : & parce que le nombre des Supe-

rieurs necessaires pour le gouvernement d'une Congregation qui s'augmentoît tous les jours, étoit d'abord fort petit, il a exempté les Titulaires de resider dans les Monasteres voisins de leurs Benefices, quand ils seroient utiles ailleurs pour le bien de l'Ordre. Les expressions de la Bulle sont precises, & le Pape y marque clairement, & le motif des privileges qu'il accorde, & le temps de leur durée.

Voyons les motifs. La Congregation de saint Maur les exprime elle-même dans sa Supplique au Pape, lorsqu'elle lui represente que sa Reforme, pour s'aggrandir, & être conduite à sa perfection, a besoin de beaucoup de nouveaux Privileges, & d'un grand nombre de Superieurs: *Et sicut eadem petitio subjungebat, etiamsi dictus Prædecessor per dictas suas litteras erectionis hujusmodi Congregationem ipsam sancti Mauri nonnullis prerogativis*

*ut pote unionis Officiorum Claustrali-
um Mensis conventualibus Monaste-
riorum Congregationis ejusdem sancti
Mauri, & aliis gratiis, quarum fa-
vore Congregatio ipsa sancti Mauri
palmites suos jam longè latèque ex-
tendere cæpit, decoraverit, experien-
tia tamen compertum sit quod ad
perfectiorem tanti operis (univer-
salem nimirum reformationem to-
tius Ordinis hujusmodi in tam amplo
regno stabiliendam) omnino neces-
sarium videatur gratias & prerogati-
vas dictæ Congregationi sancti Mauri
per eundem Prædecessorem concessas
diversis aliis indultorum ac faculta-
tum favoribus ampliari, & defectui
multorum aliorum, quorum necessitas
tempore erectionis prædictæ minus
prævisæ fuit, & sine quibus cæptum
tam grande finem suum perfectum con-
sequi non potest, suppleri. . . . & in-
super ad subveniendum tot tantisque
Monasteriis, quæ in dies eidem Con-
gregationi sancti Mauri offeruntur,*

sibi magno Superiorum numero opus esse.

Voila pourquoi la Congregation de saint Maur demande de nouvelles graces ; c'est qu'elles lui sont necessaires pour achever un ouvrage aussi grand que celui de la reforme de l'Ordre de saint Benoît , *ad perfectionem tanti operis ;* & que sans elles une entreprise si considerable ne peut point se perfectionner : *sine quibus cæptum tam grande finem suum perfectum consequi non potest.* C'est qu'elle a besoin d'un grand nombre de Superieurs pour porter la reforme dans les Monasteres qui la voudront recevoir. *Sibi magno Superiorum numero opus esse.*

C'est à ces raisons que le Pape a égard en accordant les graces qu'on lui demande , comme il s'en explique clairement : *Nos igitur, qui devotionis & piorum operum incrementum ac divini cultus augmen-*

378 *Deffense de l'Edit du Roi*
tum , & religionis propagationem ,
ac quorumlibet Ordinum & Monaste-
riorum reformationem ubique promo-
veri sinceris exoptamus affectibus ,
Præsidentem, Definitores , Visitatores,
Priores, & Monachos reformatos præ-
dictos, amplioribus favoribus & gra-
tiis prosequi volentes , &c. attentâ
penuriâ Monachorum Reformatorum
nascentis Congregationis hujusmodi ,
&c.... si ad id cogat necessitas , & Su-
periorum capacium penuria , &c.

Les privileges attribuez à la Congregation de S. Maur par Urbain VIII. sont donc relatifs aux raisons qui lui ont été représentées , & aux motifs qu'il s'est proposé en les accordant , & qu'il a marquez dans sa Bulle. Or ces raisons & ces motifs ne subsistent plus à present. Ainsi les privileges doivent cesser.

Le Pape marque d'abord que quand il permet à la Congregation de S. Maur de se faire resigner des Benefices reguliers , sous la ré-

serve de pensions considerables , il n'entend parler que des Benefices possédez par les Religieux non reformez ; usant de cette condescendance , afin de porter plus aisément les anciens à ceder les lieux Regulièrs & les Offices ou Benefices necessaires à l'établissement de la nouvelle Congregation : *Ut omnis via religiosos non reformatos perpetuandi in Monasteriis , in quibus reformati ipsi introducti fuerint , præcludatur.....Ita quod dicti Officiales Claustrales, Capellani, & Beneficiati Regulares non reformati.....vita dictorum non Reformatorum durante duntaxat.* Il n'est fait dans la Bulle aucune mention des Prieurez que les seculiers possédoient.

Il declare ensuite que s'il accorde tant de faveurs , c'est pour établir & augmenter la reforme de la Congregation de S. Maur. A présent & depuis long-temps elle est suffisamment établie , & elle est

répandue autant qu'elle devoit l'être. Elle n'a plus de pensions à payer aux anciens Religieux non reformez. Elle est introduite dans un grand nombre de Monasteres tous bien rentez, & bien bâtis; & elle a fait tous les progrès où elle pouvoit parvenir en France, comme l'a reconnu le Roi Louis XIV. par l'Edit qu'il a rendu au mois de Juin 1671. pour arrêter le cours de cette reforme, & autres semblables; & comme il est porté par l'Edit du Roi Louis XV. du mois de Novembre 1719.

C'est pour fournir des Superieurs aux Monasteres qui demanderoient la réforme, vu le petit nombre des Religieux reformez. A présent la Congregation de S. Maur n'est plus dans l'embarras de trouver des Religieux pour réformer de nouveaux Monasteres.

C'est pour le bien de la Congregation de S. Maur. *Pro bono il-*

lius, & pour la plus grande gloire de Dieu: *Pro majori Dei gloriâ*. A présent le bien véritable de cette Congregation ne demande point qu'elle acquiere des revenus de Benefices dont elle n'a plus aucun besoin; qu'elle agisse contre ses propres Statuts dans l'élection & la continuation de ses Supérieurs; ni qu'elle contrevienne aux Canons en faisant des pensions excessives pour se procurer des Benefices, & en mettant sans nécessité les Titulaires hors d'état de remplir leurs obligations; puisqu'on ne sçait que trop que quand elle les éloigne de leurs Benefices, ce n'est point, comme l'exige la Bulle, pour le besoin des Monasteres où on les destine, ni pour l'instruction de la jeunesse, ou autres semblables fonctions qui pouvoient seules autrefois excuser un tel dérangement. Enfin on ne peut point dire qu'il soit de la plus grande gloire de Dieu qu'on tienne

382 *Deffense de l'Edit du Roi,*
cette conduite qu'aucun sujet ni
pretexte ne peut plus autoriser.

Urbain VIII. après avoir expli-
qué les motifs qui l'engagent à dis-
penser la Congregation de S. Maur
des Regles ordinaires, marque com-
bien cette dispense doit durer.

Il dit d'abord qu'il ne l'accorde
que pour un temps: *Ad tempus.*

Il ajoûte quelle doit être l'éten-
due de ce temps ; c'est jusqu'à ce
que la Congregation de S. Maur se
soit fortifiée & affermie : *Quoad us-
que validior fiat dicta Congregatio
sancti Mauri.*

Quoiqu'il permette la reünion
des Manfes Conventuelles & Offi-
ces Claustraux des Religieux non
réformez à la Manse Conventuelle
des Réformez, il deffend d'en user
de même pour les Chapelles, Prieu-
rez, & Benefices simples, & il mar-
que expressement que ces Benefices
ne pourront être cedez qu'à des
Religieux particuliers : *Ita quod ex*

tunc dicti Officiales Claustrales, Capellani, & Beneficiati regulares non reformati.....Redditus quidem mensarum & Officiorum in favorem Mensarum Conventualium dictorum Reformatorum, Capellanas verò, Beneficia, & Prioratus hujusmodi in favorem particularium dictæ Congregationis sancti Mauri Monachorum cedere,....possint; faisant assez voir par là qu'en supprimant les Offices Claustraux, il vouloit conserver les Benefices simples en Titres: *In Titulum quidem illa teneant*, & que ce n'étoit que pour un temps qu'il laissoit les revenus de ces derniers à la disposition des Communautéz; ce qui paroît encore par la précaution qu'il prend d'ordonner que les resignations des Benefices simples que les anciens feront en faveur des Reformez, & que les pensions que ceux-ci feront aux anciens, ne pourront être admises que par le Saint Siege; ce qu'il n'exige pas

384 *Deffenſe de l'Edit du Roi ,
des Offices Clauſtraux. Volumus au-
tem quod resignationes Prioratum ,
& aliorum Beneficiorum Eccleſiaſtico-
rum , non tamen Officiorum Clauſtra-
lium per Monachos non reformatos
obtentorum , quas in futurum ad fa-
vorem Reformatorum fieri , ac pen-
ſiones quas ſuper illorum fructibus
reſervari contigerit , à Sede præſatâ
duntaxat admitti & reſervari de-
beant.* Si l'intention du Pape eût été
de laiſſer pour toujours aux Com-
munautez l'adminiſtration des Be-
nefices ſimples , & la diſpoſition
& propriété entière des revenus ;
il eût été tres-inutile de preſcrire
que les Titres de ces Benefices ſub-
ſiſteroient , qu'ils ſeroient conferez
à des Particuliers , & qu'on auroit
recours à Rome pour les Provi-
ſions , comme à l'ordinaire.

En dernier lieu , ce qui prouve
évidemment que la durée de ces
Privileges eſt bornée , c'eſt ce qui
eſt dit dans la Bulle, du pouvoir ac-
cordé

cordé à ladite Congregation de faire ses Superieurs, les continuer, envoyer les Religieux aux Ordres contre ce que les Constitutions prescrivent, & même de changer & abolir ces Constitutions. Car il seroit absurde de penser que le Pape auroit approuvé que la Congregation de saint Maur en usât dans tous les temps de même; puisque ç'auroit été établir une Societé Religieuse & une Reforme sans Regles certaines, & l'abandonner aux inconveniens d'une conduite arbitraire.

F I N.

R



MEMOIRE.

POUR Maître Nicolas Le
Grand, Prêtre Licentié en
Theologie, de la Maison
& Societé de Sorbone,
Chanoine, Regulier de
l'Ordre de saint Augustin,
Prieur - Curé de Notre-
Dame de Dommerat au
Diocèse de Bourges, &
Prieur de sainte Anne de
Feillard au Diocèse du
Mans.

*CONTRE la Congregation
de sainte Genevieve, qui
après l'avoir fait pourvoir
elle-même dudit Benefice*

*de sainte Anne, & l'en
avoir reconnu paisible Pos-
sesseur pendant sept ans,
entreprend aujourd'hui de
le lui contester, en lui sup-
posant un autre Titulai-
re, parcequ'il souhaite en
jouir & en disposer con-
formément à l'Edit du Roi
du mois de Novembre
1719.*

LA Congregation de sainte Ge-
nevieve s'empare de beau-
coup de Benefices simples, & se
les perpetue par des voies égale-
ment contraires aux Canons de
l'Eglise, aux Ordres du Roi, & à
l'interêt du Public, se couvrant du
nom de plusieurs Religieux, de la
personne & de la volonté desquels
elle dispose absolument. Par une
reformé autrefois inconnue, elle

elle fait pratiquer aux Particuliers l'esprit de désappropriation jusqu'à leur ôter la liberté de disposer de leur nom, qu'elle employe à leur insçu pour des Benefices utiles au Corps ; & elle veut qu'ils vivent dans une obeïssance si parfaite, qu'ils consentent à ne faire aucunes fonctions de leurs Benefices, & à en ignorer les obligations, les qualitez & le nom. Elle separe ainsi le revenu d'avec le titre ; le premier qu'elle regarde comme plus reel, est fidelement recueilli, & appliqué au profit des Communautés ; le dernier, comme un être abstrait, & un attribut qui n'a point un sujet fixe, voltige d'une Province à une autre, est donné & révoqué, va & vient, sans pouvoir être apperçu de personne.

Cette conduite a paru principalement au sujet du Prieuré de sainte Anne de Fessard qu'elle a acquis & qu'elle possède depuis plus de

cinquante ans d'une maniere très-irreguliere; il suffit pour le prouver de rapporter simplement comment les choses se sont passées.

Nicolas Lepervier ancien Chanoine Regulier de la Communauté de Château l'Hermitage dans le Maine l'une des Maisons de la Congregation de sainte Genevieve, mourut Prieur de sainte Anne de Fessard au commencement de l'année 1672. & il y eut aussitôt jusqu'à six Concurrens qui vinrent fondre sur la proie qu'il avoit laissée & qui prirent possession de ce Benefice, sçavoir Simon LeGras, Philippe Le Brun, Simon Bellanger, Philippe de Lestre, François Le Masson, & René le Chat; la plupart en qualité de parens du Fondateur, M. Adam Moré, qui avoit ordonné par le Titre de la fondation que dans la concurrence son parent le plus proche seroit preferé aux autres.

Parmi ces Competiteurs deux étoient de la Congregation de sainte Genevieve, & elle les fit pourvoir en même temps pour mieux s'assurer du Benefice : c'étoient Simon Le Gras qui étoit, avec quatre autres, parent du Fondateur ; & Philippe Le Brun qui ne l'étoit pas. Elle fit cela avec adresse & secret. Un de ses Religieux Prieur Claustral de la Communauté de Château l'Hermitage étoit Grand-Vicaire de M. l'Archevêque d'Alby Prieur Commendataire dudit Château, & Collateur du Prieuré de sainte Anne de Fessard. Elle engagea Simon Le Gras à demander des provisions à ce Grand-Vicaire, qui les lui refusa, comme on étoit convenu : & sur ce refus concerté, il usa du droit que la fondation donne aux Parens du Fondateur ; auxquels on refusa des provisions, en se faisant pourvoir du Benefice à l'Eveché du Mans le 23. Janvier

1672. & prit possession le 25. Mais en même temps, pour avoir un second Titulaire, elle s'adressa au Collateur même, & écrivit en diligence à Alby en faveur de Philippe Le Brun, (qu'on ne pouvoit, sans aller contre les termes de la fondation, opposer à cinq Parens du Fondateur) & cet Archevêque, ignorant ce qui s'étoit passé au Mans en conséquence du refus de son Grand-Vicaire, accorda le premier Fevrier des provisions du même Benefice à Philippe Le Brun. Voila tout le mystere de la perpetuité des Benefices dans la Congregation de sainte Genevieve.

La Congregation cependant ne fit d'abord paroître que Simon Le Gras, parce qu'étant parent du Fondateur il étoit plus propre à repousser les Concurrans étrangers; & elle y réussit en gagnant par argent Simon Bellanger, celui d'entr'eux qui avoit le plus de droit,

& qui embarrassoit davantage : & sans recourir à Rome , elle fit avec lui une transaction par devant Notaire , par laquelle elle s'engageoit à lui faire une pension de 600. livres qu'elle comptoit bien ne lui jamais payer.

Il arriva que Simon LeGras voulut resider dans son Benefice , & s'y logea en effet pretendant jouir & s'acquitter de ses devoirs par lui-même. Cela fut regardé par la Congregation comme une revolte punissable ; elle rapella ce pauvre Pere , qui fut obligé de ceder à la force , mais qui ne fit point de resignation ni de demission , & elle l'envoya dans un lieu d'où jamais on n'a plus entendu parler de lui. Aussi-tôt elle fit paroître les provisions du second Titulaire, Philippe Le Brun, qu'elle avoit tenues cachées jusqu'alors ; & elle lui fit prendre par Procureur possession du Benefice le 4. de Juillet 1672.

cinq mois après la date de ses provisions. Bellanger ayant alors demandé sa pension , on lui dit que Le Gras qui la lui devoit n'étoit plus rien , & qu'un autre qui avoit de meilleurs droits que lui, lui avoit succédé. Le Pensionnaire que cela n'accommodoit point fit grand bruit, & prenoit des mesures pour faire valoir ses premieres pretentions. Ce qui obligea la Communauté de faire avec lui de nouvelles conventions, & de lui promettre la même pension sous le nom de Philippe Le Brun; mais quand il voulut s'en faire payer , on lui repondit que Le Brun n'étoit pas paisible Possesseur , & que Le Gras avoit encore des droits au Benefice. On fut cependant obligé de le contenter en partie; on lui donna quelque argent pour le passé , & la pension lui fut exactement payée dans la suite.

Philippe Le Brun, qui étoit Titu-

R v

laire en second, ayant été de cette sorte substitué en la place de Simon Le Gras Titulaire en Chef mais indocile, on ne songea plus qu'à prendre les moyens les plus propres pour le maintenir, car on lui trouvoit des qualitez admirables pour être un Prête-nom parfait. Mais comme il n'avoit point de resignation de Simon LeGras qu'on venoit d'exclure, & qu'étant d'ailleurs pourvu contre la loi de la fondation, il ne pouvoit l'emporter sur les autres Concurrens qui avoient sur lui l'avantage d'être parens du Fondateur; il fallut suppleer à ce defaut en gagnant ces Competiteurs importuns, & en supposant un Titre legitime: c'est pourquoi on lui chercha de nouvelles provisions, & il se trouva en avoir jusqu'à trois differentes; provisions en 1672. par une collation nulle de M. l'Archevêque d'Alby Collateur; provisions en 1673.

par une fausse resignation de Simon Bellanger;provisions en 1675. par une cession de droit,aussi nulle, de René Le Chat ; trois prises de possession en consequence au nom du même Philippe Le Brun ; tous faits prouvez par le Greffe des Insinuations du Mans.

Après s'être ainsi rassuré contre les differentes allarmes qu'on avoit à craindre dans une intrusion si visible , on jouit tranquillement du Benefice sous le nom dudit LeBrun, qui ne sçavoit rien de tout ce qui s'étoit passé : & sans se mettre en peine d'acquitter exactement les charges portées par la fondation , on se fit un bel etablissement du Prieuré de Fessard ; la maison & les jardins furent destinez pour faire une agreable maison de Campagne , & les revenus furent employez à élever un bâtiment superbe dans la Communauté de Château l'Hermitage.

Les choses resterent en cet état jusqu'en l'année 1713. & alors la Congrégation changea de batterie. Voyant que tous ceux qui avoient eu des Droits legitimes sur ce Benefice étoient morts , & voulant s'en assurer, au moins cette fois, par un bon Titre; elle fit venir des provisions de Rome en faveur du sieur Nicolas Le Grand , qui avoit fait depuis peu profession dans l'Abbaye de sainte Genevieve de Paris le 2. Decembre 1711. & qui actuellement demeuroid dans l'Abbaye de Toussains d'Angers : & elle obtint pour lui ces provisions à son insçu , en demandant le Benefice comme vacant par la mort du dernier Titulaire legitime sans le nommer : *Per obitum ultimi Possessoris , cujus nomen aut cognomen in litteris , si videbitur , exprimi possint.*

Ces nouvelles provisions sont dattées du 15. Mars 1713. On fit signer au sieur Le Grand sans qu'il

s'en apperçût une Procuration le 17. Mai suivant ; on eut le Visa le 8. Juin, on prit possession le 9. tout cela sous son nom. On fit des Baux en vertu de sa procuration le 28. Janvier 1715. & le 6. Avril 1717. avec cette precaution qu'on ne le designa que sous le nom de *Sieur Prieur*. Les revenus ayant été ensuite saisis , faute d'avoir rendu au Roi la foi & hommage , on eut besoin d'une Procuration speciale qui lui fut demandée le 12. Septembre 1717. au nom de la Communauté de Château l'Hermitage, par le Pere Jacques Popineau qui en étoit Procureur ; & dans la Lettre qui lui fut écrite , on le prioit d'envoyer incessamment cette Procuration pour sauver le revenu du Prieuré de sainte Anne de Fessard, dont , lui disoit-on ; *vous êtes Titulaire*. Il envoya la Procuration qu'on souhaittoit de lui , & continua jusqu'en 1720. c'est-à-dire pen-

dant 7. ans à être reconnu legitime & paisible Possesseur par les personnes les plus interessées dans cette affaire & les mieux instruites.

Au mois de Fevrier de l'année 1720. le sieur Le Grand, qui venoit d'être fait Curé dans le Diocese de Bourges par M. le Cardinal de Gesvres , se crut obligé d'obcïr à l'Edit du Roi du mois de Novembre 1719. , par lequel il étoit ordonné que tous les Titulaires Religieux, iroient en personne faire la declaration de leurs Benefices aux Bailliages & Officialitez des lieux où ils étoient situez. Cette obeïssance qu'il rendit à Sa Majesté déplut à la Congregation, qui cessa aussitôt de le reconnoître pour Titulaire. Il se pourvut par devant les Juges des lieux pour avoir les Titres qui lui étoient necessaires pour executer les Ordres du Roi; mais quelques jours après , la Congregation evoqua ce Procès au Grand

Conseil, esperant que le sieur le Grand n'auroit jamais ni le courage ni les moyens d'y venir plaider.

Celui-ci, à qui sa conscience ne permettoit pas de se prêter à la confidence qu'on exigeoit de lui, & qui étoit persuadé que cette affaire regardoit le bien de l'Eglise & de l'Etat, se resolut à tout souffrir pour une cause aussi juste: mais il prit la precaution de demander à Rome un Bref de Translation dans l'Abbaye des Chanoines Reguliers de saint Satur au Diocese de Bourges; tant à cause des vexations inouïes qu'il avoit déjà receues dans la Congregation de sainte Genevieve, comme il est prouvé par un Procès verbal de M. l'Evêque de Noyon, qu'à cause des mauvais traitemens qu'il avoit à craindre dans la fuite. Il soutint ensuite seul contre la Congregation entiere cet important Procès; il fit voir ses Titres qui lui avoient été procurez

par ses Adversaires , & insista sur sa possession paisible plus que deux fois triennale , & avouée par eux-mêmes.

Il n'étoit pas aisé à la Congregation de se deffendre ; car en destituant un Titulaire aussi bien établi, il falloit en avoir un autre qu'on lui pût substituer aux yeux du Public avec quelque apparence de raison. L'embarras étoit grand ; car en prendre un parmi les vivans , cela ne paroissoit pas possible , aucun n'avoit disputé le Benefice au sieur Le Grand pendant l'espace de sept ans. Chercher un Titulaire parmi les morts , étoit une chose inouïe , & qui paroissoit impossible à l'industrie humaine. On s'assembla , on délibéra , on hesita sur ce qu'il y avoit à faire , & tout autre y auroit été embarrassé. Enfin on se rappella le souvenir de Philippe Le Brun , dont le nom avoit servi autrefois si heureusement à déposséder Simon

Le Gras, & on espera qu'il pourroit bien servir avec le même succès à déposséder Nicolas Le Grand.

Mais comment produire un mort, le faire parler, signer des actes, & plaider ! La Congregation en faisant pourvoir le sieur Le Grand du Prieuré de sainte Anne de Fesfard, comme vacant par la mort du dernier Titulaire legitime, & l'ayant reconnu pendant sept ans de suite, avoit attesté à Rome & en France que ce Titulaire étoit mort ; d'où il s'ensuivoit, ou que Philippe Le Brun étoit mort, s'il avoit été le dernier legitime Titulaire, ou qu'il n'avoit jamais été vrai Titulaire s'il étoit vivant. Voici l'expedient admirable qu'on imagina, & la fable qu'on osa proposer au Grand Conseil. Philippe Le Brun est le véritable Titulaire & est vivant, mais on l'a cru mort dans la Congregation pendant sept ans par méprise, parce qu'un Religieux qui

portoit le même nom & qui étoit son frere, quoi qu'ayant un autre nom de Baptême, & appelé Antoine, étoit mort en effet le 2. Mars 1712. plus d'un an avant qu'on fit pourvoir le sieur Le Grand. La crainte qu'on eut au temps de cette mort que le Collateur ne nommât, ou que quelque Particulier ne se pourvût en Cour de Rome, fut cause que pour les prévenir on se pressa un peu trop de demander au Pape le Benefice pour Nicolas Le Grand, que l'on croyoit attaché aux intérêts de la Congregation. Il est vrai que Philippe Le Brun occupoit pendant ces sept années des places considerables sous les yeux des Superieurs; mais on n'y prenoit pas garde alors de si près, & on n'a bien découvert la verité, que quand le sieur Le Grand a voulu en 1720. obeir à l'Edit du Roi.

Cette défaite si peu raisonnée, & si remplie de contradictions pa-

rusti plausible à la Congregation, qu'un des Superieurs majeur, qui est le Pere Hubert second Assistant du General, & qui étoit Visiteur de la Province où le Prieuré de sainte Anne de Fessard est situé, quand le sieur Le Grand en fut pourvu, lui fit le reproche que S. Jean-Baptiste faisoit autrefois à Herode qui avoit pris la femme de son frere Philippe: *Non licet tibi habere uxorem fratris tui viventis.* Mais ce Reverend Pere étoit bien éloigné de la pureté du saint Precurséur; & il ne songeoit à empêcher le sieur Le Grand de garder une épouse legitime, que pour en user lui-même, & la rendre commune à toute sa Congregation.

Pour mieux persuader les Juges, on fit paroître un vieux Religieux âgé de 85. ans, que l'on soutenoit être le sieur Philippe Le Brun, & à qui l'on avoit recommandé de dire qu'il étoit Prieur de sainte Anne de

Fessard, quoi qu'il n'en eût jamais rien sçu auparavant, & qu'il lui échappât quelquefois de dire qu'il ne le croyoit que sur la foi de ses Superieurs. On le promena de maison en maison, & on le montra même à l'Audiance. Le sieur Le Grand eut beau crier contre l'illusion qu'on faisoit aux Juges, & représenter dans les Memoires qu'il fut obligé de faire lui-même, [parce que l'on avoit engagé son Avocat à ne point travailler pour lui] que Philippe Le Brun devoit être censé mort, selon le témoignage que la Congregation elle-même en avoit rendu; & que de plus, quand il seroit vivant, il n'avoit jamais été legitime Titulaire; il eut beau produire ses Titres, & prouver sa possession paisible & deux fois triennale, le crédit de la Congregation l'emporta, & on rendit au Grand Conseil le 26. Avril 1723. un Arrêt qui adjugeoit le Benefice au

sieur Le Brun, & condamnoit le sieur Le Grand aux dépens, dommages & interêts. On fit plus. Sur l'appel comme d'abus de son Bref de Translation, que la Congregation n'avoit interjetté que par une simple Requête, seulement huit jours auparavant ; ce Bref fut déclaré abusif, quoi qu'il n'en fût point question dans le Procez, & que la Cour n'en eût point été faisie, quoi que le Procureur protestât qu'il ne s'étoit point constitué sur cet appel, qu'il n'y avoit point deffendu, & qu'il n'avoit point eu charge d'y deffendre, & quoi que l'Avocat remontrât qu'il n'avoit ni ordre, ni instruction, ni pieces pour plaider.

La Congregation triompha de cet Arrêt, & en donna avis à toutes les Communautés pour tenir les Titulaires dans la crainte. Les abus par ce moyen alloient se multiplier plus que jamais, lorsque Sa Ma-

406 *Deffense de l'Edit du Roi*,
jesté qui en vit les consequences,
crut devoir y apporter un prompt
remede. Elle voulut prendre par
Elle-même connoissance de toute
cette affaire , & la faire discuter de
nouveau devant Elle. C'est pour-
quoi elle rendit en son Conseil le
14. d'Août 1723. un Arrêt par le-
quel Elle ordonna que toutes cho-
ses demeureroient au même état
où elles étoient avant l'Arrêt du
Grand-Conseil , & en même temps
nomma des Commissaires pour
examiner le fonds de l'affaire , &
donner leur avis non seulement
sur le rescindant , mais encore sur
le rescisoire.

Cette attention de Sa Majesté à
faire rendre la justice releve le
courage du sieur Le Grand , en lui
donnant la liberté de se defendre.
Il le fera avec toute la simplicité que
la verité demande , & produira
en même temps les preuves & les
pieces justificatives de tout ce qu'il
avance.

Il pourroit rapporter les moyens de cassation resultans de la forme, & dire que l'Arrêt du Grand-Conseil 1°. renverse la discipline Ecclesiastique & la police generale du Royaume, en maintenant un Prête-nom visiblement intrus dans un Benefice. 2°. Qu'il ajuge ce Benefice à un homme dont le Titre est expressément contraire à la loi de la fondation. 3°. Qu'il donne une atteinte manifeste à la Regle *De Pacificis Possessoribus*, en depouillant un Titulaire qui a une possession paisible plus que deux fois triennale. 4°. Qu'il contrevient formellement aux Declarations du Roi de 1646. & 1651. & à l'Edit de 1691, touchant les Insinuations, en confirmant des provisions expedées sur une resignation qui n'a jamais été insinuée. 5°. Qu'il est directement opposé à l'Edit de Novembre 1719, & à la Declaration du premier Fevrier 1720. non seu-

lement en autorisant des abus que Sa Majesté a voulu reformer, mais en maintenant dans la possession du Prieuré de Fessard un homme à l'égard de qui ce Benefice devoit être déclaré vacant & impetrable, faute par lui d'avoir fait sa declaration dans le temps present, & pour avoir imposé à Sa Majesté par une declaration fausse. 6°. Qu'il renverse les Loix Canoniques & Civiles faites au sujet de la simonie, en autorisant des Provisions évidemment simoniaques, lesquelles ont été expédiées sous la condition secrette d'une pension qui n'a point été admise par le Pape, & qui est égale à la totalité du revenu. 7°. Enfin qu'il a été prononcé contre les formalitez les plus communes, & les plus indispensables de la justice. Mais ces moyens ont été suffisamment expliqués dans la Requête du sieur Le Grand du 11. Avril 1724. & dans l'état présent où est
cette .

cette cause , & selon les vues de Sa Majesté , il lui suffit d'établir son droit par le mérite du fonds.

Moyens tirez du fonds touchant le Benefice. Moyens generaux qui sont les abus enormes commis par la Congregation de sainte Geneviève au sujet du Prieuré de sainte Anne de Fessard.

1°. La Congregation de sainte Geneviève s'approprie le revenu du Prieuré de Fessard , comme de celui des autres Benefices simples , en les attribuant par une union de fait à la Communauté voisine... Elle éloigne les Titulaires en leur assignant des maisons situées dans d'autres Provinces.... Elle leur ôte la connoissance de ce qui regarde l'acquit des charges , & leurs obligations les plus essentielles , & leur laisse même ignorer qu'ils sont Beneficiers... Elle n'a jamais été autori-

lée dans la pratique qui donne lieu aux abus dont on se plaint, par aucune Bulle ou dispense semblable à celles qu'a obtenues pour un tems la Congregation de S. Maur. 4

* Tous les Canonistes, & entre autres Silvius in *Resolutionibus variis, verbo Religiosus*, 1. Sainte Beuve tom. 3. Cas 74. Pontas tom. 1. Cas 24. blâment fort cette conduite intéressée des Communautés Religieuses, & decident que le revenu des Benefices Reguliers ne peut point être appliqué aux Monasteres ; mais que le Titulaire quoique Religieux, doit prendre par lui-même connoissance des charges & des revenus pour le bien des Eglises & des pauvres, sans même qu'il ait besoin pour cela de la permission de son Supérieur.

La Congregation de Sainte Genevieve dans ses Réponses n'a pu citer aucune Bulle ni Dispense.

Les passages qu'elle entasse pour prouver qu'un Religieux ne peut rien posséder en propre, ne prouvent rien, puisqu'un Religieux peut administrer les revenus d'un Benefice, & n'est jamais Propriétaire tant qu'il est dans l'obligation ou dans la disposition de rendre compte à son Supérieur du revenu de son titre, comme le démontre l'exemple des Religieux-Curés. . .

Les Statuts & Decrets de ses Chapitres Generaux qu'elle oppose, sont des Reglemens particuliers qu'elle s'est faits, lesquels ne peuvent l'emporter sur les Canons.

L'Edit de 1719. & la Declaration de 1720. aneantissent ces Reglemens, & prouvent que les

2°. Par un abus criant la Congregation de sainte Geneviève a fait pourvoir tout à la fois deux de ses Religieux du Prieuré de sainte Anne de Fessard, Simon Le Gras le 23. Janvier 1672. & Philippe Le Brun le premier Février de la même année, afin de pouvoir dans le besoin détruire l'un par l'autre. Ce qui est prouvé par les Provisions des sieurs Le Gras & Le Brun produites au procez. *b*

3°. Cette Congregation fit prendre d'abord possession du Benefice par Simon Le Gras, & jouit sous son nom; mais celui-ci ne lui con-

Lettres Patentes produites par la Congregation sont subreptices, & qu'elle ne peut point s'autoriser de ces Lettres pour se maintenir dans les abus auxquels Sa Majesté a cru nécessaire de remédier.

b Provisions de Simon Le Gras données à l'Evêché du Mans le 23. Janvier 1672. sur le refus concerté du Grand-Vicaire, du Collateur, lequel Grand-Vicaire étoit de la Congregation. Provisions de Philippe Le Brun données à Alby par le Collateur le premier Février 1672.

venant apparemment plus; elle réveilla près de six mois après les Provisions de Philippe Le Brun, & elle lui fit prendre possession pour exclure Le Gras. C'est ainsi qu'elle se joue des Titulaires & de leurs Benefices. c

4°. Elle a violé la loi de la fondation du Prieuré de sainte Anne de Fessard, en y établissant par trois provisions consecutives Philippe Le Brun qui n'étoit point parent du Fondateur, pendant qu'il y avoit cinq parens du Fondateur, qui en cette qualité avoient droit à ce Benefice & en étoient pourvus. d

c Prise de possession de Simon Le Gras le 25. Janvier 1672.

Prise de possession de Philippe Le Brun du 4. Juillet 1672. On n'a plus entendu parler du Titulaire Le Gras, quoiqu'il ait vécu encore longtemps sans avoir resigné, ni fait cession de ses droits, quoiqu'en dise la Congrégation de Sainte Genevieve qui ne le prouve point.

d Acte de la Fondation du 28. Aoust 1472. confirmé par Arrest du Grand Conseil le 8. May 1584.

Ces cinq parens du Fondateur étoient Simon

5°. Elle a acheté le Benefice de Fessard de Simon Bellanger par le moyen d'une pension égale à la totalité du revenu, & qui n'a point été admise par le Pape. *e*

6°. Pour obtenir des Provisions de Rome, elle a supposé une résignation qui n'a jamais été faite. *f*.

7°. Elle a évité de faire insinuer cette prétendue résignation ou procuration *ad resignandum*, [quoi qu'elle ait eu soin de faire insinuer les Provisions] transgressant par là les Declarations de 1646. & 1651. *g*.

Le Gras pourvu le 23. Janvier 1672. Simon Bellanger pourvu le 25. Janvier. Philippe Delaistre pourvu le 23. Fevrier. François Le Masson pourvu le 18. Juin, & René Le Chat pourvu le 25. Mars. Leurs Provisions marquent qu'ils étoient parens du Fondateur. Celles de Philippe Le Brun ne le marquent point.

e Certificat de la pension datté du mois de Juin 1723.

Requête du P. Polinier General de la Congregation signifiée le 21. Juillet 1724.

La Congregation n'a pu produire aucune signature de Rome pour la pension.

f Elle ne produit point dans le Procès la Procuration *ad Resignandum*.

g Registre de l'Evêché du Mans.

414 *Deffense de l'Edit du Roi*

8°. Elle n'a point acquitté les Messes portées par la fondation, qui ordonne qu'il en sera dit trois par semaine. La declaration qu'elle a faite au Roi en 1720. au nom de Philippe Le Brun, marque qu'on n'en acquitte que deux. Cependant le revenu est beaucoup plus considerable qu'il ne faut pour en dire trois. *b*

9°. Elle a affecté dans la Supplique au Pape de ne point nommer le Titulaire par la mort duquel elle demandoit le Benefice pour le sieur Le Grand, & elle s'est servie de ces termes vagues : *Per obitum ultimæ possessoris, cujus nomen & cognomen in litteris, si videbitur, exprimi possint.* Afin de pouvoir selon sa coutume opposer au dernier Titulaire, en cas de besoin, qui bon lui semblera. *i*

b Acte de la fondation déjà cité.

Declaration sous le nom de Philippe Le Brun des 10. & 13. May 1720.

i Provisions du Sieur Le Grand du 15. Mars 1713.

10°. Elle a affecté aussi dans les baux du Prieuré de Fessard de ne point nommer le Titulaire vivant, qu'elle n'a désigné que par le nom de *sieur Prieur*, pour ôter le moyen de connoître sûrement qui est le Titulaire du Benefice. *k*

11°. Elle s'est deffendue le plus qu'il lui a été possible de faire la déclaration du Prieuré de Fessard, comme Sa Majesté l'avoit ordonné; & elle ne l'a fait qu'après le temps porté par l'Edit de Novembre 1719. & après les trois mois de delai accordez par la Declaration du Roi du 1. Février 1720. lesquels finissoient au dernier jour d'Avril. Elle a même fait une declaration fausse des revenus de ce Benefice, en marquant qu'ils ne montent qu'à 385. liv. quoi qu'ils soient bien plus considerables. *l*

k Bail du 28. Janvier 1715.

Bail du 6. Avril 1717.

l Declaration du Prieuré de Fessard sous le nom de Philippe Le Brun des 10. & 13. May 1720.

416 *Deffense de l'Edit du Roi,*

12°. Elle s'est ouvertement opposée aux ordres du Roi, en empêchant le Notaire qui a les Transactions simoniaques qu'elle a faites au sujet de ce Prieuré, d'en donner communication, quoi qu'il y eût un compulsoire & des ordres de la Cour. Ce qui est prouvé par la sentence du Lieutenant General du Château du Loir, qui a condamné pour ce sujet le Notaire à 100. l. d'amende. *m*

13°. Comme elle s'est servie en 1672. de Philippe Le Brun pour déposséder Simon Le Gras, elle s'en sert encore aujourd'hui pour déposséder le sieur Le Grand malgré sa possession septenaire. Et après avoir destitué il y a long-temps le sieur Le Brun, & lui avoir fait

La Congregation dans sa dernière Requête signifiée le 21. Juillet 1724. avoue qu'on payoit sous le nom de Philippe Le Brun 350. liv. de pension sur le Prieuré de Fessard.

m Sentence du Lieutenant General du Château du Loir, du 14. Juin 1723.

faire une démission du Benefice, elle le fait reparoître, & le rétablit sans nouvelles provisions. *n*

*Moyens particuliers qui établissent
le droit du sieur Le Grand
an Prieuré de Fessard.*

Le sieur Le Grand est pourvu en Cour de Rome par la mort du dernier Titulaire; & il est prouvé que tous ceux qui ont été légitimement pourvus avant lui sont morts. *a*

Il a obtenu ses Provisions sans fraude, puisqu'il les ont demandées à Rome pour lui à son insçu, comme il paroît par la lettre d'un des premiers Superieurs. *b*

n Cela est prouvé par ce qui precede & ce qui suit.

a Provisions du Sieur Le Grand du 15. Mars 1713 *Per obitum ultimi possessoris.*

Certificats & Extraits mortuaires produits au Procès.

b Lettre du P. Hu bert Visiteur 1722.

Il a donné Procuration au Pere Jacques Popineau Procureur de la Communauté de Château l'Hermilage de la Congregation de sainte Geneviève, tant pour prendre possession, que pour administrer les revenus du Benefice. *c*

Il a eu le Visa de M. l'Evêque du Mans. *d*

La prise de possession a été faite en son nom par le P. Popineau. *e*

Les baux ont été renouvellez en vertu de sa Procuration par le même P. Popineau. *f*

Quatre ans après sa prise de possession, & après les baux passez en consequence de sa premiere Procuration, le P. Popineau lui a écrit au nom de la Communauté dont il étoit Procureur, pour lui

c Procuration passée à Angers le 17. Mai 1713.

d Visa du 8. Juin 1713.

e Prise de possession du 9. Juin 1713.

f Bail du 28. Janvier 1715. Bail du 6. Avril 1717.

demander une nouvelle Procura-
tion, afin de rendre la foi & hom-
mage au Roi, & faire toute autre
chose concernant ce Benefice; &
dans cette Lettre, on le fait ressou-
venir qu'il est Titulaire de sainte
Anne de Fessard. g

De plus, le sieur Le Grand a été
reconnu Titulaire, non-seulement
quatre ans de suite depuis 1713.
jusqu'en 1717. mais même 7. ans,
c'est-à-dire, jusqu'en 1720. par la
Communauté qui percevoit les re-
venus, & par la Congregation mê-
me, qui, interressée comme elle
etoit à la conservation de ce Bene-
fice, n'auroit pas reconnu un hom-
me si long-temps pour Titulaire,
si elle n'avoit pas bien connu qu'il
l'etoit, & que nul autre n'avoit
droit à ce Benefice. Le Sr le Grand
passeroit encore pour Titulaire
dans l'esprit de la Congregation,
s'il ne s'etoit pas mis en devoir d'o-

g Lettre du P. Popineau du 12. Septembre 1717.

420 *Deffense de l'Edit du Roi,*
beir à l'Edit de Sa Majesté du mois
de Novembre 1719. *b*

Pendant ces sept années on n'a point troublé le sieur Le Grand, on ne lui a rien signifié, sa possession a été paisible & publique. La Communauté qui jouissoit des fruits du Benefice, & qui en connoissoit parfaitement le Titulaire, ne s'est adressée qu'à lui. *i*

-Voilà des provisions en bonne forme, avec une possession paisible plus que suffisante reconnue par les personnes les mieux informées, & les plus intéressées dans cette affaire.

Comment après cela la Congregation de sainte Genevieve ose-t-elle revenir contre un Titre si bien fondé, & contre son propre temoignage !

Elle allegue une meprise, mais meprise impossible & tout-à-fait in-

b Lettre du P. Hubert Visiteur de l'année 1722.

i Lettres du P. Popineau & du P. Hubert déjà citées.

soutenable ; elle dit qu'elle n'a fait pourvoir le sieur le Grand , & qu'elle ne l'a reconnu si longtemps pour Titulaire , que parce qu'elle a cru pendant sept ans que Philippe le Brun ancien Titulaire étoit mort , quoiqu'il fût vivant. Mais comment la Congregation dissimule-t-elle que ce n'est point par la mort de Philippe le Brun qu'elle a demandé à Rome le Benefice en faveur du sieur le Grand , mais par celle du Titulaire legitime , qui avoit été avant lui ; parce que voyant que la pretendue possession du Pere le Brun n'avoit été qu'une usurpation continuée , elle voulut s'assurer du Benefice par un bon Titre. *k*

K Il est à remarquer que le Religieux que la Congregation dit être Philippe Le Brun n'a point été prêcher la foi à la Chine , mais a toujours demeuré sous les yeux des Superieurs Majeurs , & autour de Paris , à Livry , à Chartres , à Amiens , à Senlis , & à Soissons. On sçait de plus la mort des Religieux par leurs billets qu'on envoie par tout , & par le Necrologe qu'on lit tous les jours dans chaque maison avec les noms & surnoms.

La Congregation ne voit - elle pas qu'elle s'est même ôté cette deffense , ou plutôt cette defaite, par une contradiction manifeste, dans laquelle elle est tombée sans y prendre garde ! Pour prouver que Philippe le Brun étoit vivant , elle a avancé qu'elle le connoissoit tel le 7. Mai 1713. quand il reçut & signa à Amiens comme Prieur de l'Abbaye de saint Acheul la visite solennelle du Visiteur de la Province, & quand il eut le 9. Mars 1714. une commission du Pere General pour être Prieur de saint Maurice de Senlis. Elle ne le croyoit donc pas mort , lorsqu'elle a mis dans ce même temps le sieur Le Grand en sa place , obtenant pour lui des provisions le 15. Mars, lui faisant donner procuration le 17. Mai , lui faisant expedier un Visa le 8. Juin, & prenant possession pour lui le 9. Juin de cette même année 1713. 2

L'Acte de la visite reçue par le P. Le Brun le 7.

Autre contradiction, qui marque clairement la mauvaise foi qui fait recourir à de semblables fictions. Elle dit que cette meprise, qui fit qu'on se pressa trop *ad Cautelam* de faire pourvoir le sieur le Grand, dans la crainte d'être prevenu en Cour de Rome par un autre, arriva à la mort d'Antoine Le Brun, qu'on prit pour Philippe Le Brun son Frere, parceque la precipitation avec laquelle on agit ne donna pas le temps d'approfondir la verité. Et ce n'est qu'un an après la mort de cet Antoine le Brun que le sieur le Grand a été pourvû. Outre qu'il ne falloit pas grand temps à la Communauté de Château l'Hermitage, pour regarder dans les Titres qu'elle conservoit quel étoit le nom veritable du Titulaire, ou pour envoyer au Mans qui n'en est qu'à cinq lieues,

Mai 1713. & de la Commission à lui adressée par le P. General le 9. Mars 1714. produits par la Congregation même.

424 *Deffense de l'Edit du Roi,*
pour consulter le Greffe des In-
sinuations. *m*

Mais le fleur le Grand ne veut point la mort de Philippe le Brun : il souhaitteroit même qu'à son occasion on pût lui rendre la vie, pourvû qu'il en profitât pour desavouer tout ce que l'on a fait & tout ce que l'on a dit en abusant de son nom. Ce qui est certain, c'est qu'il importe peu dans l'affaire presente qu'il soit vivant ou mort ; parcequ'il n'a jamais été véritable Titulaire du Prieuré de sainte Anne de Fessard ; & que quand même il l'auroit été, il ne le seroit plus.

Philippe Le Brun n'a jamais été véritable Titulaire : ce n'étoit qu'un Intrus.

La Congregation en donne elle-

m Lettre du P. Hubert Visiteur du 20. Février 1722.

Extrait mortuaire d'Antoine Le Brun decédé le 2. Mars 1711.

Provisions du Sieur Le Grand du 15. Mars 1713.

même une démonstration suffisante. Lorsqu'elle a demandé en Cour de Rome au mois de Mars. 1713. le Prieuré en question en faveur du sieur le Grand, comme vacant par la mort du legitime Titulaire : elle étoit persuadée que ce Titulaire n'étoit point Philippe le Brun, puisqu'elle ne l'a point nommé dans la Supplique au Pape, comme elle l'auroit dû, s'il avoit été le veritable Titulaire, & qu'elle a mis seulement : *Per obitum ultimi Possessoris, cujus nomen & cognomen in litteris, si videbitur, exprimi possint.* Ce qu'elle entendoit du veritable Titulaire effectivement mort, & différent de Philippe Le Brun, omettant exprès le nom de ce Titulaire legitime decédé, pour ne pas fournir elle-même de plus grandes preuves du vice des provisions & de la possession, ou plutôt usurpation de Philippe Le Brun *a*

a Provisions du Sieur Le Grand.

Les trois provisions consecutives que la Congregation a accumulées sur la tête de Philippe Le Brun en 1672. 1673. & 1675 (car il a été pourvu autant de fois) sont nulles aux termes de la fondation. On a vu ci-dessus que Philippe Le Brun n'étoit pas Parent du Fondateur : qu'il y avoit alors cinq Parens du Fondateur pourvus dudit Benefice, entre lesquels il y en a eu. qui ont plaidé pour ce Benefice plusieurs années après. Or la fondation défend sous peine de nullité de conférer le Benefice à un Etranger au prejudice des Parens du Fondateur quand il s'en trouve. Philippe Le Brun, que la Congregation avoue n'être point Parent du Fondateur, étoit donc un Intrus. *b*

La resignation de Bellanger en faveur de Philippe le Brun, qui est

b Lettre authentique de François Le Masson, qui marque qu'il plaidoit encore en 1679. pour le Prieuré de Fessard, contre Philippe Le Brun : qu'on trouvoit à Paris son droit incontestable.

la seule des trois provisions qu'on ose faire valoir , est une resignation fausse & supposée , qui ne peut avoir d'autre fondement qu'une transaction purement civile & simoniaque qu'on n'ose montrer. c

Cette pretendue Resignation n'a point été insinuée au Greffe de l'Evêché du Mans , quoique les provisions y soient insinuées ; ce qui non seulement prouve la fausseté de cette Resignation , mais la rendroit nulle en cas qu'elle fût véritable , comme il est expressément porté par la Declaration d'Octobre 1646. par la Declaration de Janvier 1651. & par l'Edit de Decem-

c La Congregation n'a point encore pu produire cette resignation. C'est pourtant le seul titre que cette Congregation allegue pour etablir le droit de Philippe Le Brun dans la Declaration faite au Roi les 10. & 13. Mai 1720.

L'Edit de Juin 1637. pour le Contrôle, & l'Edit de Decembre 1691. pour la creation des Notaires Royaux & Apostoliques, déclarent nuls tous Actes dont les minutes ne se trouveront point chez les Notaires.

bre 1691. pour les Insinuations. &

Bellanger n'étoit point en droit de resigner à Philippe Le Brun en 1673. ayant des 1672. cedé ses droits à Simon Le Gras en vertu d'un Benefice de moindre valeur & d'une pension. C'est un fait constant connu dans le pays du Maine, & qui seroit manifesté par les tran-

d Registres de l'Evêché du Mans.

Dans la Declaration de 1646. art. 16. il est dit: *Nous voulons & ordonnons que toutes les Procurations ad resignandum, ou par permutation soient registrées es Greffes des Insinuations des Diocèses où sont situés lesdits Benefices, avant qu'être envoyées en Cour de Rome, le tout à peine de nullité, tant des prises de Possession, que desdites Provisions & autres Actes.*

Dans la Declaration de 1651. *Voulons & Ordonnons en interpretation de l'article 16. du mois d'Octobre 1646. Que toutes Procurations ad resignandum, ou par permutation, soient registrées es Greffes des Diocèses dans lesquels les Procurations & autres Actes, dont l'insinuation est ordonnée, auront été passées, & ce avant que d'être envoyées en Cour de Rome. Lesquelles procurations les Pourvus desdits Benefices seront en outre tenus & obligés de faire registrer dans le Greffe des Insinuations de s Diocèses où les Benefices sont situés, six semaines après l'Expedition de la Procuration desdits Benefices, le tout à peine de nullité.*

L'Edit de 1691. marque la même chose.

sactions passées chez le Notaire du lieu, s'il étoit possible de les produire ; mais qui est assés prouvé par le refus opiniâtre, que le Notaire à la sollicitation des Religieux a fait d'en donner communication, malgré les Ordres de la Cour, & l'Ordonnance du Lieutenant General du Château du Loir, qui pour ce sujet a condamné ce Notaire à cent livres d'amande. e

Enfin les provisions de Philippes Le Brun renferment une simonie evidente ; premierement parcequ'on a payé sous son nom à Belanger une pension qui n'a point été admise par le Pape. Secondement parceque cette pension, de l'aveu même de la Congregation, étoit égale à la totalité du revenu ; ce qui est une autre espece de simonie qu'on ne peut pallier. C'est le Pere Polinier, General de la Con-

e Sentence du Lieutenant General de Château du Loir, du 14. Juin 1723.

gregation, qui a voulu instruire Sa Majesté & le Public sur ce point, dans sa Requête signifiée le 21 Juillet 1724. La remarque est curieuse, & merite d'avoir place dans ce Memoire: *f*

Pour repondre au défi que le sieur Le Grand avoit fait de prouver que les Provisions de Philippe le Brun ne sont pas simoniaques, il commence par avouer qu'on a payé sous le nom du frere Le Brun une pension à Bellanger sur le Prieuré de Fessard ; il ajoute que cette pension étoit de trois cent cinquante livres, (il auroit pu dire de six cent livres) & il soutient qu'elle étoit Canonique, & marquée dans les provisions de Rome. Voici ses propres termes ; *Le fait de la pension n'est point douteux , & n'a jamais été contesté ; il ne s'agit presentement*

f Certificat de la pension faite à Bellanger, du mois de Juin 1723.

La Congregation n'a pu produire la Signature de Rome pour la Pension.

que de prouver que la pension étoit Canonique; & l'on ne peut en rapporter une preuve plus authentique que l'Original de la signature de la pension expédiée en Cour de Rome le sept des Calendes de Juin, c'est-à-dire le 26, Mai 1673. qui est la date de la provision du Frere Le Brun, sur la resignation du Frere Bellanger. La pension est de trois cent cinquante livres, créée au profit du Frere Bellanger resignant, sur les fruits & revenus du Prieuré de Fessard resigné au Frere Le Brun. g

On ne s'arrête pas ici à reprocher au Pere Polinier la confiance avec laquelle il ose imposer à Sa Majesté dans une Requête. On se contente de l'aveu qu'il fait que la pension payée sous le nom de Philippe le Brun sur le Prieuré de Fessard étoit de 350. livres, & on le prie de se souvenir que dans la déclaration

g Requête du P. Polinier signifiée le 21. Juillet 1724.

des revenus de ce Prieuré que la Congregation a fait faire à Sa Majesté sous le nom du Pere Le Brun les 10. & 13. Mai 1720. au Greffe du Bailliage de Château du Loir, & de l'Officialité du Mans, il est expressément marqué que ces revenus, toutes charges faites, ne montent qu'à 385. livres. *h*

Or de deux choses l'une; ou la Congregation a imposé au Roi par une fausse déclaration; ou, si elle a dit vrai, elle a commis une simonie: ce Benefice ne vaut de revenu que 385. livres dit-elle, & cependant elle dit avoir payé à Bellanger 350. pour le posséder, & c'est une simonie criante. Ainsi on ne peut douter que le prétendu Titre de Philippe Le Brun ne soit infecté du vice de simonie; défaut essentiel, qu'aucune possession,

h Déclarations du Prieuré de Fessard sous le nom de Philippe Le Brun à l'Officialité du Mans le 10. Mai 1720. & au Bailliage de Château du Loir le 13. Mai suivant, produites au Procès.

fût-elle

fût-elle de cent ans, ne peut couvrir, & qui selon les Loix canoniques & civiles, rend toutes provisions nulles & incapables de produire aucun effet.

Voilà donc le sieur Philippe Le Brun sans Provisions & sans Titre ; d'où il resulte que les preuves qu'on s'efforce de donner de sa vie, n'empêchent pas que le véritable Titulaire ne soit mort ; & que le sieur Le Grand, sans qu'il puisse être regardé comme Devolutaire , ainsi qu'on voudroit le faire entendre, ne soit tres-bien pourvû, dès qu'il a le Benefice *Per obitum*, C'est pourquoi on ne peut opposer à celui-ci en faveur de Philippe Le Brun la Règle *De Impetrantibus Beneficia viventium*, qui ne peut avoir ici aucun lieu, & qui d'ailleurs n'est pas faite pour favoriser des Intrus.

*Quand même Philippe Le Brun auroit
été Titulaire legitime, il ne le
seroit plus.*

La preuve est, que les Superieurs de la Congregation, selon le droit qu'ils exercent sur leurs Religieux pour les destituer quand bon leur semble des Benefices qu'ils possèdent, lui ont fait faire une demission ou resignation qu'ils ont soin de tenir cachée, puisque sans cela ils n'auroient pas reconnu un autre en sa place pendant un grand nombre d'années; (car l'impossibilité de la meprise, & l'erreur où ils disent avoir été, sur la mort de Philippe Le Brun a été démontrée.) & puisqu'ils ne produisent depuis 1701, aucun acte de sa jouissance, quoiqu'il y eût eu raison & même nécessité en 1717, de recourir à lui plutôt qu'au sieur Le Grand pour rendre au Roi la foi & hom.

mage , lorsque les revenus se trouverent saisis , s'il avoit été encore Possesseur du Benefice. Ce raisonnement est convainquant , & ne peut être détruit, par ce que la Congregation objecte dans ses Requêtes , que la resignation du Pere Le Brun n'ayant point été insinuée , elle ne peut faire un Titre au Sr Le Grand: car ce dernier ne se sert point de cette resignation pour se faire un Titre , puisqu'il est pourvu *per obitum* ; mais il l'emploie pour faire voir que si Philippe Le Brun est supposé avoir eu un Titre , la Congregation le lui a fait resigner avant que le sieur Le Grand en ait été pourvu , & que par conséquent Philippe Le Brun ne pourroit être regardé aujourd'hui comme Titulaire , ni être reçu à redemander le Benefice. *i*

i La Congregation de Sainte Genevieve fait faire à tous ses Religieux , immédiatement après leur Profession , un vœu simple de renoncer à tous

T. 3

De plus Philippe Le Brun a abandonné volontairement le Benefice en n'en donnant aucun acte de jouissance pendant vingt ans. Les Canons ne permettent pas qu'un Beneficier qui a des devoirs à remplir par lui-même , laisse ainsi son Benefice à la merci d'autrui , sans y prendre le moindre intérêt.

En dernier lieu , il seroit dechu du Prieuré de Fessard , pour n'avoir point fait sa declaration dans le temps prescrit par l'Edit du Roi du mois de Novembre 1719. ni même dans les trois mois de delai accordez par la Declaration de Sa Majesté du premier Fevrier 1720. Il en seroit encore dechu pour avoir imposé à Sa Majesté par une declaration fausse , ne faisant monter le revenu dudit Benefice qu'à 385. livres , pendant qu'il est no-
Benefices à la premiere marque de la volonté des Superieurs.

Le dernier Acte de la jouissance de Philippe Le Brun est de 1701.

toire & connu dans le pays, qu'il vaut, toutes charges faites, au moins cinq cens ecus. *k*

L'Edit & la Declaration du Roi qu'on vient de rapporter, declarent vacans & impetrables les Benefices de ceux qui ne feront pas leur declaration dans le temps marqué, ou qui feront une fausse declaration.

*Moyens tirez du fonds touchant
le Bref.*

On ne rappellera point ici quelle fut la precipitation avec laquelle le Grand - Conseil prononça contre ce Bref. Il est notoire qu'on n'observa aucune des regles de la Justi-

x Les trois mois de delai commençoient au premier Février 1720. & finissoient au dernier jour d'Avril.

Les Declarations de Philippe Le Brun sont des 10. & 13. Mai. 1720.

Le P. Polinier, dans sa Requête signifiée le 21. Juillet 1724. avoue, qu'on payoit sur ce Benefice au nom de Philippe Le Brun 350. liv. de pension.

ce ; qu'il ne s'agissoit point au procès de l'affaire du Bref, qui n'avoit point été mise au rolle, & à laquelle on ne s'étoit point attendu ; que l'Appel comme d'abus n'avoit été interjetté que sur une simple Requête, & seulement huit jours avant le jugement ; que ce fut un incident que la Congregation fit naître pour embarrasser le sieur Le Grand, & lui faire lâcher prise sur le Benefice ; & que l'on a jugé sans Procureur constitué , sans defences fournies , & sans donner le temps d'en fournir , contre toutes les protestations du Procureur & de l'Avocat du sieur Le Grand. On croit qu'il suffit de remarquer : *

1°. Que ce Bref est de la daterie de Rome , & non de la Penitencerie.

* L'Appel comme d'abus a été interjetté le 19. Avril 1723.

Le jugement a été rendu le 26. Avril suivant, dans la même Audience où l'affaire du Bref a été proposée pour la première fois.

2°. Que les raisons sur lesquelles il a été obtenu sont véritables , & reconnues telles par les Supérieurs même de la Congregation , comme il paroît par ce qu'un d'eux écrit au sieur le Grand à ce sujet : *Je n'ai jamais révoqué en doute , dit-il , ni le pouvoir du Saint Pere , ni la liberté de s'y adresser , & je n'ai point désapprouvé que vous vous soyez servi de ce pouvoir & de cette liberté , pour les véritables raisons que vous alleguez , qui sont vos peines intérieures , parce qu'elles sont très réelles. Vous n'auriez jamais dû penser à prendre notre état , & vous avez eu de très-grandes raisons d'en sortir. b*

Ces raisons sont encore autorisées du Procès-verbal que M. l'Evêque de Noyon a dressé en personne des persecutions inouïes faites au sieur Le Grand dans la Congregation de sainte Genevieve. c

b Lettre du P. Hubert 1722.

c. Procès verbal de M. l'Evêque de Noyon du 31. Mars 1719.

3°. Que ce Bref est en bonne forme, & a été fulminé selon les Regles par M. le Cardinal de Gesvres Archevêque de Bourges, dans le Diocèse duquel ledit sieur Le Grand étoit & est encore Curé. Ce Cardinal atteste, par un Certificat signé de sa main, que c'est lui-même qui a écrit en Cour de Rome pour obtenir ce Bref; qu'il a déclaré au Pape, que le sieur Le Grand étoit Curé dans son Diocèse du Prieuré-Cure de Dommesat, dependant de la Prevôté d'Evaux Congregation de sainte Genevieve; que l'Abbaye de saint Satur, où il est transferé, observe la Regle de saint Augustin dans toute sa perfection; que c'est lui-même enfin qui a pris soin de fulminer le Bref, après s'être instruit exactement de la verité des faits qu'il contenoit.

Ce Certificat est decisif, contre toutes les subtilitez que la Congregation oppose au Bref & à la Sen-

tence de sa fulmination. M. l'Archevêque de Bourges, qui a pu être commis pour la Translation d'un Religieux établi Curé dans son Diocèse, a suivi de point en point ce qui étoit porté par le Bref. S'il n'a point fait demander le consentement des Supérieurs de la Congregation de sainte Genevieve, qui l'avoient déjà refusé au sieur Le Grand; s'il ne les a pas fait citer, & ne les a pas entendus; c'est que le Pape dans son Bref a dispensé de cette formalité pour de bonnes & solides raisons. Sa Sainteté sçavoit que les Supérieurs de cette Congregation étoient les Parties du Sr Le Grand; & par un principe d'équité & de sagesse, auquel on ne peut trouver à redire, Elle s'est contentée d'exiger que les faits, sur l'exposé desquels elle avoit accordé le Bref, fussent trouvez véritables. Et c'est de ces faits que M. le Cardinal de Gêvres atteste la vérité.

La nouvelle production que la Congregation de sainte Genevieve vient de faire le 19. Janvier 1725. fournit avec soi sa reponse. Elle pretend que Le sieur le Grand s'est precipité sous la terrible censure de l'excommunication encourue par le seul fait, en se faisant transferer sans avoir demandé le consentement de ses Superieurs ; & elle croit le prouver par un Bref d'Innocent XI. qui deffend sous pareille peine ces sortes de Translations dans l'Abbaye de la Trappe, & autres Maisons reformées.

Le sieur Le Grand est bien aise que la Congregation reconnoisse par cette production combien l'excommunication prononcée par le S. Siege est terrible ; mais il croit devoir remarquer qu'elle ne lui auroit pas fait un tel reproche, si ceux dont elle s'est servie pour cette production n'eussent point dissimulé la verité. Le Bref d'Innocent XI.

aussi-bien que Rebuffe qu'elle cite , ne parlent que de ceux qui se transfèrent de leur propre autorité , sans recourir au S. Siege. Le sieur Le Grand n'est point tombé dans ce desordre ; il a eu au contraire recours au Pape , qui étant le premier Supérieur de tous les Fidéles , mais sur tout des Religieux , lui a accordé la grace qu'il demandoit , lui a donné le consentement nécessaire , & l'a dispensé de celui des Supérieurs subalternes , qu'il n'étoit pas possible dans la conjoncture présente d'obtenir , pour les raisons exposées ci-dessus. C'est pourquoi Sa Sainteté n'a point voulu mettre dans son Bref la clause ordinaire exprimée par ces termes : *Petitâ Superiorum licentiâ.*

Tous les moyens qu'on vient de deduire , tant sur le Benefice , que sur le Bref , sont tellement invincibles , que la Congregation de sainte Genevieve n'a pu y rien opposer

de raisonnable. Elle n'a pas même osé entreprendre de se deffendre sur les articles principaux & essentiels sur lesquels elle a été attaquée, soit dans sa dernière Requête, soit dans les précédentes; elle n'a rien répondu sur la décision des Canonistes & Théologiens, qui condamnent avec Sylvius, sainte Beuve, & Pontas, l'abus d'appliquer aux Communautés le revenu des Benefices, & d'en ôter la connoissance aux Titulaires. Rien sur les deux Titulaires Le Gras & Le Brun, qu'elle a donné tout à la fois au Prieuré de Fessard. Rien sur la fausseté & la supposition de la resignation de Bellanger à Philippe Le Brun, dont elle ne peut produire l'acte. Rien sur le défaut d'insinuation de cette resignation prétendue, dont elle ne rapporte aucun certificat.

Si elle essaye de répondre sur les autres points, c'est en avançant des

faussetez qui surprennent. Elle avance :

Que la pension payée à Bellanger au nom de Philippe Le Brun , a été admise par le Pape : néanmoins elle ne peut produire la signature de Rome.

Que la resignation pretendue de Bellanger n'est pas le seul Titre du P. Le Brun : cependant c'est le seul qu'on ait allegué dans la declaration faite au Roi.

Que l'on n'a fait pourvoir le Sr Le Grand , que parce que l'on croyoit dans la Congregation Philippe Le Brun mort : néanmoins celui à qui on donne à present ce nom étoit alors tres-connu , & employé dans des places considerables.

Que ce fut à la mort d'Antoine Le Brun, arrivée le 2. Mars 1672. qu'arriva la meprise ; & que la precipitation avec laquelle on envoya à Rome *ad Cautelam* , ôta le temps de s'instruire de la verité : cepen-

dant ce n'est qu'un an après , sçavoir le 15. Mars 1713. que le sieur Le Grand a été pourvu.

Que l'on n'avoit aucun moyen de s'eclaircir sur cette erreur : neanmoins l'on avoit dans la Communauté les provisions du Titulaire , & l'on pouvoit aisément les voir au Greffe du Mans, qui n'en est qu'à cinq lieues.

Que cette ignorance a été invincible : neanmoins pendant l'espace de sept ans qu'elle a duré les Supérieurs ont toujours eu sous leurs yeux ledit Pere Le Brun pretendu mort.

Que les Religieux de la Communauté de Château l'Hermitage estoient de nouveaux venus qui ne pouvoient connoître le Titulaire de leur Prieuré de Fessard : cependant le Procureur y demeueroit depuis deux ans , & le Prieur depuis vingt.

Que le Pere Popineau , Procureur

reur de cette Maison, a voulu favoriser le sieur Le Grand : cependant il ne le connoissoit pas, & il n'a pensé à lui, que parce qu'il lui fut nommé par le Visiteur de la Province, comme la Lettre de ce Visiteur le marque.

Que le sieur LeGrand s'est intrus de lui-même dans ce Benefice, sans l'agrément des Superieurs : neanmoins c'est le Visiteur même qui l'en a fait pourvoir à son insçu.

Que sa possession n'est point publique : cependant ses provisions, son visa, sa procuration, & sa prise de possession sont insinuées, & ont été connues pendant sept ans dans la Communauté.

Que ce n'est point en vertu de ses procurations que les baux ont été faits : cependant celui qui les a passez est le même P. Popineau qui lui a demandé sa procuration avant & après ces baux.

Que quand ce P. Popineau dans

les baux passiez le 28. Janvier 1715.
& le 6. Avril 1717. se contenta de
marquer qu'il les passoit au nom
du *sieur Prieur*, sans le nommer, il
etoit revenu de son erreur, & re-
connoissoit alors que le sieur Le
Grand n'etoit point Titulaire : nean-
moins après ces baux ; c'est-à-dire .
le 12. Septembre 1717. il lui a ecrit
pour avoir une nouvelle procura-
tion au sujet du Prieuré de Fessard,
dont, lui disoit-il, *vous êtes Titu-*
laire.

Que les revenus du Prieuré de
Fessard appartiennent de droit à
la Communauté de Château l'Her-
mitage : & cependant la fondation
marque le contraire, & les Titu-
laires avant Philippe Le Brun en
ont joui par eux-mêmes.

Que la fondation exige que ce
Benefice soit conféré à un Reli-
gieux de la Congregation de sainte
Genevieve : cependant la fonda-
tion a été faite cent cinquante ans

avant l'origine de cette Congregation ; & elle porte , expreffément qu'il peut être donné à tous Religieux de S. Auguftin.

Que le Benefice après les charges acquittées , ne vaut que 385. liv. & cependant la Congregation avoue qu'elle a payé deffus 350. liv. & on fçait même qu'elle payoit davantage , & qu'elle faisoit une pension de 600. livres.

Que le Notaire du Maine n'a point refusé au fieur Le Grand la communication de fes minutes touchant le Prieuré de Feffard , malgré les ordres de la Cour : neanmoins il y a une Sentence du Lieutenant General de Château du Loir qui condamne ce Notaire à 100. liv. d'amende pour ce fujet , & on n'oppose à cette Sentence que le témoignage de quatre Manceaux qui n'étoient point prefens au refus.

Qu'il ne s'eft point agi au Grand Conseil du Titre de Philippe Le

Brun : cependant le sieur Le Grand a présenté aux Juges un Memoire imprimé pour en faire voir la nullité.

Que l'affaire a été agitée au Grand Conseil pendant sept Audiances : neanmoins il n'y en a eu que deux , la premiere le 19. Avril 1723. & la derniere le 26. Avril suivant.

Que l'on a plaidé au Grand Conseil sur l'appel comme d'abus : & cependant dans la seconde Audience, qui est la seule où l'Avocat du sieur Le Grand a eu à parler sur ce sujet, il a déclaré hautement, aussi-bien que le Procureur, qu'il n'occupoit point sur l'appel, qu'il ne s'en agissoit pas, qu'il n'avoit point de deffenses : & n'étoit point au fait de cette affaire.

Que le sieur Le Grand n'a point souffert d'insultes de la part des Religieux de la Congregation : neanmoins M. l'Evêque de Noyon, dans un procez verbal qu'il en a dressé

en personne, rapporte mille indignitez que ledit Le Grand a reçues de ces Religieux; & le même Prelat les a par Sentence chassés du College de sa Ville Episcopale pour ce sujet.

Que le sieur Le Grand n'estoit point Superieur de ces Religieux dans le temps qu'il s'est plaint d'avoir reçu d'eux tant d'outrages: & cependant il avoit alors été établi leur Superieur immediat par deux Commissions consecutives du General; & d'ailleurs ils estoient Regens, & lui Principal du College de Noyon.

Que c'est sans sujet qu'il a demandé sa Translation de la Congregation dans l'Abbaye de saint Satur: & cependant le P. Hubert, l'un des Superieurs Majeurs, convient dans une Lettre qu'il lui a écrite, *qu'il a eu de tres-grandes raisons d'en sortir.*

Qu'il n'y a aucune Regle dans l'Abbaye de S. Satur: & neanmoins

452 *Deffense de l'Edit du Roi,*

l'Observance reguliere, y est bien plus étroite, & bien mieux pratiquée que dans toute la Congregation de sainte Genevieve; & M. le Cardinal de Gêvres, qui en est Supérieur, atteste dans le Certificat qu'il en a donné, que la discipline reguliere y est dans toute sa vigueur. .

Que cette Abbaye n'est composée que du Prieur seul avec deux ou trois Freres Laics : cependant il y a ordinairement près de douze Religieux de Chœur.

Que ces Religieux ne sont que des Commissionaires : & cependant ils y sont etablis depuis long-temps, & reçoivent des Novices à profession.

Que lesdits Religieux n'ont point donné leur consentement à la reception du sieur Le Grand dans leur Maison, mais seulement le Grand Vicaire de l'Abbé : & néanmoins la Sentence de la fulmina-

tion du Bref marque positivement le consentement des Religieux assemblez capitulairement; & le Grand Vicaire de l'Abbé, qui a delivré l'acte de ce consentement, estoit aussi Prieur de l'Abbaye.

Que la Sentence de fulmination n'est point l'ouvrage de M. le Cardinal de Gêvres Archevêque de Bourges, mais d'un Grand Vicaire suborné par le sieur Le Grand: & cependant ce Prelat, dans un Certificat qu'il a donné exprès pour refuter cette calomnie, declare que c'est lui-même qui a pris soin de cette fulmination, après avoir reconnu la verité des faits énoncez dans le Bref.

La Congregation de sainte Genevieve met le comble à ces suppositions, par une dernière que l'on n'ose point qualifier du nom qu'elle merite. Elle dit que M. le Lieutenant General de Château du Loir dans sa Sentence, M. l'Evêque de Noyon dans son procez verbal, &

M. le Cardinal de Gêvres dans son Certificat, se sont laissez surprendre par les prestiges du sieur Le Grand qu'ils ont voulu favoriser. Il ne veut point prévenir le jugement qu'on portera d'une pareille temerité, & d'une maniere si nouvelle de se deffendre; mais il espere que son bon droit, joint au bien public, lui assurera la protection de Sa Majesté contre les entreprises de la Congregation de sainte Genevieve, tant sur son Benefice de sainte Anne de Feslard, que sur son Bref de translation,

Messieurs les Conseillers d'Etat,

M. l'Abbé BIGNON,

M. de FORTIA,

M. GUYNET,

Maîtres des Requêtes,

M. D'IMBERCOURT,

M. MABOUL,

M. DELEVIGNAN.

M. DE PONTCARRE', *Rapporteur*,



T A B L E

D E S C H A P I T R E S ,

*A*VIS de l'Auteur aux Collateurs,
Indultaires, & Graduez. Preface.

P R E M I E R E P A R T I E.

De la maniere dont les Benefices
simples sont acquis par quelques
Congregations Religieuses , p. 1

C H A P I T R E P R E M I E R.

*Est-il permis d'entrer dans un Bene-
fice en offrant à l'ancien Titulaire
une pension aussi forte, & même
plus forte que le revenu? 3.*

C H A P I T R E S E C O N D.

*Est-il defendu de se procurer un Be-
nefice, soit par resignation, soit
par cession de droit en transigeant*

sans l'autorité du Pape pour une pension modérée , ou pour quelque autre avantage temporel ? 38

CHAPITRE TROISIE'ME.

Lorsqu'on n'a point de droit à un Benefice , peut-on pour y parvenir ou pour s'y maintenir , convenir avec les Contenaans qui y ont droit , en leur donnant de l'argent , ou autre chose semblable , ou même en leur cedant un Benefice de moindre valeur , pour les engager à se desister , & à faire cesser leurs poursuites ? 60

CHAPITRE QUATRIE'ME.

Est-ce une precaution blâmable de cacher la mort d'un Titulaire pour conserver le Benefice à la Communauté ? 94

CHAPITRE CINQUIE'ME.

Une Communauté doit-elle rejeter l'avantage

l'avantage qu'elle trouve à avoir à la fois deux Titulaires d'un même Benefice, pour se le mieux assurer.

• SECONDE PARTIE.

De la maniere dont les Benefices simples sont possédez par quelques Congregations Religieuses.

Q U E S T I O N.

Les Superieurs des Congregations ou Communautéz Religieuses peuvent-ils appliquer aux Communautéz les revenus des Benefices simples, & n'en faire pourvoir les Particuliers qu'à cette condition; éloigner ensuite ces Titulaires du lieu où les Benefices sont situéz, & les décharger generalement de toutes les obligations attachées à leurs Titres. Et ces Religieux Titulaires peuvent-ils en sûreté de conscience consentir & conniver à cette conduite

qu'on tient par rapport à eux & à leurs Benefices, & ne se mettre jamais en peine des devoirs qu'ils ont contractez, 142

CHAPITRE PREMIER.

C'est exercer la Confiance, en mettant le revenu d'un côté, & le Titre de l'autre. 144

CHAPITRE SECOND.

C'est détruire l'idée de Titulaire, en établissant des Titulaires sans obligations & sans charges. 161

CHAPITRE TROISIEME.

C'est aller contre les devoirs que les Canons prescrivent à tous les Titulaires, 183

CHAPITRE QUATRIEME.

C'est agir contre l'intention & l'intérêt des Fondateurs, & éteindre réellement tous les Titres. 203

DES CHAPITRES. 459

CHAPITRE CINQUIÈME.

*C'est combattre ce qu'enseignent les
Theologiens & les Jurisconsultes.* 214

TROISIÈME PARTIE.

Qui contient les Objections avec
les Reponses. 237

CHAPITRE PREMIER

*Où l'on repond à l'Objection tirée du
vœu de pauvreté.* 239

CHAPITRE SECOND

*Où l'on satisfait à l'Objection tirée
des inconveniens.* 257

CHAPITRE TROISIÈME

*Où l'on resout la difficulté tirée de
l'origine des Benefices, dont les re-
venus appartennoient autrefois aux
Communautez, & leur sont encore
adjugez au moins après la mort
des Titulaires.* 268

CHAPITRE QUATRIÈME

*Où l'on refute les consequences que les
Communautez & Congregations
Religieuses tirent de leurs Statuts
& de leurs Decrets.* 273

CHAPITRE CINQUIÈME

*Où l'on explique les Privileges accor-
dez par les Souverains Pontifes. 335
Memoire pour Maître Nicolas Le
Grand, contre la Congregation de
sainte Geneviève.*



TABLE

DES MATIERES.

A

Archidiacre. Il administroit autre-
fois les revenus de l'Eglise sous
l'autorité de l'Evêque. 166

Aumône. Elle n'oblige pas chaque
Religieux vivant en Communau-
té, comme les charges d'un Be-
neficier obligent chaque Titulaire.
264

Un Beneficier Regulier n'a pas besoin
de la permission de son Supérieur
pour faire l'aumône. 325, 326, 327

B

Benefice. Sa definition. 162.
Origine du mot de Benefice. 164,
165

Origine des premiers Benefices. 165,
166

Origine des Benefices appelez Obe-
V iij

diences. 176, 177, 270, 271,
272, 273, 274

*Origine des Benefices tels qu'ils sont
à présent.* 170, & seqq. 177, 178

Origine des Benefices simples. 175,
178, 179, 274, 278, 279, 282,
285

*Il n'est pas permis de donner de l'ar-
gent à des Contendans, pour par-
venir à un Benefice, quelque droit
qu'on y ait.* 60, 61, 62, 63, 64

*Il n'est pas plus permis de se maintenir
par argent dans un Benefice dont
on est pourvu, si on n'y a pas un
droit legitime.* 65, 66, 67

*Il y a simonie à donner à un Conten-
dant un Benefice de moindre valeur,
pour faire cesser les troubles qu'il
a suscités.* 68, 69

*Ce qu'on doit penser de ceux qui
n'ayant aucun droit à un Benefice,
s'en emparent, & s'y soutiennent,
en faisant aux Contendans des pro-
cez injustes, ou en usant à leur
égard de voies de fait.* 70, 71

Reglemens faits par différentes Communautéz touchant les revenus des Benefices Reguliers. 313. & seqq.

Reglemens faits par les mêmes Communautéz pour les Beneficiers Reguliers. 301. & seqq. 308. & seqq.

Les Beneficiers, soit Reguliers, soit Seculiers ne sont pas les Proprietaires, mais seulement les Oeconomés des revenus de leurs Benefices. 245. & seqq.

Plusieurs exemples de violences commises par quelques Congregations à l'égard des Beneficiers Reguliers. 71, 72. & seqq. 84. 86. 89. 92.

C

Communautéz Religieuses. Injustice & autres abus que quelques-unes commettent à l'égard des Benefices. 151, 152, 153, 154. 202.

Elles abolissent reellement tous les Titres en en conservant les noms.

211, 212.

Elles détruisent la difference qu'il y a

entre les Benefices dont les Titres subsistent, & ceux dont les Titres sont éteints. 212, 213

Elles font de leurs Titulaires des ânes bâtez qui portent la provision de la Maison. 154

Elles ne doivent point s'approprier les revenus des Benefices dont leurs Religieux sont Titulaires. 151.

180. 203, 204, 205. 207. 220.

222. 226. 229. 231, 232, 233.

234, 235. 280.

Elles ne peuvent être secourues d'une partie des revenus du Benefice, que comme les autres pauvres, si elles sont dans le besoin. 150. 153. 220

Elles ne peuvent point être préférées aux autres pauvres, quand ils sont dans un besoin plus pressant. 150. 220. 222.

Confidence. Sa definition. 144, 145

Confidence exercée par des Communautés. 146. & seqq.

Confidentiaires & ceux qui cooperent à la Confidence excommuniés. 43.

155. 157. 160.

DES MATIERES. 465

Ils doivent les uns & les autres être dénoncez aux Prônes, comme excommuniiez, & sont obligez à restitution. 155, 156

Les Confidentiaires sont privez, non-seulement du Benefice obtenu par Confidence, mais aussi des autres acquis legitiment, & sont inhabiles à en posseder de nouveaux. 156, 157

Les Confidentiaires sont traitez plus severement que les simoniaques. 158, 159

Cotte-morte des Beneficiers Reguliers. 291, 292, 293

Abus des Monasteres à l'égard des Cottés-mortes. 294, 295, 296, 297

D

Dixmes données aux Paroisses. 174

E

Eclaircissement sur les Benefices simples par un des Superieurs de
Vv

la Congregation de sainte Geneviève. 145

Edit du mois de Novembre 1719. concernant les Benefices possédez par quelques Congregations Religieuses. 99.

F

F *Ermes des Monasteres qui ont donné lieu à l'établissement de plusieurs Benefices.* 274

Fondateurs. Quelle a été leur intention en fondant des Benefices. 203, 204, 205

Formule d'une ancienne fondation. 206

Les fondations ne sont pas toujours fidelement acquittées, & pourquoi. 209, 210.

G

L *A Congregation de sainte Geneviève ne peut revoquer ses Religieux Curez, sans le consentement des Evêques.* 277. 307

Les Benefices qu'elle possède sont pres-

DES MATIERES. 467

que tous érigez en Titres. 277.

331, 332

*Par le Titre de son érection elle est
privée des Benefices Cures.* 320, 321

*Dans ses Constitutions elle defend à
ses Religieux de prêcher, & même
de parler de predication.* 321.

*Elle n'a point été erigée sur le pied
de Chanoines Reguliers, ni avec la
qualité de Congregation de France,
mais seulement sous le nom de Pro-
vince de Paris.* 322, 323

*Elle n'a point obtenu du S. Siege, au
sujet des Benefices, les mêmes pri-
vileges que la Congregation de saint
Maur.* 372.

I

I*nconveniens. Qui sont ceux qui
arriveroient de l'administration
des Benefices confiée aux Titulaires.*
259, 260, 261. 265, 266.

*Inquisition affreuse etablie par quel-
ques Congregations Religieuses con-
tre les Beneficiers.* 89

V vj

Insinuation des Procurations Ad Resignandum prescrites sous peine de nullité. 125

M

Monasteres. Premiers biens qui leur ont été accordez. 269.

270

Monasteres des Moines ont tiré leur revenu en grande partie de la réunion de quantité de Chapelles & Oratoires, 270, 271

Monasteres de Chanoines Reguliers ont été dottez d'un grand nombre d'Eglises Paroissiales ou de Cures. 271, 272, 273

Morale pratique de quelques Congregations Religieuses touchant l'administration des Benefices. 132 & seqq.

Congregation de S. Maur. Quels sont les Privileges qui lui ont été accordez par la Bulle d'Urbain VIII. 364. & seqq.

Explication de ces Privileges. 373, 374, 375, 376, 377. & seqq.

DES MATIERES. 469

Bulle d'Urbain VIII. qui confirme l'érection de la Congregation de saint Maur, & qui augmente ses Privileges. 337.

N

*N*otaire affidé à une Communauté, & condamné à l'amende. 40. 51. & seqq. 59.

O

*O*bediences ou Benefices unis aux Chapitres de Chanoines & aux Monasteres. 179. 273.

Obediences changées en Titres. 179. 275

Offrandes données aux Curez des Paroisses. 174

P

*P*ension sur les Benefices. Sa definition. 19

Elle est defendue par le Droit commun. 5, 6. 8. 9. 41.

Elle peut être accordée par le Pape. 41

Elle doit avoir une cause juste. 7. 8.

9. 23

Ce qui rend cette cause juste. 10. 23

Elle doit être admise par le Pape. 41,

42, 43.

*Exemple de pension faite sans dispense
du Pape.* 39, 40

*Elle ne doit pas excéder les revenus
du Benefice.* 3. 16, 17, 18, 19

*Elle ne doit pas égaler la totalité des
revenus estimez dans les bonnes
années.* 3. 4. 20, 21

*Elle ne doit pas être égale à tout le
revenu estimé par les années com-
munes.* 3. 4. 22, 23, 24

*Elle ne doit pas porter les deux tiers, ni
la moitié du revenu.* 3. 4. 22, 23, 24

*Elle ne peut aller qu'au tiers du reve-
nu.* 3

*Exemple de pensions qui excèdent la
mesure portée par les Canons.* 25, 26

*La pension est une aumône faite au Re-
signant.* 21

*Premontre. Les Benefices de cet Ordre
sont erigez en Titres.* 277. 331. 332.

DES MATIERES. 471

*Il ne peut revoquer ses Beneficiers sans
le consentement des Evêques.* 277.

307

*Il n'a point pour les Benefices les mê-
mes privileges qui ont été accordez
à la Congregation de S. Maur.* 372

Procureur adroit & zelé pour acquerir des Benefices à la Communauté.

II. & seqq.

Dissipation d'un Procureur de Communauté. 266. 267

*Procureur & Avocat gagnez par une
Congregation.* 92. 93.

R

Resignation supposée. 36. 37

*Revenus des Benefices sont les
biens de J. C. même.* 154. 246.

Ils sont le patrimoine des pauvres.
167. 189. 247. 248.

*Quel est l'emploi qu'on doit faire des
revenus des Benefices.* 167. 168

Partage des revenus Ecclesiastiques.
168.

la permission de son Supérieur. 213
 216. 325. 326

*Le vœu de pauvreté n'empêche pas
 qu'un Titulaire Régulier n'admi-
 nistre les revenus de son Benefice.*
 244. 245. & seqq.

*Le vœu d'obéissance n'ôte pas au Ti-
 tulaire Régulier le pouvoir de pren-
 dre soin par lui-même de son Be-
 nefice. 254. 261. 262. 265.*

*Il peut résigner son Benefice sans la
 permission de son Supérieur. 109*

*Quoiqu'un Titulaire Régulier ne puisse
 tester, cependant les legs qu'il fe-
 roit seroient valables, s'ils étoient
 suivis de tradition réelle ou actuelle.*
 235, 236

*Un Titulaire Régulier doit résider au
 lieu de son Benefice. 175. 178.*

183, 184, 185. 187, 188. 191.

192, 193, 194. 196. 229

*Les Moines Titulaires doivent être
 trois, ou deux dans leurs Benefices.*

194, 195, 196, 197, 198

Les Chanoines Réguliers Titulaires

DES MATIERES. 475

*devroient aussi avoir un de leurs
Confreres dans leurs Benefices, quoi
qu'ils puissent être seuls. 198, 199*

*Quand le Titulaire Regulier ne reside
pas au lieu de son Benefice, on doit
y mettre pour tenir sa place un
Prêtre Seculier. 197, 198*

*Le Titulaire Regulier devoit au moins
resider dans la Communauté la
plus proche de son Benefice. 201*

*Les Titulaires sont comme les Gar-
diens & Deffenseurs de leurs Be-
nefices, & en sont responsables en-
vers les Fondateurs. 205. 207.*

V

*L'Abbaye de Saint Victor a conser-
vée ses Benefices en Obediences.
276. 307. 330*

*Elle peut révoquer ses Beneficiers sans
le consentement de l'Ordinaire.
277. 307.*

CHAPITRE QUATRIÈME

*Où l'on refute les consequences que les
Communautés & Congrégations
Religieuses tirent de leurs Statuts
& de leurs Decrets.* 273

CHAPITRE CINQUIÈME

*Où l'on explique les Privileges accor-
dez par les Souverains Pontifes. 335
Memoire pour Maître Nicolas Le
Grand, contre la Congregation de
sainte Geneviève.*



T A B L E

D E S M A T I È R E S.

A

*A*rchidiaque. Il administroit autrefois les revenus de l'Eglise sous l'autorité de l'Evêque. 166

Aumône. Elle n'oblige pas chaque Religieux vivant en Communauté, comme les charges d'un Beneficier obligent chaque Titulaire. 264

Un Beneficier Regulier n'a pas besoin de la permission de son Supérieur pour faire l'aumône. 325, 326, 327

B

*B*enefice. Sa definition. 162.
Origine du mot de Benefice. 164, 165

Origine des premiers Benefices. 165, 166

Origine des Benefices appelez Ob-
V iij

diences. 176, 177, 270, 271,
272, 273, 274

*Origine des Benefices tels qu'ils sont
à présent.* 170, & seqq. 177, 178

Origine des Benefices simples. 175,
178, 179, 274, 278, 279, 282,
285

*Il n'est pas permis de donner de l'ar-
gent à des Contendans, pour par-
venir à un Benefice, quelque droit
qu'on y ait.* 60, 61, 62, 63, 64

*Il n'est pas plus permis de se maintenir
par argent dans un Benefice dont
on est pourvu, si on n'y a pas un
droit legitime.* 65, 66, 67

*Il y a simonie à donner à un Conten-
dant un Benefice de moindre valeur,
pour faire cesser les troubles qu'il
a suscités.* 68, 69

*Ce qu'on doit penser de ceux qui
n'ayant aucun droit à un Benefice,
s'en emparent, & s'y soutiennent,
en faisant aux Contendans des pro-
cez injustes, ou en usant à leur
égard de voies de fait.* 70, 71

Reglemens faits par différentes Communautéz touchant les revenus des Benefices Reguliers. 313. & seqq.

Reglemens faits par les mêmes Communautéz pour les Beneficiers Reguliers. 301. & seqq. 308. & seqq.

Les Beneficiers, soit Reguliers, soit Seculiers ne sont pas les Proprietaires, mais seulement les Oeconomés des revenus de leurs Benefices. 245. & seqq.

Plusieurs exemples de violences commises par quelques Congregations à l'égard des Beneficiers Reguliers. 71, 72. & seqq. 84. 86. 89. 92.

C

Communautéz Religieuses. Injustice & autres abus que quelques-unes commettent à l'égard des Benefices. 151, 152, 153, 154. 202.

Elles abolissent reellement tous les Titres en en conservant les noms.

211. 212.

Elles détruisent la difference qu'il y a

entre les Benefices dont les Titres subsistent, & ceux dont les Titres sont éteints. 212, 213

Elles font de leurs Titulaires des ânes bâtez qui portent la provision de la Maison. 154

Elles ne doivent point s'approprier les revenus des Benefices dont leurs Religieux sont Titulaires. 151.

180. 203, 204, 205. 207. 220.

222. 226. 229. 231, 232, 233.

234, 235. 280.

Elles ne peuvent être secourues d'une partie des revenus du Benefice, que comme les autres pauvres, si elles sont dans le besoin. 150. 153. 220

Elles ne peuvent point être préférées aux autres pauvres, quand ils sont dans un besoin plus pressant. 150. 220. 222.

Confidence. Sa definition. 144, 145

Confidence exercée par des Communautés. 146. & seqq.

Confidentiaires & ceux qui cooperent à la Confidence excommuniés. 43.

155. 157. 160.

DES MATIERES. 465

Ils doivent les uns & les autres être dénoncez aux Prônes, comme excommuniiez, & sont obligez à restitution. 155, 156

Les Confidentiaires sont privez, non-seulement du Benefice obtenu par Confidance, mais aussi des autres acquis legitimement, & sont inhabiles à en posseder de nouveaux. 156, 157

Les Confidentiaires sont traitez plus severement que les simoniaques. 158, 159

Cotte-morte des Beneficiers Reguliers. 291, 292, 293

Abus des Monasteres à l'égard des Cottes-mortes. 294, 295, 296, 297

D

Dixmes données aux Paroisses. 174

E

Eclaircissement sur les Benefices simples par un des Superieurs de
V v

la Congregation de sainte Geneviève. 145

Edit du mois de Novembre 1719. concernant les Benefices possédez par quelques Congregations Religieuses. 99.

F

Fermes des Monasteres qui ont donné lieu à l'établissement de plusieurs Benefices. 274

Fondateurs. Quelle a été leur intention en fondant des Benefices. 203, 204, 205

Formule d'une ancienne fondation. 206

Les fondations ne sont pas toujours fidelement acquittées, & pourquoi. 209, 210.

G

LA Congregation de sainte Geneviève ne peut revoquer ses Religieux Curez, sans le consentement des Evêques. 277. 307.

Les Benefices qu'elle possède sont pres-

que tous érigez en Titres. 277.

331, 332

*Par le Titre de son érection elle est
privée des Benefices Cures.* 320, 321

*Dans ses Constitutions elle defend à
ses Religieux de prêcher, & même
de parler de predication.* 321.

*Elle n'a point été erigée sur le pied
de Chanoines Reguliers, ni avec la
qualité de Congregation de France,
mais seulement sous le nom de Pro-
vince de Paris.* 322, 323

*Elle n'a point obtenu du S. Siege, au
sujet des Benefices, les mêmes pri-
vileges que la Congregation de saint
Maur.* 372.

I

I*nconveniens. Qui sont ceux qui
arriveroient de l'administration
des Benefices confiée aux Titulaires.*
259, 260, 261. 265, 266.

*Inquisition affreuse établie par quel-
ques Congregations Religieuses con-
tre les Beneficiers.* 89

Insinuation des Procurations Ad Resignandum prescrites sous peine de nullité. 125

M

*M*onasteres: Premiers biens qui leur-ont été accordez. 269.

270

Monasteres des Moines ont tiré leur revenu en grande partie de la réunion de quantité de Chapelles & Oratoires, 270, 271

Monasteres de Chanoines Reguliers ont été dottez d'un grand nombre d'Eglises Paroissiales ou de Cures. 271, 272, 273

Morale pratique de quelques Congregations Religieuses touchant l'administration des Benefices. 132 & seqq.

Congregation de S. Maur. Quels sont les Privileges qui lui ont été accordez par la Bulle d'Urbain VIII. 364. & seqq.

Explication de ces Privileges. 373, 374, 375, 376, 377. & seqq.

DES MATIERES. 469

Bulle d'Urbain VIII. qui confirme l'érection de la Congregation de saint Maur, & qui augmente ses Privilèges. 337.

N

*N*otaire affidé à une Communauté, & condamné à l'amende. 40. 51. & seqq. 59.

O

*O*bediences ou Benefices unis aux Chapitres de Chanoines & aux Monasteres. 179. 273.

Obediences changées en Titres. 179. 275

Offrandes données aux Curez des Paroisses. 174

P

*P*ension sur les Benefices. Sa destination. 19

Elle est defendue par le Droit commun. 5, 6. 8. 9. 41.

Elle peut être accordée par le Pape. 41

Elle doit avoir une cause juste. 7. 8.

9. 23

Ce qui rend cette cause juste. 10. 23

Elle doit être admise par le Pape. 41,

42, 43

*Exemple de pension faite sans dispense
du Pape.* 39, 40

*Elle ne doit pas excéder les revenus
du Benefice.* 3. 16, 17, 18, 19

*Elle ne doit pas égaler la totalité des
revenus estimez dans les bonnes
années.* 3. 4. 20, 21

*Elle ne doit pas être égale à tout le
revenu estimé par les années com-
munes.* 3. 4. 22, 23, 24

*Elle ne doit pas porter les deux tiers, ni
la moitié du revenu.* 3. 4. 22, 23, 24

*Elle ne peut aller qu'au tiers du reve-
nu.* 3

*Exemple de pensions qui excèdent la
mesure portée par les Canons.* 25, 26

*La pension est une aumône faite au Re-
signant.* 21

*Premontre. Les Benefices de cet Ordre
sont erigez en Titres.* 277. 331. 332.

DES MATIERES. 471

Il ne peut revoquer ses Beneficiers sans le consentement des Evêques. [277.](#)

[307](#)

Il n'a point pour les Benefices les mêmes privileges qui ont été accordez à la Congregation de S. Maur. [372](#)

Procureur adroit & zelé pour acquérir des Benefices à la Communauté.

[11.](#) & seqq.

Dissipation d'un Procureur de Communauté. [266.](#) [267](#)

Procureur & Avocat gagnez par une Congregation. [92.](#) [93.](#)

R

Resignation supposée. [36.](#) [37.](#)

Revenus des Benefices sont les biens de J. C. même. [154.](#) [246.](#)

Ils sont le patrimoine des pauvres.

[167.](#) [189.](#) [247.](#) [248.](#)

Quel est l'emploi qu'on doit faire des revenus des Benefices. [167.](#) [168](#)

Partage des revenus Ecclesiastiques. [168.](#)

- S**imonie. Sa definition. [17](#)
 Simonie dans l'intention de ceux
 qui souhaitent & cherchent des Be-
 nefices. [11. 14. 15. 18](#)
 Simonie dans les Transactions pour Be-
 nefices. [3. 10. 16. 17. 18.](#) & seqq.
[24. 25. 42. 43.](#) & seqq.
 Simoniagues, & ceux qui cooperent à
 la simonie, excommuniez. [43. 50](#)
 Peines encourues par les simoniagues.
[47. 48.](#)

- D**om Titrier habile à creer de nou-
 veaux Titres. [27](#)
 Exemples de faux Titres. [28, 29,](#)
[30. 32, 33.](#) & seqq. [36](#)
 Titulaire immortel dans quelques Con-
 gregations Religieuses. [94, 95](#)
 Titulaire invisible dans quelques Con-
 gregations Religieuses. [94, 95,](#)
[96, 97](#)
 Titulaire relegué loin de son Benefice.
[149. 202](#)

L'avantage que les Communautés reçoivent d'avoir à la fois deux Titulaires d'un même Benefice. 113.

114, 115; 116, 117, 118. 122, 123

Exemple de deux Titulaires d'un même Benefice. 120, 121. 126, 127

Ce qu'il faut penser de cette duplicité de Titulaires. 118, 119

Un Titulaire Regulier, même d'un Benefice simple, ne diffère en rien d'un Titulaire Seculier dans le pouvoir de disposer des fruits de son Benefice, & dans l'obligation d'en acquitter les charges. 214, 215, 216. 221

Un Titulaire Regulier doit veiller par lui-même à l'acquit des charges de son Benefice. 180, 181, 182, 183. & seqq. 208. 219, 220, 221, 222, 225, 229

Il ne peut point abandonner à sa Communauté le revenu de son Benefice.

148, 149, 150. 220

Il peut disposer seul du revenu de son Benefice en bonnes œuvres sans

la permission de son Supérieur. 213
216. 325. 326

Le vœu de pauvreté n'empêche pas qu'un Titulaire Régulier n'administre les revenus de son Benefice.
244. 245. & seqq.

Le vœu d'obéissance n'ôte pas au Titulaire Régulier le pouvoir de prendre soin par lui-même de son Benefice. 254. 261. 262. 265.

Il peut résigner son Benefice sans la permission de son Supérieur. 109

Quoiqu'un Titulaire Régulier ne puisse tester, cependant les legs qu'il feroit seroient valables, s'ils étoient suivis de tradition réelle ou actuelle.
235, 236

Un Titulaire Régulier doit résider au lieu de son Benefice. 175. 178.

183, 184, 185. 187, 188. 191.

192, 193., 194. 196. 229

Les Moines Titulaires doivent être trois, ou deux dans leurs Benefices.

194, 195, 196, 197, 198

Les Chanoines Réguliers Titulaires

DES MATIERES. 475

*devroient aussi avoir un de leurs
Confreres dans leurs Benefices, quoi
qu'ils puissent être seuls. 198, 199*

*Quand le Titulaire Regulier ne reside
pas au lieu de son Benefice, on doit
y mettre pour tenir sa place un
Prêtre Seculier. 197, 198*

*Le Titulaire Regulier devoit au moins
resider dans la Communauté la
plus proche de son Benefice. 201.*

*Les Titulaires sont comme les Gar-
diens & Dessenfseurs de leurs Be-
nefices, & en sont responsables en-
vers les Fondateurs. 205. 207.*

V

*L'Abbaye de Saint Victor a conser-
vé ses Benefices en Obediences.
276. 307. 330*

*Elle peut révoquer ses Beneficiers sans
le consentement de l'Ordinaire.
277. 307.*



APPROBATION.

LA passion pour les biens de ce monde, est la racine de tous les maux dit saint Paul, 1. Timoth. 6. 12. quand une fois elle s'est emparée du cœur des personnes Laiques ou Ecclesiastiques, de quels defordres ne les rend-elles pas capables, sans parler de ceux qu'elle fait commettre aux gens du monde, exerce-t'elle moins son empire dans les personnes, qui par etat de Religion, font profession de regularité, & du plus grand desinteressement. On auroit peine à se persuader, que de fameuses Communautéz Regulieres, pussent être soupçonnées des excès de cette passion; mais un Sçavant Auteur, qui paroît bien instruit de ce qui s'y passe, ayant fait un Ecrit intitulé : *Deffense de l'Edit du Roi concernant les Benefices possedez par les Religieux de plusieurs Communautéz*, donné à Paris au mois de Novembre 1719. Il y decouvre & combat des abus si enormes, & si crians, couvert du specieux pretexte de Reforme, sur la maniere dont les Benefices simples sont, acquis & possedez dans ces Congregations; que supposé la verité des faits, on ne peut les discuter de la plus damnable & sacrilege cupidité.

J'ai lû par l'ordre de Monseigneur le Garde des Sceaux , l'Ouvrage avec d'autant plus d'attention , que le sujet en est grave & important. Il est écrit avec autant de netteté que de force , & n'est pas moins utile & même nécessaire au public , que la lecture en est agreable. A Paris le vingt Juillet mil sept cent vingt-quatre.

C. Leullier G. M. du C. le Moine.

PRIVILEGE DU ROI.

LOUIS PAR LA GRACE DE DIEU , ROI DE FRANCE ET DE NAVARRE , à nos amez & feaux Conseillers , les gens tenans nos Cours de Parlement , Maître des Requêtes ordinaires de notre Hotel , Grand Conseil , Prevôt de Paris , Baillifs , Senechaux , leurs Lieutenans civils , & autres nos Justiciers , qu'il appartiendra : SALUT , notre bien Amé le sieur ***. Nous ayant fait remontrer , qu'il souhaiteroit faire Imprimer , & donner au Public un Ouvrage , qui a pour Titre : *Deffense de l'Edit du Roi , concernant les Benefices possedez par les Religieux de plusieurs Communautés* , donné à Paris au mois de Novembre 1719. S'il nous plaisoit lui en accorder nos Lettres de Privilege sur ces Necessaires : A ces Causes , voulant favorablement traiter ledit sieur Exposant ; Nous lui avons permis , & permettons par ces Presentes , de faire Imprimer ledit Livre , en tels volumes , marge ,

caractere, conjointement ou séparément, & autant de fois que bon lui semblera, & de le faire vendre & debiter par tout notre Royaume, pendant le temps de huit années consecutives, à compter du jour de la date desdites Presentes; Faisons defenses à toutes personnes, de quelque qualité & condition qu'elles soient, d'en introduire d'Impression estrangere dans aucun lieu de notre Obeïssance; Comme aussi à tous Libraires, Imprimeurs & autres, d'imprimer, faire imprimer, vendre, faire vendre, debiter, ni contrefaire ledit Livre en tout ni en partie, ni d'en faire aucuns Extraits sous quelque pretexte que ce soit, d'augmentation, correction, changement de Titre, ou autrement, sans la permission expresse & par écrit dudit Exposant, ou de ceux qui auront droit de lui, sous peine de confiscation des Exemplaires contrefaits, de quinze cent livres d'amende contre chacun des contrevenans, dont un tiers à Nous, un tiers à l'Hôtel Dieu de Paris, l'autre tiers audit Exposant, & de tous depens, dommages, & interêts; à la charge que ces Presentes seront enregistrées tout au long sur le Registre de la Communauté des Libraires & Imprimeurs de Paris, & ce dans trois mois de la date d'Iceles; que l'Impression de ce Livre sera faite dans notre Royaume & non ailleurs, en bon papier & en beaux caracteres, conformément aux Reglemens de la Librairie; Et qu'avant que de l'exposer en vente, le Manuscrit ou Imprimé qui aura servi de copie à l'impression dudit Livre, sera remis dans le même état où l'aprobation y aura été donnée, ez mains de notre tres-cher & feal Chevalier Garde des Sceaux de France, le sieur Fleuriau Darnenonville Commandeur de nos Ordres; & qu'il en sera ensuite remis deux Exemplaires dans notre Bibliotheque publique,

ou dans celle de notre Château du Louvre, & un
dans celle de notre dit très-cher & feal Chevalier
Garde des Sceaux de France le sieur Fleuriau Dar-
menonville Commandeur de nos Ordres, le tout
à peine de nullité des Presentes; Du contenu des-
quelles vous mandons & enjoignons, de faire
jouir l'Exposant ou ses Ayans cause plainement
& paisiblement, sans souffrir qu'il leur soit fait
aucun trouble ou empêchement; Voulons que la
copie desdites Presentes, qui sera imprimée tout
au long au commencement ou à la fin dudit Li-
vre soit tenue pour dûement signifiée; & qu'aux
copies collationnées par l'un de nos amez &
seaux Conseillers & Secretaires foi soit ajoutée,
comme à l'Original; Commandons au premier
notre Huissier ou Sergent, de faire pour l'exé-
cution d'Icelles tous actes requis & nécessaires,
sans demander autre permission, & non obstant
clameur de Haro, Charte Normande, & Lettres
à ce contraires; Car tel est notre plaisir, Donné
à Paris le onzième jour du mois d'Août, l'an
de grace mil sept cent vingt quatre, & de notre
Regne le Neuvième. Par le Roi en son Conseil,

NOBLET

*Registré sur le Registre VI. de la Chambre Royale
le & Syndic de la Librairie & Imprimerie de
Paris. No. 43. fol. 37. conformément au Reglement
de 1723. Qui fait desdites art. IV. à toutes person-
nes de quelque qualité qu'elles soient, autres que
les Libraires & Imprimeurs, de vendre, débiter,
& faire afficher aucuns Livres pour les vendre en
leurs noms, soit qu'ils s'en disent les Auteurs ou
autrement, & à la charge de fournir les Exem-
plaires prescrits par l'Article CVIII du même Re-
glement. à Paris le dix-huit Août 1724.*

BRUNET Syndic,

P Age 5. ligne 19. ses *lisez* les Pag. 9. ligne 22
subreptita lisez *subreptitia.* pag. 6. ligne 1
 omne *lisez* omnes pag. 18 ligne 20 à voir *lisez* avoir
 pag. 57 ligne 5 du *lisez* de pag. 90 ligne 9 Cepe-
 dant *lisez* Cependant pag. 91 ligne 22 la *lisez* le
 pag. 96 ligne 16 ses *lisez* ces pag. 107 ligne 4 sub-
 siste *lisez* subsistent pag. 137 ligne 3 *lisez* Va-
 nespén pag. 156 ligne 11 quidquid *lisez* qui quid
 pag. 182 ligne 2 comme *lisez* connu pag. 188 ligne
 15 & 16 manens *lisez* manere pag. 194 ligne 14
 Quæcumque *lisez* quacumque ibid. ligne 23 Con-
 cile *lisez* Concile de Latran pag. 207 ligne 14
 marqué *lisez* marquez pag. 209 ligne 23 exigé *lis*.
 exigées pag. 211 ligne 4 præceptis *lisez* perceptis
 pag. 212 ligne 11 dans *lisez* d'avec ibid. ligne 12
 dans *lisez* d'avec pag. 213 ligne 5 plus *lisez* plus
 pag. 215 ligne 18 obvenirent *lisez* obveniunt ibid.
 ligne 25 quot *lisez* quæ pag. 217 ligne 9 ut *lisez* &
 ibid. ligne 22 1724 *lisez* 1704 pag. 221 ligne 11
 nefices *lisez* Beneficiers pag. 263 pag. 226 lligne
 le *lisez* se pag. 285 ligne 14 quæ *lisez* que pag. 299
 ligne 17 verè *lisez* verité pag. 305 ligne 1 qui *lis*.
 qu'ils pag. 308 ligne 21 præmissis *lisez* permissis
 pag. 316 ligne 4 Beneficiariis *lisez* Beneficarii
 pag. 321 ligne 21 ordinarii *lisez* ordinariè pag. 333
 ligne 19 ces *lisez* ses pag. 348 ligne 12 permittere
lisez promittere pag. 449 ligne 13 tionc *lisez* tionis
 pag. 350 ligne 1 illorum *lisez* illorum pag. 353
 lig. 1. ad *lis*. ad id p. 353 lig. 11 referti *lis*. refeñti
 pag. 354 ligne 13 indulgentis *lisez* indulgentiis
 pag. 356. ligne 1 tunc *lisez* nunc ibid ligne 8 in-
 dulti *lisez* indultis pag. 358 ligne 10 remanabunt
lisez emanabunt pag. 370. ligne 18 præductis
lisez prædictis pag. 590 ligne 23 refusa *lisez* refu-
 sera pag. 408 ligne 6 present *lisez* prescrit.

De l'Imprimerie de F. MONTALANT.





